



## **ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE**

Rue de Fierlant n°86,  
1190 Forest, Bruxelles, Belgique

GSM: 00 212 668 292 153

Fax: 00 212 537 727 283

[assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

# **DÉMOCRATIE, AUTONOMIE ET IDENTITE AMAZIGHE**



---

*AMA est une ONG de défense des droits du peuple amazigh;  
Publiée au Moniteur belge le 01/03/2012 –ASBL / N° d'entreprise: 844.083.805.*



«AMA» Assemblée Mondiale Amazighe  
Amazigh Wereld Assemblée  
Agraw Amadlan Amazigh ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⴷⵓⴷⴰ  
Amazigh World Assembly التجمع العالمي الأمازيغي  
N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique  
[assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

## L'Assemblée Mondiale Amazighe exige l'ouverture des frontières factices entre les pays de Tamazgha

### Communiqué du 7<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'AMA

Réuni à Tiznit, dans le Grand Souss, du 13 au 15 décembre 2013/2961, sur décision du Bureau Confédéral, l'Assemblée Mondiale Amazighe (Agraw Amadlan Amazigh) a tenue la VII<sup>e</sup> Assemblée Générale des imazighen du monde, conformément à ses statuts. Cette rencontre, qui s'est tenue sous le thème « La démocratie et le printemps des peuples amazighs entre contraintes et perspectives », a connu un franc succès avec la participation de plus de 150 congressistes représentant les amazighs de Tamazgha: Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Touaregs, ainsi que ceux de la diaspora de l'Union européenne, outre plusieurs invités et personnalités de marque.

Conformément à ses statuts, en l'absence du président de l'AMA, l'Assemblée Générale a été présidée par le membre présent le plus âgé du Bureau Confédéral. Les travaux ont donné lieu à la présentation du rapport moral et du rapport financier, ainsi que des contraintes rencontrées. Après discussion et validation des rapports précités, par l'Assemblée Générale, le Bureau Confédéral sortant s'est retiré, après élection d'un bureau provisoire qui s'est chargé de la gestion des travaux de la 7<sup>e</sup> Assemblée Générale. Cette dernière a examiné et adopté les documents à l'ordre du jour et conduit à l'élection du Conseil Confédéral et du nouveau Bureau Confédéral avant établissement de la déclaration finale de la 7<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'AMA.

#### I. Documents adoptés

Les travaux en commission se sont penchés sur l'examen de deux projets importants :

- Le premier qui a trait au « **Manifeste de Tamazgha pour une Confédération démocratique, sociale et transfrontalière, basée sur le droit à l'autonomie des régions** », a été approuvé après débats comme base de référence pour l'ensemble de Tamazgha ;

- Le second projet, à savoir l'**officialisation de la langue amazighe**, sur l'exemple du cas marocain, a également fait l'objet de discussions et amendements, avant adoption.



Les deux textes précités ont été validés et adoptés par la 7<sup>e</sup> Assemblée Générale.

## **II. Election du bureau confédéral**

Conformément à ses statuts, l'Assemblée Générale a élu les membres du Conseil Confédéral qui a élu en son sein les membres du Bureau Confédéral. S'agissant de la délégation libyenne, et à leur demande, l'Assemblée Générale lui a accordé un délai pour la confirmation des responsables libyens au sein de l'AMA, par les instances libyennes en Libye.

Le Bureau Confédéral, hors responsables libyens est ainsi composé :

- M. **Rachid Raha**, Président de l'AMA et chargé des relations internationales;
- M. **Dr. Mimoun Charqi**, Président d'honneur et chargé des affaires juridiques;
- M. **Hamma Ag Mahmoud**, Président délégué pour les Touaregs de l'Azawad;
- M. **Thomas Fortune**, Président délégué pour les Touaregs du Niger ;
- M. **Skouti Khoudir**, Président délégué pour l'Algérie ;
- Mme. **Amina Ibnou-Cheikh**, Présidente déléguée pour le Maroc ;
- M. **Slah Ben Mimoun**, Président délégué pour la Tunisie ;
- M. **Azaoui Benaceur**, Président délégué pour la France;
- M. **Samir Boudouassel**, Président délégué pour les Pays Bas et trésorier général adjoint;
- M. **Jamal Alatiaoui**, Secrétaire général;
- M. **Moussa Backa**, Trésorier général ;
- M. **Dr. Kamaledine Fekhar**, Président délégué pour le Mzab (Algérie) ;
- M. **Kamal Assassi**, Président délégué pour la Chaouia (Algérie) ;
- M. **Ahmed Hattab**, Président délégué pour le Grand Rif (Maroc);
- M. **Rachid Ghandi**, Président délégué pour le Grand Atlas (Maroc) ;
- M. **Rachid Amzil**, Président délégué pour le Grand Souss (Maroc).

## **III. Déclaration finale de la 7<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AMA**

Trois années sont passées après le printemps des peuples de Tamazgha, accompagné d'espoirs et d'attentes de millions d'Amazighs pour vivre dans des Etats démocratiques, qui reconnaissent tous les droits des amazighes, en particulier les droits culturels et linguistiques, économiques, sociaux, civils et politiques. Mais, l'espoir du changement a déçu ; bien plus, plusieurs Etats d'Afrique du Nord œuvrent pour l'instauration de nouvelles dictatures qui imposent la marginalisation, le racisme et la ségrégation contre les Amazighs. L'examen de l'évolution des droits des Imazighen sur le pays Tamazgha est fort décevant, en ce qui concerne les différents états constitutifs de Tamazgha.

**Aussi, nous relevons et déclarons**

**aux opinions publiques amazighe et internationale ce qui suit :**



## 1. Au niveau du Maroc

Nous exprimons notre déception quant au recul de l'Etat et du gouvernement en ce qui concerne leurs engagements suite aux revendications du Mouvement de la jeunesse du vingt février 2011, notamment la reconnaissance, dans la constitution marocaine, de l'Amazighe en tant que langue officielle pour tous les marocains. En dépit du temps passé, les principes constitutionnels qui devaient être traduits sous forme de lois organiques, de décrets, arrêtés et circulaires d'applications n'ont pas encore vu le jour. A titre d'exemple, la loi organique devant consacrer le caractère officiel de la langue amazighe, ainsi que la loi organique devant préciser le droit à l'autonomie des régions dans le cadre de la « régionalisation avancée », ne sont même pas au stade de projets.

Exception faite de quelques déclarations politiques de forme, nous continuons à constater la perpétuation de la discrimination et de la ségrégation contre l'amazighité et les Amazighs au Maroc. De nombreux attermoissements sont rencontrés dans la mise en œuvre de l'officialisation de la langue amazighe, et ce durant plus de deux ans, ainsi que la permanence de l'interdiction des prénoms amazighes et l'interdiction de l'utilisation de l'amazighe, à l'écrit et à l'oral, au sein des différentes institutions de l'Etat marocain, dont le parlement. Ce dernier a publié, depuis plus d'une année, une décision interdisant de s'exprimer en amazighe. Nous constatons également l'absence d'évolution dans le dossier de l'apprentissage de l'amazighe, de son intégration dans les médias et la formation. Diverses promotions de diplômés en amazighe sont confinées au chômage. La ségrégation persiste en ce qui concerne le soutien de l'Etat au cinéma, à l'art, aux associations, aux journaux, à la culture et aux auteurs amazighs.

Les prisonniers politiques amazighs, dont Mustapha Oussaya et Hamid Aadouch continuent à être incarcérés à la prison de Meknès, sans que le Conseil Consultatif des Droits Humains, ni le ministère de la Justice s'en préoccupent pour rouvrir leur dossier juridique caractérisé par beaucoup d'anomalies.

Nous dénonçons les groupes politiques qui continuent à mener des attaques médiatiques racistes contre les Amazighs, au lieu de contribuer à tourner des pages des décennies de répression et de ségrégation contre tout ce qui est amazigh au Maroc. Aussi, demandons nous l'adoption d'une discrimination positive au profit de la langue et de la culture amazighes comme compensation à plus d'un demi siècle de d'exclusion et de marginalisation.

A ce jour, le bilan du gouvernement en cours est négatif en ce qui concerne la question amazighe. En outre, durant le mandat de ce gouvernement, on a pu relever des décisions racistes, des pratiques ségrégationnistes et des répressions inédites



contre les Amazighs. En particulier dernièrement à (Ayt Bu Ayache/Imzuren, Tinghir, Imider, Ayt Sgugu à Mrirt, Ait Baha au sud, Targuist, Amskrud,...).

Nous appelons tous les Amazighs du Maroc à prendre conscience de la dangerosité des changements qui surviennent au Maroc, en donnant la priorité à la reconnaissance effective de l'ensemble des droits reconnus par les pactes internationaux des droits de l'homme dont ceux culturels et linguistiques, en adhérant à l'initiative d'un million de signatures pour la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe au Maroc. Nous en appelons aussi à la création d'une coalition amazighe forte avec les parties idoines pour affronter tous ceux qui s'érigent à l'encontre de l'équité vis-à-vis des Amazighs et de la légitimité de l'amazighité.

L'AMA saisit cette occasion pour féliciter la militante Khadija Ryadi pour son prix de l'ONU des droits humains. L'AMA en appelle à la reconnaissance effective du droit à la manifestation pacifique ainsi que le droit à la grève sans violences ni répressions.

Nous faisons incomber toute la responsabilité de la continuation de la spoliation des terres collectives des tribus amazighes, au Maroc, au gouvernement et au parlement marocains qui sont habilités à modifier les lois, qui remontent à la période coloniale, et qui permettent la spoliation et l'expropriation dans les différentes régions.

## **2. Au niveau de la Libye**

L'Assemblée Mondiale Amazighe dénonce l'option de ceux qui, au sein du Congrès National Libyen, œuvrent pour l'élaboration d'une constitution non démocratique qui exclut les Amazighs et qui institue le racisme et la ségrégation à l'encontre la langue, de la culture et des populations amazighes en consacrant les lois foncièrement discriminatoires promulguées par le régime déchu et qui considèrent la Libye comme étant un Etat « arabe » avec pour seule et unique langue « l'arabe », et ce en opposition avec la réalité libyenne caractérisée par la pluralité au même titre que tous les Etats de Tamazgha.

Nous réaffirmons notre soutien au Conseil Supérieur des Amazighs de Libye et à toutes les organisations amazighes de Libye qui œuvrent pour l'instauration des droits linguistiques et culturels amazighs en général et ce sans amputation. Nous appelons également les Amazighs de Libye, avec leurs différentes organisations et conseils locaux à l'union, en ce moment décisif de leur histoire, dans l'intérêt de tous les Amazighs de Libye et de tous les Libyens, en oeuvrant pour l'adoption d'une constitution démocratique élaborée avec le consentement de toutes les parties, en s'appuyant sur les principes démocratiques et les pactes internationaux des droits de l'homme et des peuples.



### **3. Au niveau de la Tunisie**

Nous saluons le respect du gouvernement tunisien quant au droit des Amazighs à donner des prénoms amazighs à leurs enfants. Mais, en revanche, nous dénonçons l'omission totale de la pluralité culturelle en Tunisie, dans le dialogue relatif à la constitution du pays, ainsi que le refus de la constitutionnalisation des instances amazighes.

Nous demandons au gouvernement et à l'Etat tunisien ainsi qu'aux différentes composantes politiques du pays de veiller au respect obligatoire des droits culturels, linguistiques, économiques, sociaux et politiques des Amazighs dans la future constitution du pays en évitant la reproduction d'un Etat arabiste raciste, à un moment où les mirages du nationalisme « arabe » agonisent.

Nous insistons sur notre soutien aux Amazighs de Tunisie, selon nos moyens, et nous appelons tous les Amazighs de Tamazgha à les soutenir et à œuvrer de façon à attirer l'attention des organisations régionales et internationales quant à leurs souffrances. Par ailleurs, nous nous réjouissons du travail militant des associations et des militants amazighs en Tunisie.

### **4. Au niveau de l'Azawad et du reste du pays des Touaregs**

En ce qui concerne la garantie des droits des Amazighs touaregs, nous insistons sur la nécessité de création d'Etats démocratiques au Mali, au Niger et en Algérie qui assurent et garantissent le droit à l'autonomie du peuple touareg, dans son ensemble, auprès des autres ethnies, dans ces Etats.

Nous demandons une enquête en ce qui concerne les crimes commis par les armées malienne et française contre les citoyens touaregs et en appelons au soutien humanitaire nécessaire aux centaines de milliers de réfugiés touaregs et autres dans les pays voisins, particulièrement la Mauritanie, le Burkina-Faso et le Niger.

Nous appelons le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) à rester attentif et vigilant dans ses relations avec la France ainsi que certains régimes en Afrique du nord et dans le Sahel. De même que nous réaffirmons la nécessité de la prise en considération de l'intérêt supérieur de tous les touaregs et des autres ethnies de l'Azawad ainsi que la mise en œuvre du droit à l'autonomie des peuples autochtones et des autres instruments internationaux pertinents. Nous saluons le refus du MNLA de participer aux élections commandées par la France, alors même que les réfugiés en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger vivent un véritable désastre humanitaire et que le problème de l'autonomie de l'Azawad n'est pas réglé.



Un appel est lancé à l'intention des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine et des Etats démocratiques en attirant leur attention sur la situation critique des réfugiés de l'Azawad, qui exige une attention et une prise en charge humanitaire urgente.

### **5. Au niveau de l'Algérie**

Nous relevons avec force regret que le régime algérien poursuit sa politique raciste envers les Amazighs dans toutes les régions du pays en dépit des changements qu'ont connu les pays de Tamazgha et nous dénonçons l'enseignement de forme de l'amazighe dans quelques régions uniquement d'Algérie. Nous dénonçons la non intégration effective de l'amazighe dans les médias et dans le reste des institutions de l'Etat algérien. En outre, nous condamnons l'interdiction des prénoms amazighs ainsi que le discours officiel visant une réglementation raciste de ces prénoms.

La langue amazighe doit être inscrite dans la constitution en tant que langue officielle et recevoir une mise en œuvre effective dans la vie et la politique du pays. L'Etat algérien est appelé à œuvrer sans tarder pour l'officialisation, l'unification et la mise en œuvre de la langue amazighe, sans concession. L'enseignement effectif de la langue amazighe doit se faire sur l'ensemble du territoire et en particulier dans les régions amazighophones, et son insertion dans les programmes scolaires en tant que langue obligatoire et non facultative.

Les autorités algériennes sont appelé fermement à mettre un terme à leurs pratiques discriminatoires, aux tortures, aux harcèlements sexuels et aux viols des détenus, en particulier mozabites, dans les geôles algériennes par la police. Il est exigé l'ouverture d'une enquête sérieuse pour les crimes contre l'humanité commis lors des évènements de Guerara – Ghardaïa, à l'encontre des mozabites par les forces de police et la traduction des responsables devant les tribunaux, ainsi que leurs sanctions.

Par ailleurs, il est réclamé la libération du jeune amazigh Mohamed Baba Nejar, prisonnier d'opinion et militant pour la préservation de l'identité amazighe mozabite. De même qu'il est exigé de mettre fin aux poursuites des affaires et dossiers préfabriquées à l'encontre des activistes et militants des droits de l'homme mozabites et autres.

La vérité doit être faite sur les nombreux assassinats politiques des militants amazighs, dont Lounes Matoub, les 126 victimes du printemps noir et bien d'autres, avec traduction des coupables devant les tribunaux. L'AMA condamne le récent et odieux assassinat du jeune mozabite Mohamed Abderhamane, dans la ville de Guerara, dans la région de Ghardaïa.

L'effusion de sang, ainsi que la politique de discrimination de l'Etat algérien à l'encontre des amazighs et plus particulièrement les Kabyles, les Mozabites, les Chaouis, les Touaregs et autres sont fermement dénoncés et condamnés.



L'AMA appelle les Amazighs d'Algérie en Kabylie, au Mزاب, et dans la Chaouia ainsi que les amazighes touaregs à coordonner leurs actions pour l'obtention de leurs droits légitimes et à œuvrer au renforcement de l'action militante amazighe tout en participant à toute initiative nationale pour la démocratisation du pays. Par ailleurs, l'AMA apporte son soutien et en appelle à l'ouverture des frontières factices entre le Maroc et l'Algérie.

## **6. Au niveau de Melilla, Ceuta et les Iles Canaries**

Nous nous réjouissons de l'action militante des Amazighs canariens dans le domaine de la revalorisation de la langue et de la culture amazighes ainsi que la campagne d'écriture en alphabet *Tifinagh* des enseignes.

Nous demandons au gouvernement espagnol de répondre aux revendications des Amazighs de Melilla, Ceuta et les Iles Canaries, de reconnaître l'amazighe comme langue co-officielle dans ces trois régions autonomes et d'œuvrer pour enseigner l'amazighe en caractère *Tifinagh*.

De même, nous demandons dans ces trois régions autonomes, des politiques d'anti-discrimination dans tous les domaines avec des migrants et des citoyens amazighs

## **7. Au niveau de la diaspora amazighe**

La diaspora amazighe hors Tamazgha, tout particulièrement celle résidant dans les pays démocratiques, est appelée à renforcer son adhésion à la cause amazighe, et se souder et à s'unir de façon à défendre ses droits légitimes ainsi que ceux des peuples de Tamazgha.

Les militants amazighs sont appelés à agir pour exiger que la langue amazighe soit incluse dans les programmes scolaires des pays d'accueil pour les résidents amazighs hors Tamazgha. En sus, nous revendiquons des politiques d'anti-discrimination dans tous les domaines, dans les pays d'accueil, avec des migrants et des citoyens amazighs.

In fine, à l'approche du nouvel an amazigh, **2964**, il est réclamé l'officialisation du nouvel an amazigh et sa déclaration comme jour férié dans toute Tamazgha.

A l'issue de ses travaux, l'Assemblée Mondiale Amazighe a salué et apporté son soutien aux mouvements de libertés et marches pacifiques pour la dignité, l'égalité, la démocratie et les droits de l'homme, dans le monde d'une façon générale et dans Tamazgha en particulier.

<http://hespress.com/videos/96507.html>

[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=hfuYZVQft70](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=hfuYZVQft70)

[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=FWJeuMRJc8](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=FWJeuMRJc8)



# MANIFESTE DE TAMAZGHA

Pour une Confédération démocratique,  
sociale et transfrontalière, basée sur  
le droit à l'autonomie des régions



Projet proposé par l'Assemblée Mondiale Amazighe du 9 et 10 décembre 2011/2961, réunie en assemblée générale à Bruxelles et soumis à la lecture et à la discussion des associations locales, régionales et nationales, et adopté définitivement à l'assemblée générale de 13, 14 et 15 décembre 2013/2963, à la ville de Tiznit dans la région de Grand Souss au Maroc.



## Avertissement

En sus des principes et valeurs ancestrales des sociétés amazighes, ce manifeste est basé sur les textes internationaux de référence qui consacrent le standard minimum de civilisation et démocratie dont *la Déclaration universelle des droits de l'Homme* (10 décembre 1948), *la Convention européenne des droits de l'Homme* (4 novembre 1950), *la Convention de Genève* (28 juillet 1951), *la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* (20 novembre 1989), *la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (12 août 1992), *la Convention cadre pour la protection des minorités nationales* (1995), *le Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (16 décembre 1996), *le Pacte international relatif aux droits économique, sociaux et culturels*, (16 décembre 1996), *la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail* (1998), *la Convention des Nations Unies contre la corruption* (29 septembre 2003) et *le Pacte mondial des Nations Unies* (juillet 2000) ainsi que *la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. (13 septembre 2007).

# MANIFESTE DE TAMAZGHA

## PREAMBULE

Nous acteurs, militants, personnalités et représentants des peuples des différents Etats de *Tamazgha* adhérons au présent Manifeste pour la création d'une Confédération ayant pour objectif d'unir tous les citoyens de *Tamazgha* et d'œuvrer pour la défense des droits et de l'identité des amazighs.

Le Manifeste de *Tamazgha* a pour but la diffusion de la démocratie participative, effective et réelle au niveau des populations vivant dans l'espace *Tamazgha*, afin d'intégrer les différents groupes ethniques, culturels, religieux et autres.

Le Manifeste de *Tamazgha* sans remettre en cause les frontières politiques existantes a pour objectif la consécration du droit à l'autonomie des régions dans chaque Etat de *Tamazgha* et l'établissement de structures fédérales ouvertes à tous les peuples de *Tamazgha*, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye, en Egypte, au Mali, au Niger, en Mauritanie et dans les îles Canaries, ainsi que de par le monde.

Le Manifeste de *Tamazgha* repose sur le vécu historique des sociétés amazighes et sur leur héritage collectif. Consciente de son patrimoine spirituel, moral, religieux et culturel, ainsi que de sa pluralité, sa diversité et sa nécessaire unité, le mouvement de *Tamazgha* se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; il repose sur le principe de démocratie participative, effective et réelle ainsi que sur le principe de la consécration et du respect de l'Etat de droit. Le mouvement de *Tamazgha* place l'individu au cœur de



son action en instituant la citoyenneté de *Tamazgha* et en oeuvrant pour un espace de liberté, de vivre ensemble, de tolérance, de paix et de justice économique, sociale, politique, et autres.

Le Mouvement pour la Confédération de *Tamazgha* privilégie l'auto-administration politique, connue sous le nom de démocratie participative, dans laquelle chacun et tous les groupes de la société, ainsi que toutes les identités culturelles, ont la possibilité de s'exprimer par le biais de réunions locales et régionales, de conventions générales et de conseils. Cette vision de la démocratie ouvre ainsi l'espace politique à toutes les couches de la société et permet la formation de groupes politiques divers et variés, ce qui constitue de ce fait un progrès dans l'intégration politique de l'ensemble de *Tamazgha*. Ainsi, par la création d'un niveau opérationnel où tous les groupes politiques, sociaux, économiques ou culturels ainsi que toutes les communautés religieuses s'expriment directement dans les processus locaux et régionaux de prise de décision, *Tamazgha* renforce l'autonomie structurelle des acteurs sociaux et crée les conditions nécessaires à l'organisation de l'ensemble de la Confédération.

*Tamazgha* est une Confédération des Etats fédéraux d'Afrique du Nord. Chaque Etat fédéral est formé des entités fédérées, à savoir les régions autonomes. Les régions autonomes fédérées sont chargées de l'application du processus démocratique de prise de décision depuis le niveau local jusqu'au niveau global, et ce, dans le cadre d'un processus politique continu.

La Confédération de *Tamazgha* est dotée d'un Parlement confédéré. Ce dernier en tant qu'organe législatif supra national est chargé d'œuvrer selon le Manifeste de *Tamazgha* et de faire progresser la paix, le bien être et la justice dans l'espace de *Tamazgha*.

*Tamazgha*, en tant que partie de l'Afrique s'assigne, en outre, comme l'un des objectifs la réalisation de l'unité africaine.

Les langues officielles de *Tamazgha* sont l'amazigh standard et l'arabe. Les autres langues de *Tamazgha* (les différents dialectes arabes et les différentes variantes amazighes) sont aussi officielles dans leurs régions respectives conformément aux statuts de ces régions. La richesse de la diversité linguistique de *Tamazgha* est un patrimoine culturel qui fait l'objet d'un respect et d'une protection spéciale.

Consciente de la nécessité d'inscrire son action dans le cadre des organismes internationaux, la Confédération de *Tamazgha* souscrits aux principes, droits et obligations découlant des Chartes desdits organismes et réaffirme son attachement aux droits humains tels qu'ils sont universellement reconnus et réaffirme la détermination à œuvrer pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

## TITRE PREMIER

### DISPOSITIONS GENERALES ET PRINCIPES FONDAMENTAUX

**Article 1.** *Tamazgha* est une Confédération démocratique, sociale et transfrontalière basée sur le droit à l'autonomie des régions.



**Article 2.** La souveraineté appartient aux peuples de *Tamazgha* qui l'exercent directement par voie de référendums et indirectement par l'intermédiaire des institutions constitutionnelles fédérales élues librement et démocratiquement dans chaque Etat fédéral de la Confédération.

**Article 3.** Les partis politiques au niveau de *Tamazgha* contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de la Confédération. Il ne peut y avoir de parti unique dans l'espace de *Tamazgha*.

**Article 4.** Tout citoyen de *Tamazgha* a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des organisations syndicales et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts. Chacun dispose de la liberté de religion, de conscience et de pensée. La liberté de religion et de conscience comprend le droit de confesser et de pratiquer une religion, le droit d'exprimer ses convictions et le droit d'appartenir ou non à une communauté religieuse. Nul n'est tenu de pratiquer une religion contrairement à sa conscience.

**Article 5.** *Tamazgha* est une confédération neutre. L'emblème de *Tamazgha* est le drapeau tricolore à bandes horizontales, bleu, vert et jaune frappé en son centre de la lettre *tifinagh* (Z) en rouge.

**Article 6.** La devise de *Tamazgha* est l'Homme, la Terre, la Langue, en accord avec les valeurs d' EGALITE, LIBERTE et SOLIDARITE.

## TITRE II : LA DIGNITE HUMAINE

**Article 7.** La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

**Article 8.** Toute personne a droit à la vie.

**Article 9.** Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

**Article 10.** La traite des êtres humains est interdite.

**Article 11.** Nul ne peut être tenu en esclavage, ni en servitude.

**Article 12.** Nul ne peut être contraint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

## TITRE III : LES LIBERTES

**Article 13.** Tout citoyen a droit à la liberté et à la sécurité.

**Article 14.** Tout citoyen a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile, de sa correspondance et de ses communications.



**Article 15.** Tout citoyen a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence des autorités publiques ou autres.

**Article 16.** La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés et protégés. Aucun journaliste ne peut faire l'objet de poursuite judiciaire dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

**Article 17.** Tout citoyen a droit à l'éducation, notamment dans sa langue et sa culture autochtones. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire. L'enseignement est obligatoire jusqu'à l'obtention du diplôme des études secondaires (Baccalauréat). Les Etats fédéraux de *Tamazgha* doivent faire de l'éducation la priorité des priorités.

**Article 18.** La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois de chaque Etat fédéral qui en régissent l'exercice.

**Article 19.** Tout citoyen de *Tamazgha* a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de circuler, de s'établir ou de fournir des services dans tous Etats de la Confédération.

**Article 20.** Tout citoyen a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée.

**Article 21.** Le droit de la propriété est garanti. Il ne peut y avoir d'atteinte au droit de propriété individuelle ou collective, sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, de classement des monuments et des sites et des plans d'aménagement des territoires.

Les propriétaires, victimes des limites relatives au droit de propriété, dans les cas et les conditions prévus par la loi perçoivent préalablement une juste indemnité pour les pertes subies.

**Article 22.** Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un Etat où il existe un risque qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants. Les expulsions collectives sont interdites.

**Article 23.** Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

## TITRE IV : L'EGALITE

**Article 24.** Tous les citoyens de *Tamazgha* sont égaux en devoirs et en droits.

**Article 25.** Est interdite toute discrimination basée sur le genre, les origines ethniques ou sociales, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'handicap, l'âge ou autres.



**Article 26.** La Confédération de *Tamazgha* respecte et défend la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

**Article 27.** L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière de travail, de rémunération et d'héritage.

**Article 28.** Les mariages forcés sont interdits. Le droit de se marier avec la personne de son choix et de fonder une famille est garanti.

**Article 29.** La protection de la famille est assurée sur le plan juridique, économique et social.

**Article 30.** L'enfant a droit à la protection et aux soins nécessaires à son bien-être. L'intérêt supérieur de l'enfant doit faire l'objet d'une considération primordiale de la part de la famille, des autorités publiques et des institutions privées.

**Article 31.** Le travail des enfants mineurs est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire.

**Article 32.** La Confédération de *Tamazgha* respecte, reconnaît et protège le droit des personnes âgées à mener une vie digne.

**Article 33.** La Confédération de *Tamazgha* respecte et reconnaît le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant leur intégration sociale et professionnelle ainsi que leur participation à la vie de la société.

## TITRE V : LA SOLIDARITE

**Article 34.** La Confédération de *Tamazgha* œuvre pour un développement économique dans le respect de l'environnement, des droits de l'Homme et de vraies règles sociales pour tous conformément au principe du développement durable.

**Article 35.** La Confédération de *Tamazgha* reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maladie, la maternité, les accidents du travail, l'invalidité, la dépendance ou la vieillesse et la perte d'emploi.

**Article 36.** Afin de combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Confédération de *Tamazgha* reconnaît, respecte et protège le droit à une aide sociale et à un droit au logement destinés à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes.

**Article 37.** Toute personne a le droit de bénéficier gratuitement de soins médicaux.

**Article 38.** La jouissance des droits issus du principe de la solidarité entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures.



# DÉMOCRATIE, AUTONOMIE ET IDENTITE AMAZIGHE\*

Par Dr. Mimoun CHARQI

Quelle est la relation entre la démocratie, la régionalisation et l'identité amazighe? En fait, il y a une là grande interaction vu que toutes ces questions sont étroitement liées et que l'une ne peut pas exister sans l'autre. C'est un débat sans fin où les opinions abondent et où il est difficile d'avoir un consensus sur la vision de ce qui devrait être...

Qui pourrait dire qu'il n'est pas en faveur de la démocratie, de la régionalisation avancée et de l'identité et/ou de la question amazigh? En fait, même ceux qui ne sont pas pour ne le déclarent pas ouvertement.

Presque tout le monde reconnaît et salue certaines réalisations importantes effectuées au Maroc, notamment en matière de liberté d'expression. Aujourd'hui plus que de par le passé, on peut dire que chacun peut s'exprimer plus ou moins librement sur les sujets politiques, sociaux, droits de l'homme et autres.

L'analyse du triptyque «Démocratie - Autonomie - Amazigh" peut se faire à travers un diagnostic général sur la base de l'histoire du Maroc avant d'expliquer cette corrélation dans le présent et ce qu'il pourrait en être à l'avenir.

## I. Diagnostic

Trois étapes peuvent être distinguée au titre du diagnostic à savoir celle d'avant les protectorats, celle durant les protectorats et celle du Maroc indépendant.

### 1. Avant les protectorats: la démocratie directe, le *Bled Siba* et le *Bled El Makhzen*

Avant les protectorats, l'empire chérifien empire marocain était basé sur le *Bled El Makhzen* et le *Bled Siba*. Dans le Rif et ailleurs dans le pays, les tribus et confédérations de tribus étaient organisées et agissaient comme de véritables «républiques». La démocratie était directe. Les *Agraw* ou *jmaat* assemblées des propriétaires terriens élisait chaque année leurs dirigeants. L'autonomie était large dans les tribus qui élisait leurs représentants. L'élection était formalisée par Dahir du Sultan, vénéré et reconnu comme un leader religieux et spirituel, qui cependant n'exerçait aucun pouvoir réel sur les tribus-républiques du *bled siba*. Le Sultan n'exerçait un pouvoir effectif que sur le territoire du *Bled El Makhzen*.

L'usage de la langue amazighe était important et généralisé dans le pays alors, tandis que la langue arabe était l'apanage de l'élite, des gens d'origine arabe, des lettrés et *foukaha*.

L'identité amazighe était préservée et cohabitait avec la culture arabe sans aucun type d'exclusion programmée. En outre, la loi islamique elle-même, (la charia), depuis le début de la conquête arabe, a été adaptée et a pris en compte les réalités et les coutumes locales ainsi que le droit coutumier amazighe.



## **2. Pendant les protectorats: agression, domination et résistance**

Avec les protectorats, la démocratie européenne ne s'applique pas aux autochtones. Les modèles administratif et juridique sont importés par les protectorats français et espagnol. La France introduit le modèle jacobin basé sur l'Etat centralisé et les embryons ont été semés pour ce qui sera le futur Etat indépendant marocain. La liberté et l'autonomie des tribus sont reléguées à l'histoire et au passé.

Dans le territoire sous administration française, la Résidence générale française, montre un grand intérêt pour la langue et la culture amazighes, des anthropologues, des linguistes et des sociologues s'intéressent à la culture et à l'identité amazighe pour assurer et renforcer leur domination et leur main mise territoriale, militaire, administrative, ...

Le Collège "berbère" forme l'élite indigène et la France propose le Dahir berbère et les tribunaux de droit coutumier amazigh, auxquels les «nationalistes» s'opposent.

A l'identique, dans la zone sous administration espagnole, les militaires montrent le même intérêt à tout ce qui est amazigh, la coutume, l'identité linguistique, la culture afin de mieux consolider leur pouvoir.

A cette période, les identités amazighe et musulmane sont réaffirmées, notamment avec la résistance et la lutte contre les colons français et espagnols.

Dans le Rif, au cours de cinq années de guerre, le président Mohamed Abdelkrim El Khattabi met en place les structures d'un Etat rifain sous le nom de «République des tribus confédérées du Rif ». Pendant cette période de résistance, les espagnols proposent à Abdelkrim un Rif autonome dans le cadre du régime du protectorat, ce qu'il rejette catégoriquement.

## **3. La période du Maroc indépendant**

L'indépendance politique du Maroc a été construite sur une contradiction, puisque le nouvel Etat naissant se délaisse des tribus et de la structure républicaine des tribus qui ont dominé la scène qui précède le colonialisme européen. C'est la fin de l'autonomie et la liberté des tribus.

Avec la politique d'arabisation, la langue amazighe commence à perdre du terrain. D'autre part, le terme «régionalisation» commence à émerger. L'Etat introduit timidement une politique de régionalisation sous tutelle. À plusieurs reprises, dans leurs discours, feu Hassan II et Mohammed VI se réfèrent à des termes tels que la «décentralisation», la «concentration», l'«autonomie», les «landers» allemands, la "régionalisation avancée" ... Dans les discours royaux, il est fait référence souvent à la démocratie, à la primauté du droit,...

Avec le règne actuel, le discours sur le «processus démocratique», se poursuit. De nouvelles idées émergent comme «le nouveau concept de l'autorité». Dans le «discours Ajdir » (17 Octobre 2001), il est décidé de créer l'«IRCAM» (l'Institut royal de la culture amazighe), et quelques années plus tard une télévision amazighe voit le jour... Cependant, le mouvement amazigh, insatisfait, revendique toujours des droits



fondamentaux, tels que la reconnaissance de l'identité, de la culture et des droits des Amazighs, ...

Au cours des dernières années, le débat a porté, entre autres, sur la «régionalisation avancée», la «réforme constitutionnelle» et «l'identité amazighe », ...

## **II. Perspectives**

Le pays est «un train de sénateurs». Les réformes ne se terminent pas dans le temps, prennent le temps pour se développer et donc à produire des fruits. Chacun sait quand elles commencent, mais personne ne sait quand elles terminent et si elles viendront à terme un jour.

Les réformes et les étapes vers la démocratie se font par doses homéopathiques, Avec le printemps des peuples, au Maroc, à la fois le mouvement du 20 Février, comme le mouvement amazigh, ont fait entendre leurs voix. Plus de cinquante militants sont derrière les barreaux, dont des militants amazighs. La voix de la rue semble avoir été calmée, du moins pour l'instant, grâce à l'idée de la réforme constitutionnelle et de la répression...

Trois idées peuvent être retenues qui se chevauchent au demeurant : la Constitution, l'autonomie et la question amazighe.

### **1. La Régionalisation: un projet de « régionalisation avancée » tronqué**

Un comité consultatif a été formé pour mener une large consultation et qui a invité pour cela les partis politiques, les syndicats, la société civile et des experts. Le Roi a précisé dans ses orientations qu'il fallait prendre en considération l'histoire et la réalité du Maroc, et par conséquent penser un modèle de régionalisation marocain qui ne serait pas importé. In fine, le Comité consultatif pour la régionalisation propose un modèle de régionalisation jacobin, sous tutelle du pouvoir central, loin de permettre une réelle autonomie régionale libératrice. La division proposée des régions ne tient guère compte de la volonté et de l'ambition des populations concernées.

En outre, le projet de régionalisation du comité consultatif n'est en rien conforme au projet proposé par le Maroc pour le modèle d'autonomie pour le Sahara occidental. Après plus de trois ans (3 Janvier 2010), le débat semble avoir refroidi et n'est plus une priorité pour l'Etat. Toutefois, le Maroc a la possibilité d'agir en toute souveraineté afin de régler non seulement un problème politique, mais aussi pour surmonter les difficultés et les problèmes du sous-développement,... Nous nous retrouvons avec deux modèles qui n'ont rien de comparable l'un à l'autre: d'abord, le plan d'autonomie pour le Sahara, en date du 11 Avril 2007, et ensuite le projet du Comité consultatif sur la régionalisation.

Le mouvement amazigh pour sa part défend le droit à l'autonomie régionale. Plusieurs déclarations comme celle de Nador, celle d'Al Hoceima et le projet de manifeste de Tamazgha sont fondés sur le droit à l'autonomie des régions.

### **2. La Constitution: le problème de la mise en oeuvre**

Une réforme constitutionnelle a eu lieu après une large consultation, (comme ce fut le cas pour la question de la régionalisation), suivi d'un référendum constitutionnel.



La Constitution apporte des réformes formulées en termes de principes. Cependant, les lois organiques et autres qui doivent compléter la Constitution sont lentes à venir. Jusqu'ici il n'y a rien de nouveau au sujet de leur planification et encore moins sur la phase dans laquelle elles se trouvent. L'édifice juridique est loin d'être terminé et les institutions (y compris la Chambre des conseillers) sont loin d'être en conformité avec les dispositions constitutionnelles. Ainsi, la phase de transition continue à perdurer dans le temps.

### **3. La question amazighe: relégation aux calendes grecques**

La question amazighe est étroitement liée à la mise en œuvre de l'ensemble de l'édifice et des institutions juridiques qui peuvent la promouvoir... Mais, encore une fois, la loi organique devant fixer les conditions dans lesquelles doit être mise en œuvre la formalisation de l'amazigh (comme patrimoine commun de tous les Marocains) ne fait pas partie des priorités du gouvernement. Nous sommes encore loin des décrets et autres textes qui devraient compléter la future loi organique qui n'existe pas même au stade de projet.

Une institution telle que l'IRCAM est mise de côté... La télévision amazighe fait plus dans le folklore que dans le culturel ... Le gouvernement dit avoir cinq ans pour préparer les lois organiques, y compris celle relative à la langue et à l'identité amazighe...

### **Considérations finales**

La gestion de la transition du pays vers la démocratie est pleine de contradictions. D'un côté le discours, la théorie, la loi et les principes déclarés et, de l'autre, la réalité, l'application et la pratique qui laissent à désirer. Il est clair que le Maroc par rapport à ce qui s'est passé dans d'autres pays comme la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie, ... fait figure d'« exception », comme le disent l'État et plusieurs observateurs. Cependant, le pouvoir doit être conscient que les problèmes sont trop graves et sérieux pour ne pas être traités de manière idoine et appropriée, en temps opportun.

La question amazighe ne se limite pas à la langue, et encore moins au folklore. C'est une question de langue, d'identité, de droits économiques, civils, politiques, économiques, sociaux, culturels,... C'est aussi le droit à l'autonomie des régions. La démocratie n'est pas un vain mot. La clé est la participation, la justice et la responsabilisation des populations et communautés locales pour leurs destins.

Enfin, sans démocratie, pas d'autonomie ni d'identité amazighe, sans autonomie, pas de démocratie, ni identité amazigh, et sans identité amazighe, il n'y a pas de démocratie, ni d'autonomie.

*\*Communication livrée au séminaire sur « LOS AMAZIGHES: Historia, Sociedad, Política y Cultura ». En Granada, del 18 al 20 de noviembre, au siège de la Fundación Euro árabe à l'occasion du millénaire de la fondation de la ville de Grenade par la dynastie amazighe des Zirides.*



**A Son Excellence,  
Mme. Navi PILLAY,  
Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme**

**Objet : Etat des lieux des droits humains des citoyens/es, communautés et populations autochtones amazighs (berbères) au royaume du Maroc**

**Excellence,**

Nous avons l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à notre région de Tamazgha (Afrique du Nord) et nous profitons de votre présence au Maroc pour attirer votre attention sur les violations des droits humains en ce qui concerne les citoyens et communautés amazighs, (populations autochtones), en vous demandant de vous pencher sur cette question avec le gouvernement et les autorités marocaines.

Sachez qu'avec l'avènement de nouveau roi Mohamed VI en 1999, un si grand espoir était ouvert lorsqu' il a pris l'initiative de la création de l'instance Equité et Réconciliation, inspiré justement de l'exemple de votre pays d'origine qu'est l'Afrique du Sud, pour se pencher sur les graves violations des droits humains des années de plomb, sous le règne de défunt dictateur Hassan II.

La dite instance a permis à certaines victimes de s'exprimer et de les récompenser par certaines maigres compensations financières, mais elle n'a jamais osé aborder le crime contre l'humanité commis à l'encontre des populations amazighes civiles de la région du Rif durant les années 58-59, ni encore moins éclaircir les nombreux assassinats politiques commis à l'encontre des membres de l'armée de libération dont le chef **Abbas Mesaâdi**, ou des chercheurs amazighs comme le linguiste **Boujemaâ El Habbaz**...Les responsables des dits crimes ne se sont jamais inquiétés d'être traduit devant les tribunaux jusqu'à nos jours.

Tout à fait le contraire de ce qui s'est passé en Afrique du Sud où les populations autochtones se sont accédées au pouvoir, comme un moyen de réconciliation nationale, les citoyens amazighs, qui conforme la majorité de la population marocaine et qui comptent parmi eux le plus grand nombre des victimes de ces années de plomb, sont privés d'accéder au centre de pouvoir, -à exception de ceux qui falsifient leur généalogie et ceux qui montrent un certain mépris envers les autochtones-, et sont condamnés à vivre aux marges et à se cantonner dans les régions périphériques et montagnards...privés du droit de création des formations politiques autochtones, comme ça était le cas de l'interdiction du Parti Démocrate Amazigh Marocains (PDAM), alors qu'on autorise la création des dizaines de partis politiques sur les bases exclusives de l'idéologie arabo-musulmane...



## Excellence,

Même si la réforme de la Constitution marocaine du 1 juillet 2011, après les événements des jeunes du 20 Février, reconnaît définitivement l'identité amazighe et le caractère officiel de la langue amazighe, malheureusement les autorités marocaines continuent à pratiquer une politique d'apartheid anti-amazigh, qui s'est aggravée par l'accession au pouvoir d'un parti islamiste, en l'occurrence le Parti de la Justice et de Développement (PJD).

Cette politique de discrimination institutionnalisée s'affiche par ces faits suivants :

- les nouvelles cartes d'identité nationale des citoyens amazighs, écrites exclusivement en arabe et en français, comportent la lettre « z » de la première écriture africaine qu'est le tifinagh, invisible à l'œil nu mais détectable en la soumettant à une dense lumière.
- Aux citoyens qui se croient d'origine d'Arabie et de lignages religieux connu sous le nom de « shurfa », s'adjudant des généalogies proche-orientales « Arabes », détiennent des cartes où on exprime aux autorités de leur faciliter leurs tâches administratives, au détriment des citoyens courants !
- Même au sein du propre palais royal, toute personne qui manifeste son amazighité risque par être discriminé et écarté, comme s'est passé avec l'ancien porte-parole du roi, M. **Hassan Aourid**.
- Le ministre amazigh des Affaires Extérieures **Dr. Saaeddine El Othmani**, qui avait proposé le changement du nom de dénomination raciste de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en Union du Grand Maghreb, a été rapidement évincé lors de dernier remaniement gouvernemental.
- Le gouvernement marocain continue à maintenir à son poste M. **Ahmed Lahlimi Alami**, au Haut Commissaire au Plan, et il le charge de diriger l'opération de nouveau recensement de la population en septembre prochain, sachant qu'il est mis en cause par le rapport de la Cour des Comptes, dans le détournement des fonds publics, et en plus et du fait de son appartenance idéologique à une formation politique arabiste, il a falsifié délibérément le nombre des Amazighs, en les réduisant à un chiffre dérisoire de 28,4 % de la population lors de recensement de 2004!
- Les autorisations de circulation des moyens de transport (taxis, camions, bus...) ainsi que les permis d'exploitation des gisements miniers et des richesses halieutiques sont souvent octroyés et réservés prioritairement aux proches des cercles de pouvoir qui partagent les mêmes supposés généalogies religieuses et proche-orientales!
- Pour accéder à un poste de responsabilité, les candidats Amazighs sont soumis à une certaine enquête détaillée des services de la police politique comme l'a dénoncé l'actuel ministre de l'Enseignement supérieur **Dr. Lahcen Daoudi...**

## Excellence,

Même si, en tant que militants et démocrates pacifistes Amazighs, nous avons réussi à arracher quelques revendications comme la création de l'**Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM)** et la **Télévision Tamazight (TV8)**, la première vient d'être incompréhensiblement amputé des membres de son conseil d'administration



et la deuxième ne compte plus avec un budget conséquent, ni avec des moyens humains ni une direction autonome !

Mais en ce qui concerne les engagements de l'état marocain suite aux revendications du Mouvement de la jeunesse du vingt février 2011 et du mouvement amazigh, notamment la reconnaissance, dans la Constitution du 1 juillet 2011, de l'Amazighe en tant que langue officielle pour tous les marocains, celle-ci est restée de façon abjecte une lettre morte, déjà depuis bientôt trois ans. Et en dépit du temps écoulé, les principes constitutionnels qui devaient être traduits sous forme de loi organique, de décrets, arrêtés et circulaires d'applications du caractère officiel de la langue africaine et autochtone qu'est l'amazighe, le gouvernement ne manifeste aucune volonté politique et continue à œuvrer à :

- Interdiction de l'utilisation de l'amazighe, à l'écrit et à l'oral, au sein des différentes institutions de l'Etat marocain, dont le parlement avec les cas des députés Mme. **Fatima Chahou (Tabaamrant)** et de M. **Abdellatif Ouammou** ;
- Absence de la langue amazighe et de son écriture dans les nouvelles monnaies nationales, les cartes nationales et passeports ;
- Absence d'évolution dans le dossier de l'apprentissage de l'amazighe, et le frein à sa généralisation dans l'enseignement primaire et secondaire, ce qui aurait pu contribuer efficacement à lutter contre le taux alarmant de l'analphabétisme des enfants
- Absence d'intégration de l'amazigh dans les programmes de l'alphabétisation des adultes et des femmes et dans la formation ;
- Frein d'intégration de l'amazigh dans les médias audio-visuels et absence totale de politique de « discrimination positive », sachant que la langue amazighe a été privée de jouir de ses droits depuis l'indépendance du pays, soit depuis cinquante huit ans ;
- Les prisonniers politiques amazighs, notamment **Mustapha Oussaya et Hamid Aadouch** continuent à être incarcérés à la prison de Meknès depuis sept années, sans que le Conseil Consultatif des Droits Humains, ni le ministère de la Justice s'en préoccupent pour ouvrir de nouveau leur dossier juridique caractérisé par de nombreuses et graves anomalies; chose qu'ils ne ménagent pas lorsque il s'agit de prisonniers politiques d'extrême gauche « arabistes » ou de salafistes « islamistes » !.
- Jusqu'à maintenant les cinq victimes amazighes brûlées de la province d'Alhoceima (Imad Alqadi, Jawad Benqaddour, Jamal Salmi, Samir Lbouzaoui et Nabil Jaafar) lors des manifestations pacifiques du vingt février 2011 ne sont toujours pas élucidés et l'état n'a diligenté aucune enquête approfondie pour délimiter les responsabilités, chose que les populations civiles du Rif sortent à chaque fois dans les rues pour élucider ce drame. De même les assassinats suspects de Kamal Hussaini à Ait Bouayach, de Karim Chaib à Sefrou, de Kamal Ammari et Mohamed Boudouroua à Safi, et de Fadwa Laaroui à Souk Sebt, et les procès de dizaines de prisonniers politiques du Mouvement du 20 février sont restés sans suite dans les coulisses des tribunaux marocains où la justice est malheureusement encore aux ordres !
- Diverses promotions de diplômés amazighs dans différents domaines et en langue amazighe sont confinées au chômage et subissent de continuelles



répressions policières devant le parlement, à l'instar des sévices contres des enseignants.

- La ségrégation continue à persister en ce qui concerne le soutien de l'Etat au cinéma, à l'art, aux journaux, à la culture, aux auteurs amazighs et aux associations...

- Interdiction de certaines activités associatives, de manifestations comme le sit in que notre ONG, l'Assemblée Mondiale Amazighe voulait organiser à la frontière algéro-marocaine, le 9 février dernier, en solidarité avec les populations amazighes du Mzab algérien et en faveur de l'ouverture des frontières, a été formellement interdite par les autorités marocaines par écrit ;

- Détention de certains militants amazighs sans motifs apparents comme il vient de se passer avec **Samir El Morabit** à la ville d'Alhoceima juste au moment où vous arrivez au Maroc !

- Des pratiques ségrégationnistes et des répressions inédites contre les populations Amazighes comme le cas des Ayt Bu Ayache, d'Imzuren, de Tinghir, d' Imider, d'Ayt Sgugu à Mirt, d' Ait Baha au sud, à Targuist... ;

- La continuation de la spoliation des terres collectives des tribus amazighes par des décrets de l'époque coloniale. Dernièrement le ministère de l'Intérieur a pris l'initiative de lancer un dialogue national sur ce thème dans le but de réformer le cadre législatif et l'amélioration des procédures de gestion de ces terres collectives par les acteurs sociaux et politiques. Selon le projet de la plate-forme du dialogue, le ministère voudrait élaborer une stratégie en faveur de la promotion et de développement de ce patrimoine collectif au profit des communautés soulaliyates et de ses membres, ainsi que la consolidation du développement humain... Mais nos soupçons vont à l'encontre de ce qui est exprimé, et ça risque de compliquer encore plus la gestion de ces terres et de porter sérieusement atteinte à la cohésion des communautés soulaliyates, et par conséquent nuire les intérêts des ayants-droits et pousser ces populations rurales à un exode rural intolérant;

- Le délaissement des sites archéologiques comme le site préhistorique casablancais de l'Homme de Sidi Abderrahmane transformé en décharges publics et le délabrement des monuments historiques comme le tombeau du Youssef Tachfine à Marrakech...

## **Excellence,**

En vous remerciant de votre diligence à interpellier les autorités marocaines afin qu'elles changent de cap et respectent effectivement les droits humains en général dont ceux des citoyens et populations amazighs, veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre considération fort distinguée.

Signé: **Rachid RAHA**  
**Président de l'Assemblée Mondiale Amazighe**



## LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT FRANÇAIS FRANÇOIS HOLLANDE : LA TRAHISON AUX VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DU SOCIALISME

Monsieur Le Président,

Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêts et de préoccupations votre décision d'intervenir militairement au Mali et en Azawad et votre discours de Tombouctou, du 2 février dernier, où vous avez fait l'éloge de l'armée coloniale française qui avait obligé des citoyens africains à combattre à vos côtés durant les deux guerres mondiales, mais aussi pour réprimer et asseoir un pouvoir barbare au sein des peuples d'Afrique, de Tamazgha (Afrique du Nord) et d'ailleurs.

En tant qu'ONG de défense des droits du peuple amazigh, laissez nous vous rappeler qu'au lors des dernières élections présidentielles on s'est mouillés pour faire campagne en faveur de votre candidature afin de barrer la route aux « *berbères de service* » qui faisaient campagne à votre adversaire. Bizarrement, ce sont toujours ces berbères de service qui viennent d'applaudir votre action coloniale au Mali et en Azawad. Nous avons contrecarré la campagne de ces mercenaires, qui collaboraient aussi avec le régime de Kadhafi, parce que Nicolas Sarkozy avait trahi les valeurs de la République en soutenant les islamistes de la nouvelle Libye, en soutenant le pouvoir illégitime malien qui combattait les touarègues « laïques » de l'Azawad. Effectivement, la grande majorité des citoyens français d'origine amazighe se sont penchés en faveur de vous contribuant dans certaine mesure à l'élection de notre « candidat du changement c'est maintenant ». Vous aviez réveillé un immense espoir au sein de la communauté amazighe surtout lorsque vous avez choisi comme porte-parole du gouvernement et ministre de la femme une compatriote de ma région natale des Ikal-iyen, Najat Belkacem !

Malheureusement, tout cet espoir de changement et de respect des valeurs de la République vient d'être effacé d'un seul coup lorsque vous avez décidé d'intervenir au Mali et en Azawad, en ressuscitant et en renforçant la politique néo-coloniale de la « Françafrique », qui contredit catégoriquement vos beaux discours du Sénégal, du sommet de la francophonie et d'Algérie lors de votre dernière visite.

Oui, Monsieur Le Président, en engageant vos armées sur le territoire africain, en violant la souveraineté des Etats indépendants de Mali et de l'Azawad, vous violez les résolutions des Nations Unies dont le médiateur Romano Prodi prêchait pour une solution politique. Mais surtout vous avez trahi les valeurs de la République française : la liberté, la fraternité et l'égalité. Du fait que vous ayez pris partie du côté de la dictature, du côté d'un président illégitime et d'un officier putschiste, en l'occurrence Amadou Haya Sanogo, qui a fomenté le coup d'État du 22 mars 2012 contre le président Amadou Toumani Touré. Des militaires maliens qui ne perdent pas de temps à nettoyer ethniquement le Sahel de ses populations autochtones, des touaregs, des Maures (des amazighes arabisés que vous traitez maladroitement d'Arabes comme les Sahraouis), des Songhaïs, des Peuls. Oui, Monsieur Le Président, au lieu d'être du côté des « hommes libres », des citoyens musulmans laïques et démocrates vous avez soutenu ceux qui ne respectent ni la démocratie, ni les droits de l'homme, encore moins les droits des peuples.



Monsieur Le Président,

Vous vous enorgueillez de visiter Tombouctou,... laissez moi vous dire que cette formidable ville a été depuis des millénaires le centre de gravité d'un formidable peuple qu'est le peuple touareg. La dite ville était le carrefour de leurs commerces, de leurs sciences religieuses, de leurs échanges culturels... Lorsque le dernier des touaregs a voulu couvrir votre arrivée en tant que simple journaliste professionnel, là-bas, (je parle de notre ami Ousmane Ag Mohamed, l'un des représentants de notre ONG, l'Assemblée Mondiale Amazighe), les autorités militaires maliennes que vous avez soutenu aveuglement lui ont signifié de la quitter où d'être fusillé et brûlé comme cela été le cas de ses compatriotes qu'Amnesty International et Human Rights Watch ont dénoncé. Et on vous a reçu à Tombouctou débarrassé de toute présence touareg, comme d'ailleurs ont essayé de faire les djihadistes en brûlant des livres, des traces d'histoire !! A Bamako, vous avez insisté que vous n'avez pas d'intérêts au Mali. Vous voulez tromper qui Monsieur Le Président? Comment se fait il que vous débloquez un budget colossal dans une aventure militaire alors que votre pays en a profondément besoin afin de créer de l'emploi aux jeunes chômeurs et stopper les délocalisations et la fermeture de vos sociétés. Si effectivement la France n'avait pas d'intérêts on aurait dû la voir entrain de traquer les « terroristes djihadistes » en Algérie, en Somalie, au Yémen, en Syrie, en Irak et ailleurs.

N'empêche que ce n'est pas la première fois que votre Etat viole ses valeurs, au lieu d'être du côté des peuples, elle brandit fatalement la fameuse logique de la « realpolitik », la « raison d'Etat » et à chaque fois que vous trahissez vos principes en tant que socialiste, vous préparez le terrain à l'extrême droite et au fascisme ! Pour cela, remontons un peu dans l'histoire. Ce que vous venez de faire, c'est la même chose qu'avait commis votre mentor François Mitterrand qui soutenait la lutte des peuples contre le colonialisme. Mon professeur suisse Jean Ziegler l'a bien relaté dans l'un de ses livres qui reprend que le « socialiste » Mitterrand, une fois arrivé au sommet du pouvoir, avait fomenté le coup d'Etat contre le révolutionnaire burkinabé Thomas Sankara, en enrôlant son meilleur ami et compagnon de lutte. Il y a un autre exemple, que j'aimerais bien vous rappeler c'est celui de la Guerre du Rif dont on célèbre le cinquantenaire de la disparition de son héros feu Mohamed Abdelkrim Al Khattabi.

Ce que vous venez de faire à Tombouctou c'est répéter en quelque sorte, après 120 ans, une deuxième fois, la colonisation du Grand Sahara, très bien exprimé par notre ami **Hamma Ag Mahmoud**, dans un article publié sur le site web ci-après :

<http://www.tamazgha.fr/Il-y-a-exactement-cent-vingt-ans.html> ).

Ainsi, si c'est dans la première colonisation, la France avait utilisé les troupes sénégalaises, et là, c'est le tour à l'armée corrompue et putschiste malienne, formé fondamentalement de bambaras. C'est le même scénario lorsque votre « Empire » a combattu la « République Confédérés des Tribus du Rif » que son Président Mohamed Abdelkrim Al Khattabi avait créée et qui vécut de 1921 à 1927. De 1924 à 1926 la France avait mobilisé une armée plus importante que celle de la I<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, une armée dirigée par plus de 40 généraux dont le maréchal Pétain et plus de 700 000 soldats formés par des tirailleurs sénégalaises, des troupes algériennes et des goumiers marocains, en appui à l'armée espagnole, tout en utilisant des



armes chimiques de destruction massive, à base d'ypérite, de chloropicrine et de phosgène sans distinction entre populations civiles ou belligérants. Ce crime contre l'humanité reste à ce jour impuni. Tout cela aurait pu être évité si les socialistes espagnols et français avaient respectés leurs principes et leurs valeurs qu'ils répétaient dans différents forums ; le principe de la lutte anti-coloniale des peuples d'Afrique et d'Asie était intimement liée à la lutte des classes ouvrières d'Europe et d'Occident. Ainsi, lorsque les forces « progressistes », dont les socialistes, avaient pris le pouvoir lors de la IIe République d'Espagne, en 1931, elles ont refusé d'octroyer l'autonomie politique à la région du Rif, ce qui a facilité en conséquence le recrutement de milliers de rifains dans les rangs des forces nationalistes de Francisco Franco. Une fois qu'ils avançaient sur le territoire ibérique, le gouvernement « socialiste » de Léon Blum avait refusé de libérer Mohamed Abdelkrim Al Khattabi de son exil à l'île de la Réunion afin de stopper le dit recrutement massive de jeunes rifains, enrôlés sous l'emprise de la misère, qui allaient combattre dans une guerre qui n'était pas la leur, en trahissant la solidarité des peuples. Les conséquences directes de cette « realpolitik » : l'exode massif des citoyens catalans, dont les parents de votre ministre de l'Intérieur, et des espagnols en France, et le déclenchement de la II Guerre Mondiale.

Monsieur Le Président,

La France, dépeinte comme la patrie des droits de l'homme, a ainsi bien malheureusement l'habitude des crimes contre l'humanité, chaque fois que ses intérêts sont en jeu. Les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes s'effacent devant les intérêts de vos multinationales et les interventions se font sous couverts du droit, de la liberté, de la démocratie, de la lutte contre le terrorisme...

Les Amazighs, par définition hommes et femmes libres, épris de paix, de liberté et de justice condamnent énergiquement toutes formes de terrorisme et de colonialisme. Le terrorisme salafiste se doit d'être condamné tout comme il faut condamner les terrorismes d'Etats qui n'ont pour motivations que leurs intérêts matériels, financiers, économiques, énergétiques,...

La politique néo-coloniale et coloniale de la France dans toute l'Afrique ne tient pas compte des intérêts des peuples, ne tient pas compte des droits des peuples à l'autodétermination et à l'autonomie, des droits des peuples à disposer de leurs ressources naturelles,...

En définitif, Monsieur le Président, la France qui ne tient pas compte des droits et des intérêts des peuples doit dégager de l'Azawad, dégager de Tamazgha, dégager de l'Afrique et d'ailleurs. L'histoire vous jugera et vous condamnera. Elle vous juge déjà.

A bas le colonialisme, à bas la Françafrique et que vive l'Azawad, le Grand Sahara, Tamazgha et l'Afrique libres.

**Par Rachid RAHA**

*Février 2013/2963*

Président délégué des Affaires Internationales de l'**Assemblée Mondiale Amazighe**



# L'AZAWAD ENTRE DROITS DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MEMES ET INTANGIBILITE DES FRONTIERES NEES DE LA DECOLONISATION :

POUR L'AUTONOMIE DE L'AZAWAD DANS LE CADRE D'UN ETAT FÉDÉRAL MALIEN(1)

Dr. Mimoun CHARQI

Le peuple de l'Azawad, ainsi que le peuple Touareg(2) font partie des peuples autochtones qui continuent de souffrir des affres de la colonisation et de la décolonisation. Durant la période de la colonisation, le peuple Touareg, réfractaire, avide d'indépendance et de liberté, habitué aux grands espaces et au nomadisme, s'est refusé à courber l'échine devant le colonialisme. Avec l'ère de la décolonisation, l'entité et le pays Touareg ont été purement et simplement ignorés(3).

C'est ce qui explique que depuis la décolonisation plusieurs soulèvements (4) du peuple Touareg ont eu lieu, dont la dernière pour la libération de l'Azawad(5) de l'emprise de l'Etat malien mis en place par l'ancienne puissance occupante, en l'occurrence la France. Le soulèvement pour la libération de l'Azawad(6) provient de l'absence de démocratie et de respect envers les droits du peuple Touareg.

Les intérêts en présence font que l'une des parties revendique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tandis qu'il lui est opposé le principe de *l'utis possidetis juris*, ou « intégrité des frontières nées de la décolonisation ». Dès lors, comment faire que dans le respect du droit international général, il puisse y avoir une solution du problème.

Mais, auparavant il s'agit de savoir ce qu'il en est de la problématique. La problématique et les enjeux en cause peuvent être présentés, sous l'angle des enjeux et arguments militaires, politiques et juridiques, d'une part, et sous celui des prétentions, réclamations et solutions idoines du problème. Mais, auparavant, pour une bonne compréhension de la question, il convient de savoir ce qu'il en est des enjeux géo politiques, géo économiques et stratégiques du dessous des cartes.

## I. Problématique et enjeux du dessous des cartes

### 1. La richesse du sous sol en ressources naturelles

Le sous sol de la région de l'Azawad, ainsi que celui des pays limitrophes, au demeurant encore non exploité, est fort riche en ressources naturelles. Des ressources minières, or, argent, sel, diamant, mais aussi du pétrole dans une poche souterraine qui va jusqu'au sud du Sahara oriental tenu par l'Algérie ainsi que la partie occidentale du Sahara mauritanien et qui ferait que le pétrole pourrait être pompé depuis l'Azawad... Ce qui n'est pas pour arranger les intérêts des uns et des autres.

### 2. L'Algérie, AQMI et l'exploitation pétrolière

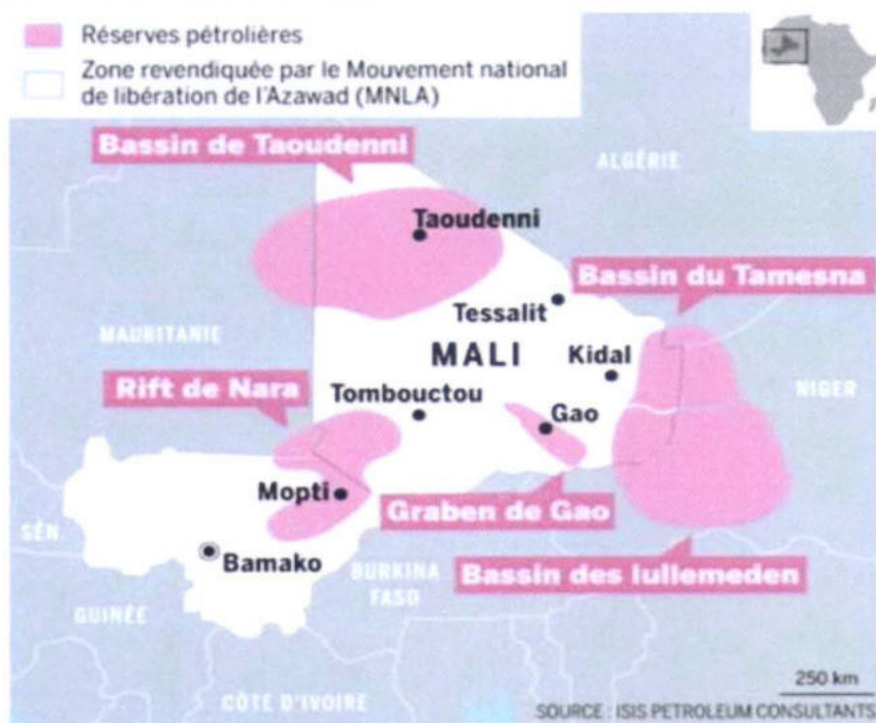
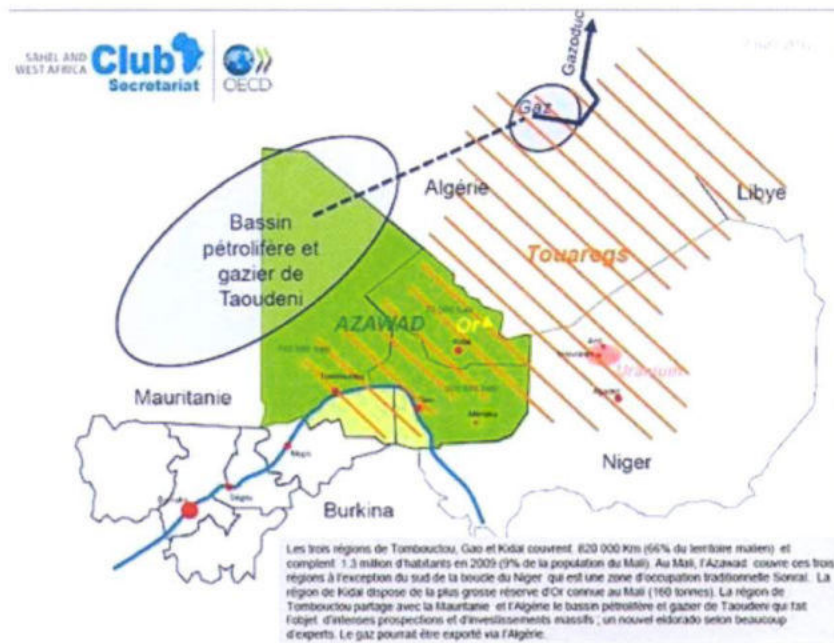
Les liens entre l'Algérie, AQMI et le pétrole sont étroits et déterminants. Cette assertion est mise en avant par différents analystes. Pour Acherif Ag Intakwa, « la présence d'AQMI au Mali est révélatrice à elle seule des liens entre AQMI et l'Algérie. En effet, jusqu'à récemment AQMI était présent dans la région de Tombouctou, dans les zones pétrolifères. L'objectif de leur présence était d'empêcher les explorations pétrolifères et d'autres ressources naturelles présentes dans l'Azawad. L'Algérie voit également d'un mauvais œil toute exploration car elle a en commun de nombreuses nappes pétrolifères avec l'Azawad, et une utilisation assècherait rapidement les siennes. Aussi, le no-man's land qu'il avait instauré avait pour objectif d'écarter les visées géostratégiques de pays comme la France et les États-unis qui souhaitent tous occuper la base militaire d'Amashash sous le contrôle du MNLA depuis le 10 Mars »(7).



### 3. Le risque de contagion des velléités à l'ensemble du peuple touareg

Par ailleurs, au-delà de l'Azawad, les cartes nous montrent ce qu'est le territoire occupé par les Touaregs. Les Touaregs ont un territoire qui ne se limite pas seulement au Nord du Mali. Aussi, les revendications et velléités indépendantistes et autres des uns ne seraient pas sans donner des idées à l'ensemble des Touaregs. Surtout lorsque l'on sait les liens identitaires et communautaires profonds réunissant les amazighs, au-delà des frontières issues de l'histoire.

Ces enjeux sont mieux compris à la lecture des cartes :





Les réserves de pétrole de l'Azawad sont les plus prometteuses avec le bassin de Taoudenni (situé entre la Mauritanie, l'Algérie et le Mali)(8).

Au-delà de la lecture des cartes, d'aucuns considèrent que : « *Le Deal avec les français et les nigériens serait de trouver un territoire aux Touaregs afin que le conflit ne s'éternise et s'internationalise avec les conséquences sécuritaires pour toute la sous région qui peine à lutter contre les sectes islamistes. Donner aux Touareg l'Azawad c'est éviter que leurs frères du nord -Niger ne viennent revendiquer l'Aïr là ou sont installés les mines d'Uranium d'Areva la société d'état française depuis 50 ans. Ainsi la France joue t'elle ce qui s'apparente à un jeu d'équilibriste entre les ouest africains et les maghrébins en essayant de trouver une solution acceptable pour tous* »(9).

## **II. Enjeux et arguments militaires, politiques et juridiques**

### **1. Droits des peuples et intangibilité des frontières**

En ce qui concerne les revendications du MNLA, (Mouvement national pour la libération de l'Azawad),(10) en terme de droit international, on voit s'affronter deux principes qui à priori, mais à priori seulement, paraissent comme antagoniques : le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et « le droit des peuples à l'autodétermination », d'une part, et « l'intangibilité des frontières nées de la décolonisation », connu par l'« *utis possidetis juris* », d'autre part, soutenu notamment par l'Union Africaine... Ce qui est sur c'est que le droit international n'encourage pas le sécession et que les droits des peuples ne s'apparentent pas toujours à l'indépendance. D'ailleurs, les indépendances se sont souvent faites au détriment des droits des peuples(11).

### **2. Armement et militarisation de la région**

Depuis l'indépendance, les différentes négociations, accords et arrangements en vue d'une solution pacifique du problème de l'Azawad avec l'autorité centrale du Mali n'ont jamais aboutis. Avec la chute du régime libyen, un stock d'armes(12) impressionnant a pris la route du Sahel en tombant entre les mains d'Al Qaida au Maghreb, d'Ansar Edinne, du Mujao, du Polisario, d'une part, et du MNLA de l'autre.

### **3. La particularité du MNLA par rapport aux autres organisations**

La particularité du MNLA(13) c'est que ce mouvement se veut démocratique, laïc, adepte d'un islam tolérant respectueux des valeurs universelles et des standards minima de civilisation. Le but du MNLA est une société juste et égalitaire dans l'Azawad.

Tandis que ce qui est recherché par les autres organisations précitées tient à une conquête, à une islamisation salafiste jihadiste et à une maîtrise de l'ensemble du Sahel dans un premier temps, en attendant de conquérir d'autres contrées à l'échelle mondiale. Faut-il dire que le MNLA a refusé les appels du pied(14) des autres organisations précitées, qui projeteraient un regroupement y compris avec le Polisario ? Faut-il dire que le MNLA se refuse à tout compromis avec le terrorisme, les trafics de drogues, les prises d'otages ? Etc.

### **4. Lutte contre le terrorisme, intérêts et confusion des genres**

Les observateurs et analystes s'accordent pour soutenir que longtemps durant le Mali, ou du moins les tenant du pouvoir, tiraient profit de la situation de la nébuleuse terroriste dans le Sahel. Il n'y a jamais eu une véritable volonté de lutter contre le terrorisme dans le Sahel. Les analystes s'accordent à dire aussi que les services algériens ne seraient pas non plus très orthodoxes(15) dans la relations entretenue avec Al Qaida au Maghreb islamique.

Ainsi, le Professeur Jeremy Keenan(16) affirme :

« *Divers signes montrent les liens entre DRS et AQMI. Hattab, par exemple, vit aujourd'hui sous la protection du DRS, tandis que les relations entre ce service de renseignement et le*



*chef actuel de l'AQMI, Abdelmalek Droukdel (alias Abou Mossab Abdelwadoud), fait l'objet de multiples supputations. Le GSPC a commencé à faire parler de lui en 2003, lorsqu'il a enlevé 32 touristes européens : 17 avaient finalement été libérés en Algérie, 14 au Mali et l'un est mort. Comme je l'ai raconté dans « Dark Sahara » (2009) et dans « Dying Sahara », cette opération, avait été conduite par le DRS, en association avec les services de renseignements américains. Elle a sans doute été le premier test de la politique de l'administration Bush mené par une unité baptisée Groupe pour les opérations proactives et préventives (GO2P). Une politique conçue pour « fabriquer » et/ou « provoquer » le terrorisme.*

*Amari Saifi (porteur de douze pseudonymes, surnommé « Le Para »), qui a dirigé l'opération, était un agent du DRS. Le ravisseur de Pierre Camatte, Abdelhamed Abou Zaïd, était l'adjoint du « Para » et responsable, à ce titre, de la zone malienne. Il bénéficierait de l'aide de deux hommes : Yahia Djouadi (alias Abou Amar), un vétéran de l'opération de 2003 et Mokhtar ben Mokhtar, sorte de « freelance » du DRS »(17).*

### **III. Autonomie et fédéralisme contre autodétermination et Indépendance**

Diverses approches et contacts ont eu lieu aux fins de bons offices et médiation pour un règlement du problème en rapprochant les points de vues entre le MNLA, aujourd'hui Conseil national transitoire de l'Azawad (CNTA) et le nouveau gouvernement malien. La Mauritanie, le Burkina Faso, l'Algérie et même la Suisse, ont offert leurs médiations. Or, il convient de noter que ces offres avaient été repoussées, dans un premier temps, par le MNLA qui souhaitait une médiation du Maroc, compte tenu de diverses raisons.

L'ensemble de l'Azawad échappe aujourd'hui au contrôle de l'État malien et la « communauté internationale » ne semble pas accorder l'importance qu'il faut pour une juste solution du problème. L'occident ne souhaite intervenir qu'à travers la CEDEAO qui au demeurant n'avait en tête, dans un premier temps, que le retour au statu quo ante.

Si le MNLA s'est prononcé, dès le début, pour l'indépendance de l'Azawad(18), son autorité sur le terrain est contestée par l'alliance entre Ansar Edinne, le Mujao, AQMI,... En sus, le MNLA se doit de faire face aux autorités du Mali(19) ainsi qu'aux États de la CEDEAO, agissant pour le compte des États occidentaux dont la France.

Pourtant, l'alliance sacrée, sur la base de la sagesse, le droit, la démocratie... tient à ce que le CNTA soit l'acteur central d'un arrangement à multiples facettes :

1. La lutte contre la nébuleuse terroriste, les prises d'otages et les trafics en tous genres ;
2. La mise en place d'une démocratie effective, réelle et participative, dans le cadre et à travers l'autonomie de l'Azawad, dans un Etat fédéral malien ;
3. La résorption du problème du Sahel, de l'Azawad et la sécurité pour les États de la région et au-delà.

Ayant compris, l'intérêt de la solution de l'autonomie en tant qu'option démocratique bien plus intéressante que l'indépendance, le CNTA serait disposé à œuvrer dans cette voie(20). A charge pour les différentes parties en présence de comprendre que le maintien du statu quo est fort préjudiciable, que la sécession et l'indépendance sont sans intérêt, tandis que l'autonomie de l'Azawad dans un Etat fédéral malien est prometteuse d'avenir meilleur, pour l'ensemble des parties en présence, qui seraient convaincues de démocratie, liberté, justice et droits de l'homme. Ainsi la solution réside-t-elle dans le droit à l'autonomie, selon les dispositions du projet de manifeste de Tamazgha(21), une charte pour l'ensemble des pays de la Berbérie.



## Notes :

- (1)-Conférence livrée au Centre Amazigh d'Etudes Stratégiques, - Massinissa Institut -, à Rabat, le 08 septembre 2012.
- (2)-Les Touareg sont à l'origine un peuple amazigh de nomades vivant d'élevage et de commerce dans le Sahara central, avec un alphabet à savoir, le tifinagh, et une langue, le tamasheq. Aujourd'hui les Touareg représentent divers groupes, répartis sur six pays à savoir le Mali, le Niger, l'Algérie, la Libye, la Mauritanie et le Burkina Faso). La population générale est estimée à 1,5 million de Touareg, dont 550 000 vivaient au Mali et 850 000 au Niger. Voir [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2012/NA\\_2012-05-22\\_FR\\_J-DUFOUR.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-05-22_FR_J-DUFOUR.pdf)
- (3)- Aujourd'hui encore, selon l'ex-président malien Amadou Toumani Touré, au Mali, « Il n'y a pas de routes, de centres de santé, d'écoles, de puits, de structures de base pour la vie quotidienne. En fait, il n'y a rien » Rapporté in *Le Monde diplomatique*, avril 2012.
- (4)- Parmi ces soulèvements, figurent la révolte de Kaocen (1916-1917), au Niger, le soulèvement Touareg de 1962-1963 au Mali, le soulèvement Touareg de 1990-1995 au Mali et au Niger, le soulèvement Touareg du 23 mai 2006 au Mali, le soulèvement Touareg de 2007-2009 au Mali et au Niger, le soulèvement Touareg de 2012 au Mali, pour la libération de l'Azawad.
- (5)- En langue Tamasheq (Amazighe) « Azawad » signifie « le territoire de transhumance ». On y retrouve des villes telles que Tombouctou, Kidal, Gao...
- (6)-Il convient de noter que le MNLA met en avant la devise (« Unité – Justice – Liberté »), et ne se limite pas à des revendications qui concerneraient les seuls Touaregs. Cela s'explique par le fait que l'Azawad est formé de diverses communautés : Arabes, Peuls, Songhaïs, Touaregs à la peau claire, Touaregs noirs.
- (7)- Source: [toumastpress.com](http://toumastpress.com)
- (8)-« En ce qui concerne le pétrole, l'Algérie est présente au Mali (ainsi qu'au Niger et en Mauritanie) depuis moins de dix ans, mais avec une position très dominante. Au nord, l'Algérie a pris des blocs par l'intermédiaire de Sipex, filiale internationale de sa société nationale, la Sonatrach, et s'est associée avec l'italienne ENI pour partager les coûts d'exploration. Les deux sociétés opèrent un bloc très prometteur, mais le premier forage aurait dû avoir lieu en février, comme l'avait promis l'ex-premier ministre (arrêtée par la junte) ». Benjamin Augé, in *Journal Le Monde*, du 04.04.2012.
- (9)-Acherif Ag Intakwa, in [toumastpress.com](http://toumastpress.com)
- (10)-Le MNLA est issu d'une fusion, le 16 octobre 2011, entre le Mouvement national de l'Azawad (MNA), un groupe d'intellectuels et de militants politiques, et le Mouvement touareg du Nord Mali (MTNM), mouvement guérillero à l'origine des soulèvements de 2006 à 2009. Divers groupes d'ex-rebelles touaregs fuyant le Mali dans les années 1990 pour s'engager dans l'armée libyenne de Mouammar Kadhafi ont rejoint le MNLA à la chute du régime libyen en rapatriant un nombre important d'armement donnant ainsi plus de visibilité dans le rapport de force pour la libération de l'Azawad. Voir [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2012/NA\\_2012-05-22\\_FR\\_J-DUFOUR.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-05-22_FR_J-DUFOUR.pdf)
- (11)- Voir Mimoun Charqi. « L'autonomie stade suprême des droits des peuples », in <http://charqi.blog4ever.com>
- (12)-« Selon une source gouvernementale, ils seraient en possession de missiles anti-aériens, de camions lance-roquettes BM-21 Grad, de mitrailleuses de calibre 12,7 mm et de dizaines de véhicules 4x4 » Le New York Times relate dans un article de février 2012 les déclarations du ministre des Affaires étrangères malien de l'époque concernant l'armement du mouvement : « Des armes lourdes. Armes anti-char, missiles anti-aériens ». Un militaire haut gradé parle lui aussi « d'une artillerie lourde », de « mortiers », d'un arsenal « assez puissant pour leur permettre d'atteindre leur but ». In « Le retour des Touareg au Mali et au Niger : quels enjeux ? », Nouvelles du GRIP, 4/11. Voir également, « Qaddafi's weapons, taken by old allies, reinvigorate an insurgent army in Mali », New York Times, 5 février 2012.
- (13)-Le groupe rappelle officiellement qu'il rejette le terrorisme et l'extrémisme sous toute ses formes et qu'il n'est pas « un mouvement touareg, ni une rébellion Touarègue, mais un mouvement politico-militaire pour l'ensemble du peuple de l'Azawad ». Tandis que ce qui est recherché par les autres organisations précitées tient à une conquête, à une islamisation salafiste jihadiste et à une maîtrise de l'ensemble du Sahel dans un premier temps, en attendant de conquérir d'autres contrées à l'échelle mondiale. Faut-il dire que le MNLA a refusé les appels du pied (13) des autres organisations précitées, qui projetaient un regroupement y compris avec le Polisario ? Faut-il dire que le MNLA se refuse à tout compromis avec le terrorisme, les trafics de drogues, les prises d'otages ? Etc.
- (14)- Le 26 mai 2012, après avoir annoncé, sa fusion avec le groupe islamiste Ansar Eddine, et la création du Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad, le MNLA a proclamé son désaccord, le 29 mai 2012, en raison de son option laïque et au motif que le document final avait été modifié après signature avec le rajout à l'insu du MNLA de l'application de la « charia » dans le nouvel Azawad. Le 7 juin, le MNLA a annoncé la composition du Conseil transitoire de l'État de l'Azawad (CTEA) formé de 28 membres et ayant comme président Bilal Ag Achérif.
- (15)- Dans une interview au journal *Le Monde*, l'ex-Premier ministre Algérien, Ahmed Ouyahia a déclaré : « Nous sommes pour une solution qui passe par le dialogue. L'Algérie n'acceptera jamais une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali ». Force est de noter l'ambivalence dans le discours et les positions quand on sait l'attitude de l'Algérie dans le dossier du Sahara occidental.
- (16)- Anthropologue à l'University of London, spécialiste de la zone Sahélo Saharienne.
- (17)-Dans le même sens :  
« (...) le GSPC est une création des services secrets de l'armée algérienne, (...) le « terrorisme résiduel » du GSPC est un de leurs instruments pour consolider leur mainmise sur les richesses du pays et pour se légitimer auprès des puissances occidentales (...) ». François Gèze et Salima Mellah, *Algeria - Watch*, 22 septembre 2007. Résumé du rapport. 73 pages.
- (18)-Voir la déclaration de l'indépendance de l'Azawad, 06/04/2012
- (19) « La proclamation d'indépendance de l'Azawad par les touaregs du MNLA, ce vendredi 6 avril, a été condamnée de façon catégorique par les différents partis maliens ainsi que par l'Union africaine et la communauté internationale. Chacun s'accorde à dire que l'intégrité territoriale de cette région du nord du Mali n'est pas négociable et souhaite que le MNLA revienne à la raison, de gré ou de force ». <http://www-beta.rfi.fr/afrique/20120406-mali-independance-azawad-unanimement-rejetee-union%20africaine-mnla>
- (20)- « Nous aspirons à une indépendance culturelle, politique et économique mais pas à la sécession » Ibrahim Ag Assaleh, dirigeant du MNLA, rapporté par *Le Nouvel Observateur*. « L'indépendance est notre objectif depuis le début du conflit, mais nous prenons en compte le point de vue de la communauté internationale pour venir à bout de la crise en cours ». Hama Ag Mahmoud, porte parole du CNTA.
- (21)- Pour le texte du Manifeste de Tamazgha, voir <http://charqi.blog4ever.com>





« AMA » Assemblée Mondiale Amazighe  
Amazigh Wereld Assemblée  
Agraw Amadlan Amazigh ⵓⵗⵔⵓ ⵓⵍⵓⵏⵓⵎⵓⵏ ⵓⵍⵓⵛⵔⵉⵎ  
Amazigh World Assembly التجمع العالمي الامازيغي  
N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique  
[assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

**LETTRE OUVERTE de l'AMA A M. BAN KI-MOON**  
du 1 janvier 2014/2964

**A Son Excellence,  
M. Ban Ki-moon,  
Secrétaire Général des Nations Unies**

**Objet : Protestation de l'élection des états du Maroc et d'Algérie au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à l'occasion de la célébration du 65ème anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme**

Excellence,

A l'occasion de la célébration du 65ème anniversaire de l'adoption de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme*, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la situation des droits humains de deux pays de notre région de Tamazgha (Afrique du Nord) qui viennent d'être récemment élus au sein du Conseil des Droits humains de l'ONU le 12 novembre dernier.

Sachez, Excellence Ban Ki-moon, que lorsque le monde célèbre la triste disparition de notre grand héros africain Nelson Mandela, pour avoir réussi à casser le système d'apartheid anti-noir au sud de notre continent, permettant aux africains de se réconcilier avec eux-mêmes et de permettre aux africains noirs d'accéder au summum du pouvoir par la démocratie, nos deux états de l'Afrique septentrionale, à l'autre bout de ce continent qui porte un nom amazigh, continuent à pratiquer encore une politique d'apartheid à l'encontre des citoyens autochtones, en l'occurrence les amazighs, une politique pratiquée depuis leurs indépendances respectifs en 1956 et 1962, assez subtile et très bien dissimulée par rapport à celle des sud-africains, vu que les amazighs, sont dans leur grande majorité, des africains blancs, qui subissent de la discrimination de la part d'une minorité qui se donne des généalogies « arabes », et qui a la même couleur de peau qu'eux. Alors, en quoi se manifeste la dite politique d'apartheid institutionnalisée de ces deux états qui ont fermé des frontières séparant le peuple de Tamazgha (Afrique du Nord ou « Afrique blanche » comme l'appelle certains anthropologues), depuis déjà vingt ans?

**Royaume du Maroc :**

Par rapport au Maroc, avec l'avènement de jeune roi Mohamed VI, un si grand espoir était ouvert lorsqu' il a pris l'initiative de la création de l'instance Equité et Réconciliation, inspiré justement de l'Afrique du Sud, pour se pencher sur les graves violations des droits humains des années de plomb, sous le règne de défunt dictateur Hassan II. La dite instance a permis à certaines victimes de s'exprimer et



de les récompenser par certaines maigres compensations financières, mais elle n'a jamais abordé le crime contre l'humanité commis à l'encontre des populations amazighes civiles de la région du Rif durant les années 58-59, ni éclaircir les nombreux assassinats politiques commis à l'encontre des membres de l'armée de libération dont Abbas Mesaadi, ni encore traduire les responsables des dits crimes devant les tribunaux, et non plus, il n'a déclenché une vraie politique de développement économique régional intégré des régions amazighophones comme l'un des moyens de réconciliation nationale, et qui comptent avec le grand nombre des victimes de ces années de plomb. Et encore moins, permettre aux citoyens amazighs, qui conforme la majorité de la population marocaine d'accéder à un certain partage de pouvoir, et cela tout en essayant d'interdire toute formation politique amazighe, comme ça était le cas de triste interdiction du Parti Démocrate Amazigh Marocains (PDAM) par ordre judiciaire le 1 janvier 2010, alors qu'on continue à autoriser la création de partis politiques sur les bases de l'idéologie arabo-musulmane, et qui surpasse la trentaine dont le Parti de Justice et Développement (PJD) au pouvoir en est l'éloquence. Ces dernières formations, qu'elles soient au gouvernement ou dans l'opposition, continuent à exclure encore le fait amazigh et qui continuent à parler de « Maghreb Arabe » comme s'elles se trouvent au lointain Proche Orient et malgré le fait que la constitution marocaine du 1 juillet 2011 reconnaît définitivement l'identité et la langue amazighes.

Comme vous devriez le savoir, et comme on l'a déjà dénoncé devant le CERD en août 2010, la politique marocaine d'apartheid anti-amazigh s'affiche par les nouvelles cartes d'identité nationale où les citoyens amazighs sont signalés discrètement par la lettre « z » de la première écriture africaine qu'est le tifinagh. De même, sur les cartes distribuées de descendance religieuse de « shurfa », s'adjudant des généalogies proche-orientales « arabes », on exprime aux autorités de leur faciliter leurs tâches administratives, au détriment des citoyens courants ! Même au sein du propre palais royal, tout personne qui manifeste de la sympathie avec les amazighes termine par être écartée, comme s'est passé avec l'intellectuel et ancien porte-parole du roi, Hassan Aourid, actuellement poursuivi par un procès judiciaire de la part d'un parti politique administrative, créée par un conseiller « arabe », pour avoir osé parlé de soutien indéfectible de l'état au dit parti. Ces conseillers, qui détiennent le vrai pouvoir sans que personne ne les a voté, ne se soucient jamais de continuer à pratiquer la même politique comme si le Maroc n'est qu'un état de « sujets arabes », et qui s'est matérialisé dernièrement par l'hommage royal uniquement aux artistes « arabes » lors de la dernière fête de trône, en oubliant délibérément des centaines et des milliers d'artistes amazighs. Le seul ministre pro-amazigh qui a proposé le changement du nom de dénomination raciste de l'UMA (Union du Maghreb Arabe) en Grand Maghreb, en l'occurrence l'ex-ministre des Affaires Extérieures Saaeddine El Othmani, en accord avec la nouvelle constitution, a été évincé lors de dernier remaniement gouvernemental, sans parler qu'il fût l'un des premiers à diligenter des aides humanitaires aux réfugiés touarègues et maures azawadiens de Mauritanie, du Niger et de Burkina Fasso, répondant favorablement à la requête de notre ONG . Le pouvoir que la constitution octroie au président du gouvernement appartenant au même parti que lui et qui ont récolté plus d'un millions de votes lors des dernières élections est dépassé par le pouvoir des conseillers royaux!!!

La Haute Autorité de L'Audiovisuel (HACA), qui ne compte sur aucun représentant amazigh au sein de son conseil d'administration, ne se manifeste jamais sur le non



respect des cahiers de charge contre la SNRT et 2M SOREAD en ce qui concerne les programmes télévisés en langue amazighe. Pire, au moment de la confrontation publique entre les responsables de ces deux dernières sociétés et le ministre islamiste de la communication, c'était auteur d'un amazigh de payer les frais, à savoir M. Ahmed Ghazali. Ces conseillers « arabes », qu'il faut rappeler que personne ne les a votés, qui font et défont les responsables des institutions de l'Etat marocain, ne se soucient guère si le Maroc dégringole dans l'indice de développement humain, de l'indice de la corruption ni de la liberté d'expression, ni de la détérioration du système éducatif... Ils n'oseront jamais toucher l'un des leurs comme M. Ahmed Lahlimi *Alami*, Haut Commissaire au Plan, un fervent cadre anti-amazigh, qui maquille honteusement les statistiques, et qui a falsifié délibérément le nombre des amazighophones, en les réduisant à un chiffre délirant de 8,4 millions, soit 28,4 %, lors de recensement de 2004 !!!

Quand aux autorisations de circulation des moyens de transport (taxis, camions, bus...) ainsi que les permis d'exploitation des gisements miniers sont souvent réservés prioritairement aux proches de ses conseillers, sans qu'il y ait souvent d'appel public !!!

Même si, en tant que militants amazighs, nous avons réussi à arracher quelques revendications comme la création de l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM) et la Télévision amazighe (TV8), la première vient d'être amputée de son conseil d'administration et la deuxième ne compte plus avec un budget et une direction autonomes ! Mais en ce qui concerne les engagements de l'état marocain suite aux revendications du Mouvement de la jeunesse du vingt février 2011 et du mouvement amazigh, notamment la reconnaissance, dans la constitution du 1 juillet 2011, de l'Amazighe en tant que langue officielle pour tous les marocains, celle-ci est restée lettre morte. Et en dépit du temps passé, les principes constitutionnels qui devaient être traduits sous forme de loi organique, de décrets, arrêtés et circulaires d'applications du caractère officiel de la langue africaino-amazighe, le gouvernement ne manifeste aucune préoccupation et se soucie guère de l'interdiction des députés Fatma Tabaamrant et de Abdellatif Ouammou de parler en amazighe au sein du parlement. Pire, un parti politique qui était dans l'opposition, en l'occurrence RNI, vient de retirer son projet de loi un mois juste après son entrée au gouvernement. Quant à la loi organique devant préciser le droit à l'autonomie des régions de disposer d'eux-mêmes comme la meilleure forme de réconciliation de l'Etat avec ses citoyens autochtones, dans le cadre de la « régionalisation avancée », est toujours au stade de projets.

La perpétuation de la discrimination et de la ségrégation contre l'amazighité et les Amazighs au Maroc ne se manifestent pas seulement par le blocage de la mise en œuvre de l'officialisation de la langue amazighe, ainsi que la permanence de l'interdiction des prénoms amazighes et l'interdiction de l'utilisation de l'amazighe, à l'écrit et à l'oral, au sein des différentes institutions de l'Etat marocain, sinon aussi dans le blocage injustifiée de l'apprentissage de l'amazighe, de son frein à sa généralisation dans l'enseignement primaire et secondaire, de son exclusion des campagnes de l'alphabétisation des adultes et de son manque d'intégration dans les médias écrits et audio-visuels. Diverses promotions de diplômés en langue amazighe sont confinées au chômage. La ségrégation persiste en ce qui concerne



le soutien de l'Etat au cinéma, à l'art, aux associations, aux journaux, à la culture et aux auteurs amazighs.

Aussi, les prisonniers politiques amazighs, en l'occurrence Mustapha Oussaya et Hamid Aadouch continuent à être incarcérés à la prison de Meknès, sans que le Conseil Consultatif des Droits Humains ni le ministère de la Justice s'en préoccupent pour ouvrir de nouveau leur dossier juridique caractérisé par beaucoup d'anomalies, chose qu'ils ne ménagent pas lorsque il s'agit de prisonniers politiques d'extrême gauche ou de salafistes « arabes ».

Jusqu'à maintenant les cinq victimes amazighes brûlées de la province d'Alhoceima (Imad Alqadi, Jawad Benqaddour, Jamal Salmi, Samir Lbouazaoui et Nabil Jaafar) lors des manifestations pacifiques du vingt février 2011 ne sont toujours pas élucidés et l'état n'a diligenté aucune enquête approfondie pour délimiter les responsabilités, chose que les populations civiles du Rif sortent à chaque fois dans les rues pour élucider ce drame. De même les assassinats suspects de Kamal Hussaini à Ait Bouayach, de Karim Chaib à Sefrou, de Kamal Ammari et Mohamed Boudouroua à Safi, et de Fadwa Laaroui à Souk Sebt, et les procès de dizaines de prisonniers politiques du Mouvement du 20 février sont restés sans suite dans les coulisses des tribunaux marocains où la justice est malheureusement encore aux ordres !

A ce jour, le bilan des derniers gouvernements conservateurs est très négatif et très décevant en ce qui concerne la question amazighe. En outre, durant le mandat, on a pu relever des décisions racistes, des pratiques ségrégationnistes et des répressions inédites contre les populations Amazighs (Ayt Bu Ayache/Imzuren, Tinghir, Imider, Ayt Sgugu à Mrirt, Ait Baha au sud, Targuist, Amskroud...). La continuation de la spoliation des terres collectives des tribus amazighes avec des décrets coloniaux, et dont certaines parcelles sont offertes à des prix symboliques aux « émirs arabes »...

### **République d'Algérie :**

Quand à l'Algérie, à part de pratiquer lui aussi une politique d'apartheid anti-amazigh notoire qui sévit dans tout le pays, comme en atteste les récents événements de Ghardaïa et le comportement raciste de la police et de la justice algériennes à l'encontre des activistes des droits humains de la communauté mozabite, la situation des citoyennes et des citoyens amazighs est encore pire du fait que le pouvoir se base sur la politique du « baathisme arabe », imposé par le défunt dictateur Houari Boumediene, et qui se base sur le génocide culturel et le nettoyage ethnique.

Excellence, Secrétaire Général de l'ONU,

Laissez moi vous confesser qu'au lieu d'élire des responsables de l'Algérie au sein du votre Conseil des Droits Humains, ces derniers devaient être plutôt sur les bancs du Tribunal Pénal International de la Haye pour répondre des plus de 200 000 victimes de terrorisme d'état, qui selon des sources d'ex-agents algériens, sont œuvré par ses propres services de sécurité.

Sachez, par exemple, que l'assassinat en 1998 du célèbre chanteur et militant des droits de l'homme Lounès Matoub, a été imputé automatiquement par les autorités algériennes, à des groupes islamiques sans qu'aucune enquête concluante n'ait été entamée à ce sujet et ni à ce jour. Plus de quinze ans après ce vil assassinat, sa



veuve, sa famille, ses amis et la communauté mondiale amazighe attendent toujours que la vérité soit rétablie et que les auteurs de dit assassinat soient traduits devant la justice. Après sa mort, des émeutes ont éclaté et trois autres personnes ont été assassinées par la police, là aussi, sans aucune enquête, n'a été faite pour connaître les circonstances exactes de cet événement et sans qu'il y ait de suite judiciaire.

Durant le « printemps noir de 2001 », commémorant le « printemps berbère de 1980 », les gendarmes ont ouvert le feu avec même des balles réelles et même explosives, contre des jeunes innocents qui se manifestaient pacifiquement dans la région de la Kabylie, précédant « les printemps des peuples de 2011 ». Ils ont tué 126 jeunes dont le premier à tomber était le feu Massinissa Guermah, et jusqu'à cette date, aucun gendarme ni officier n'a été jugé ni incarcéré. C'est de l'impunité totale et c'est totalement inadmissible !

Le président Bouteflika, qui n'a plus de faculté physique ni psychique, maintenu comme une marionnette pour briguer un surréaliste quatrième mandat, est le responsable premier de la dite impunité, en promulguant la charte sur la réconciliation nationale en 2005, et qui constituait comme un prétexte « d'amnistier » leurs terroristes, qui sont responsables directs de tous les crimes qu'ils ont commis depuis le coup d'Etat contre le gouvernement du FIS. Ces terroristes comme Hassan Hattab, ancien chef du GSPC, protégé par le système, et qui aurait beaucoup de choses à avouer y inclus sur l'ignoble meurtre de Matoub, circulent librement et en toute impunité, et cela se fait aux regards impuissants des familles des victimes du terrorisme !!!

Du fait de cette injustifiable impunité, les responsables de la DRS algérienne ne se préoccupent guère de l'exagérer, en réussissant à exporter leur terrorisme en dehors de leurs propres frontières. Ainsi, ces derniers, vraisemblablement seraient derrière l'attentat de l'Hôtel Atlas Asni à Marrakech, du 24 Août 1994, où ont été tués deux touristes espagnols (Torras Salvador de Barcelone et Antonia Garcia Cuevas de la province de Malaga), selon les aveux de l'ancien agent Karim Moulay, réfugié actuellement en Angleterre. De même, la DRS algérienne serait le plus probablement aussi derrière l'assassinat brutal de sept moines de Tibhirine (comme en témoigne ce documentaire : [www.youtube.com/watch?v=eMXEDjxlzOo&feature=share](http://www.youtube.com/watch?v=eMXEDjxlzOo&feature=share) ). Espérant que le juge Trévidic, autorisé récemment à visiter l'Algérie éclaircit cet ignoble assassinat.

Et l'autre région où a été exporté le terrorisme algérien n'est que le Grand Sahara, qui était connu auparavant comme la région la plus plausible et la plus sécurisée et ce n'est pas pour rien. La DRS algérienne, dirigée par les généraux Mohamed Tawfik Medien et Smaïl Lamari, ne veulent guère entendre de la création d'un Etat Touareg indépendant, ou même d'une simple autonomie régionale de ses populations autochtones tant discriminés sur sa frontière sud. C'est pourquoi les accords conclus entre la rébellion touarègue et les autorités maliennes, par étapes successives et sous la supervision d'Alger, ont tous échoués complètement. Pourquoi Monsieur Le Secrétaire général? La première raison c'est qu'un Azawad stable, sous souveraineté d'un état fédéral malien ou indépendant, permettrait l'exploration pétrolière dont la nappe est la même que celle qu'ils ont dans les zones touarègues et qui se trouvent bien sûr au sud de l'Algérie. Une manne pétrolière colossale que les responsables algériens gaspillent en finançant ce terrorisme immonde. La deuxième raison c'est que l'Algérie, - défenderesse du Polisario - est toujours obsédée, pour des raisons géostratégiques, d'ouvrir un itinéraire sur l'océan



Atlantique pour ses exportations pétrolières et gazières. Du fait de blocage de résolution du problème du Sahara occidental, et de mur de sécurité érigé par l'Etat marocain, les généraux algériens essaient de trouver un autre itinéraire alternatif qui traverserait le nord du Mali et la Mauritanie. C'est pourquoi que certains groupes d'AQMI algérienne ont allé même essayer de déstabiliser le fragile Etat Mauritanien et de soutenir l'«État islamique de l'Azawad», où les salafistes n'ont perdu aucune minute pour appliquer strictement la loi islamique, avant d'être débarqué par l'opération française de Serval, avec le soutien des rebelles du MNLA (voir l'étude incontournable de François Gèze et Salima Mellah dans: [www.algeria-watch.org/fr/aw/gspc\\_etrange\\_histoire\\_intro.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/aw/gspc_etrange_histoire_intro.htm)). En définitive, l'AQMI, qui sème la terreur au Grand Sahara, et qui essaie de déstabiliser Tunisie, la Libye et le Maroc (où Abdelmalek Droubkhal s'en prend directement au roi du Maroc), ne serait en fait que l'émanation du GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat), qui à son tour, ne serait que la continuation des GIA (Groupes Islamiques Armés), et qui au fond ne sont que des créations des services secrets militaires algériens, comme moyen de s'éterniser au pouvoir ! N'oublions pas que la plupart des grands chefs des mouvements sanguinaires précités, coupables de milliers d'assassinats de citoyens et d'intellectuels innocents, y inclus les 17 employés de votre propre organisation de l'[ONU](http://www.un.org), commis à Alger le 11 décembre 2007, que ce soit Djamel Zitouni, Hassan Hattab, Antar Zouabri ou Nabil Makhloufi sont bizarrement tous d'anciens militaires algériens !

En conclusion, je fais appel à votre sens de responsabilité et de sagesse pour que votre et notre honorable institution qu'est les Nations Unies, ne soit pas utilisée comme une manœuvre de se blanchir des violations quotidiens des droits humains, de blanchir des criminels dont les mains sont ensanglantés par l'assassinat des innocents dont les crimes ne sont pas encore élucidées, de cette politique d'apartheid à l'encontre des citoyens et populations autochtones, de non respect de la déclaration universelle des droits humains ni de la déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.

Nous vous demandons, par rapport au Maroc, à l'instar d'Human Rights Watch, de presser le roi du Maroc et les autorités marocaines à transformer les droits sur le papier en réalité quotidienne. Et par rapport à l'Algérie, il conviendrait de forcer à l'ouverture urgente d'une enquête internationale portant sur les archives de la DRS algérienne, afin de délimiter ses responsabilités dans le terrorisme qui s'empare de toute Tamazgha et de traduire tous les coupables devant la justice internationale.

En vous remerciant de votre diligence, veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma considération fort distinguée.

Signé: **Rachid RAHA**  
**Président et responsable des Relations**  
**Internationales de l'Assemblée Mondiale Amazighe**

---

*Adresse: N° 35 Place la reine, 1030 Bruxelles/ Belgique*  
*AMA, anciennement dénommé Congrès Mondial Amazigh (CMA) est une ONG de*  
*défense des droits du peuple amazigh; Publiée au Moniteur belge le 01/03/2012 –*  
*ASBL / N° d'entreprise: 844.083.805.*





« AMA » Assemblée Mondiale Amazighe  
Amazigh Wereld Assemblée  
Agraw Amadlan Amazigh ⵜⴰⵎⴻⵣⴷⵉⵏⵜ ⵜⴰⵎⴻⵣⴷⵉⵏⵜ ⵜⴰⵎⴻⵣⴷⵉⵏⵜ  
Amazigh World Assembly التجمع العالمي الأمازيغي  
N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique  
[assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

A Son Excellence,  
M. John Kerry,  
Secrétaire d'Etat américain

Objet : Situation des droits des citoyens amazighs au Maroc

Excellence,

Même si vous avez reporté votre visite au Maroc, nous tenons à vous écrire afin de vous mettre au courant des violations des droits humains par rapport aux citoyens amazighs et dont nous voulons que vous penchiez sur l'état des lieux avec les autorités marocaines lorsque vous aurez l'occasion de les rencontrer.

Comme vous le savez, l'examen de l'évolution des droits des imazighen (berbers) au Maroc est assez décevant. Dans ce sens, nous vous exprimons notre profonde déception quant au recul de l'Etat et du gouvernement marocains en ce qui concerne leurs engagements suite aux revendications du Mouvement de la jeunesse du vingt février 2011, notamment la reconnaissance, dans la constitution marocaine, de l'Amazighe en tant que langue officielle pour tous les marocains. En dépit du temps passé, les principes constitutionnels qui devaient être traduits sous forme de lois organiques, de décrets, arrêtés et circulaires d'applications n'ont pas encore vu le jour ; ce qui reporte aux calendes grecques les principes, règles et valeurs reconnues et consacrées par la nouvelle Constitution. A titre d'exemple, la loi organique devant consacrer le caractère officiel de la langue amazighe, ainsi que la loi organique devant préciser le droit à l'autonomie des régions dans le cadre de la « régionalisation avancée », ne sont même pas au stade de projets.

Exception faite de quelques déclarations politiques de forme, nous continuons à constater la perpétuation de la discrimination et de la ségrégation contre l'amazighité et les Amazighs au Maroc. De nombreux attermoissements sont rencontrés dans la mise en œuvre de l'officialisation de la langue amazighe, et ce durant plus de deux ans, ainsi que la permanence de l'interdiction des prénoms amazighes et l'interdiction de l'utilisation de l'amazighe, à l'écrit et à l'oral, au sein des différentes institutions de l'Etat marocain, dont le parlement. Ce dernier a publié, depuis plus d'une année, une décision interdisant de s'exprimer en amazighe. Nous constatons également l'absence d'évolution dans le dossier de l'apprentissage de l'amazighe, de son frein à sa généralisation dans l'enseignement primaire et secondaire, son manque d'intégration dans les médias et la formation.

Les prisonniers politiques amazighs, en l'occurrence Mustapha Oussaya et Hamid Aadouch continuent à être incarcérés à la prison de Meknès, sans que le Conseil Consultatif des Droits Humains ni le ministère de la Justice s'en préoccupent pour



ouvrir de nouveau leur dossier juridique caractérisé par beaucoup d'anomalies. Diverses promotions de diplômés en langue amazighe sont confinées au chômage. La ségrégation persiste en ce qui concerne le soutien de l'Etat au cinéma, à l'art, aux associations, aux journaux, à la culture et aux auteurs amazighs.

De même, les groupes politiques continuent à mener des attaques médiatiques racistes contre les Amazighs, au lieu de contribuer à tourner des pages des décennies de répression et de ségrégation contre tout ce qui est autochtone et amazigh au Maroc, sans qu'il y ait une discrimination positive au profit de la langue et de la culture amazighes comme compensation à plus d'un demi siècle de d'exclusion et de marginalisation. Et n'oublions pas que les principales victimes des années de plomb le constituaient les citoyens amazighs

A ce jour, le bilan du gouvernement en cours est très négatif en ce qui concerne la question amazighe. En outre, durant le mandat des derniers gouvernements conservateurs, on a pu relever des décisions racistes, des pratiques ségrégationnistes et des répressions inédites contre les populations Amazighs (Ayt Bu Ayache/Imzuren, Tinghir, Imider, Ayt Sgugu à Mrirt, Ait Baha au sud, Targuist...).

Nous incombons toute la responsabilité de la continuation de la spoliation des terres collectives des tribus amazighes au Maroc au gouvernement et au parlement marocains qui sont habilités à modifier les lois qui sous tendent la spoliation et l'expropriation dans les différentes régions et qui remontent à la période coloniale.

En vous remerciant de votre diligence, veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre considération fort distinguée.

Signé: Rachid RAHA  
Président délégué pour  
les Relations Internationales de l'AMA  
GSM : 00.212 668 292 153  
E-mail : rachid.raha@gmail.com

---

*Adresse: N° 35 Place la reine, 1030 Bruxelles/ Belgique  
AMA, anciennement dénommé Congrès Mondial Amazigh (CMA) est une ONG de  
défense des droits du peuple amazigh; Publiée au Moniteur belge le 01/03/2012 –  
ASBL / N° d'entreprise: 844.083.805.*





«AMA» Assemblée Mondiale Amazighe  
Amazigh Wereld Assemblée  
Agraw Amadlan Amazigh ⵏⵔⵓⵎⵉ ⵏ ⵍⵎⵓⵏⵓⵎ ⵏ ⵍⵎⵓⵏⵓⵎ  
Amazigh World Assembly التجمع العالمي الأمازيغي  
N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique  
[assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

## L'ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE SE FELICITE DE LA NAISSANCE DU NOUVEL ETAT AFRICANO-AMAZIGH INDEPENDANT DE L'AZAWAD



Le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MLNA), représentant les peuples du Nord du Mali constitués de plusieurs ethnies (les Touaregs, les Maures, les Songhaïs, les Peuls...) a réussi à libérer son territoire, et vient de déclarer l'indépendance de l'Azawad, le vendredi 6 avril 2012, correspondant au 25 mars 2962. L'Assemblée Mondiale Amazighe (AMA) qui dès le début a soutenu le MNLA exprime ses vives félicitations et sa profonde joie pour cet événement historique qu'est la proclamation de la naissance de ce nouvel Etat africain et amazigh indépendant, qui est l'émanation de luttes continues et de grands sacrifices humains des révolutionnaires azawadiens. La proclamation de l'Etat de l'Azawad annonce le début de la fin des injustices dont les peuples de l'Azawad ont été victimes durant des décennies, privés de liberté et de droits minimums durant de nombreuses décennies.

Les textes et instruments internationaux proclament, notamment, "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", "le droit des peuples à l'autodétermination", "le droit à la décolonisation", ainsi que "le droit à l'autonomie" en tant que formant partie des premiers de droits de l'homme ne pouvant souffrir d'aucune restriction. Parmi ces textes figurent le paragraphe 2 de l'Article 1 du Chapitre 1 de la Charte des Nations Unies, le paragraphe 2 de la résolution 1514 de



l'Assemblée Générale du 14 décembre 1960, le paragraphe 1 de l'Article 1 du Pacte international des droits civils et politiques et du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966, les articles 3 et 4 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones du 13 septembre 2007, l'article 20 de la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que l'article 2 de la Déclaration et le Programme de Vienne du 25 juin 1993, notamment dans son paragraphe 2, outre la Conférence des droits de l'homme qui considère que « que le déni du droit à l'autodétermination est une violation des droits de l'homme et souligne qu'il importe que ce droit soit effectivement réalisé ». Aussi, l'AMA considère que le MNLA a toute la légitimité de proclamer l'indépendance de l'Azawad, vu que toutes les revendications, luttes et appels passés notamment depuis 1958 ont été voués à l'échec. De surcroît, seule l'indépendance de l'Azawad est à même de garantir et assurer la paix dans la région en mettant fin aux injustices, au terrorisme et aux violations des droits de l'homme.

Compte tenu de ce qui précède, l'AMA encourage le MNLA à mettre sur pieds ses propres institutions, avec dans un premier temps un gouvernement provisoire, en faveur d'un Etat laïc, basée sur une constitution démocratique à soumettre à referendum et qui garantirait le respect de tous les pactes internationaux et en particulier les droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans distinction de race, de religion, d'affiliation politique ou d'origine ethnique.

Par ailleurs, l'AMA dénonce énergiquement la vaste campagne de désintoxication et de désinformation que certains medias et diplomates français ont déclenché contre le MNLA en faisant l'amalgame entre les révolutionnaires azawadiens et les groupuscules déstabilisateurs se réclamant de la nébuleuse salafiste,...

En définitive, l'AMA appelle à la communauté internationale à reconnaître le nouvel état indépendant de la République de l'Azawad et à œuvrer pour qu'il siège au sein de l'ONU et des institutions spécialisées du système des Nations Unies comme membre à part entière.

L'AMA appelle aussi à la mobilisation active de tous les militants et militantes amazighs afin d'agir afin de gagner la guerre de la diplomatie et de la communication qu'il nous faut entreprendre en faveur de la reconnaissance par les Etats de ce nouvel Etat africano-amazigh comme cela a été le cas sur notre continent de l'Erythrée et du Sud Soudan.

Le Bureau Confédéral de l'AMA





## **ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE**

Rue de Fierlant n°86, 1190 Forest, Bruxelles

GSM: 00 212 668 292 153

Fax: 00 212 537 727 283

assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com

### **Monsieur le Président du Conseil de Sécurité De l'Organisation des Nations Unies (ONU)**

Objet : sécurité et paix dans l'Azawad

Monsieur le Président du Conseil de Sécurité,

L'Assemblée Mondiale Amazighe (AMA) est au regret de devoir vous interpellé au sujet de la sécurité et de la paix en Azawad, notamment, après l'agression des forces de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) des positions du MNLA. Les bombardements par des avions à Tabankort, près de Gao, le mardi 20 janvier dernier, ont coûté la vie à plusieurs personnes dont en particulier de nombreux civils. Ceci va à l'encontre des principes élémentaires du droit international humanitaire et du rôle sensé être suivi par une mission des Nations Unies pour le maintien de la paix.

La MINUSMA a manqué à son rôle de neutralité, de soutien au processus politique et de stabilisation de la région, en prenant partie en faveur des milices pro-maliennes contre les mouvements de libération d'Azawad. Cette agression de la MINUSMA a donné lieu à de nombreuses manifestations dans plusieurs localités à Ber, à Kidal, à Aguelhoc, à Tinzawaten... Cette agression engage la responsabilité pénale de la MINUSMA et le Conseil de sécurité est appelé à s'en désolidariser.

L'AMA interpelle les Nations Unies et tout particulièrement le Conseil de sécurité afin que la situation ne se détériore encore plus en Azawad. Nous rappelons que ni la France, ni l'Algérie et encore moins les autorités maliennes ne veulent sérieusement une résolution juste et durable aux conflits armés de l'Azawad et sont incapables de trouver une solution politique satisfaisante et dans l'intérêt des différentes parties en conflit.



Le Mali poursuit à l'encontre de l'Azawad une politique et des mesures qui ne font que perpétuer le problème avec de graves répercussions sur la population de l'Azawad : Cette dernière souffre de la mauvaise gouvernance, des discriminations politiques, économiques, sociales, culturelles, ethniques, de l'analphabétisme, des famines, les sécheresses, des détournements des aides et financements destinés aux populations, des conflits tribaux et ethniques, de l'emploi aux sales besognes, des cadres fantoches de l'Azawad, au détriment des populations,...

Le Mali a livré le territoire de l'Azawad aux trafiquants de drogue, aux terroristes et autres, à l'intervention armée, dans le dessein de parachever le travail de génocide déjà entrepris depuis 50 ans. En outre, il est impensable que les Nations Unies continuent à confier la résolution de ce grave problème aux mêmes États qui en sont à la base, à savoir la France et l'Algérie.

L'AMA rappelle solennellement à l'ONU que de la stabilité de la Région Sahel/Sahara dépend étroitement d'une solution juste et durable de la question de l'Azawad qui perdure malheureusement depuis plus de 50 ans.

Pour sa crédibilité, l'ONU n'a d'autre choix que de :

1. soutenir le projet d'autodétermination pour l'autonomie de l'Azawad, la mise en œuvre du droit à l'autonomie des peuples touaregs et azawadiens, dans le respect de la déclaration universelle des droits des peuples autochtones et des autres instruments internationaux pertinents et de mettre en place une démocratie effective, réelle et participative, dans le cadre d'un Etat fédéral malien.

2. rechercher et engager la responsabilité des responsables des bombardements sous couvert de la MINUSMA.

Veillez agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Rachid RAHA  
Président de l'AMA

Copies à :

- Messieurs les membres du Conseil de sécurité ;
- Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.



# ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE (AMA)

ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ

## AMAZIGH WORLD ASSEMBLY

Tél: 00.212.668.292.153 / Fax: 00.212.537.727.283

N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique E-Mail: [assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

---

### Communiqué sur le recensement au Maroc

Après avoir pris connaissance de la fiche du recensement général de la population et de l'habitat qui est prévu pour le mois de septembre prochain au Maroc, et vu son contenu discriminatoire vis-à-vis de l'amazighe et du son caractère tiffinaghe, en plus de l'absence de questions relative au recensement du pourcentage d'Amazighes au Maroc ;

Prenant en compte la falsification du pourcentage des Amazighes au Maroc opérée par le Haut Commissariat au Plan lors du recensement de 2004, réduit à trente pour cent de la population, chiffre inférieur au nombre de locuteurs en français ;

Vu que c'est le Haut Commissaire au Plan qui a supervisé le recensement de 2004 est la même personne qui est chargé de l'opération de 2014 ;

Prenant en considération le rapport de la Haute Cour des Comptes qui fait état de dysfonctionnements et de malversations au sein du Haut Commissariat au Plan ;

Nous déclarons à l'opinion publique nationale et internationale ce qui suit :

1 – Nous demandons le limogeage du Haut Commissaire au Plan pour le recensement, M. Ahmed Lahlimi Alami, qui a passé dix ans à la tête du Haut Commissariat au Plan, en raison des dysfonctionnements qu'a connu son travail en plus de sa discrimination affichée à l'encontre des Amazighes et de l'amazighité ;

2 – Nous demandons que la fiche de recensement soit revue en répondant aux revendications du Mouvement Amazigh au Maroc sur cette question ;

3 – Nous invitons toutes les organisations du Mouvement Amazigh à l'union, à la sensibilisation et à la mobilisation pour affronter les plans qui visent l'amazighité et les Amazighes, dont le gel de la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe et la falsification du recensement pour en faire un instrument de pratique du racisme d'Etat contre l'amazighité et les Amazighes ;

4 – Au cas où nos revendications relatives au recensement général de la population et de l'habitat, et qui sont les revendications des organisations et des cadres du Mouvement Amazigh au Maroc, sont ignorées, nous adresserons des demandes aux cadres, aux citoyennes et citoyens pour boycotter le recensement générale de la population et de l'habitat.





## Assemblée Mondiale Amazighe

### **Les raisons du boycott du recensement de 2014**

L'Assemblée Mondiale Amazighe a décidé de boycotter le recensement général de la population et a mené une campagne de terrain sur le territoire marocain comportant des rencontres avec les citoyens et les cadres amazighes, en plus de la distribution d'imprimés appelant les citoyennes et les citoyens à boycotter le recensement général de la population et de l'habitat de 2014. L'Assemblée Mondiale amazighe a opté pour le choix du boycott suite au refus de ses revendications relatives aux respects des recommandations onusiennes concernant la langue maternelle lors de la réalisation du recensement, en plus du limogeage d'Ahmed Lahlimi Elalami mêlé à la falsification du recensement de 2004, qui a rendu le pourcentage des amazighophones à seulement 28%, c'est-à-dire moins que les francophones.

Tout en dénonçant l'ignorance de l'Etat des critères onusiens relatifs au recensement, l'Assemblée Mondiale Amazighe déclare à l'opinion publique nationale et internationale ce qui suit:

1- Le non limogeage d' Ahmed Lahlimi qui n'a rendu aucun compte suite à la falsification du pourcentage des amazighe lors du recensement de 2004, inférieur à ceux qui parlent le français et sa tentative de falsifier le recensement de 2014 en ignorant les critères onusiens dans la mise en oeuvre du recensement. Pire il a déclaré aux médias son refus de poser la question relative à la langue maternelle qu'il considère comme grave;

2- La non mise en application de ce qui est dans le rapport onusien révisé et affiné par la section des recensements des Nations Unies au titre de la session des recensements de 2009, qui, concernant les langues, a produit trois types de formulaires relatives à la langue maternelle qui peuvent être groupées lors du comptage et qui sont:

- La langue maternelle, parlée par l'individu dans son bas âge;
- La langue utilisée habituellement, et c'est la langue parlée actuellement par l'individu ou dans la majorité des cas, dans sa maison;
- La capacité de communiquer avec une langue ou plus.
- Et dans le sillage de la collecte des formulaires de la langue utilisée ou de la langue maternelle, les Nations Unies insiste sur "l'importance des formulaires de chaque langue qui a une valeur numérique dans le pays et non la langue dominante".

3- Le Haut Commissaire, qui supervise le recensement, a violé délibérément deux décisions importantes de l'Etat marocain relatives à la langue amazighe et que sont:

- Premièrement: la discrimination entre les marocains en posant la question relative à la connaissance de l'écriture et de la lecture de l'amazighe posée qu'aux locuteurs amazighophones uniquement, fait qui constitue un viol de l'article cinq de



la constitution marocaine qui a considéré la langue amazighe comme langue officielle et héritage commun pour tous les marocains sans exclusive;

- Une violation d'une décision officielle relative au caractère tifinaghe comme caractère d'écriture pour l'amazighe: le Haut Commissariat au Plan a procédé à écrire l'amazighe en caractère arabe dans ses affiches de campagne du recensement, foulant au pied la décision de l'Institut Royal de la Culture Amazighe ainsi que le Dahir Chérifien portant sa création. Ce qui fait pencher l'idéologique par rapport à l'objectivité;

4- Ahmed Lahlimi, Haut Commissaire au Plan, a déclaré, quand il s'est attaqué aux Amazighes qui ont appelé au boycott du recensement, que ce qu'il voulait savoir grâce au recensement est le nombre de citoyens qui écrivent l'amazighe en caractères tifinaghe, arabe ou latin. Avant qu'il ne modifie son formulaire de recensement quelques jours pour le conformer à ses déclarations antérieures et duper l'opinion publique en l'amenant à croire que sa réponse satisfait les revendications des Amazighes;

5- La Haut Commissaire au Plan a menacé les citoyens qui boycottent le recensement de poursuite judiciaire et a fait appel aux agents de l'autorité pour accompagner les personnes chargées du recensement pour acculer les citoyens, en plus de la distribution par le Ministère de l'Intérieur de grilles relatives aux maisons concernées par l'opération ainsi que le nombre de personnes qui sont remplies quotidiennement par les contrôleurs de terrain qui participent à l'opération de recensement, ce qui constitue une grave violation de la loi et de la charte de recensement;

6- L'exploitation de la religion et des mosquées non pour évoquer Dieu: le vendredi 29 août 2014, le Ministère des Awqaf et des Affaires Islamiques a distribué aux prédicateurs des mosquées un discours sur le recensement considéré comme devoir religieux sacré, en plus de la lecture de quelques versets du saint Coran lors de la prière du vendredi comportant le vocable "recensement". Ce qui constitue une exploitation minable de la religion pour appuyer la falsification et donner de ceux qui boycottent l'image de mécréants qui ne respectent pas leur devoir religieux. Et ce n'est pas la première fois que le même ministère mène une action contre les amazighes. Il a ignoré des années durant les plaintes des Amazighes qui, chaque vendredi, font l'objet d'insultes et d'attaques, dans le cadre de l'exploitation de la religion et des podiums religieux en plus de la non intégration de l'amazighe dans ses programmes de lutte contre l'analphabétisme dans les mosquées en se limitant uniquement à l'arabe classique;

7- Le silence des partis politiques et des associations et organismes marocains des droits humains ainsi que les centrales syndicales qui ne se sont pas exprimés contre les violations du Haut Commissariat au Plan et d' Ahmed Lahlimi, violations qui aboutiront à la falsification du recensement général de la population et de l'habitat ainsi que de la dilapidation gratuite de dizaines de milliards de l'argent public du peuple marocain;

Nous appelons tous les cadres du mouvement amazighe ainsi que les représentants des tribus, les militants démocrates au Maroc à continuer activement la campagne de boycott du recensement raciste, et nous confirmons que l'Assemblée Mondiale Amazighe de son côté poursuivra durant les semaines du recensement, sa campagne pour inciter les citoyens au boycott. Et à partir du 21 septembre, après la fin du recensement, elle établira un rapport détaillé sur le déroulement du recensement ainsi que sur les violations du Haut Commissariat au Plan dans tous les secteurs, le rapport sera envoyé aux instances nationales concernées et aux organisations internationales concernées.



## **Communiqué de l'Assemblée Mondiale Amazighe sur le recul de l'enseignement de l'amazighe**

Alors que les Amazighes n'ont pas encore achevé la bataille du recensement qui a ignoré les recommandations onusiennes relatives à la langue maternelle et a marginalisé les Amazighs et l'amazighité dans les formulaires de recensement, voici qu'une série de décisions illégales et discriminatoires sont prises par les déléguées du Ministère de l'Education Nationale dans plusieurs villes. Bien plus, le Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, M. Rachid Belmokhtar, a déclaré, lors d'une conférence de presse au siège de l'Agence du Grand Maghreb, que « l'officialisation de la langue amazighe n'implique pas son enseignement ».

Le même ministre a ajouté que pour réformer l'école marocaine pour qu'elle puisse offrir, de manière équitable, à tous les citoyens un enseignement et une formation de qualité, fondé sur les valeurs et des principes éminents du pays, dans le cadre du nouveau projet intitulé « Une nouvelle école pour un citoyen de demain », il a été décidé d'axer les dispositions prioritaires durant l'année scolaire actuelle, en vue de réaliser cette vision, sur la maîtrise de la langue arabe et la maîtrise des enseignements fondamentaux, sur la base d'un curricula nouveau couvrant les quatre années de l'enseignement primaire et sur la délimitation des seuils de passage entre les cycles.

Parallèlement à cela, M. le ministre a complètement ignoré l'amazighe, articulant son enseignement à la promulgation de la loi organique relative au Conseil Supérieur des Langues, ignorant toutes les conventions et les politiques gouvernementales qui ont œuvré pour l'intégration de l'amazighe dans le système éducatif durant dix ans, bien même avant les dernières réformes constitutionnelles au Maroc.

Nous, au sein de l'Assemblée Mondiale Amazighe, en prenant acte de la continuité de la politique de marginalisation, d'atéroissement et de discrimination contre l'amazighité, déclarons à l'opinion publique ce qui suit :

- Nous considérons la déclaration du Ministre de l'Education Nationale ainsi que son nouveau projet relatif à l'école marocaine comme discrimination raciste et un recul sidérant. Il ne constitue pas le seul recul par rapport à l'amazighité. La situation au sein de l'enseignement est la même dans d'autres domaines, bien que l'amazighe soit une langue officielle comme le stipule la constitution marocaine.
- Nous affirmons que l'initiative du Ministère de l'Education Nationale en matière de l'amazighe constitue la goutte qui a fait déborder le vase, dans le domaine du racisme et de la discrimination à l'encontre des Amazighes, à l'œuvre à l'ère de la nouvelle constitution.
- Nous faisons endosser à l'Etat, au gouvernement et aux partis politiques, opposition et majorité, la pleine responsabilité quant aux décisions racistes contre l'amazighité, en plus de l'atéroissement pour la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe tel que stipulé par la constitution.
- Nous appelons le mouvement amazighe actif et autonome à l'union en vue d'élaborer une stratégie commune, lancer une série d'initiatives amazighes qui traitent du dossier amazighe de manière globale, en vue de mettre fin à la discrimination et la satisfaction des droits culturels et linguistiques amazighes dans leur totalité. Nous réaffirmons que de notre côté, nous restons ouverts à toutes les propositions et initiatives sincères et nous réitérons la nécessité de mettre en œuvre les initiatives pratiques amazighes sur la base de l'unité de l'objectif et l'acheminement vers la plus grande concrétisation de l'action contestataire.



## Assemblée Mondiale Amazighe – Maroc interpelle le chef du Gouvernement marocain

Assemblée Mondiale Amazighe – Maroc

A Monsieur le Chef du Gouvernement  
Objet : la situation déplorable de l'amazighité caractérisée par la ségrégation durant le mandat de votre gouvernement.

Une autre année s'est écoulée après votre accession à la Présidence du Gouvernement marocain, suite aux protestations de la jeunesse marocaine et les réformes constitutionnelles de 2011, et la réalité de l'amazighité au Maroc n'a pas connu de changement positif qui mérite d'être évoqué.

Bien plus, la ségrégation contre l'amazighité continue durant votre mandat gouvernemental de façon inédite. Et l'interdiction de s'exprimer en amazighe au parlement depuis 2012 ainsi que le recul en matière d'enseignement de l'amazighe et la non mise en œuvre de l'officialisation de la langue amazighe et de sa graphie tifinağhe, constituent un grain de sable au sein des décisions racistes prises à l'encontre de l'amazighité de manière déclarée ou non déclarée et ce, en dépit de ce qui suit :

- L'officialisation de l'amazighe dans la Constitution marocaine depuis trois années ;
- Les Discours du Roi Mohammed VI dans lesquels il a appelé à la mise en œuvre rapide de l'officialisation de la langue amazighe ;
- La substitution au vocable « Maghreb arabe » par le vocable « Grand Maghreb » dans le préambule de la Constitution ;
- La création de l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM) depuis 2001 ;
- L'adoption du caractère tifinağhe comme caractère officiel pour écrire l'amazighe depuis 2003 ;
- L'intégration de l'amazighe dans le système éducatif depuis 2003.

Monsieur le Chef du Gouvernement

Du fait que vous êtes le premier responsable, conformément aux attributions et prérogatives que vous a octroyées la Constitution, de la situation déplorable de l'amazighité caractérisée par le racisme et la ségrégation, et en raison de votre responsabilité sur les différents départements ministériels, nous vous endossons la responsabilité relative à ce qui suit :

- Votre ignorance et votre refus de consacrer le nouvel amazighe comme fête nationale officielle et jour férié et payé pour la troisième année depuis que vous êtes à la tête du Gouvernement, bien que l'année de naissance du Christ et l'année

de l'hégire sont des fêtes officielles ;

- Votre refus total de la mise en œuvre de caractère officiel de la langue amazighe par la promulgation d'une loi organique. Vous avez déclaré que la dite loi organique sortira durant votre mandat qui s'étend jusqu'à 2016, et vous vous êtes ravisés l'année dernière pour affirmer que la mise en œuvre de l'amazighité est du ressort des instances supérieures. Et nous avons cherché au sein des dénominations des institutions de l'Etat pour déboucher sur l'inexistence d'institution dénommée « Institution des Hautes Instances ». De ce fait, votre contradiction avec votre promesse antérieure, évoquant des instances non définies, constitue pour nous un grave refus d'assumer la responsabilité et une délinquance quant à votre devoir inhérent à vos prérogatives ;

- L'ignorance du Ministère de l'intérieur de la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe et de son caractère tifinağhe au sein des institutions qu'elle supervise directement ainsi que celles qui sont sous sa tutelle, y compris la simple écriture des noms des rues, des avenues et du code de circulation, des plaques d'orientation et des institutions sécuritaires qu'elle gère, véhicules de la « Sureté Nationale » et sièges compris, en langue amazighe. De même que l'attribution de noms authentiques amazighes aux villes arabisées délibérément ;

- L'ignorance du Ministère de transport de la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe et de son caractère tifinağhe, dans le domaine qui relève de ses compétences (Gares routières, aéroports, ports, moyens de transport, routes, autoroutes...);

- L'ignorance du Ministère de la communication et la Haute Instance de la Communication Audiovisuelle (HACA) de la violation de la Constitution et des Cahiers des Charges relatifs au pourcentage de diffusion de l'amazighe au sein des médias audiovisuels, en plus de la continuation d'un nombre de canaux, de radios et de sites officiels à propager un discours d'avant l'officialisation de l'amazighe, centré sur des slogans du nationalisme arabe, à titre d'exemple l'usage du vocable « Patrie arabe », « Oumma arabia », « Maghreb arabe », sans citer la ségrégation dont les films amazighes sont l'objet de la part du Centre Cinématographique Marocain.

- Le silence du Ministère de l'éducation qui a opté pour l'aléatoire et le recul de l'enseignement de l'amazighe, en plus du plan élaboré par le même ministère et qui s'étend jusqu'à 2030, qui focalise sur l'arabe et qui ne mentionne aucunement

et absolument l'amazighe, bien que l'intégration de l'amazighe dans l'enseignement a commencé en 2003 ;

- Le silence du Ministère des Affaires Etrangères de l'officialisation de l'amazighe relativement à ses politiques éducatives et médiatiques et d'autres qui visent la communauté marocaine à l'étranger et dont la majorité sont des amazighophones et parlent les langues des pays d'accueil.

- La poursuite du Ministère de la culture de sa politique d'avant l'officialisation de la langue amazighe et qui focalise, essentiellement, sur le soutien des productions et travaux écrits en arabe, sans fournir d'effort pour la consécration du Maroc nouveau qui a décrété deux langues officielles pour le pays ;

- La poursuite de la Délégation Ministérielle des Droits de l'Homme et du Conseil National des Droits de l'Homme quant au génocide culturel et linguistique dont les amazighes sont l'objet durant environ six décennies ainsi que leur ignorance de la réalité constitutionnelle nouvelle qui a officialisé la langue amazighe ;

- La poursuite de l'ignorance des protestations des Amazighes, au Maroc en général, pour leurs droits et à Imider en particulier où les Amazighes manifestent pour la troisième année, la plus longue manifestation dans l'histoire du Maroc. En plus de la poursuite de l'incarcération des détenus du mouvement culturel amazighe à la prison de Toulal de Meknès ;

- La poursuite des interventions violentes des forces de sécurité pour brimer les protestations des Amazighes dans différentes régions du Maroc, ainsi que l'arrestation et l'humiliation de dizaines de manifestants amazighes.

Monsieur le Chef du Gouvernement ;

En définitive, nous vous avertissons que le retardement de la reconnaissance des droits amazighes constitue une aventure dangereuse pour l'avenir du Maroc et de ses futures générations ; du fait que nous constatons l'indifférence de votre gouvernement à l'égard de la dynamique amazighe et à sa marginalisation, au point où, alors que les Amazighes s'attendent à une politique de discrimination positive pour leurs langue et culture en compensation à plus d'un demi siècle de racisme et de déni, ils sont choqués par la non mise en œuvre d'acquis fragiles après des luttes et des sacrifices douloureux durant des décennies.

La Présidente de l'Assemblée Mondiale Amazighe-Maroc  
Amina Ibnou Cheikh

## L'AMA France interpelle le Ministre Marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération du Maroc

L'Assemblée Mondiale Amazighe (AMA) en France a écrit à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc à propos de l'officialisation de la langue Amazighe.

Monsieur le Ministre,

La Constitution du Royaume du Maroc a attribué le caractère officiel à la langue amazighe. « la consécration constitutionnelle de la pluralité de l'identité marocaine unie et riche de la diversité de ses affluents culturels ; et au cœur de laquelle figure l'amazighité, patrimoine commun de tous les marocains, sans exclusive », et dans le discours du 17 juin 2011 qui précise qu'il s'agit d'une initiative d'avant-garde, qui constitue le couronnement du processus de réhabilitation de l'amazighe, comme patrimoine commun à tous les marocains ».

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération, nous semble-t-il, a la responsabilité de diffuser de part le monde la signification et la finalité des profondes réformes introduites par la constitution de 2011. L'une de ses missions consisterait, à notre sens, à démontrer que cette orientation est un choix irrévocable et stratégique en raison de son impact sur la place du Maroc sur l'échiquier de la politique internationale.

Or, en matière de réhabilitation de l'amazighité, nous constatons que votre département n'a pris aucune initiative pour exprimer cette orientation. En effet, Force est de reconnaître que vos représentations diplomatiques et consulaires ne donnent aucun signe qui dénoterait de cette mutation structurelle de l'intégration de la composante amazighe comme substrat de l'identité, de la culture et de la personnalité marocaines.

Aussi, permettez nous de vous demander, dans le but d'agencer l'action de votre département avec les dispositions constitutionnelles, de bien vouloir contribuer au lancement du processus de la réhabilitation de la langue et de la culture amazighe en signifiant vos directives et vos instructions aux représentations diplomatiques et consulaires pour :

- 1- Intégrer le tifinağhe dans toutes les enseignes et les entêtes des correspondances et des documents officiels des ambassades et des consulats à l'étranger.
  - 2- Lever tout obstacle à l'inscription dans l'état civil des prénoms Amazighs.
  - 3- Affecter des fonctionnaires maîtrisant la langue amazighe pour communiquer avec les membres de la communauté marocaine s'exprimant en tamazight.
  - 4- Initier et promouvoir l'enseignement de la langue amazighe à la communauté marocaine résident à l'étranger.
  - 5- Stimuler et soutenir toutes les initiatives destinées à développer et à promouvoir la culture amazighe.
- Nous avons grand espoir, monsieur le ministre, que vous n'épargneriez aucun effort pour initier, à titre symbolique comme l'ont fait de nombreuses institutions nationales, le processus de la mise en application des dispositions de l'article 5 de la constitution, en attendant l'adoption de la loi organique devant régir les modalités de la mise en œuvre de cette officialisation. Veuillez croire, monsieur le ministre, à notre profond respect.

Benaceur Azaoui  
Président de l'A.M.A en France

## SOS!! La gendarmerie Algérienne massacre les Mozabites par les gaz toxique !!!

Au moment où le monde entier s'indigne et s'érige en force contre le terrorisme et leur folie meurtrière après l'assassinat lâche et spectaculaire des journalistes du journal satirique « Charlie Hebdo », le régime Algérien l'un des grands manipulateurs des terroristes (Mokhtar Belmokhtar ...etc) et des groupes terroristes en Afrique du nord, continue son acharnement et sa guerre génocidaire contre la minorité Mozabite à Ghardaïa à 600 km au sud d'Alger et dans une grave escalade de ces agressions contre la palpable population Mozabite qui se poursuit depuis plus d'une année, les éléments de la gendarmerie Algérienne qui se cantonnent en grand nombre dans le centre ville de Ghardaïa ont usé des gaz lacrymogène toxique en masse en bombardant volontairement l'intérieur des maisons des mozabites par des bombes lacrymogène (interdit universellement), l'éclatement de ces bombes à l'intérieur des petits maisons traditionnelles closes à cause de rigueur du froid de l'hiver et l'intensité des gaz toxique qui se dégagent provoqua la mort d'au moins trois mozabites par asphyxie...

Parallèlement à ces massacres et dans une scène surréaliste, inattendue et dépassant toute imagination sous le regard des témoins ébahis... Les forces de gendarmeries Algériens en uniforme ont

introduits des dizaines de terroristes intégristes chanbis du clan du terroriste notoire «Mokhtar Belmokhtar», au quartier «Bab-el-haddad», au cœur du vieux ksar de Ghardaïa et sous la protection et la couverture des forces de gendarmerie qui se sont placés sur les terrasses des maisons des mozabites et leurs interdit de sortir de leurs maisons avec la force des armes ....

Dés que ces terroristes se sont introduit dans le quartier mozabite, ils commencèrent leurs folie meurtrière en pillant, vandalisant et incendiant les maisons et magasins des mozabites sous les cris d'«Allah ou akbar, Allah ou akbar...» Tout cela sous la protection des forces de gendarmeries qui leurs assurent la protection et leur ouvrent le chemin en tirant avec force et férocité des bombes lacrymogènes et balles en caoutchouc contre les mozabites qui essaient de protéger leurs maisons ....

Et la guerre génocidaire sans aucun scrupule du régime Algérien contre les mozabites se poursuit... dans l'impunité totale... et dans le silence total surtout des pays démocrates et des instances internationales ...

Dr Kameleddine Fekhar  
Président délégué pour le Mzab de l'AMA

## COMMUNIQUE A PROPOS DES ATTENTATS DE PARIS

L'Assemblée Mondiale Amazighe (AMA) condamne avec fermeté d'une façon générale tous les attentats terroristes de par le monde et, en particulier, ceux de Paris contre le journal Charlie Hebdo et Montrouge. L'Assemblée Mondiale Amazighe (AMA) saisie cette triste occasion pour dénoncer toutes formes de manipulations et d'amalgames, au nom de la religion ou au nom de toutes idéologies racistes et extrémistes, en rappelant que la vie humaine est sacrée.

L'Assemblée Mondiale Amazighe (AMA) exprime ses condoléances les plus attristées aux familles des victimes de la barbarie et du terrorisme.



# **ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE (AMA)** **ⴰⴳⴷⴰⴳⴰ ⴰⴳⴷⴰⴳⴰ ⴰⴳⴷⴰⴳⴰ** **AMAZIGH WORLD ASSEMBLY**

---

## **Communiqué de soutien au peuple kurde et à son droit à l'autodétermination**

A l'occasion de la déclaration du président du gouvernement du Kurdistan du nord de l'Irak quant à sa décision d'organiser un référendum sur l'indépendance de la région dans un mois ainsi que les réactions qu'elle a entraînées de la part des opposants et des défenseurs de l'idée, et en se remémorant les souffrances communes des peuples kurde et amazighe qu'incarnent l'idéologie nationaliste arabe raciste et l'extrémisme terroriste religieux, durant des décennies, et partant de ce que prescrivent les Chartes internationales des droits de l'homme et des peuples, nous, au sein de l'Assemblée Mondiale Amazighe, déclarons ce qui suit :

- Notre soutien à la décision du président du gouvernement de la région du Kurdistan relative à la consultation référendaire du peuple kurde sur l'indépendance de la région et la formation d'un Etat kurde autonome ; nous réaffirmons notre soutien aux aspirations du peuple kurde à la liberté et à la formation de son Etat national ;
- Nous considérons que l'opposition aux aspirations du peuple kurde qui a souffert des décennies durant de racisme et de répression et continuer à souffrir dans d'autres Etats, constitue un viol flagrant des chartes internationales des droits de l'homme et des peuples et la négation des valeurs et de la morale humaines ;
- Affirmons que les Kurdes et les Amazighes ont trop souffert des tentatives d'élimination de leur fondements, d'extrémisme, de racisme, de la dictature du nationalisme arabe et de l'islam politique ; ils sont été également privés de leurs droits élémentaires et le sont toujours jusqu'à aujourd'hui en Afrique du nord et au Moyen Orient. De ce fait, nous insistons sur le droit du peuple kurde et du peuple amazighe de recourir au droit de l'autodétermination qui est prescrit par les chartes internationales des droits des peuples et de l'homme, au cas où les autres parties avec qui ils partagent la terre de leurs patrie, tentent de créer des obstacles à la création d'un Etat démocratique civil et pluriel.

**Rachid Raha**  
**Président de l'AMA**

Août 2014/2964

---

**AMA est une ONG de défense des droits du peuple amazigh ;  
Publiée au Moniteur belge le 01/03/2012 –ASBL / N° d'entreprise: 844.083.805.**





## **ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE**

Rue de Fierlant n°86,1190 Forest,  
Bruxelles / Belgique

GSM: 00 212 668 292 153

Fax: 00 212 537 727 283

assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com

Rabat, 11 mars 2015-✱ 2965

A l'aimable attention de  
M. François HOLLANDE,  
Président de la république française

Objet : réparations comme suite aux effets de la guerre chimique contre le grand Rif

M. le président,

Votre pays, la France, s'est retrouvé, au début du siècle passé, responsable d'un protectorat sur le Maroc, (Ex-Empire chérifien marocain). En vertu de ce protectorat, la France était sensée assurer la protection du Maroc dans ses frontières authentiques. Or, il s'en est suivi un dépeçage, une partition et une pseudo « pacification » par les armes et le sang.

En tant que « nation civilisée », la France était tenue par le droit coutumier et conventionnel de la guerre de protéger, notamment, la population civile et de ne pas se rendre complice ou utiliser elle-même contre cette même population sans défense et non combattante des armes prohibées.

Or, les documents, archives et études témoignent de ce que, dans un premier temps, la France s'est rendu complice de l'Espagne à laquelle elle a vendu des armes chimiques de destruction massive avant de les utiliser elle-même contre les rifains (population du nord du Maroc), lors de la guerre de libération conduite par le président Mohamed Abdelkrim El Khattabi. La guerre chimique contre le grand Rif est non seulement une violation des règles les plus élémentaires du droit de la guerre mais de surcroît et encore plus grave les héritiers des victimes d'hier continuent de souffrir aujourd'hui encore. En effet, de nombreuses études génétiques d'experts confirmés démontrent et témoignent des effets mutagènes et cancérigènes des armes utilisées : l'ypérite ou gaz moutarde, le phosgène, le disphosgène et la chloropicrine.

M. le président,

Au nom de la continuité de l'Etat, dont vous assurez aujourd'hui la présidence, nous souhaitons attirer votre attention sur deux idées essentielles :

- 1- l'utilisation et la complicité dans l'utilisation d'armes chimiques de destruction massive contre des populations civiles ;
- 2- les effets cancérigènes et mutagènes des armes chimiques de destruction massive utilisées.

La France est ainsi coupable et responsable de crimes de guerre dont les effets se font sentir aujourd'hui encore chez les héritiers les victimes d'hier. Le grand Rif demeure aujourd'hui une région « pauvre » et marginalisée, sans hôpitaux, ni infrastructures modernes de production... Près de 80% des personnes qui se rendent jusqu'à Rabat pour se faire soigner de cas de cancers, faute d'hôpitaux dans le grand Rif, sont originaires de cette région. Vous avez dans votre gouvernement une ministre de cette même région, Mme Najat Vallaud Belkacem, qui devrait



pouvoir vous en parler. « Il n'est pas une famille dans le Rif qui n'ait pas son lot de parents qui pâtisse ou ait pâtit du cancer » !

Monsieur le Président,

Nous voulons croire que le pays qui se réclame des droits de l'homme et que vous représentez ne puisse rester insensible à l'injustice, à la violation des droits les plus élémentaires et aux préjudices subis par des populations civiles sans défense. Le but de cette lettre est d'attirer votre attention sur le rôle que la France a pu jouer au mépris des règles élémentaires et préceptes de l'humanité et surtout de vous demander d'agir de votre autorité pour que l'Etat français :

1. Reconnaisse officiellement les responsabilités de l'Etat français pour les actions militaires à l'encontre de la population civile du Rif durant les années 1921-1927 ;

2. Organise et célèbre des actes de réconciliation et de solidarité avec les victimes, leurs descendants et la société rifaine comme forme d'expression de la demande de pardon de la part de l'Etat français ;

3. Facilite le travail d'investigation des historiens et de tous ceux souhaitant connaître les faits historiques à travers les archives militaires françaises ;

4. Révise les annotations, références et chapitres relatifs aux campagnes militaires menées par l'Etat français qui occultent l'usage des armes chimiques et/ou tergiversent sur la vérité historique ;

5. Appuie les associations culturelles et scientifiques dédiées au travail de recherche des effets de l'emploi des armes chimiques dans le grand Rif ;

6. Règle les compensations économiques de caractère individuel qui pourraient être réclamées pour les dommages causés ;

7. Contribue à la réparation des dommages collectifs et à la compensation de la dette historique ;

8. Dote les hôpitaux du Rif et particulièrement ceux de Nador et Al Hoceima d'unités sanitaires spécialisées dans le traitement oncologique qui contribuent à réduire les hauts pourcentages de maladies cancérigènes.

Nous souhaitons, M. le Président une audience afin que puisse vous être exposé le problème et afin que vous puissiez examiner avec la société civile des pistes de réparation au bénéfice de la région du grand Rif et des populations concernées. D'autres peuples ont reçu réparation des crimes commis suite aux abus du colonialisme. Le temps est venu que les rifains reçoivent réparation des crimes commis à leur encontre.

Veuillez agréer, M. Le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Rachid RAHA, président de l'AMA.

Rachid RAHA

Adresse: 5 rue Dakar, Appt.7

10.040 Rabat/Maroc.

GSM: 06.68.29.21.53

Fax : 05.37.72.72.83.

E-mail: rachid.raha@gmail.com





«AMA» Assemblée Mondiale Amazighe  
Amazigh Wereld Assemblée  
Agraw Amadlan Amazigh ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⴷⵓⵏⵏⵜ ⵜⴰⴷⵓⵏⵏⵜ  
Amazigh World Assembly التجمع العالمي الأمازيغي  
N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique  
assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com

Ghardaïa, le 27/05/2014

**Assemblée Mondiale Amazighe**

Dr Kamal Eddine FEKHAR

Président délégué de l'AMA,

pour la région du Mzab/Algérie

+213663932646 & +213560221110

E-mail: [kameleddine.fekhar@yahoo.fr](mailto:kameleddine.fekhar@yahoo.fr)

**A son excellence,  
Mme. Navi PILLAY  
Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme  
Des NATIONS UNIES**

**Objet : demande d'intervention pour mettre fin au génocide pratiqué par le régime Algérien contre les mozabites**

Excellence,

Permettez moi d'attirer votre attention sur le génocide subit par le peuple mozabite (amazigh autochtone) en Algérie. Les meurtres, la torture, l'injustice, le mépris, l'humiliation, la haine, la provocation et le racisme institutionnalisés du régime Algérien contre les Mozabites ont atteints leurs paroxysmes. Les services sécuritaires Algériens (polices, gendarmes et agents de renseignements) se comportent au M'zab comme une armée d'occupation et violent toutes les règles élémentaires de respect des droits humains, et piétinent toutes les lois nationales et internationales.

Depuis plus de six mois le régime Algérien mène un énième épisode d'ethnocide sous forme de guerre de terreur et d'usure contre les Mozabites, le peuple Amazigh autochtone qui habite la région du Mzab depuis la nuit des temps, dans la wilaya de Ghardaïa à 600 km au sud d'Alger. Les Mozabites vivent une véritable tragédie humaine, depuis plus de six mois, caractérisée par des agressions planifiées par le régime Algérien et exécutées sous la couverture des services de sécurité algériens par des terroristes et intégristes islamistes arabophone du clan du terroriste notoire Belmokhtar Mokhtar, alias Bellaouar, à la solde du régime.

Excellence,

Après six mois de massacres le bilan est très lourd et les photos et vidéos témoignent de cela :

- sept jeunes mozabites assassinés et mutilés sauvagement, et à chaque assassinat ce sont les services de sécurité qui soutiennent les lynchages, en prêtant mains fortes aux assaillants. Les jeunes mozabites qui défendaient leurs maisons tombent en reculant devant l'intensité des bombes lacrymogènes et balles de caoutchouc avant de se faire faucher par les terroristes qui sont juste derrière les troupes des services de sécurité ;



- le cas du jeune mozabite « Hadjsaid Khaled » de 35ans est très démonstratif de la haine et du racisme institutionnalisés. Khaled a été achevé par les policiers en tenue réglementaire qui l'ont rouillé de coups de matraques avant que les terroristes le tabassent et poignent de plusieurs coups de poignards et de sabres et le laissent inconscient jonché dans une flaque de sang ;

- des centaines de blessés dont la majorité est atteinte gravement, et pour lesquels les services sécuritaires ont interdit, sous la menace de poursuites judiciaires, aux médecins et infirmiers mozabites de porter secours et donner les premiers soins aux Mozabites blessés lors des attaques des terroristes dans leurs quartiers ;

- des centaines de familles exilées par force de leurs maisons pillées et incendiées et qui ne peuvent plus les regagner ;

- des centaines de magasins pillés, vandalisés et incendiés en plein jour et sous la protection des services de sécurité ;

- des milliers d'élèves et d'étudiants ne peuvent pas aller à leurs écoles et à leur université, par peur et à cause de l'insécurité ;

- des dizaines de champs et palmeraies vandalisés et incendiés avec un nombre indéterminé de têtes de bétail massacré sauvagement ;

- des cimetières historiques millénaires profanés, des mausolées historiques classés patrimoine mondial par l'UNESCO vandalisés.

Malheureusement, malgré l'accalmie plus que douteuse lors des élections présidentielle du 17/04/2014, qui ne fait que confirmer la manipulation totale par le régime Algérien des événements de Ghardaïa, le malheur des Mozabites ne s'est pas limité pas aux dégâts sus cités, et la guerre d'usure et sans pitié du régime Algérien contre le paisible peuple Mozabite prend une autre forme perverse d'apartheid, qui consiste en des arrestations par dizaines sur base d'identité qui touche les Mozabites.

Excellence,

La parodie judiciaire fait que les jeunes Mozabites qui défendaient leurs quartiers sont présentés au procureur de la république du tribunal de Ghardaïa sous des graves accusations par les mêmes éléments des services sécuritaires. Ensuite c'est le tour des juges Algériens aux ordres du régime de prendre le relais dans cet apartheid contre les Mozabites et les condamnent à de lourdes peines de prison.

Le lundi 05/05/2014, le juge de la cour de Ghardaïa M. Fentiz, a condamné à des peines lourdes de prison ferme les Mozabites qui défendaient leurs quartiers contre les agressions sauvages des bandes terroristes en confirmant les condamnations prononcées par M. Saih Abdelkader, le juge de première instance au tribunal de Ghardaïa. En même temps et dans la même juridiction, le juge d'instruction du tribunal de Ghardaïa, Bouzidaoui El khathir, a relâché cinq personnes d'origine arabe accusées de tentative d'assassinat du jeune Mozabite Babker Houcin, alors que ces



cinq assassins ont été identifiés grâce à un film d'amateur partagé sur le net et les réseaux sociaux qui les a pris en flagrant délit avec une vingtaine de terroristes alors qu'ils poignardaient la victime à coups de couteaux et sabres.

Excellence,

Le peuple mozabite otage d'un régime dictatorial, féroce et sans pitié vous sollicite pour une intervention rapide afin d'appeler et agir pour mettre fin à cette guerre inutile, déséquilibrée entre un peuple pacifique désarmé démuné numériquement 300000 âmes et un pouvoir puissant dictatorial pour le soulager de ses souffrances et surtout mettre fin à cette tragédie humaine qui dure depuis plus de cinquante ans. Le peuple mozabite amazigh autochtone aspire vivre en paix dans ses terres ancestrales et revendique le droit de conserver et de jouir de son identité berbère et de sa culture, en application des lois et traités internationales en vigueur.

En attendant, veuillez agréer, excellence, nos salutations les meilleures.





# **CRI D'ALARME DES AMAZIGHS CONTRE LA VIOLATION DES DROITS HUMAINS PAR LE MAKHZEN MAROCAIN**

**Par Rachid Raha, président de l'Assemblée Mondiale Amazighe**

Excellences,

M. Baudelaire Ndong Ella, président du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU,  
Mme. Fatou Bensouda, Procureur Général de la Cour Pénale Internationale,  
M. Ibrahim Salama, du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU,  
Mme. Elena Valenciano, présidente de la Commission des Droits de l'Homme de l'Union Européenne,  
M. Karim Lahidji, président de Fédération Internationale des Droits de l'Homme  
Mme. Navi Pillay, précédente Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU,  
M. José Luis Rodriguez Zapatero, ancien président du gouvernement espagnol,  
M. Saber Hossain Chowdhury, président de l'Union Interparlementaire Internationale,  
M. Jim Boumelha de la Fédération Internationale des Journalistes,

Excellences,

A l'occasion de la célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la situation des droits humains au Maroc et plus précisément sur ce qui s'est déroulé lors du deuxième forum mondial des droits de l'homme, à Marrakech, du 27 au 31 novembre dernier, auquel vous avez eu l'opportunité de participer

Excellences,

Si vous avez été bien accueilli, hospitalité marocaine oblige, vous avez probablement constaté que cela n'a pas été le cas pour tout le monde. D'aucuns ont été victimes de la discrimination raciale manifeste de la part des organisateurs comme cela a été notre cas, en tant que représentants du peuple autochtone amazighe, connu sous le nom de « berbères ».

Excellences,

Laissez moi vous confesser qu'en tant que militant amazigh, engagé dans la défense des droits des amazighs à l'échelle internationale depuis une vingtaine d'années, ayant eu le privilège de participer, par exemple, à la conférence euro méditerranéenne de Barcelone en 1995, à celle de l'UNESCO à Paris en 1999, ou à la Conférence Mondiale contre le Racisme de l'ONU à Genève en 2009, je ne me suis jamais senti humilié dans une quelconque de ces rencontres internationales à l'inverse de ce qui vient d'avoir lieu dans mon propre pays et dans la ville que nos aïeux ont fondé et qui a abrité l'une des plus grandes dynasties amazighes, à savoir la capitale des almoravides et les almohades (voir la carte ci-après).







28 mai dernier lors de sa visite officielle à Rabat (voir : <http://amadalpresse.com/RAHA/Lettre17.html> ). Ces interdictions ont été faites pour que vous n'arriviez pas à écouter notre voix durant ce forum. On parle beaucoup d'exception marocaine, et effectivement, elle l'est parce que les autorités marocaines ont parfaitement réussi à vous vendre et à vendre à l'extérieur une image du pays qui n'est pas celle de la réalité, l'image de celle d'un Etat profondément conservateur, autoritaire et répressif qu'on dénomme le « Makhzen » et qui applique une politique douce et suave d'apartheid de la part d'une petite minorité dominante qui se veut d'origine « Arabe » contre la majorité des dominés, formé par des citoyens/es amazighs amazighophones ou arabophones. Cette discrimination, il faut le dire, n'est pas du tout similaire ni aussi violente que celle qui avait eu lieu dans l'autre bout de notre continent, en Afrique du Sud, du fait que la couleur de la peau marquait clairement la ségrégation. La discrimination qui règne chez nous est plus fine, plus subtile, mais véhicule quand même une violence symbolique plus qu'une violence physique et constitue un système d'exclusion de la majorité de la population.

Excellences,

Le Maroc reste un état policier malgré sa campagne sur les bienfaits de la réforme de sa dernière Constitution du 1 juillet 2011, à la suite du mouvement 20 février ; preuve s'il en est c'est de voir comment s'est déroulé l'organisation de ce forum mondial des droits de l'homme auquel vous venez de participer. Au lieu d'être encadrés par des militants civils et par des ONG, partout où on passait, on était confrontés à des agents de police, à des agents de sécurité privée et même à des videurs de discothèques qui se dressaient comme des murs inhumains devant les participants, les défenseurs des droits universels des droits de l'homme et des droits des peuples autochtones... Des plénières, des ateliers, certaines tables rondes complètement fermés aux participants ayant réussi pourtant à avoir leurs badges, mais à qui on demandait d'avoir une autre « invitation » que personne ne savait où se procurer, ni où elle se distribuait: au Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), chez le ministère de l'intérieur (selon le site badil.info) ou encore au sein d'une association méconnue dite « générations des droits humains »? A propos de cette dernière, il paraît qu'elle a vu le jour juste depuis six mois pour gérer un budget de 17 millions d'euro. Personne n'en avait jamais entendu parler, ni qu'elle défendait les droits de qui que ce soit ; elle aurait été créée dans la précipitation par certaines personnalités de l'entourage d'un des conseillers du roi, en l'occurrence l'ex-ministre de l'éducation nationale, M. Ahmed Akhchichène, amplement connu pour son penchant idéologique panarabiste et « pam-iste », et ayant le malheureux mérite d'avoir réussi à avorter la généralisation de l'enseignement de la langue amazighe. Quoi qu'il en soit, les organisateurs connaissaient parfaitement que la ville de Marrakech disposait d'un troisième Palais des Congrès (le Mogador) avec une capacité globale d'accueil de 5.000 places que le milliardaire Miloud Chaabi avait construit en investissant un milliard 200 millions de dirhams. Les organisateurs ont pourtant refusé de faire appel à ce palais des Congrès, -en obligeant tous les participants à marcher dans la boue-, parce que bizarrement Miloud Chaabi est l'un des rares hommes d'affaires qui s'implique dans la défense des droits de l'homme, jusqu'à participer activement avec les jeunes dans les manifestations du 20 février.

Excellences,

Les institutions étatiques du Maroc ne se soucient guère de la promotion réelle sur le terrain des droits humains, et en témoigne clairement le budget de cette année 2015.



Selon ce dernier, l'état dédie pour le ministère de l'intérieur un budget de 29 milliards de dirhams dont elle consacre à la police politique, connu sous le nom de la DST, une part importante de 94.000.000,00 de dirhams, alors que pour la classe politique, (formée de plus d'une trentaine de formations partisans, supposés ayant le rôle fondamental d'encadrer les jeunes, les classes sociales et défendre les couches défavorisées), se partage la maigre somme de 8.000.000,00 Dh (*akhbar al yawm* 12/11/2014). Et c'est grâce à ses fonds que le « Makhzen » a réussi depuis longtemps à confectionner une communauté parallèle de « faux » militants de défenseurs des droits de l'homme et à récupérer d'anciens gauchistes opportunistes, intégrés même au sein de différentes instances nationales et régionales comme ceux du CNDH, et qui applaudissaient lors de la mise théâtrale de ce forum dans les plénières et ateliers, sans laisser aucunement la place aux voix discordantes. Avec ce budget qui s'alourdit chaque année et les nombreuses caisses noires, les agents de la DST ont investi tout y inclus la toile internet et les réseaux sociaux pour désinformer et discréditer les militants authentiques et insulter les vrais démocrates : comment expliquez que certains de ces nuisibles agents, qu'on pourrait traiter de cas psychiatriques, sont présents sur facebook jour et nuit, à déverser des insanités et des mensonges...

Ce makhzen, qui a tant peur des citoyens pacifiques Amazighs, du fait du déploiement disproportionné de forces spéciales qui nous ont interdit la marche du Palais des Congrès vers Bab Jdid, le samedi 29 novembre 2014. ([www.amazighnews.net/201412041010/amazighes-protestent-a-marrakech.html](http://www.amazighnews.net/201412041010/amazighes-protestent-a-marrakech.html)), est arrivé même à créer et à financer des ONG's artificielles de militants opportunistes en créant des divisions, avec cette pérenne monnaie romaine que pour régner il faut diviser. Ainsi, notre ONG internationaliste, créée en 1995, appelé Congrès Mondial Amazigh, avant de changer de dénomination n'a pas échappé à la dite stratégie: les frais de séjour et de déplacements, y inclus l'argent de poche, de ceux ou celles qui ont assisté à leur illégal congrès général de Meknès en octobre 2008, ont été tous couverts par le tout puissant ministère de l'intérieur à travers sa wilaya de Meknès... Sans parler du président même du CNDH, et qui est à la fois président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), et qui se refuse à se présenter au parlement pour éviter de répondre des malversations de deniers publics. M. Driss Yazami, nous a surpris en impliquant dans l'organisation de ce forum certains pseudo-militants gauchistes, supposés s'occuper de la question amazighe, et qui paraît-il ont des relations assez suspectes avec certains milieux des narcotrafiquants du nord.

Excellences,

On vous a vanté que le Maroc a consacré sa langue amazighe comme langue officielle dans la Constitution marocaine depuis trois ans. Mais savez-vous combien le budget de l'état lui a dédiée pour sa promotion pour cette année 2015 et les années d'avance? 0,00 Dh (en lettres zéro dirham). Ainsi avec l'obsession d'affaiblir les vrais démocrates et les défenseurs libres des droits humains, et à force de domestiquer les acteurs politiques, le Makhzen marocain a réussi à favoriser



directement le recrutement des centaines de jeunes par des milieux salafistes et par des cellules djihadistes d'AL QAÏDA, d'AQMI, de MUJAO et de DAECH... (lire : <http://www.amadalpresse.com/RAHA/Terroristes.html>).

Excellences,

Lors de votre séjour au Maroc, avez-vous demandé comment il se faisait que des infrastructures se sont effondrés dans le sud et le sud-est marocains à la suite de ces dernières inondations et qui ont coûté la vie à une cinquantaine de personnes ? Une première réponse à cette catastrophe nationale ne peut venir que de la corruption généralisée qui caractérise les fonctionnaires du ministère de l'intérieur. Croyez vous que c'est normal que ce tout puissant ministère, à part de la sécurité, soit chargé de s'occuper de « développement humain » tant chanté par l'état marocain. Est-ce normal que ce ministère finance ouvertement plus de 50.000 associations dans le cadre de ce l'INDH ? Que dire de la complicité de certains élus locaux corrompus, sans soucie de la vie dure et des contraintes sociales des populations rurales et montagnardes et de leur enclavement.

Excellences,

Le ministère de l'intérieur a pris dernièrement l'initiative de lancer un dialogue national sur le thème des « terres collectives et tribales » dans le but de réformer le cadre législatif et l'amélioration des procédures de gestion de ces terres collectives par les acteurs sociaux et politiques soit crédible, en invitant à ses réunions des représentants désignés par ce département alors que c'est ce ministère qui est au centre du plus grand problème des expropriations, et qui complique encore plus la gestion de ces terres et qui porte sérieusement atteinte à la cohésion sociale des communautés « soulaliyates », et par conséquent nuit aux intérêts des ayant-droits et de les pousser par conséquent à plus d'exode rural. Une profonde problématique qui couvre une superficie de presque 15 millions d'hectares.

Excellences,

La gravité du cas de Mme. Halima Idrissi, représentante de sa tribu « Ait Lahcen » de la province de Khémisset mérite d'être rappelé : convoquée par le gouverneur de sa province afin d'essayer de jouer le rôle d'intermédiaire pour faciliter la résolution d'un problème de leur terrain, inscrit à la propriété foncière sous le numéro 4367. Celle-ci travaillant dans une autre ville, en venant chez elle, s'est retrouvée au cœur d'un tabassage organisée de la part de la gendarmerie, d'une tentative de viol et au centre d'un procès judiciaire contre elle, avec une condamnation à un an et demi de prison après avoir été réprimée sévèrement et déshabillée devant les membres de sa tribu afin de la déshonorer publiquement.

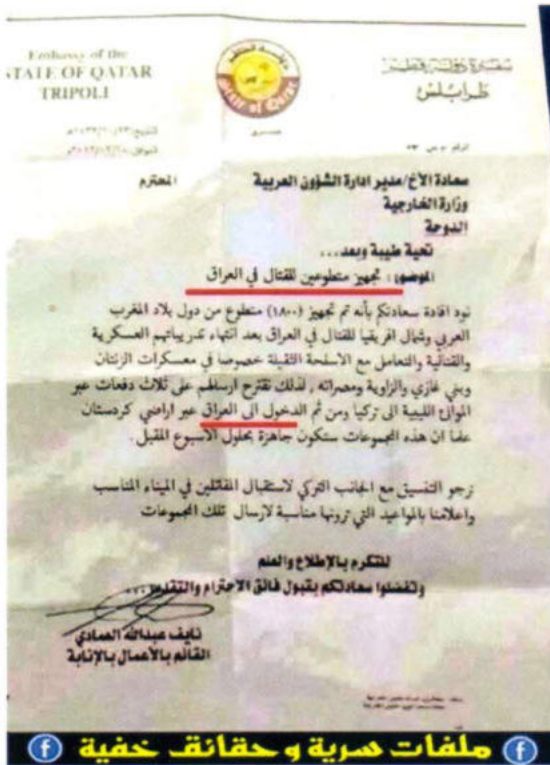




Excellences,

Nos parents étaient impliqués dans l'armée de libération du Nord qui a arraché l'indépendance du Maroc en 1956 pour que les terres des tribus soient restituées aux vrais propriétaires, les ayants droits. Malheureusement, ce qui s'est passé depuis cette date c'est tout à fait le contraire ; les nouveaux gouvernants et les notables ruraux ont continué l'œuvre de la colonisation en expropriant de plus en plus les terrains collectifs.

Au lieu de traduire devant un tribunal pénal international les responsables qataris, du fait d'être les principaux instigateurs et donateurs de pétrodollars à la mouvance djihadiste, comme en témoigne ce document officiel de son ambassade à Tripoli (voir le document ci-après et la une du journal Assabah du 2/4/2014), on leur offre gracieusement des terres pour construire des terrains de golf à Marrakech.



ملفات حسية وحقائق خفية



Est-ce normal qu'on emprisonne facilement des dizaines de personnes pour la simple raison de défendre leurs terres, sous prétexte de convoquer des manifestations sans autorisations, ou de confisquer leurs terres avec la ruse de protéger le sanglier que le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts laisse envahir leurs terres en détruisant leur agriculture de subsistance ? Est-ce juste qu'on confisque des hectares de terres aux tribus du Moyen Atlas en pleine forêt d'Ifrane, en les déboisant de ces cèdres centenaires, au moment où l'ONU sonne l'alarme d'alerte du réchauffement de la planète et des bouleversements du climat, afin que des princes qataris y construisent des châteaux de complaisance (voir la photo), alors que ces derniers sont les responsables directs du nettoyage ethnique des kurdes, des yazidis, des chrétiens syriens et des chiites irakiens de part de Daech, et inclus aussi les populations touaregs en finançant les djihadistes d'Ansar Eddine d'Iyad Ag Ghali et du MUJAO (<http://mondafrique.com/lire/dossiers/dossier-qatar/avant-serval-lepopee-du-qatar-au-sahel> et [www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120606170458/](http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120606170458/)) ?



Excellences,

En définitive, laissez moi vous confesser que nous craignons énormément que vous soyez séduits par ces hôtels de luxe comme la Mamounia, par notre cuisine raffinée et notre couscous, l'animation nocturne de notre place de Jamaâ-Lfna, comme c'est le cas d'habitude avec les diplomates, politiciens et journalistes français, et que vous oubliez à quoi vous êtes venus à Marrakech, à *Tamurt n Yakuch*, « terre de Dieu » en notre belle langue amazighe. Nous voulons que notre voix soit entendue et que vous fassiez tout votre possible pour que les droits du peuple de Massinissa, -de ce grand roi qui avait dit que l'Afrique est aux Africains-, soit respectée et que ce forum constitue, avec votre volonté et détermination, un nouveau départ vers la construction d'un authentique état de droit et de démocratie, en faisant pression sur les autorités marocaines pour que « *soient transformés les droits de l'homme sur le papier en réalité quotidienne* ».



# ASAMBLEA MUNDIAL AMAZIGHE (AMA) ⵓⴰⵔⵉ ⵏ ⵏⵉⵎⵓⵏ ⵏ ⵏⵉⵎⵓⵏ AMAZIGH WORLD ASSEMBLY

Tél: 00.212.668.292.153 / Fax: 00.212.537.727.283

N° 35 Place de la reine, 1030 Bruxelles, Belgique E-Mail: [assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com](mailto:assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com)

## Situación de los derechos humanos de los ciudadanos y de las comunidades indígenas amazigh (bereberes ) en el Reino de Marruecos



AMA es una ONG de defensa de los derechos del pueblo amazighe (bereber);  
Publicado en « Moniteur belge » el 01/03/2012 –ASBL / N° d'entreprise: 844.083.805.



# DEMOCRACIA, AUTONOMÍA E IDENTIDAD AMAZIGH <sup>1</sup>

Dr. Mimoun CHARQI

¿Cuál es la relación entre la democracia, la regionalización y la identidad amazigh? En realidad, existe una gran interacción ya que todos los temas están íntimamente relacionados y no se puede tener el uno sin el otro. Es un debate abierto y sin fecha de caducidad, donde abundan las opiniones y cuesta conseguir un consenso sobre la visión de lo que debería ser...

¿Quién podría decir que no está a favor de la democracia, o de la regionalización avanzada y/o como no, de la identidad o cuestión amazigh?

De hecho, incluso los que no lo están, no lo manifiestan en público.

Casi todo el mundo reconoce y aplaude algunos logros importantes que realizó Marruecos, especialmente en lo relacionado con la libertad de expresión. Ya que hoy más que ayer, se puede decir, que la gente se expresa más o menos libremente sobre temas políticos, sociales, de derechos humanos y otros.

Para abordar el tríptico "Democracia - Autonomía - Amazigh" haremos un diagnóstico general basado en el historial de Marruecos para poder explicar esta interrelación existente en el presente y como podría ser en el futuro.

## I. Diagnóstico

Se puede distinguir para el diagnóstico 3 etapas que son: La de antes del protectorado europeo, la de durante los protectorados y la del Marruecos independiente.

### **1. Antes de los protectorados: la democracia directa, el *Bled el Majzén* y el *Bled Siba***

Antes de los protectorados, el imperio Jerifiano marroquí se basaba en el *Bled el majzén* y el *Bled Siba*). En el Rif y en otros lugares, las tribus y confederaciones de tribus se organizaban y actuaban como verdaderas "repúblicas". La democracia era directa, las *jmaat* o *Agraw* convocaban a los terratenientes para votar anualmente a sus líderes. La autonomía era amplia en las tribus que elegían a sus representantes y cuya elección se formalizaba mediante un *Dahir* del Sultán, venerado y reconocido

---

<sup>1</sup> Conferencia. SEMINARIO « LOS AMAZIGHES: Historia, Sociedad, Política y Cultura ». En Granada, del 18 al 20 de noviembre, en la sede de la Fundación Euroárabe.



como líder espiritual sin ejercer ningún poder efectivo sobre las tribus-repúblicas del *Bled Siba*. Ya que el Sultán gobernaba solo en el territorio del *Bled el Majén*.

Es más que evidente, de que el amazigh era el idioma fundamental en el país. Y en la época, el árabe, era del dominio exclusivo de la élite, de las personas de orígenes árabes, de los letrados y de los *foukaha*.

La identidad amazigh se conserva, y lleva cohabitando con la cultura árabe sin ningún tipo de exclusión programada. Por otra parte, la propia ley islámica, (la sharia) desde inicio de las conquistas árabes, se adaptó y tuvo en cuenta las realidades y costumbres locales y mantuvo el derecho consuetudinario amazigh. De hecho, en toda Tamazgha se usó durante esta etapa, como fuente de derecho a los usos y costumbres amazigh.

## **2. Durante los protectorados: agresión, dominación y resistencia**

Con los protectorados, la democracia no se aplica a los autóctonos y los modelos administrativos y legales son los importados por los protectorados francés y español. Francia aporta su modelo jacobino basado en un estado centralizado. Y Los embriones se sembraron para lo que sería el futuro estado independiente marroquí. Dejando en el olvido y en la distancia, la "autonomía tribal", vinculada a la historia y el pasado.

En el territorio bajo administración francesa, la Residencia General, o sea la autoridad francesa, muestra su interés por la lengua y cultura amazigh; antropólogos, lingüistas y sociólogos se preocuparon por la dicha cultura para establecerse y afianzar su dominio territorial, militar, administrativo,...

El Colegio "Berebere" formaba a la élite autóctona amazigh y Francia propone el Dahir berebere y los tribunales tradicionales de derecho amazigh, a los cuales los "nacionalistas" se oponen.

Igualmente en la zona bajo administración española, los militares muestran el mismo interés por todo lo que es amazigh; las costumbres, la identidad y el lenguaje para con ello consolidar mejor su poder.

En esta etapa las identidades amazigh y musulmana se reafirmaron, especialmente, con la resistencia y la lucha contra los colonos franceses y españoles.

En el Rif, durante cinco años de guerra, el presidente Mohamed Abdelkrim El Jatabi consiguió estructurar e imponer un estado rifeño denominado "la republica de las tribus confederadas del Rif". Durante este periodo de resistencia, los colonos debilitados le propusieron al presidente, una autonomía para el Rif en el marco del protectorado, lo que rechazó rotundamente.



### **3. El periodo del Marruecos independiente**

La independencia política de Marruecos se construyó sobre una contradicción, ya que el nuevo estado naciente consiguió dejarse de las tribus y a la estructura republicana de las tribus que predominó en la etapa que precede a la del colonialismo europeo. Fue el fin el fin de la autonomía y de la libertad de las tribus.

Con la política de arabización, la lengua amazigh comienza a perder terreno. Y por otro lado, el término de "regionalización", comienza a emerger. El país comenzó tímidamente una regionalización bajo tutela. En varias ocasiones, en los discursos tanto de Hassan II como de Mohamed VI se hace referencia a términos como la "descentralización", la "desconcentración", la "autonomía", los "landers" alemanes, la "regionalización avanzada"... En los discursos, constantemente se alude la democracia, el Estado de Derecho,...

Con el actual reinado, el discurso sobre el "proceso democrático", continúa. Nuevas ideas emergen como "el nuevo concepto de autoridad". En "el discurso de Ajdir" (17 octubre 2001) se decide la creación del "IRCAM" (el instituto real de la cultura amazigh), y unos años mas tarde naze una televisión amazigh... El movimiento amazigh insatisfecho, sigue reclamando varios de los derechos primordiales, como el reconocimiento de la identidad, de la cultura y de los derechos de los amazighs,...

En los últimos años, el debate se ha centrado, entre otras cosas, en la "regionalización avanzada", la "reforma constitucional", y la "identidad amazigh",...

## **II. Las perspectivas**

El país como se dice en francés es "un train de sénateurs". (Un tren de senadores). Las reformas no terminan en el tiempo, tardan en florecer y por consiguiente en dar sus frutos. Sabemos cuándo empiezan, pero no se sabe cuándo llegaran a su fin.

Las reformas y los pasos hacia la democracia son en dosis homeopáticas, concebidas como una forma de mejorar el espíritu momentáneamente. Con la Primavera de los Pueblos, en Marruecos, tanto el movimiento 20 de Febrero, como el movimiento amazigh, han hecho oír su voz. Más de cincuenta militantes son tras las rejas, entre ellos activistas amazighes. La voz de la calle parece haber bajado de tono, al menos por el momento, en razón de la idea de la reforma constitucional y la represión,...

Tres ideas pueden ser retenidas, que se superponen por cierto: la Constitución, la autonomía y la cuestión amazigh.



## **1. La regionalización: una propuesta de "regionalización avanzada" truncada**

Una comisión asesora se formó para llevar a cabo una amplia consulta. Y para ello invitó a los partidos políticos, a los sindicatos, a la sociedad civil y a expertos. El Rey preciso en sus orientaciones de que se debía de tener en consideración a la historia y a la realidad de Marruecos, y por consiguiente, pensar un modelo de regionalización a la marroquí y que no sea importado. La Comisión Consultiva para la Regionalización propone un modelo de regionalización Jacobino bajo tutela, del poder central, lejos de liberar y permitir una verdadera autonomía regional. La división propuesta de las regiones tiene poco en cuenta la voluntad y la ambición de los pueblos interesados.

Además, la comisión consultiva del proyecto de regionalización no está relacionada con el proyecto propuesto por Marruecos para el modelo de autonomía del Sahara Occidental. Tras más de tres años (3 de enero 2010), el debate parece haberse enfriado y ya no es una prioridad para el Estado. Sin embargo, Marruecos tiene la oportunidad de actuar en plena soberanía para reglar no sólo un problema político, sino también para superar las dificultades y los problemas de subdesarrollo,... Nos quedamos con dos modelos que no tienen nada de comparables entre sí: primero, el plan de autonomía para el Sahara, de fecha 11 de abril de 2007, y segundo, el proyecto de la Comisión Consultiva para la Regionalización.

El movimiento amazigh por su parte reivindica el derecho a la autonomía regional. Varias declaraciones como la de Nador, la de Alhucemas y el proyecto de manifiesto de Tamazgha, se basan sobre el derecho a la autonomía de las regiones.

## **2. La Constitución: el problema de la aplicación**

Una reforma constitucional tuvo lugar después de una amplia consulta, (como lo que se hizo para la cuestión de la regionalización) y después hubo un referéndum constitucional. La constitución trae algunas reformas formuladas en términos de principios. Sin embargo, las leyes orgánicas y de otro tipo que deben complementar la Constitución tardan en llegar. Hasta el momento no hay ninguna novedad sobre su planificación y menos sobre la fase en la que se encuentra. La estructura legal está lejos de ser completa y las instituciones (incluyendo la Cámara de Consejeros) están lejos de regularizar y de ser de conformidad con las disposiciones constitucionales. Así que la fase de transición sigue perdurando en el tiempo.

## **3. La cuestión amazigh: relegación a las calendas griegas**

La cuestión amazigh está estrechamente vinculada a la aplicación de todo el edificio y las instituciones jurídicas que la pueden promover... Pero, otra vez, la ley orgánica que debe determinar en qué condiciones deberá ser aplicada la oficialización de la lengua amazigh (como patrimonio común de todos los marroquíes) no forma parte de las prioridades del gobierno. Estamos aún mas lejos de los decretos y otros textos que deben complementar la dicha ley orgánica que todavía no existe.



Una institución como el IRCAM es dejada de lado... La Televisión amazigh invierte y apuesta más en el folklore en detrimento de lo cultural... El gobierno dice que tiene cinco años para legislar y preparar las correspondientes leyes orgánicas, entre ellas las que guardan relación con la lengua e identidad amazigh...

### **Consideraciones finales**

La gestión de la transición del país hacia la democracia está llena de contradicciones. Ya que tenemos por un lado, el discurso, la teoría, la ley y los principios declarados. Y en frente se ve, la realidad, la aplicación y la práctica que dejan mucho que desear. Es evidente que Marruecos en comparación con lo ocurrido en otros países como Túnez, Libia, Egipto, Siria,...fue una "excepción", tal como lo afirman el estado y varios observadores. Sin embargo, el poder, debe de ser consciente de que los problemas son demasiado graves y severos para que no se traten a tiempo y de manera adecuada.

La cuestión amazigh no se limita sólo a la lengua, y mucho menos al folklore. Es una cuestión de lenguaje, de identidad, de derechos económicos, civiles, políticos, económicos, sociales, culturales,... Es también el derecho a la autonomía regional. La democracia no es una palabra vacía. La clave es la participación, la justicia y la responsabilidad de la población y de las comunidades locales para su destino.

Por fin, sin democracia no hay, ni habrá autonomía, ni identidad amazigh, sin autonomía, nada de democracia ni de identidad amazigh, y sin identidad amazigh, no hay democracia, ni autonomía.

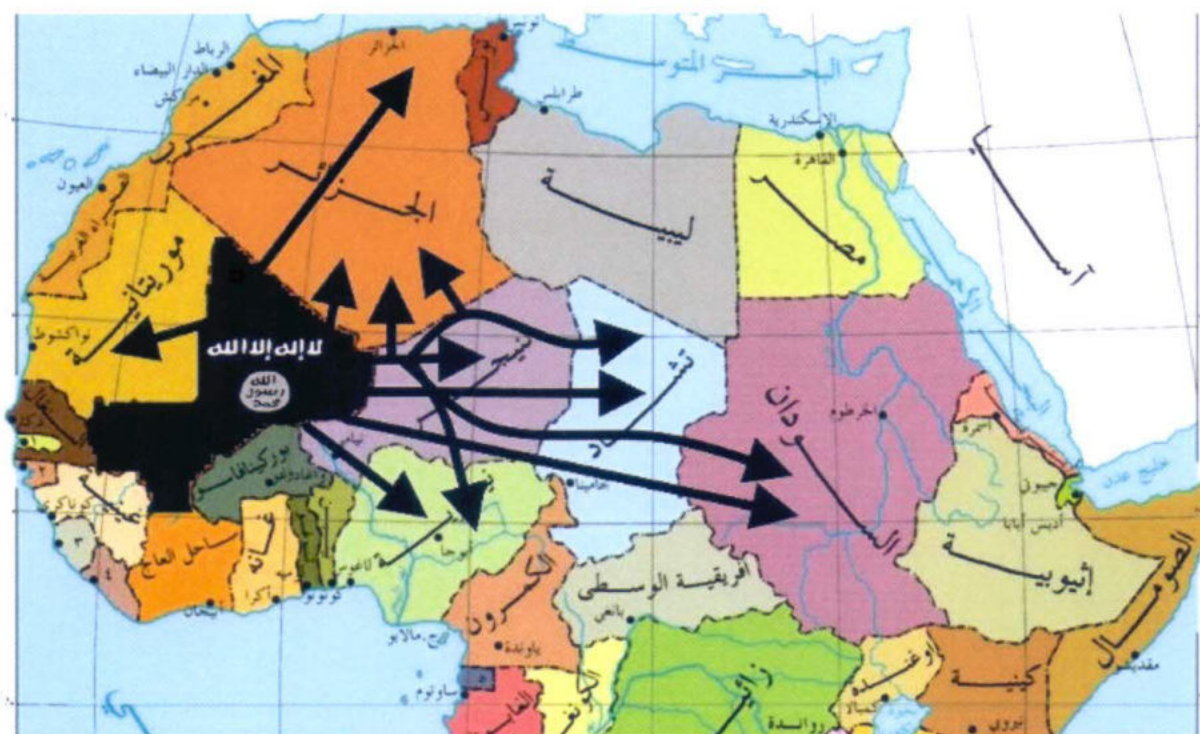




## LOS TUAREGS ENTRE DOS FUEGOS : LA SEGURIDAD MILITAR ARGELINA Y LA MULTINACIONAL AREVA

Por Rachid RAHA

El verdadero conflicto que se está desarrollando en el norte de Mali no es sencillo ni es una mera lucha entre separatistas tuaregs, grupos de terroristas dyihadistas y militares malienses. Hay muchos actores en el conflicto y los que manejan verdaderamente los hilos casi no se ven en los campos de las batallas. Éstos se esconden en oficinas muy bien climatizadas y se protegen eficazmente de las miradas de las personas, muy lejos del arduo territorio sahariano y de sus temperaturas sofocantes!



Para ser más realistas, nuestros revolucionarios tuaregs, que debían tener el apoyo, por lo menos moral, de la sociedad civil mundial y de los estados occidentales, por rebelarse contra las dictaduras y el orden establecido en esta "primavera democrática de los pueblos" del norte de África, como lo hicieron de cara a los tunecinos, a los egipcios y a los libios, se vieron aislados de la escena internacional, objeto de una descarada campaña francesa de desinformación mediática y lo peor, su noble revolución fue confiscada por los grupos salafistas, ayudados por Argelia y financiada por Qatar (según reveló *Le Canard enchaîné*), por la sencilla razón de aspirar a la creación de un estado africano independiente, democrático y laico, en pleno desierto del Sahara, como lo hicieron los eritreos y los sudaneses del sur. ¿Por qué los dos estados que más temen al auge del terrorismo de Al Qaeda en el Maghreb Islámico (AQMI), los que detienen a sus rehenes y que tienen intereses económicos en la zona, a saber Argelia y Francia, dejaron los tuaregs solos ante el



peligro dyihadista, sin brindarles, en su tiempo ni ahora, apoyo logístico, militar e incluso humanitario?

Sin embargo, la respuesta a esta pregunta se encuentra en estos dos estados que efectivamente anteceden sus intereses financieros a los derechos del hombre, sin hablar de los derechos a la autodeterminación, recogida en la **Declaración** de las Naciones Unidas sobre los derechos de los **pueblos indígenas**, adoptada por la ONU el 13 de septiembre de 2007. Francia que se valía de que los derechos del pueblo de Libia esté por encima de los intereses petrolíferos de su multinacional Total cambia diametralmente de actitud cuando se trata de Azawad, del norte de Mali. Así que, en el fondo y en realidad, nuestros paisanos “los hombres azules”, que erigieron la libertad en religión, no se enfrentan a grupos salafistas autónomos ni a grupos dirigidos por Al Qaïda internacional del fallecido Ben Laden, sino se enfrentan directamente a grupos terroristas manipulados sutilmente por los servicios secretos militares argelinos, cuyos dirigentes se encuentran en los edificios de la DRS en la capital de Argel. ¡Los generales argelinos que habían confiscado el poder temen desde siempre que el peligro de su dominio podría venir abajo desde el sur, desde el territorio tuareg, más que desde la región berberofona de Kabilia!



La DRS argelina, -dirigida por varios generales de los cuales se destacan el general Mohamed Tawfik Medien y Smaïl Lamari-, no quiere oír en absoluto de la creación de un estado independiente tuareg, o incluso de una simple autonomía regional política, en su frontera sur. Es por lo que los acuerdos firmados entre la rebelión tuareg y las autoridades malienses, en sucesivas etapas, bajo supervisión de Argel fracasaron todos y totalmente. ¿Por qué? El primer motivo es que un Azawad estable, bajo soberanía maliense o independiente, permitiría la explotación del petróleo cuya capa parece ser la misma que la que tienen los pozos petrolíferos en las zonas tuaregs que se encuentran al sur de Argelia. El segundo motivo es que



Argelia, cuya diplomacia ignora radicalmente sus intereses nacionales, y se ha convertido por consiguiente en “la” diplomacia del Frente de Polisario, se ha obsesionado por encontrar una ruta sobre el océano atlántico para sus exportaciones en gas y petróleo. Al no conseguirlo por la falta de resolverse el problema del Sahara occidental, y por el muro de seguridad que ha erigido Marruecos, ha buscado otra ruta alternativa que pasaría por en el norte de Mali y atravesando por Mauritania. Es por esto que algunos grupos de “su” AQMI han intentado desestabilizar varias veces al frágil estado mauritano, y que creen que sería el segundo estado en caer en sus manos después del “estado islámico de Azawad” donde los salafistas no han perdido el tiempo en aplicar severamente la ley islámica a todo el mundo (ver pag. 45 del interesante estudio de François Gèze y Salima Mellah en: [www.algeria-watch.org/fr/aw/gspc\\_etrange\\_histoire\\_intro.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/aw/gspc_etrange_histoire_intro.htm)). La DRS argelina, no solamente financia, aconseja y facilita información por satélite a sus mercenarios salafistas del Sahel sino incluso les proporciona más candidatos, reclutando incluso entre los saharauis de los campos de Tinduf (ver: <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2703p010-013.xml0/> ) por temor de que los revolucionarios del MNLA vuelvan a recuperar a sus ciudades de Tumbuctu, Gao y Kidal.

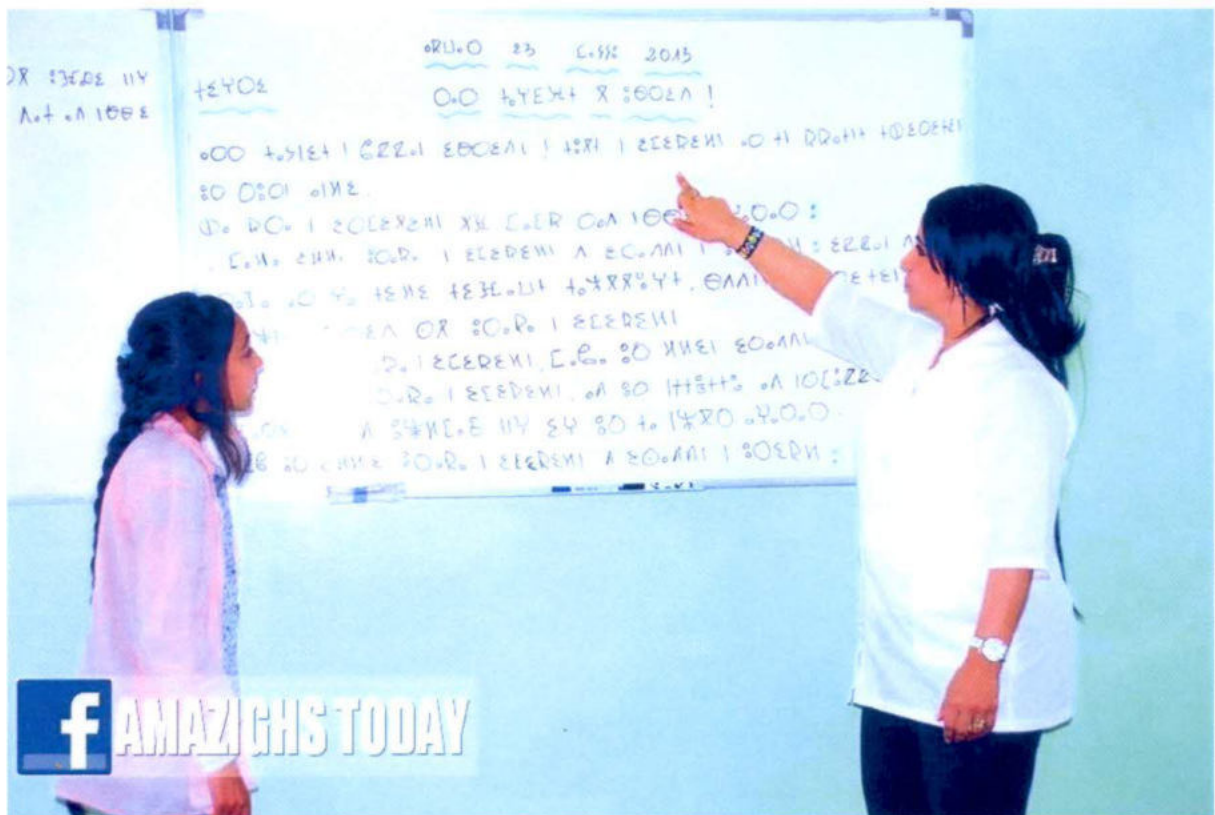
Cabe recordar que esto no es la primera vez donde está implicada la DRS argelina. Tenemos que mencionar de que detrás del atentado del Hotel Atlas Asni de Marrakech el 24 de agosto de 1994, al origen del cierre de las fronteras entre Marruecos y Argelia y donde murieron dos ciudadanos españoles (Salvador Torras de Barcelona y Antonia Cuevas Garcia de la costa de Málaga, cuyas familias debieran abrir expedientes jurídicos contra el estado argelino), los agentes de la DRS estaban detrás como lo ha confesado minuciosamente el ex agente Karim Moulay, refugiado en Inglaterra, en varios medios internacionales (ver: <http://lanationdz.com/2012/09/18/moines-de-tibhirine-karim-moulai-chez-le-juge-trevidic-a-paris-en-octobre/> ). También, la DRS argelina sería detrás del salvaje asesinato de los siete monjes de Tibirin (ver este gran documental en <http://www.youtube.com/watch?v=eMXEDjxlzOo&feature=share> ). ¡Incluso, sobre el asesinato del famoso cantante amazigh de Kabilia Lounès Matoub, Hassan Hattab, antiguo jefe del GSPC y protegido por el sistema, tendría mucho que confesarnos al respecto!

¡A fin de cuentas, si Argelia tenía un mínimo interés de acabar con estos grupos terroristas en el Sahel, solo tiene que cerrarles el grifo del gasóleo del que se están suministrando descaradamente sus pick-up en las gasolineras de Tamanrasset!

El otro frente al que los revolucionarios del MNLA se están enfrentando sin que se hagan notar en los campos de batalla es la multinacional Areva, que influye en los gobiernos de Francia, sean de derechas o de Izquierdas. En el momento donde se está hablando de una inminente intervención militar en la zona, a 100km al este de la frontera de Azawad, la multinacional Areva acaba de desbloquear un fondo de 1500 millones de Euros para explotar una nueva mina de uranio que abastecería



casi todas las centrales nucleares francesas. ¡La luz de los hogares franceses se ilumina con la sangre y el hambre de las poblaciones tuaregs y de la explotación de sus riquezas naturales ! (ver este obligatoriamente este documental en: <http://www.youtube.com/watch?v=V7sgtkr9eJ0> ). La empresa del CAC40 Areva ejerce presiones sobre el estado francés, y es por esta causa que el presidente François Hollande y su ministro de Exteriores, Laurent Fabius, convertidos en defensores de los pueblos sirio y palestino, han evitado recibir al presidente del MNLA, Bilal Ag Cherif, desplazado en persona a Paris para explicarles los derechos legítimos de su pueblo. Areva influye también y con más fuerza sobre el estado de Niger donde no deja elección a su primer ministro, de origen tuareg, a aliarse con los países de la CEDEAO que anteponen la solución militar a la de la política, con el probable riesgo de que sus propias poblaciones tuaregs se sublevaran contra su gobierno en solidaridad con sus hermanos de Mali!



En definitiva, como lo he manifestado en mi anterior carta abierta dirigida al presidente americano (<http://www.kabyle.com/fr/articles/lettre-ouverte-%C3%A0-barack-obama-au-sujet-du-conflit-malien-21089-15112012.html>) , insisto de que para acabar eficazmente, y de una vez para siempre, con los grupos terroristas que se están multiplicando en Azawad y en el Sahel (y en la propia Argelia), hay que abrir urgentemente una investigación internacional sobre los “trabajos sucios” de los servicios secretos argelinos y presentar una querrela judicial contra los responsables de todos los crímenes cometidos por los agentes de la DRS.



## La Asamblea Mundial Amazigh denuncia violaciones contra las poblaciones beréberes



El encuentro que la Alta Comisio-  
nada de Naciones Unidas para los  
Derechos humanos, la Sra. Navi  
Pillay, ha mantenido con represen-  
tantes de la sociedad civil marro-  
quí, el pasado 28 de mayo en Rabat,  
hemos tenido ocasión de exponer  
algunas de las graves violaciones de  
los derechos humanos de los ciuda-  
danos amazighes (beréberes).

Con la llegada del nuevo rey, Mo-  
hamed VI, en 1999, se abrió un pe-  
riodo de gran esperanza con su ini-  
ciativa de institucionalizar las tan  
necesarias "Equidad" y "Reconci-  
liación", para hacer justicia frente  
a las graves violaciones contra los  
derechos humanos cometidas du-  
rante los conocidos como "años de  
plomo", bajo el reinado del difunto  
dictador Hassan II. Esta iniciativa  
permitted a muchas de las víctimas  
tener voz y que fuesen recompen-  
sadas con unas exigüas compensa-  
ciones financieras, si bien nunca  
se indagó sobre el crimen contra

la humanidad cometido contra la  
población civil del Rif Amazigh  
entre los años 1958-1959, o sobre  
los numerosos asesinatos políti-  
cos cometidos contra miembros del  
Ejército de Liberación Nacional  
como el dirigente Abbas Mesaâdi,  
o contra investigadores amazighs  
como el lingüista Boujemâa el Hab-  
baz... Nunca nadie se ha preocupa-  
do de llevar tales crímenes antes lo  
tribunales.

Los ciudadanos amazighs, que  
conforman la mayoría de la pobla-  
ción marroquí, son las principales  
víctimas de esos oscuros "años de  
plomo" y aún hoy se ven impedidos  
de acceso al poder

Los ciudadanos amazighes, que  
conforman la mayoría de la pobla-  
ción marroquí, son las principales  
víctimas de esos oscuros "años de  
plomo" y aún hoy se ven impedidos  
de acceso al poder en Marruecos,  
a excepción, claro, de aquellos que  
falsifican su genealogía o los que

muestran un abierto desprecio por  
los indígenas del país. Por consi-  
guiente, los ciudadanos amazighes  
están condenados a vivir margi-  
nados y confinados en regiones pe-  
riféricas y montañosas, privados,  
entre otros, del derecho de creación  
de formaciones políticas propias,  
como quedó demostrado con la  
prohibición del Partido Demócra-  
ta Amazigh Marroquí (PDAM), al  
tiempo que se permite la creación  
de decenas de partidos políticos  
sobre las bases arabo-islamistas.

### DISCRIMINACIÓN INSTITUCIO- NALIZADA

Aunque la reforma de la Consti-  
tución del 1 de julio de 2011, tras  
los acontecimientos juveniles del  
20 de Febrero, reconoce la identi-  
dad amazigh y el carácter oficial de  
la lengua amazigh, las autoridades  
continúan aplicando una política  
de apartheid amazigh. Ésta se ha  
visto agravada con la llegada al po-



der de una formación islamista, el Partido para la Justicia y el Desarrollo (PJD). La señalada política de discriminación institucionalizada queda en evidencia en hechos como los siguientes:

.- Los documentos nacionales de identidad de los ciudadanos amazighes, escritos exclusivamente en árabe y francés, están marcados con la letra "Z" de la primera escritura de África, que es el tfinagh, invisible para el ojo humano pero detectable sometiéndolo a un densa luz.

.- A los que sostienen tener linajes religiosos y ligados a genealogías "árabes" del Próximo Oriente, conocidos bajo el término de "chorfas", se les otorgan unas tarjetas donde se manifiesta que las autoridades deben facilitar sus tareas administrativas, a expensas de los ciudadanos comunes.

.- Incluso dentro del propio Palacio Real, cualquiera que exprese su amazighidad corre el riesgo de ser discriminado y excluido, como sucedió con el ex portavoz del rey, el intelectual Hassan Aourid.

.- El Ministro amazigh de Asuntos Exteriores, Dr. Saaeddine El Othmani, que propuso cambiar el nombre racista de la Unión del Magreb Árabe (UMA) por el de Unión del Gran Magreb, fue destituido con celeridad en la última remodelación del Gobierno .

.- El gobierno de Marruecos sigue manteniendo en su puesto al Sr. Lahlimi Ahmed Alami, como Alto Comisionado para la Planificación, encargándole dirigir las operaciones para la realización de un

nuevo censo de población, el próximo mes de septiembre, a sabiendas de que está cuestionado por el informe del Tribunal de Cuentas, en un asunto de la malversación de fondos públicos; y, aún más, siendo conocida su filiación ideológica con un partido político "arabista". Este Sr. falsificó descaradamente el peso de la población amazigh, reduciéndola a un mísero 28,4% de la población total del censo de 2004.

.- Los permisos de transporte (taxis, camiones, autobuses), de explotación de yacimientos minerales y recursos pesqueros se suelen conceder principalmente a personas cercanas a los círculos del poder, soliendo compartir los mismos supuestos y genealogías religiosas relacionadas con el Próximo Oriente.

.- Para acceder a un puesto de responsabilidad, los candidatos amazighs son sometidos a una investigación detallada de ciertos servicios como la policía política, un hecho que ha sido denunciado por el actual Ministro de Educación Superior, el Dr. Lahcen Daoudi.  
**MUCHO POR HACER**

Como activistas demócratas y pacifistas amazighes hemos conseguido arrebatar algunas de nuestras reivindicaciones, como la creación del Instituto Real de la Cultura Amazigh (IRCAM) y la Televisión Tamazight (TV8). No obstante, el IRCAM está amputado, incomprendiblemente, de los miembros de su consejo de administración, mientras que la TV8 no cuenta con un presupuesto consecuente, ni con los suficientes recursos humanos, ni con una dirección autónoma.

Respecto a los compromisos del estado marroquí y de autoridades ante el movimiento juvenil del 20 de Febrero y del movimiento amazigh, llegando a incluir el reconocimiento del tamazight como lengua oficial para todos los marroquíes en la Constitución del 1 de julio de 2011. Pero esto se ha quedado en papel mojado, desde hace ya casi tres años. Los principios constitucionales que deberían ser establecidos en forma de ley orgánica, decretos y formalidades de cara a la aplicación del carácter oficial de la lengua africana e indígena, que es el tamazigh, el Gobierno no muestra ninguna voluntad política. Al contrario, el Ejecutivo sigue maniobrando en su contra, como demuestra:

.- La prohibición del uso de la lengua amazigh, tanto a nivel escrito como oral, dentro de las diversas instituciones del Estado, entre las que se encuentra el Parlamento, donde fueron censurados los diputados Fatima Chahou (Tabaamrant) y Abdellatif Ouammou.

.- La ausencia de la lengua amazigh y su escritura en las nuevas monedas nacionales, tarjetas de identidad nacional y pasaportes.

.- La ausencia de evolución en su aprendizaje y el freno a su generalización en la enseñanza primaria y secundaria, a pesar de que su generalización podría contribuir eficazmente a la lucha contra la alarmante tasa de analfabetismo en los niños.

.- La falta de integración de la lengua amazigh en los programas de alfabetización de adultos y mujeres.

.- El freno al tamazight en los me-



dios audiovisuales y la ausencia total de una política de "discriminación positiva", a sabiendas de que la lengua amazigh fue privada de disfrutar de sus derechos desde la independencia del país, o sea, desde hace cincuenta ocho años.

.- Los presos políticos amazighs, en concreto Mustapha Oussaya y Hamid Aadouch, permanecen en la cárcel de Meknes desde hace siete años sin que el Consejo Consultivo de Derechos Humanos, ni el ministro de Justicia se preocupen por reabrir su caso judicial, caracterizado por numerosas y graves anomalías, lo cual no suele ocurrir cuando se trata de presos políticos arabistas de "extrema izquierda" o de presos políticos salafistas "islamistas".

.- Hasta ahora, el dossier de las cinco víctimas amazigh que se quemaron en la provincia de Alhucemas (Alqadi Imad, Jawad Benaqaddour, Jamal Salmi, Lbouzaoui Samir y Nabil Jaafar), durante las manifestaciones pacíficas del 20 de febrero de 2011, sigue todavía sin esclarecerse y el Gobierno no ha encargado ninguna investigación para dirimir responsabilidades. La población civil del Rif sigue manifestándose para dilucidar este drama. Lo mismo ocurre con el "sospechoso" asesinato de Kamal Hussaini en Ait Bouayach, de Karim Chaib en Sefrou, de Kamal Ammari y Mohamed Boudouroua en Safi, y de Fadwa Laaroui en Souk Sebt. Además, los juicios a decenas de presos políticos del Movimiento del 20 de Febrero permanecen suspendidos en los tribunales marroquíes, ¡donde la justicia todavía no es, por desgracia, independiente!

.- A varias promociones de licenciados en diferentes áreas y en lengua amazigh se les limita, condenándolos al desempleo, al tiempo que son objeto de la continua represión policial ante el Parlamento de Rabat, al igual que los docentes.

.- La segregación persiste con respecto al apoyo del Estado al cine, arte, periódicos, cultura, autores y asociaciones amazighes.

.- La prohibición de ciertas actividades asociativas, eventos, como la manifestación que nuestra ONG, la Asamblea Mundial Amazigh, quería organizar en la frontera entre Argelia y Marruecos el 9 de febrero de 2014 pasado en solidaridad con la población argelina de Mzab, favor de la apertura de dichas fronteras, y que fue prohibida por las autoridades marroquíes.

.- La detención de varios militantes sin razón evidente, como ha ocurrido con el activista amazigh Samir El Morabit en Alhucemas.

.- Las prácticas segregacionistas y represión inédita contra las poblaciones amazighes, como en los casos de Ayt Bu Ayache, Imzurén, Tinghir, Imider, Ayt Sgugu en Mrirt, Ait Baha, Targuist...

.- La continuación del despojo de tierras comunales pertenecientes a las tribus amazighes por decretos de la época colonial. Recientemente, el Ministerio del Interior ha puesto en marcha un diálogo nacional sobre el tema, con el objetivo de reformar el marco legislativo y mejorar los procedimientos de gestión de las tierras colectivas por los actores sociales y políticos. Según

el proyecto de la plataforma para el diálogo, el Departamento podría desarrollar una estrategia para la promoción y desarrollo de este patrimonio colectivo de las comunidades Soulaliyates y sus miembros, así como la consolidación del desarrollo humano. Pero nuestras sospechas van en contra de lo que se expresa, y creemos que se podría complicar aún más la gestión de estas tierras y socavar gravemente la cohesión de las comunidades Soulaliyates y, por tanto, dañar los intereses de los titulares de derechos, empujando a estas poblaciones rurales hacia un éxodo intolerable.

.- El abandono de sitios arqueológicos como el yacimiento prehistórico del hombre de Sidi Abderrahmane, en Casablanca, que ha sido transformado en un vertedero público, y el deterioro de monumentos históricos en ruinas, como la tumba de Youssef Tachfine en Marrakech.





## **ASSEMBLEE MONDIALE AMAZIGHE**

Rue de Fierlant n°86, 1190 Forest, Bruxelles

GSM: 00 212 668 292 153

Fax: 00 212 537 727 283

assemblee.mondiale.amazighe@gmail.com

**A Su Majestad Felipe VI  
Rey de España  
Palacio de la Zarzuela.  
Madrid - España.**

**Asunto: reparaciones en respuesta a los efectos de la guerra química contra el gran Rif.**

Majestad,

Después de los saludos de rigor, nos dirigimos a vos pidiendo que intervenga para una solución amistosa de la cuestión de la guerra química contra el gran Rif. Archivos y muchos estudios de historiadores afirman, sin rodeos, la responsabilidad de España en el uso de armas químicas de destrucción masiva, por lo demás prohibidas por el derecho internacional, en particular, contra la población civil durante el guerra de liberación del presidente Mohamed Abdelkrim El Khattabi, entre 1921 y 1927.

La guerra química española contra el gran Rif no es sólo una violación de las reglas más básicas del derecho de la guerra, sino que además, y más importante aún los herederos de las víctimas de ayer siguen sufriendo hoy. Muchos estudios genéticos de expertos de alto nivel muestran y confirman los efectos mutagénicos y cancerígenos de las armas utilizadas: la ypérita o el gas mostaza, fosgeno, difosgeno y cloropicrina. Hoy en día, casi el 80% de los pacientes que acuden a los hospitales en Rabat, para el tratamiento de los casos de cáncer son del gran Rif. Esta región del norte de Marruecos sigue siendo marginada y sin hospitales especializados o infraestructura y otros recursos para el beneficio de la población local.

Majestad

¿Hace falta recordar la responsabilidad directa de su ante abuelo el rey Alfonso XIII en la decisión de utilizar las armas químicas de destrucción masiva? Queremos creer que usted no puede permanecer indiferente ante la injusticia, la violación de los derechos más básicos y daños a civiles indefensos. Queremos creer que usted puede en un impulso de humanismo cometerse para que el Gran Rif y su gente reciban reparaciones por los daños y perjuicios pasados y presente como consecuencia de la guerra química en contra del Rif. Otros pueblos han recibido compensación por los crímenes cometidos por el colonialismo; ha llegado el momento de que los Rifeños reciban reparación por los crímenes cometidos contra ellos.



Asimismo, le pedimos de actuar con su autoridad moral y política para que el Estado español:

1. Reconozca oficialmente las responsabilidades del Estado español por las acciones militares contra la población civil del Rif durante los años 1921-1927.
2. Organiza y celebra actos de reconciliación y solidaridad con las víctimas, sus descendientes y la sociedad Rifeña como una forma de expresión de disculpa por parte del Estado español.
3. Facilita el trabajo de investigación de los historiadores y todos los interesados en conocer los hechos históricos a través de los archivos militares.
4. Revisar las anotaciones, referencias y capítulos sobre las campañas militares por parte del Estado español que ocultan el uso de armas químicas y / o dilatorias en la verdad histórica.
5. Apoya las asociaciones culturales y científicas españolas y marroquíes dedicadas al trabajo de investigación de los efectos de la utilización de armas químicas en el Rif.
6. Establecer la compensación económica de carácter individual que puede ser reclamada por daños y perjuicios.
7. Ayuda a reparar el daño colectivo y la compensación de la deuda histórica.
8. Dote el Rif de hospitales y en particular los de Nador y Alhucemas que sean especializados con unidades médicas en el tratamiento oncológico que contribuyen a la reducción de los altos porcentajes de enfermedades cancerígenas.

Majestad,

Si su padre tuvo el mérito de engranar España en el camino de la democracia, esperamos que va a tener usted el mérito de ser el que la historia reconocerá como haber permitido el proceso de reparación de la deuda histórica de España con el gran Rif, en particular a través y con la sociedad civil interesada por este problema.

Reciba, Su Majestad, nuestra más alta consideración.

Firmado: **D. Rachid RAHA**  
**Presidente de la Asamblea Mundial Amazighe**  
(DNI: 75156125Z)

Nador, a 7 de febrero de 2015/2965.



# Opinión

## Cartas al Director



Presidencia del Grupo  
Enrique Bohórquez López: Dórga

IMPRESA DE MELLELLA S.L.  
DIRECTOR: Mustafa Hamad Hassan

Redacción: Redactor Jefe: Angel Meléndez; Local: Jesús Andújar (Coordinador); Papeo Sánchez, Rosario López y África Vichos  
Deportes: Antonio Calderín Rodríguez (Coordinador), Enrique Azaceta y Carlos R. Busto  
Edición Táctica: Antonio Garrido y Eva Flores.  
Fotografía: Francisco Guerrero.  
Redacción: Fadi Hamad, Juan Torres, Abdelmalik El Mubtar

Administración: Mónica Cardenal, José Mª Martínez y Rocio Calderín  
Publicidad: Mª Anabela Ruiz

Depósito Legal: M. 10-1985  
Dirección, Redacción, Administración y Talleres: Polígono SEPE, Nueva A-1 y A-2

Año de Creación: 403  
Calle 362 69 00 90, Fax Redacción: 352 67 57 25, Fax Admin y Publicidad: 352 67 59 85

E-mail: mellellahoy@mellellahoy.es INTERNET: http://www.mellellahoy.es

### TRIBUNA PÚBLICA

# Graves violaciones de los derechos humanos respecto a los ciudadanos y poblaciones amazighes en Marruecos

Por Rachid RAHA, Presidente de la Asamblea Mundial Amazighe

Querid@s amig@s,

**Durante el encuentro que el Alto-Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos humanos, Sra. Navi Pillay, que ha tenido con los representantes de la sociedad civil de Marruecos, el pasado miércoles 28 de mayo en Rabat, la Asamblea Mundial Amazighe, representada por su presidente Rachid Raha y su presidenta delegada para Marruecos, Sra. Amina Ibnou-Cheikh, ha expuesto las graves violaciones de los derechos humanos respecto a los ciudadanos y poblaciones amazighes, y le ha entregado este siguiente informe:**

Excelentísima Sra. Dofia Navi PILLAY Alto Comisionado de los Derechos Humanos de las Naciones Unidas

Asunto: Situación de los derechos humanos de los ciudadanos y de las comunidades indígenas amazigh (bereberes) en el Reino de Marruecos

Excelentísima Sra.,

Nos complace mucho darle la bienvenida a nuestra región de Tamazgha (África del Norte) y disfrutar de su presencia en Marruecos, deseamos llamar su atención sobre las violaciones de los derechos humanos en relación a los ciudadanos y las comunidades indígenas amazighes, pidiéndole que trate este asunto con el gobierno y las autoridades marroquíes.

Sepa que con la llegada del nuevo rey Mohamed VI en 1999, una gran esperanza se despertó cuando él tomó la iniciativa de institucionalizar "la Igualdad" y "la Reconciliación", tan necesarias, inspirado por el ejemplo de su país de origen, Sudáfrica, para hacer justicia de cara a las graves violaciones de los derechos humanos durante los años de plomo, bajo el reinado del difunto dictador Hassan II.

Dicha acción permitió que muchas de las víctimas tomaran voz y fuesen recompensadas con escasas compensaciones financieras, pero nunca se atrevió a indagar el crimen contra la humanidad cometido contra la población civil de la región de Rif Amazigh durante los años 58 a 59, y mucho menos aclarar los numerosos asesinatos políticos cometidos contra de los miembros del Ejército de Liberación como el dirigente Abbas Mesaádi o contra los investigadores amazighes como el lingüista Boujmaâ el Habbaz... Los funcionarios de dichos crímenes nunca nadie se ha preocupado de llevarlos ante los tribunales, al menos hasta la hoy día.

Todo lo contrario de lo que ocurrió en Sudáfrica, donde los indígenas han accedido al centro del poder, como medio de reconciliación nacional, a los ciudadanos amazighes que conforman la mayoría de la población marroquí y que la mayoría de las víctimas de esos oscuros años de plomo, se les niega el acceso al centro de poder, con la excepción de aquellos que falsifican su genealogía y los que muestran un desprecio por los indígenas... Por consiguiente, están condenados a vivir marginados y confinados en regiones periféricas y montañosas... privados del derecho de creación de formaciones políticas indígenas, como lo fue el caso de la prohibición del Partido Democrata Amazigh Marroquí (PDAM), cuando se permite que la creación de decenas de partidos políticos sobre las bases exclusivas de la ideología árabo-islámica...

Excelentísima Sra.,

Aunque la reforma de la Constitución marroquí del 1 de julio de 2011, después de los acontecimientos juveniles del 20 de febrero reconoce la identidad amazigh y el carácter oficial de la lengua amazigh, por desgracia, las autoridades marroquíes continúan aplicando una política de apartheid -amazigh-, que se ha agravado con la llegada al poder de un partido islamista, a saber, el Partido de la Justicia y Desarrollo (PJD).

Esta política de discriminación institucionalizada se muestra en los siguientes hechos:

- Los documentos nacionales de identidad de los ciudadanos amazigh, escritos exclusivamente en árabe y francés, están marcados por la letra "z" de la primera escritura de África, que es el tifinagh, invisible para el ojo humano, pero detectable sometiendo a un luz densa.

- Para los que sostienen tener linajes religiosos y ligados a las genealogías "árabes" del Próximo Oriente, conocidos bajo el término de "shurfa", se les otorgan unas tarjetas donde se expresa que las autoridades deberían facilitarles sus tareas administrativas, a expensas de los ciudadanos comunes

- Incluso dentro del propio palacio real, cualquiera que exprese su amazighidad corre el riesgo de ser discriminado y excluido, como sucedió con el ex portavoz del rey, el intelectual Hassan Aourid.

- El Ministro amazigh de Relaciones Exteriores, Dr. Saadeddine El Othmani, que propuso cambiar el nombre del nombre racista de la Unión del Magreb Árabe (UMA) al de la Unión del Gran Magreb, fue destituido rápidamente en la última remodelación del Gobierno.

- El gobierno de Marruecos sigue manteniendo en su puesto al Sr. Lahlimi Ahmed Alami, como Alto Comisionado para la Planificación y le han encargado dirigir la operación del nuevo censo de población para el próximo mes de septiembre, a sabiendas de que éste está cuestionada por el informe del Tribunal de Cuentas, en el asunto de la malversación de fondos públicos, y aun más, debido a su filiación ideológica a un partido político "arabista", falsificó descaradamente el número de la población amazigh, reduciéndolos a un mísero porcentaje de 28,4 % de la población en el censo de 2004

- Respecto a los permisos del transporte (taxis, camiones, autobuses...) y los permisos de explotación de los yacimientos minerales y de los recursos pesqueros se suelen conceder a menudo y principalmente a las personas cercanas a los círculos del poder que suelen compartir con ellos los mismos supuestos y genealogías religiosas, relacionadas con el Próximo Oriente

- Para acceder a un puesto de responsabilidad, los candidatos amazighes son sometidos a una investigación detallada de ciertos servicios como la policía política, hecho denunciado por el actual Ministro de Educación Superior Dr. Lahcen Daoud.

Excelentísima Sra.,

Aunque, como activistas demócratas y pacifistas amazighes, hemos conseguido arrebatar algunas reivindicaciones como la creación del Instituto Real de la Cultura Amazigh (IRCAM) y la televisión Tamazighit (TV8), el primero está amputado incomprendiblemente de sus miembros de su consejo de administración y el segundo no cuenta con un presupuesto consecuente, ni con los recursos humanos ni de una dirección autónoma

Sin embargo, respecto a los compromisos del estado marroquí y de sus autoridades, de cara al movimiento juvenil del 20 de febrero y del movimiento amazigh, llegando a incluir el reconocimiento del tamazigh como lengua oficial para todos los marroquíes en la Constitución del 1 de julio de 2011, esto se ha quedado en papel mojado, desde hace ya casi tres años. Y a pesar del tiempo transcurrido, los principios constitucionales que deberían ser establecidos en forma de ley orgánica, decretos, y formalidades de cara a la aplicación del carácter oficial de la lengua africana e indígena, que es el Amazigh, el gobierno no muestra ninguna voluntad política y sigue maniobrando hacia:

- la prohibición del uso de la lengua amazigh, escrita y oral, dentro de las diversas instituciones del Estado marroquí, entre los cuales figura el parlamento donde se censuro a los diputados Fatima Chahou (Tabamrant) y a Abdellatif Ouamrou;

- la ausencia de la lengua amazigh y de su escritura en las nuevas monedas nacionales, tarjetas de identidad nacional y pasaportes;

- la ausencia de evolución de su aprendizaje, y el freno de su generalización en la enseñanza primaria y secundaria, lo que podría contribuir eficazmente a la lucha contra la alarmante tasa de analfabetismo de los niños;

- la falta de integración de la lengua amazigh en los progra-

mas de alfabetización de los adultos y de las mujeres;

- el freno del amazigh en los medios audiovisuales y la falta total de la política de "discriminación positiva", a sabiendas de que la lengua amazigh se la privó de disfrutar de sus derechos desde la independencia del país, o sea desde hace cincuenta ocho años;

- los presos políticos amazighes, en concreto Mustapha Ousaya y Hamid Aadouch, siguen detenidos en la cárcel de Meknes desde hace siete años sin que el Consejo Consultivo de Derechos Humanos, ni el ministro de Justicia se preocupen por reabrir su caso judicial, caracterizado por numerosas y graves anomalías, cosa que no suele pasarse cuando se trata de presos políticos arabistas de "extrema izquierda" o de presos políticos salafistas "islamistas".

- Hasta ahora, las cinco víctimas amazigh que se quemaron en la provincia de Alhucemas (Alqadi Imad, Jawad Benqaddour, Jamal Salmi, Lbouazouli Samir y Nabil Jaafar) durante las manifestaciones pacíficas del 20 de febrero 2011, sucesos que sigue todavía sin esclarecerse y el gobierno no ha encargado ninguna investigación para delimitar responsabilidades, algo por lo que las poblaciones civiles del Rif salen a las calles pidiendo elucidar este drama (ver:

<http://voxxmaroc.blog.lemonde.fr/2012/02/11/nouveaux-elements-dans-laffaire-des-5-cadavres-dal-hoceima/>). Lo mismo, los asesinatos sospechosos de Kamal Hussaini a Ait Bouayach, de Karim Chaib a Sefrou, de Kamal Amiri y Mohamed Boudouroua a Sali y de Fadwa Laaroui a Souk Sebti y los juicios a decenas de presos políticos del Movimiento del 20 de febrero permanecen suspendidos en los pasillos de los tribunales marroquíes donde la justicia no es por desgracia todavía independiente!

- A Varias promociones de licenciados en diferentes campos y en lengua amazigh se les limitan estando condenados al desempleo y son sujetos de continuas represiones policiales ante el Parlamento, al igual que los docentes.

- La segregación persiste con respecto al apoyo del Estado al cine, arte, los periódicos, la cultura, los autores y las asociaciones amazigh...

- Prohibición de ciertas actividades asociativas, eventos como la manifestación que nuestra ONG, la Asamblea Mundial Amazighe quería organizar en la frontera entre Argelia y Marruecos, el 9 de febrero pasado, en solidaridad con la población argelina de Mzab y a favor de la apertura de dichas fronteras, y que fue prohibida por las autoridades marroquíes por escrito;

- La detención de algunos militantes sin ninguna razón evidente, como ha pasado con el activista amazigh Samir El Morabit en Alhucemas, justo en el momento en que llegas a Marruecos

- Las prácticas segregacionistas y las represiones inéditas en contra de las poblaciones amazighes como el caso de Ayt Bu Ayache, de Imzurén, de las poblaciones de Tinghir, de Imider, de Ayt Sguu en Mirir, de Ait Baha al sur, en Targuist...

- La continuación del despojo de tierras comunales pertenecientes a las tribus amazigh por decretos de la época colonial. Recientemente, el Ministerio del Interior ha tomado la iniciativa de poner en marcha un diálogo nacional sobre este tema, con el objetivo de reformar el marco legislativo y la mejora de los procedimientos de gestión de las tierras colectivas por los actores sociales y políticos. Según el proyecto de la plataforma para el diálogo, el Departamento podría desarrollar una estrategia para la promoción y desarrollo de este patrimonio colectivo de las comunidades Soualíyates y sus miembros, así como la consolidación del desarrollo humano... Pero nuestras sospechas van en contra de lo que se expresa, y se puede complicar aún más la gestión de estas tierras y socavar gravemente la cohesión de las comunidades Soualíyates y por lo tanto, dañar los intereses de los titulares de derechos y empujar estas poblaciones rurales hacia un éxodo rural intolerante;

- El abandono de los sitios arqueológicos como el yacimiento prehistórico del hombre de Sidi Abderrahmane en Casablanca transformado en vertederos públicos y el deterioro de los monumentos históricos en ruinas, como la tumba de Youssef Tachfine en Marrakech...

Excelentísima Sra.,

Agradecemos su diligencia de interceder ante las autoridades marroquíes para cambiar de rumbo y, de obligarles a respetar los derechos humanos en general, incluyendo los de los ciudadanos y comunidades amazighes, le saludamos muy atentamente.



## Un grupo bereber boicotea el censo poblacional en Marruecos

<http://www.lavanguardia.com/vida/20140904/54415677565/un-grupo-bereber-boicotea-el-censo-poblacional-en-marruecos.html>

Rabat, 4 sep (EFE).- La Asamblea Mundial Amazigh (bereber) ha decidido boicotear el nuevo censo general de la población y vivienda en Marruecos ya que consideran que los cuestionarios están realizados para minimizar su porcentaje en el país.

En una rueda de prensa organizada hoy en Rabat, los miembros de la asamblea aseguraron que "ya en 2004 (fecha del último censo) el Alto Comisionado del censo falsificó el número de personas que hablan el amazigh".

Además, según dijo a Efe Rachid Raha, miembro del asamblea, el director del Alto Comisariado de Plan, Ahmed Lahlimi, responsable del censo, ha expresado "claramente opiniones racistas hacia los amazighs".

Raha comentó que Lahlimi es conocido por "su odio a los bereberes y su ideología es el genocidio cultural y lingüístico", y agregó que "no respeta las recomendaciones de la ONU en lo referente a las preguntas sobre lengua y cultura".

La ONU, dice, propone que en los censos se incluya "cuál es tu idioma materno" y luego se debe agregar los que se aprenden en la calle y en la escuela.

Sin embargo, Raha comenta que para minimizar el papel de los bereberes en Marruecos, el censo actual, de la misma forma que en 2004, divide el amazigh en tres variantes dialectales, cuando son decenas, y muchas no están reconocidas.

Otra de las preguntas es si el ciudadano sabe leer y escribir, un extremo criticado por los bereberes porque, según ellos, "el Gobierno marroquí no ha hecho ningún esfuerzo por generalizar la enseñanza del bereber".

El artículo 5 de la nueva Constitución consagra el carácter oficial del "amazigh" junto al árabe en todo el país.

"Lahlimi viola el artículo 5 de la Constitución, que dice que el amazigh es de todos los marroquíes, pero en el censo solo se pregunta a los bereberes si saben leerlo o escribirlo, por lo tanto ya se está mostrando otra discriminación", dice Raha.

Los representantes de la Asamblea Mundial Amazigh realizaron durante el mes de agosto una campaña contra el censo pasando por regiones, localidades y tribus en Marruecos por varios motivos. Según ellos, si el censo es boicoteado por un 2 % de la población no tendrá credibilidad, ya que han respondido favorablemente al boicot casi medio millón de rifeños, lo que supera este porcentaje.

"Aspiramos a alcanzar una abstención de más del 20 %", añade Raha quien indica que varios estudios han demostrado que el amazigh es la lengua materna de la mitad de la población, aunque el censo de 2004 los redujo a ocho millones.

El censo de población de 2014, el sexto desde la independencia de Marruecos en 1956, es muy esperado porque arrojará datos nuevos no solo sobre demografía y supondrá una puesta al día de informaciones acerca de la estructura familiar, el analfabetismo, el movimiento poblacional, el mercado de trabajo o el uso de las lenguas.

El último elaborado en 2004 arrojó una población de 26 millones de habitantes, cifra que se calcula que ha aumentado hasta los 30 millones.



خديجة الرياضي الأمازيغية الفائزة بجائزة الأمم المتحدة

تفعيل ترسيم  
اللغة الأمازيغية  
لازال مؤجلا  
وتطالب معارك  
ثقافية



ⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵉ ⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵉ

# الأمازيغية العالمية

ⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵉ | ⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵉ

www.amadapresse.com

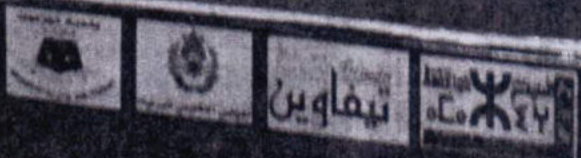
LE MONDE  
AMAZIGH

## أمازيغ العالم في مؤتمرهم السابع يجمعون على بناء دولة فيدرالية بتامازغا

ⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵉ ⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵉ  
Amazigh World Assembly  
مؤتمر السابع لأمازيغ العالم



العدد: 158 - ديسمبر 2013 / 2963/2013  
العدد: 111/147/147  
العدد: 6  
العدد: 2001/0008  
العدد: 111/147/147  
العدد: 6  
العدد: 2001/0008  
العدد: 111/147/147  
العدد: 6  
العدد: 2001/0008





## تحت شعار «الديمقراطية وريبع الشعوب الأمازيغية بين المعوقات والآفاق»، امتدت أشغال المؤتمر السابع لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي على مدى ثلاثة أيام بمدينة تيزنيت في سوس

### مؤتمر ناجح لأمازيغ العالم بتيزنيت ولأول مرة بسوس



من قبل الإعلام المكتوب وكذا القنوات الوطنية المغربية الأولى والثانية والقناة الأمازيغية، بالإضافة لقنوات ليبية من قبيل ليبيا الأحرار وليبيا إبران.

نقاش أوراق المؤتمر السابع لأمازيغ العالم وإدخال تعديلات عليها، والحسم في طريقة صياغة البيان الختامي، وكذا انتخاب هياكل جديدة لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي، قبل أن يختم المؤتمر بأجندة ثقافية ابتداء من الساعة الثامنة ليلا بقاعة دار الثقافة في مدينة تيزنيت، وفي ذات الأمسية تم إعلان المكتب الجديد لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي الذي سيتولى تسيير المنظمة إلى غاية المؤتمر المقبل. هذا وقد نظمت بالإضافة للبرنامج العام للمؤتمر زيارة سياحية للمشاركين في المؤتمر السابع لأمازيغ العالم لمدينة تافراوت يوم الجمعة 13 دجنبر 2013، تمت فيها زيارة المدرسة العتيقة بابت واقفا والإطلاع على ما تحتضنه مكتبته من مراجع هامة، بالإضافة للاستماع لشروحات فقيه المدرسة العتيقة حول هذه المعلمة الدينية المعروفة بالمنطقة، كما تمت تلاوة أمجاد وأذكار بطريقة أمازيغ سوس على شرف ضيوف تافراوت من أمازيغ العالم، هذا ويتم تدريس الفقه في المدرسة العتيقة بابت واقفا باللغة الأمازيغية كذلك، ما أثار انبهار أمازيغ العالم الذين شاركوا في الزيارة السياحية للمنطقة. وبمنطقة أمن بإقليم تافراوت كذلك قامت جمعية خير بتخصيص استقبال لأمازيغ العالم، كما أعدت جمعية تيفاوين المعروفة بالمنطقة

#### \*ساعيد الفرواح

تحت شعار «الديمقراطية وريبع الشعوب الأمازيغية بين المعوقات والآفاق»، امتدت أشغال المؤتمر السابع لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي على مدى ثلاثة أيام بمدينة تيزنيت في سوس الكبير، وذلك ابتداء من يوم الجمعة 13 دجنبر الذي خصص بالكامل لإستقبال الوفود المشاركة وتسجيل المؤتمرين والضيوف والصحافيين، مروراً بيوم السبت 14 دجنبر الذي تم صباحه في قاعة دار الثقافة بتيزنيت ابتداء من الساعة التاسعة صباحاً، افتتاح أشغال المؤتمر السابع لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي، بكلمات لمثلين عن مكتب التجمع العالمي الأمازيغي وممثلي وفود الدول المشاركة والذين قدموا من جميع بلدان شمال إفريقيا بالإضافة لأوروبا وسبتة ومليلية وجزر الكناري، كما تناول الكلمة كل من السيد عبد الله غازي رئيس المجلس الإقليمي لتيزنيت، وكذا السيد لحسن بنواري النائب الأول لرئيس المجلس البلدي لتيزنيت، قبل أن تتخلل أشغال المؤتمر بنوطة الإفتتاح التي كانت حول القضية الأمازيغية وأمازيغ الطوارق، أما مساءً فقد تم الإستقبال على تداول أوراق المؤتمر في ورشات نقاش بمركز استقبال الشباب تيزنيتان، ليتواصل طيلة نهار يوم الأحد 15 دجنبر إنهاء

### حزب القائمة الليبية للحرية والتنمية يوجه رسالة تهنئة للتجمع العالمي الأمازيغي



ستما د يتما ازول فلان  
في البداية اسمحو ان ان أمنتمك بنجاحكم في تنظيم هذا المؤتمر والذي يمثل فرصة للقاء وتبادل وجهات النظر والأفكار ومن خلال الندوات الثقافية والفكرية التي ستعقد ضمن فعاليات المؤتمر. أشكر الفريق المنظم لهذا الحدث دعوتهم لحضور مؤتمرهم ولكن للأسف لم نتشرف بلقاءهم وذلك نظراً لبعض الظروف التي حالت دون ذلك. إخوتكم وإخوانكم أمازيغ تـ ليبيا لازالوا يناضلون من أجل دسترة تمازيغت ولتأجيل حقوقهم ولضمان استحقاقهم التاريخية والوطنية. نحن في حزب القائمة الليبية للحرية والتنمية لم ولن نتهاون في العمل على ضمان تلك الاستحقاقات في الدستور الليبي القادم. كما نسعى أن يبنى الدستور بالتوافق وذلك وفقاً للمواثيق والأسس المتعارف عليها لصياغة الدستور المدنية والحضارية والتي تكتب بالتراضي بين مكونات المجتمع. وأخيراً اسمحو ان أن أشكر كل من ساهم في تنظيم هذا الحدث المهم والذي أتاح للجميع فرصة الاتصال والتواصل ولطرح آخر المستجدات المتعلقة بالشأن الأمازيغي في كل ربوع دول تامزغا.

تر تازمزا تادرفت  
د. ناصر سالم أبو زخار  
رئيس حزب القائمة الليبية للحرية والتنمية  
طرابلس، ليبيا  
الصفحة الإلكترونية  
www.libyanlist.org

### كلمة السيد عبد الله سالم موسى نائب رئيس المجلس المحلي لنالت وممثل الوفد الليبي

والمبادئ النبيلة لقضيتنا .. الوطن .. الانسان .. العقل.

لا ينبغي الاهتمام فقط بالأمازيغية قضية سياسية، ولغة مجردة، بل ينبغي الاهتمام بالإنسان الأمازيغي نفسه، قيما وأخلاقا وعلما وثقافة وكرامة وتعلما. إن الكلمات تبقى كلمات وترجم في القواميس، لكنها تصبح كلمات قوية ترجم في لغة الواقع إذا كان الاهتمام بالمثقف كالاتهام بالكلام، والحرص على نقاء القضية كالحرص على نقاء القضية نفسها.

رابعا: على الصعيد السياسي، نمر في ليبيا أو سنمر قريبا بأهم استحقاق للأمازيغ، وهو الاستحقاق الدستوري حيث ستبدأ انتخابات لجنة الستين التي ستضع دستور ليبيا، وتعيش في هذا الوقت العصيب منعطفا تاريخيا صعبا، حيث حاولنا ونحاول ضمان حقوقنا وحمايتنا بإصرارنا على مبدأ التوافق وليس التصويت فيما يتعلق بالقضايا اللغوية والثقافية الخاصة بالأمازيغ ولن نرضى بغير التوافق في إعداد دستور للأمة الليبية.

أخيرا: على الصعيد الثقافي .. بدأنا نخطوا خطواتنا الأولى، ورغم بساطتها فمشوار صعود جبل بيذا بخطوة، افتتحنا قناة بمجهود ذاتي، وأقمنا دورات وملتقيات تعليمية لإعداد المدرسين وتقوية قدراتهم اللغوية، بدأنا تدريس لغتنا الأمازيغية في مدارسنا وافتتح بعض الأفاضل دارا للنشر معنية بتاريخ وثقافة ولغة الأمازيغ، وأصدرنا مجلات وصحفا بحسب ما أتبع من قدرات، ونسعى جاهدين لرفع الوعي والثقافة الأمازيغية في كل منطقتنا وهاهنا، نحن لا نستغني عن خبرات من سبقونا، وسدرونا رحبة لكل مقترحاتكم ومساهماتكم.

وختمنا .. أشكر السيدة رئيسة التجمع العالمي عن الغرب الأخت أمينة ابن الشيخ و كل من حضر، وكل من ساهم ونظم هذا الملتقى، وكل من شارك فيه، وكل أمازيغي يبيض قلبه حبا وإخلاصا لأرضه وشعبه ولغته وثقافته شكرا لكم جميعا ..  
تنصرت ..

عبدالله سالم موسى  
نائب رئيس المجلس المحلي نالت



نحن نراهن على الشعب لا على السياسيين، على الوعي العام لا على النخبة القديمة الجديدة، التي نشرت القومية والعربية وأوهام الامتدادات الإقليمية والتاريخ المزور طيلة عقود، فالواقع أننا نجد الصعوبة كل الصعوبة في التعامل مع أشباه السياسيين الذين يتاجرون بكل شيء، حتى بالقضايا الوطنية والمصرية لشعوبهم، لكننا نجد ترحيبا وتفهما ووعيا بقضيتنا لدى الأغلبية من عامة الناس، ونجد ازديادا بالوعي الثقافي والتقبل لتعدد الأعراق لدى عامة الشعب أكبر بكثير من نخبة إن صحت تسميتهم نخبا ولازلنا نناضل ونحاول. نصيب أحيانا ونخطئ أحيانا، نتقدم أحيانا ونتأخر أحيانا، لكننا نحمل قضيتنا في سرتة لغتنا والحفاظ عليها والرفع من ثقافتنا وأصالتنا، وحمايتها دستوريا وقانونيا وتعليميا وعلى كافة الأصعدة، والمشوار طويل، لكن المهم عالية .. وقد يكون الجهد مضاعفا .. لكن القضية غالبية، وتستحق منا أكثر بكثير مما نقدم.

ثالثا: أود التنبيه والتذكير إلى أمر مهم، وهو أن القضية ليست فقط نصلا ضد عاصريين، وليست فقط افتكاك حقوق من مغتصبين، ولا تتوقف عند كبح جماح القوميين والعربيين ومزوري التاريخ والديموغرافيا، بل هي نضال ضد العجز، ومقاومة ضد الجهل والتجهيل، وصراع تغليب الثقافة .. في زمن المادة، وكفاح من أجل إعادة زرع المفاهيم

شارك أمازيغ ليبيا في أشغال المؤتمر السابع لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي الذي نظم بمدينة تيزنيت أيام 13 و14 و15 دجنبر 2013. بوفد كبير يتقدمه السيد نائب رئيس المجلس المحلي لمدينة نالت وأعضاء من المجلس المحلي، والمستشار القانون للسيد نائب الرئيس، وكذا مندوبين عن الجمعيات الأمازيغية بليبيا، وفي الجلسة الافتتاحية للمؤتمر السابع لأمازيغ العالم، قام السيد عبدالله سالم موسى نائب رئيس المجلس المحلي لنالت وممثل الوفد الليبي في المؤتمر، ومندوب الوفد لإلقاء كلمة أمازيغ ليبيا، بتلاوة كلمة باسم الوفد الأمازيغي الليبي في المؤتمر، نشرها كاملة.

السلم عليكم ورحمة الله وبركاته  
أزول فلاكم  
في البداية أصالة عن نفسي، ونيابة عن كل أمازيغ نالت وليبيا بصفة عامة أبلغكم أخلص التحيات، لكل من ينطق الياز ويكتب بالتيفيناغ ويأضل من أجل قضية شعب ظلم وغيب طويلا، لكنه حمل قضيته وافتخر بها جيلا فجيلا.  
تحية لكل إنسان يحب الإنسان، ويكافح العنصرية والتمييز، في عصر ضعفت فيه عنصرية اللون، لكن تقوت فيه عنصرية القومية والانتماء واللغة واضطهدت شعوب لترتفع على حسابها شعوب أخرى، وغلبت ثقافات على حساب ثقافات، وزور التاريخ، ونسفت الذاكرة، تحية من القلب لكل من حمل أمازيغيته في القلب، تحية من فوق جبال لالوت الشامخة، إلى إخواننا في مغربنا الذي ربطتنا وستربطنا به جذور عميقة، وفي كلمتي هذه وددت أن أتود على عدة أمور:  
• أولها: أهمية مثل هذه الملتقيات والمؤتمرات في ربط أبناء الأمة الأمازيغية ببعضهم، والاستفادة من تجاربهم الثقافية والنضالية والسياسية والعلمية والتاريخية، وتبادل المعارف والفنون والرؤى، والوقوف على المستجدات في كافة الأقطار المختلفة.  
• ثاني الأمور المهمة: إطلاع حضرتكم عن واقع الأمازيغ والقضية الأمازيغية في ليبيا، التي تغيرت كثيرا بعد ثورة 17 فبراير في ليبيا،



الدكتور كمال الدين فخار من منطقة مزاب غردية الجزائر، ممثل أمازيغ منطقة «مزاب» في التجمع العالمي الأمازيغي لـ «العالم الأمازيغي»؛

## تفاجأت بالمستوى العالي والوعي بالتقصية الأمازيغية في المغرب وتلقاسم، كامازيغ الجزائري جميع انشغالات وهموم الأمازيغية في مختلف مناطق تمارغا

حاوره في تيزنيت، م. أ.

في البداية ترحب بك في جريدة العالم الأمازيغي؟  
 \* مرحبا بك في جريدة العالم الأمازيغي التي تناضل من أجل القضية الأمازيغية ومرحبا بقرائنها وصحافيتها وسعيد بوجودكم معكم  
 \* كيف وجدت الأجواء في تيزنيت والمغرب عموما في ما يتعلق بالقضية الأمازيغية؟  
 \* تفاجأت إيجابيا بالمستوى العالي والوعي بالقضية الأمازيغية في مدينة تيزنيت ومنطقة سوس بالخصوص والمغرب برمته عامة، حيث نلاحظ في الشوارع الهندسة المعمارية ذات الطابع الأمازيغي المميز وأضن أن هذا المستوى نتججه طبيعية للنضال المتواصل للفاعلين الأمازيغ توجها ترسيم اللغة الأمازيغية في الدستور المغرب.  
 \* لماذا تشعر وأنت بين أشقائك الأمازيغ من مختلف بلدان العالم؟  
 \* طبعاً شعور إيجابي جداً وأحسنا نحن أمازيغ المزاب بأننا لسنا وحدنا وأنه هناك أمازيغ ينشطون في أماكن مختلفة ويطلقون أصواتهم حسب طبيعة وظروف البلد الذي يعيشون فيه بدءاً بأمازيغ أزواد الذين ما زالوا يعانون من الاستعمار والقتل والتفكيك والتشريد على يد القوات الفرنسية والمالية مروراً بالجزائر التي ما زال يعاني فيها الأمازيغ خاصة منطقة المزاب من العنصرية والتعديب والقمع على يد الشرطة الجزائرية، أما في دول ليبيا والمغرب فالوضع أحسن بكثير والمطالب هي ترقية الأمازيغية وتوحيدها  
 \* ما هي إطباقك حول المؤتمر السابع لأمازيغ العالم؟  
 \* ناجح من جميع النواحي، الجانب البشري مع حضور أمازيغ من أغلب مناطق تمارغا والجانب التنظيمي حيث لاحظنا التكفل بالمؤتمرين والتنظيم الذي كان في المستوى في أغلب الأحيان  
 \* ماذا لست من النقاط التي أثيرت في النقاشات داخل الجان؟  
 \* كانت نقاشات جدية وعميقة وأخذت الكثير من الوقت وهذا يدل على جدية والقبالة لدى المؤتمرين بضرورة العمل المحترف والمثقف.  
 \* ما هي طموحاتكم كامازيغ الجزائر داخل التجمع العالمي الأمازيغي؟



د. كمال الدين فخار

نحن كامازيغ الجزائري نتقاسم جميع انشغالات وهموم الأمازيغ في مختلف مناطق تمارغا ونصوبنا إلى التضامن أكثر وضرورة توحيد اللغة الأمازيغية والتخلص من الحدود الوهمية التي وضعها الاستعمار الفرنسي وكرسته أكثر الأنظمة الدكتاتورية في بلدان تمارغا.  
 \* والى ماذا تطمحون إليه كامازيغ العالم المجتمعين في تيزنيت؟  
 \* أولا الطموح هو تواجده الفروع لأمازيغ العالم في كل مناطق تمارغا لتوعية الشعب بالقضية والهوية الأمازيغية ولتصحيح التزوير الموجود في التاريخ وغرس الاعتزاز بالهوية وتراث الأجداد، وبكدا التضامن مع أي أمازيغي يتعرض للقمع أو الظلم وإيصال معاناة الأمازيغ سواء من أزواد أو المزاب في الجزائر إلى المنظمات الحقوقية الغير حكومية والقنوات الإعلامية.  
 \* هل أخذ المؤتمر السابع بعين الاعتبار ما تتيحه المنطقة من تغيرات وتحولات جيوسياسية؟

هذا وقع مفروض والإخوة الليبيين الذين يجسدون هذه الغرعات ميدانياً فيعدا ما عاش الأمازيغ في ليبيا تحت القهر، التهميش والإقصاء التام وطمس الهوية انقلبت الآية وصار أمازيغ ليبيا من أجل الحفاظ على الهوية الأمازيغية لليبيا، طبعاً، أخذنا بعين الاعتبار كل الغرعات والتحركات التي شاهدها بلدان تمارغا.  
 \* ما هي أبرز التوصيات التي خرج بها البيان الختامي؟  
 \* أهم التوصيات هي مساندة قضية أزواد والتضامن مع المعتقلين بسبب القضية الأمازيغية بالمغرب والجزائر والتدبير بأحداث والتعديبات التي تعرض لها المزابيون في مدينة القنطرة غردية الجزائر من طرف الشرطة وأيضا التأكيد على ضرورة ترسيم اللغة الأمازيغية في جميع بلدان تمارغا وأيضا ضرورة توحيد اللغة الأمازيغية.  
 \* هل أوف المؤتمر السابع لأمازيغ العالم بكل وعده؟  
 \* نعم أنا مقتنع جدا بأشغال هذا المؤتمر وأعتبره محطة تاريخية في نضال حقيقي من أجل القضية الأمازيغية بعيدا عن السماسرة واستغلال القضية الأمازيغية لأغراض شخصية.  
 \* رغم حدة النقاشات لسنا اتفهم والتجاوب الإيجابي بين جميع الوفود ما سر كل هذا الود؟  
 \* سره هو وجود مناقضين حقيقيين لا يهمهم شيء أكثر من مصلحة القضية الأمازيغية ونبيذ الأناثية والصراع على المناصب.  
 \* سؤال آخر ما هي متصياتك وأنت على مشارف اختتام المؤتمر الناجح بكل المقاييس كما وصفته؟  
 \* في الأخير أتمنى أن يعي جميع المؤتمرين خاصة أعضاء المكتب الكنفدرالي بالمسؤولية للثقافة على عاتقهم وأن عليهم أن لا يخيبوا آمال جيل جديد من شباب الأمازيغ الذي يطمح إلى الوصول للثقافة والحضارة الأمازيغية في العالمة والاهتمام بالإنسان الأمازيغي وأن لا تبقى القضية الأمازيغية حبيسة الترات والفلكلور والتماثف.  
 \* تمنت الدكتور كمال وشكرا على رجب صدرك؟  
 \* تمنت لك وشكرا لكم مرة أخرى على حفاوة الاستقبال وحسن الضيافة وأتمنى لكم ولجريدتكم التوفيق والنجاح.

## على خلفية مؤتمر أمازيغ العالم نائب رئيس المجلس المحلي لناوت يوضح



بعد أن نشرت بعض المواقع الإلكترونية أخبارا زائفة حول المؤتمر السابع لأمازيغ العالم الذي عقد بتيزنيت، قام السيد عبد الله سالم موسى نائب رئيس المجلس المحلي لناوت الأمازيغية الليبية، ممثل الوفد الليبي في المؤتمر الذي ألقى كلمة باسم أمازيغ ليبيا في افتتاح المؤتمر السابع لأمازيغ العالم، بكتابة توضيح على الموقع الاجتماعي الفيسبوك، نشره كاملا لتدوير الرأي العام في ظل الأخبار الخالية من أية صحة التي نشرت في بعض المواقع الإلكترونية، وهذا نص توضيح السيد عبد الله سالم موسى:

أزول في البداية أستغرب الجدل الذي جري حول مشاركة الوفد الليبي في المؤتمر السابع للتجمع العالمي الأمازيغي بتيزنيت، وبناء على ذلك أود أن أوضح الآتي بصفتي ممثل الوفد الليبي:  
 - أولا: الوفد الليبي لم ينسحب من المؤتمر العالمي السابع للتجمع العالمي الأمازيغي، وقد شارك في كل حلقات النقاش التي جرت خلال أعمال المؤتمر، بل طلب مهلة من أجل الرجوع إلى ليبيا، من أجل التشاور مع أعضاء الجمعيات والمجتمع الأهلي.  
 - ثانيا: الكثير من الصفحات نقلت تصريحات عماسي ممثلة الوفد الليبي، وهذا يؤكد أنه لا يوجد شيء اسمه ممثلة عن الوفد الليبي، وأن للممثل الوحيد للوفد الليبي هو السيد نائب رئيس مجلس مدينة لناوت، وأن كل من يتحدث من غير الممثل الحقيقي، إنما يعبر عن نفسه، أو عن جمعياته، ولا يمثل الوفد الليبي.  
 - ثالثا: نحن لا نتبع فتحي بن خليفة أو غيره إنما نضع أيدينا في يد كل من يخدم أو يناضل من أجل الأمازيغية، ومن ضمنهم التجمع العالمي لأمازيغ العالم.  
 - رابعا: نعتبر أن جهود رئيس وأعضاء التجمع جهود خيرة، ونعتبر لجنة مهمة في خدمة تمارغيت، ونشد على أيديهم ونؤيدهم في مساعيهم من أجل تمارغيت.  
 - خامسا: سوف يصدر بيان بالخصوص من الوفد الليبي خلال اللمة القادمة.  
 - سادسا: وهي بمكان النقطة الأولى نشكر السيدة أمينة رئيسة التجمع والسيد رشيد راضاه وكل المناضلين ونخص بالذكر أهل تيزنيت خاصة، وأهل المغرب عامة على كرم الضيافة وحسن الاستقبال.

## صلاح الدين بن ميمون رئيس الجمعية الأمازيغية بجزيرة ممتل أمازيغ تونس في التجمع العالمي الأمازيغي في جريدة "العالم الأمازيغي" المؤتمر السابع لأمازيغ العالم أوصل لنا صورة واضحة وهي ضرورة تحرير الأمازيغ من الإستعمار الفكري، والأمازيغية في تونس في الطريق لتأخذ مكانتها الطبيعية

حاوره في تيزنيت، منتصر أحوي (إثري) ورشيد رخا وصديقي سعيد الفرواح وكل من سهر وساهم

في إنتاج هذا المؤتمر وأشكر أهل تيزنيت الذين إستضافونا وإستقبلونا بحفاوة كبيرة، ومن حيث البرنامج غني مهم وله أهداف واضحة وسنعمل جميعا على إنزاله على أرض الواقع.  
 \* كيف مرت الحوارات والنقاشات والبلخات؟  
 \* في أجواء حماسية ونضالية مسؤولة وكل الحوارات والنقاشات كانت في المستوى المطلوب وأطمح أن يطبق البرنامج وأنا لدي مشروع مماثل اشتغلت عليه منذ سنة 2008 هو عبارة عن دراسة كاملة شبيهة بميثاق تمارغا الذي تم مناقشته الا أنني ركزت فيه على الجانب الاقتصادي تحت عنوان "تمارغا تعود بلا حدود" وسبق في أن قدمته في جولات وندوات ولقاءات في بعض بلدان تمارغا.  
 \* هل استفاد أمازيغ تونس مما راكمه أشقائهم في المغرب؟  
 \* أمازيغ تونس استفادوا من التجربة المغربية فآخروا النضال السياسي حتى يضمنا حرق المراحل لتكوين جمعيات مهمة بالشأن الأمازيغي وكان هناك نشاط قبل الثورة لكن بعد الثورة هناك أكثر من ثماني جمعيات خرجت للوجود في ظرف وجيز وأربع مهرجانات تحمل الأسماء الأمازيغية وهذا مكسب كبير ان دل على شيء فإنما يدل عن الوعي الأمازيغي لدى الشعب التونسي.  
 \* ما هي إستراتيجية عملكم داخل تونس؟  
 \* كتونسيين لدينا إستراتيجية عمل



صلاح الدين بن ميمون

تسعى إلى نشر الأمازيغية في كل نقطة ببلاد تونس وهذا البرنامج سيكون عبر ممارسة السياسة داخل تونس الجديدة كما أسلفت القول.  
 \* كيف تتعامل الحكومة الجديدة في تونس مع المطالب الأمازيغية وهل لست أي بوادر انفتاح اتجاه الأمازيغية؟  
 \* حاليا هناك تجاوب كبير من طرف المسؤولين في الحكومة التونسية الحالية وقدمنا مطالب منذ سنة 2009 لتوظيف الأمازيغية في السياحة الثقافية حتى تفرس الأمازيغية وجودها في تونس  
 \* كيف؟ وأين وصلت هذه المطالب؟  
 \* قبل أسبوعين تم دراسة برنامج هذه المطالب، وتبنته الحكومة السورية ونظمتنا لقاء مع ممثلي

مركزك في جريدة العالم الأمازيغي  
 \* تمنت نون وتتمنت للاستضافة في جريدة الأمازيغ الأولى وأود أن أشكركم على الاستقبال الكبير والترحاب والقلب الكبير لأمازيغ المغرب.  
 \* أين وصل ملف الأمازيغية في تونس؟ وما هو حجم الوعي بالقضية الأمازيغية في عهد الربيع الديمقراطي؟  
 \* الأمازيغية في تونس في طريقها لتأخذ مكانتها الطبيعية وهناك وعي لدى النشطاء الأمازيغ بالقضية الأمازيغية وهذا يدل على الإهتمام الذي وصل إليه الناشطين الأمازيغيين في مختلف بلدان تمارغا إقتنعوا بالتواصل المباشر. والنشطاء الأمازيغي أدرك ما يريد في هذه السنوات.  
 \* كممثل أمازيغ تونس في التجمع العالمي الأمازيغي ما هي الصورة التي خرجت بها من المؤتمر السابع لأمازيغ العالم المعقد بتيزنيت؟  
 \* المؤتمر السابع لأمازيغ العالم أوصل لنا صورة واضحة وهي ضرورة تحرير الأمازيغ من الإستعمار الفكري وهذا شيء كبير وفي الشهر أستطيع أن أقنع أمازيغ تونس بضرورة التحرك من أجل نيل مكتسباتهم وساستمر حتى تأخذ الأمازيغية في تونس مكانتها الطبيعية.  
 \* كيف كانت الأجواء في المؤتمر وماهي ملاحظتكم على البرنامج المقدم؟  
 \* هذه أول مرة أحضر في المؤتمر العالمي لأمازيغ العالم الأجواء كانت إيجابية جدا وأكثر من رائعة والاستقبال كان جديا رائع وأود أن أشكر الأستاذة أمينة ابن الشيخ



## مؤتمر صحفي للمكتب المنتخب في المؤتمر السابع للتجمع العالمي الأمازيغي

• أكليد عبد الحق ايت اسماعيل



توج أعضاء المكتب الجديد للتجمع العالمي الأمازيغي (AMAZIGHN IMAZIGHN) مؤتمراً صحفياً في مقر المنظمة المغربية لحقوق الإنسان بالرباط يوم الأربعاء 18 دجنبر 2013، تمت خلاله ثلاثة تقارير عن أشغال المؤتمر السابع للأمازيغ العالم، الذي تميز بالصادقة على مشروعين كبيرين. تمثل الأول في ميثاق تامزغا من أجل كونفدرالية ديمقراطية واجتماعية مبنية على الحق في الحكم الذاتي للجهات، أما الثاني فيتعلق بتبني ترسيم الأمازيغية في جميع مناطق تامزغا، حيث صادق المؤتمر على مشروع قانون تنظيمي يهدف تعريف نظام تنفيذ الطابع الرسمي للغة الأمازيغية، وتحديد شروط إدماجها في المنظومة التربوية وكذلك في مختلف مجالات الحياة العامة، بالإضافة لتحديد القواعد العامة لاستعمالها، وتطويرها، وتنميتها وحمايتها من أجل تمكينها من أداء الوظيفة المطلوبة منها كلفة رسمية.

وفي أعقاب هذا المؤتمر السيد قدم رشيد الراخا الرئيس الجديد المنتخب والمكلف بالعلاقات الدولية أعضاء المكتب الكنفدرالي المنتخب وهم على الشكل التالي:

السيد ميمون الشريقي، رئيس شرقي مكلف بالشؤون القانونية. السيد حمة أغ محمود، رئيس منتخب عن طوارق أزواد (مالي). توماس فورنون، رئيس منتخب عن طوارق نيجر. سكويتي خواردي، رئيس منتخب عن الجزائر. كمال الدين فخار، رئيس منتخب عن منطقة الازاب (الجزائر). كمال عساسي، رئيس منتخب عن منطقة الشاوية (الجزائر). أمينة ابن الشيخ، رئيسة منتخب عن المغرب. أحمد خطاب، رئيس منتخب عن منطقة الريف (المغرب). رشيد غاندي، رئيس منتخب عن منطقة الأطلس (المغرب). رشيد أمزيل، رئيس منتخب عن منطقة سوس (المغرب). صلاح بن ميمون، رئيس منتخب عن تونس. نورالدين حثوتو الكلاشي، رئيس منتخب عن اسبانيا، سبلة، مليلية وجزر الكناري. بناصر عزراوي، رئيس منتخب عن فرنسا. سمر بودواسل، رئيس منتخب عن هولندا. موسى بكا، أمين المال. جمال العطاوي، كاتب عام. نعيمة دلول، كاتب عام مساعد.

هذا وقد تناوب الرؤساء المنتخبون لمنظمة التجمع العالمي الأمازيغي على تلاوة البيان الختامي للمؤتمر السابع للأمازيغ العالم، الذي حمل الدولة والحكومة المغربية مسؤولية التراجعات المموسة عن التعهدات التي قطعتها بعد الحراك الشبابي سنة 2011، سواء

الذي تمت تصفيته في غرداية أوائل شهر دجنبر 2013، كما ندد التجمع العالمي الأمازيغي باستمرار اعتقال الشاب محمد بابا نجار وسجناء رأي آخرين بنهم مفبركة.

بيان التجمع العالمي الأمازيغي كذلك دعا أمازيغ الجزائر في القبائل، الشاوية، الازاب، الطوارق وكل الشعب الجزائري إلى الإتحاد من أجل انتزاع حقوقهم، كما أكد على دعم التجمع العالمي الأمازيغي لكل تحرك يؤدي إلى الديمقراطية والاعتراف للتبادل، ودعا في جانب آخر إلى فتح الحدود البرية بين المغرب والجزائر لما له من آثار سلبية على الجانبيين.

أما فيما يخص أمازيغ المغرب، وجزر الكناري فالتجمع العالمي الأمازيغي طالب السلطات الإسبانية بترسيم اللغة الأمازيغية في هذه المناطق التي تتمتع بالحكم الذاتي، مع احترام الحق في تدريس اللغة الأمازيغية بالحرف الأمازيغي تيفيناغ، والكف عن السياسات العنصرية اتجاه المواطنين الأمازيغ من جميع مناطق تامزغا، والمواطنين الكناريين في اسبانيا، مع العمل على إبراز الطابع الأمازيغي لهذه المناطق والقطع مع سياسة التهميش وطمس الهوية الأمازيغية التي اتسمت بها السياسة الإسبانية منذ قرون.

وفيما يخص دول المهجر وأوضاع أمازيغ الدياسورا طالب بيان التجمع العالمي الأمازيغي كل الضمائر الحية والمواطنين القاطنين خصوصا بالدول الديمقراطية، إلى دعم النضال الأمازيغي بدول تامزغا والعمل على إدماج الأمازيغية في المناهج الدراسية لأنباء الامازيغ بدول المهجر، بدل الاكتفاء بإرسال مدرسين لتعليم اللغة العربية حيث تعتبر الأمازيغية اللغة الثانية مثلا في فرنسا بعد الفرنسية، وبعض الدول الأروبية. كما طالب بيان التجمع العالمي الأمازيغي حكومات دول المهجر باحترام حقوق الأمازيغ القاطنين بتلك الدول، عبر محاربة العنصرية اتجاه المهاجرين والمواطنين الأمازيغ.

وفي الأخير أكد البيان الختامي للمؤتمر السابع للأمازيغ العالم على دعم منظمة التجمع العالمي الأمازيغي لكل الحركات التحريية، ومختلف التيارات الرامية إلى تحقيق الديمقراطية، والكرامة، والمساواة، وإنشاعة ثقافة حقوق الإنسان عبر العالم عموما، وفي تامزغا خصوصا. كما حمل البيان تهنئة خاصة للسيدة بدرجة الرياض الرئيسة السابقة للجمعية المغربية لحقوق الإنسان والناشطة الحقوقية المتميزة بعد تتويجها بجائزة حقوق الإنسان التي تمنحها الأمم المتحدة لهذه السنة.

وفي أسئلة للصحافة خلال الندوة الصحفية التي عقدت بالرباط، وتلي فيها البيان الختامي للمؤتمر السابع للأمازيغ العالمي الأمازيغي، تناول أحدها العلاقة ما بين التجمع العالمي الأمازيغي والكونتريسي ومختلف التيارات الرامية إلى تحقيق الديمقراطية، والكرامة، والمساواة، وإنشاعة ثقافة حقوق الإنسان عبر العالم عموما، وفي تامزغا خصوصا. كما حمل البيان تهنئة خاصة للسيدة بدرجة الرياض الرئيسة السابقة للجمعية المغربية لحقوق الإنسان والناشطة الحقوقية المتميزة بعد تتويجها بجائزة حقوق الإنسان التي تمنحها الأمم المتحدة لهذه السنة.

وفي أسئلة للصحافة خلال الندوة الصحفية التي عقدت بالرباط، وتلي فيها البيان الختامي للمؤتمر السابع للأمازيغ العالمي الأمازيغي، تناول أحدها العلاقة ما بين التجمع العالمي الأمازيغي والكونتريسي ومختلف التيارات الرامية إلى تحقيق الديمقراطية، والكرامة، والمساواة، وإنشاعة ثقافة حقوق الإنسان عبر العالم عموما، وفي تامزغا خصوصا. كما حمل البيان تهنئة خاصة للسيدة بدرجة الرياض الرئيسة السابقة للجمعية المغربية لحقوق الإنسان والناشطة الحقوقية المتميزة بعد تتويجها بجائزة حقوق الإنسان التي تمنحها الأمم المتحدة لهذه السنة.

وفي أسئلة للصحافة خلال الندوة الصحفية التي عقدت بالرباط، وتلي فيها البيان الختامي للمؤتمر السابع للأمازيغ العالمي الأمازيغي، تناول أحدها العلاقة ما بين التجمع العالمي الأمازيغي والكونتريسي ومختلف التيارات الرامية إلى تحقيق الديمقراطية، والكرامة، والمساواة، وإنشاعة ثقافة حقوق الإنسان عبر العالم عموما، وفي تامزغا خصوصا. كما حمل البيان تهنئة خاصة للسيدة بدرجة الرياض الرئيسة السابقة للجمعية المغربية لحقوق الإنسان والناشطة الحقوقية المتميزة بعد تتويجها بجائزة حقوق الإنسان التي تمنحها الأمم المتحدة لهذه السنة.

البيان باستمرار مجموعة من الأطراف السياسية في اتخاذ مواقف مناوئة للهوية الأمازيغية، بدل طلي صفحة ماضي الانتهاكات والتنميط بعد أكثر من نصف قرن من التهميش والإقصاء.

أما في الشأن الأمازيغي الليبي، فقد أعرب التجمع العالمي الأمازيغي عن الدعم اللازم للمجلس الأعلى لأمازيغ ليبيا في نضاله من أجل الترسيم الدستوري للغة والثقافة الأمازيغية في الدستور الليبي الجديد، ودعى لتنظيمات وجمعيات المجتمع المدني الليبي إلى الوحدة من أجل إقرار دستور ديمقراطي يراعي مبادئ الديمقراطية وحقوق الإنسان كما هي متعارف عليها دوليا وبمشاركة كل الأطراف، ووفق منهجية توافقية.

وفيما يتعلق بتونس أشاد التجمع العالمي الأمازيغي باحترام الحكومة التونسية لحقوق الأمازيغ في تسمية المواليد بأسماء أمازيغية، لكن بالمقابل طالب بفتح نقاش جدي من أجل ترسيم اللغة والهوية الأمازيغية لتونس، للحفاظ على الثقافة الأمازيغية المشتركة لجمع التونسيين، مع الابتعاد عن الحساسيات الأيديولوجية التي تنظر لمشروع الدستور التونسي، على أساس عروبي عنصري. كما جدد التجمع العالمي الأمازيغي دعمه ودعوته لجميع الأمازيغ بشمال إفريقيا لدعم الأبحاث الأمازيغية في تونس كل حسب إمكانياته.

أما في الشأن التوارقي فقد دعت منظمة التجمع العالمي الأمازيغي إلى ضرورة إقرار الديمقراطية بدول مالي، النيجر والجزائر. بهدف تمكين الشعب التوارقي من الحكم الذاتي في مناطقه، بما يضمن حقوقهم الثقافية والاجتماعية والسياسية، كما ندد التجمع العالمي الأمازيغي بالجرائم التي ارتكبتها القوات المالية والفرنسية في حق الشعب التوارقي بأزواد، ودعا الحركة الوطنية لتحرير أزواد إلى الحد من تعاملها مع فرنسا الامبريالية، وبعض الأنظمة في شمال إفريقيا والساحل، كما أكد التجمع العالمي الأمازيغي على دعمه لحق تقرير المصير، والحكم الذاتي وفق الميثاق الدولية في هذا الشأن، كما طالب الأمم المتحدة، الاتحاد الأوروبي، والاتحاد الإفريقي، وجميع الدول الديمقراطية والحررة عبر العالم إلى الالتفات لعاناة الشعب التوارقي في أزواد الذي يعيش مأساة



إنسانية بكل المقاييس.

أما فيما يتعلق بالجزائر فقد ندد بيان التجمع العالمي الأمازيغي بالوضع الكارثية للأمازيغ والهوية الأمازيغية بيد المليون شهيد، حيث لنح مازال مستمر اتجاه الأسماء الأمازيغية، بالإضافة لغياب أي إدماج للأمازيغية في الحياة العامة، وضبابية التعريف الرسمي لهم للأمازيغ كلفة وطنية، ما يمثل سياسة عنصرية للنظام الحاكم باسم العربية، يتم بموجبها اعتبار الأمازيغ مواطنين من الدرجة الثانية، وفي هذا الاتجاه طالب التجمع العالمي الأمازيغي بترسيم اللغة والثقافة الأمازيغية في الدستور الجزائري بدون قيد أو شرط، مع إدماجها في البرامج التعليمية كلفة إجبارية وليس اختيارية، وندد بسياسة الليز العنصرية التي تمارس ضد أمازيغ الازاب والجرائم التي تترافقها قوات الشرطة والجيش في حق المواطنين الأمازيغيين العزل بالازاب مدعومة بالمستوطنين، وطالب التجمع العالمي الأمازيغي بالكشف عن ملامسات الاعتقالات السياسية التي تعرض لها النشطاء الأمازيغ بالجزائر، وفي مقدمتهم الشهيد مغلوب لوتاس و المائة وستة وعشرين شهيد أمازيغي سقطوا ضحية قمع النظام الجزائري لاحتجاجات أمازيغ القبائل خلال الربيع الأسود سنة 2001، وأنصاف لجرائم النظام الجزائري هذه السنة اغتيال الناشط محمد عبد الرحمان الشاب الازابي الأمازيغي

فيما يتعلق بترسيم اللغة الأمازيغية عبر التماطل الواضح في إخراج القانون التنظيمي المتم للدستور، أو فيما يتعلق بمشروع الجهوية الموسعة والحكم الذاتي الذي مازال حبرا على ورق، بالإضافة لاستمرار الخروقات الممنهجة لحقوق الإنسان، خصوصا الحقوق اللغوية والثقافية لأمازيغ المغرب، المتمثلة في حقهم في استعمال لغتهم في مرافق الدولة (البرلمان، المنظومة التربوية، الإدارات العمومية.....)، بالإضافة لاستمرار النع والتضييق على الأسماء الأمازيغية واقصاء السينما، والجمعيات الثقافية والفنية الأمازيغية، والفنانين والبدعين الأمازيغ وكذلك الإعلام الأمازيغي من الدعم اللازم للنهوض بالثقافة الأمازيغية.

اختيارية، وندد بسياسة الليز العنصرية التي تمارس ضد أمازيغ الازاب والجرائم التي تترافقها قوات الشرطة والجيش في حق المواطنين الأمازيغيين العزل بالازاب مدعومة بالمستوطنين، وطالب التجمع العالمي الأمازيغي بالكشف عن ملامسات الاعتقالات السياسية التي تعرض لها النشطاء الأمازيغ بالجزائر، وفي مقدمتهم الشهيد مغلوب لوتاس و المائة وستة وعشرين شهيد أمازيغي سقطوا ضحية قمع النظام الجزائري لاحتجاجات أمازيغ القبائل خلال الربيع الأسود سنة 2001، وأنصاف لجرائم النظام الجزائري هذه السنة اغتيال الناشط محمد عبد الرحمان الشاب الازابي الأمازيغي

فيما يتعلق بترسيم اللغة الأمازيغية عبر التماطل الواضح في إخراج القانون التنظيمي المتم للدستور، أو فيما يتعلق بمشروع الجهوية الموسعة والحكم الذاتي الذي مازال حبرا على ورق، بالإضافة لاستمرار الخروقات الممنهجة لحقوق الإنسان، خصوصا الحقوق اللغوية والثقافية لأمازيغ المغرب، المتمثلة في حقهم في استعمال لغتهم في مرافق الدولة (البرلمان، المنظومة التربوية، الإدارات العمومية.....)، بالإضافة لاستمرار النع والتضييق على الأسماء الأمازيغية واقصاء السينما، والجمعيات الثقافية والفنية الأمازيغية، والفنانين والبدعين الأمازيغ وكذلك الإعلام الأمازيغي من الدعم اللازم للنهوض بالثقافة الأمازيغية.

اختيارية، وندد بسياسة الليز العنصرية التي تمارس ضد أمازيغ الازاب والجرائم التي تترافقها قوات الشرطة والجيش في حق المواطنين الأمازيغيين العزل بالازاب مدعومة بالمستوطنين، وطالب التجمع العالمي الأمازيغي بالكشف عن ملامسات الاعتقالات السياسية التي تعرض لها النشطاء الأمازيغ بالجزائر، وفي مقدمتهم الشهيد مغلوب لوتاس و المائة وستة وعشرين شهيد أمازيغي سقطوا ضحية قمع النظام الجزائري لاحتجاجات أمازيغ القبائل خلال الربيع الأسود سنة 2001، وأنصاف لجرائم النظام الجزائري هذه السنة اغتيال الناشط محمد عبد الرحمان الشاب الازابي الأمازيغي



# يجتمعون في سوس الكبير.. الدورة العادية والظروف استثنائية

## أمازيغ العالم يناقشون أوضاعهم السياسية على مدى ثلاثة أيام في تزنيت

يلتقي أمازيغ العالم في مدينة تزنيت على مدى ثلاثة أيام لمناقشة مستجدات ما بعد الثورات التي غيبت وجوها في انضمام الحكم في كل من تونس وليبيا، وأحدثت رجات في باقي دول شمال أفريقيا دون أن يشمل التغيير قضايا ساهم الأمازيغ في تحريكها بقوة ورفع مطالبها عاليا في خصم الحراك السياسي لعام 2011.



### الرباط/الرحسين ادريس

بعد المؤتمر الرابع الذي احتضنته مدينة الناظور في 2005، يلتقي أمازيغ العالم لثاني مرة في المغرب تزنيت، أيام 13 و14 و15 من الشهر الجاري، لمناقشة قضايا المرحلة، والتي يلخصها شعار المؤتمر السابع العادي، «الديمقراطية وريث الشعوب الأمازيغية بين المعوقات والأفاق».

المؤتمر عادي، وظروف عقده استثنائية، بحكم المستجدات التي أعقبت التغييرات السياسية التي جرت في سياق الاطاحة بالحكم في إطار ثورات الربيع الديمقراطي قبل سنتين، في كل من تونس وليبيا والسنتين السياسية والاستورية التي جرت في المغرب، باعتبارها أكبر البلدان الأمازيغية في شمال أفريقيا.

وحسب بلاغ توصلت به «المسار الصحفي» حول برنامج المؤتمر السابع الأمازيغ العالم، فإن النقاش سيختم حول قضايا فهم الأوضاع السياسية للأمازيغ في شمال أفريقيا تجاه أنظمة وصفها ذات البلاغ بالركرية أو المركزية مقابل صعود تيارات متطرفة، أو سلفية على حد تعبير البلاغ، وهو ما يفهم منه أن الأوضاع السياسية للأمازيغ في بلدانهم طالت فترات مكابها رغم ما يوصف بالاستثناء المغربي، مثلا على المستوى الأمازيغي.

ذلك أن المؤتمرين سيخصصون حاندة مستديرة لمسألة فهم اللغة الأمازيغية بعد التخصيص على استقرتها، في الستور الجديد افتاح يوليو 2011 وهنك اجمع في اوساط الحركة الأمازيغية حول خطاب الحكومة والبرلمان

سهل علينا الأمر، بخصوص تسيير التنظيم والتدبير.

لكن ليس الأمر سهلا، بالنظر إلى عدد طلبات المشاركة وخاصة من داخل المغرب من قبل جمعيات المجتمع المدني الأمازيغي، مما جعل المنظمة مضطربة، أمام «الإكثافات المادية المحذورة جدا» إلى تخفيض تخطيطات الجمعيات، لتقتصر على منتدب واحد عن كل جمعية قبل أن تحد اللجنة المنظمة نفسها عاجزة عن استقبال كل الراغبين في المشاركة. بيد أن عدم المشاركة في أعمال المؤتمر السابع، حسب ابن الشيخ «لا يمنع من التخليق والعمل مستقبلا مبتنا وبين مختلف الفاعلين الجمعيات والجمعيات الأمازيغية المدية والنهج».

بالمناسبة والنهج، يذكر أن أول مؤتمر لأمازيغ العالم، احتضنته جرد الكهاري في العام 1997، فيما أقام أمازيغ العالم المؤتمر الثاني بمدينة ليون الفرنسية سنة 1999، وأقيمت الدورة الثالثة عام 2002 في ورساي شملت أكبر مؤتمن يحكم أن ورساي شملت أكبر مؤتمن لأمازيغ الدياسورا لاسباب تاريخية، واحتضنت مدينة الناظور شمال المغرب ومؤتمر 2005 وهو المؤتمر الرابع،



إمكانياتنا إجابية، تقول أمينة ابن الشيخ.

وتضيف ابن الشيخ، باسم اللجنة التنظيمية، متوجهة بوقوف مجموعة من مناضلي المجتمع المدني بسوس الكبير مجانبا، وكذلك تشجيعات مناضلي المجتمع المدني داخل المغرب وخارجه، زد على ذلك الدعم المادي والمعنوي للجنة تزنيت، والحاس الأولمبي لتزنيت، وأعضاء جمعية مهرجان تيفواين، مما

بالمناسبة والنهج، يذكر أن أول مؤتمر لأمازيغ العالم، احتضنته جرد الكهاري في العام 1997، فيما أقام أمازيغ العالم المؤتمر الثاني بمدينة ليون الفرنسية سنة 1999، وأقيمت الدورة الثالثة عام 2002 في ورساي شملت أكبر مؤتمن يحكم أن ورساي شملت أكبر مؤتمن لأمازيغ الدياسورا لاسباب تاريخية، واحتضنت مدينة الناظور شمال المغرب ومؤتمر 2005 وهو المؤتمر الرابع،

وحتى في سياق الرباطة بالحكم في إطار ثورات الربيع الديمقراطي، في كل من تونس وليبيا والتغييرات السياسية والاستورية التي جرت في المغرب، باعتبارها أكبر البلدان الأمازيغية في شمال أفريقيا.

وحتى في سياق الرباطة بالحكم في إطار ثورات الربيع الديمقراطي، في كل من تونس وليبيا والتغييرات السياسية والاستورية التي جرت في المغرب، باعتبارها أكبر البلدان الأمازيغية في شمال أفريقيا.



المؤتمن عادي، وظروف عقده استثنائية، بحكم المستجدات التي أعقبت التغييرات السياسية التي جرت في سياق الرباطة بالحكم في إطار ثورات الربيع الديمقراطي، في كل من تونس وليبيا والتغييرات السياسية والاستورية والمدية والنهج، التي جرت في المغرب، باعتبارها أكبر البلدان الأمازيغية في شمال أفريقيا.



خاص عن المؤتمر السابع لأمازيغ العالم :

# ميثاق من أجل كونفدرالية ديموقراطية وترسيم الأمازيغية في جميع مناطق تامرغا كانت أهم نتائج المؤتمر

بدون أدنى تدخل من المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أو وزارة العدل في ملف شهد مجموعة من الخروقات واستمرار مجموعة من الأطراف السياسية في اتخاذ مواقف متناوئة للهيئة الأمازيغية بدل طي صفحة الماضي بعد أكثر من نصف قرن من التهميش والإقصاء.

واستعرض البيان الأضلاع في مناطق تامرغا عموما خاصة في ليبيا وتونس ومالي وفي الأخير أكد البيان دعم التجمع العالمي الأمازيغي لكل الحركات التحررية ويختلف التحركات الرامية إلى تحقيق الديمقراطية الكرامة، المساواة وإشاعة ثقافة حقوق الإنسان عبر العالم عموما وفي تامرغا خصوصا وحمل البيان تهمة خاصة للسيدة خديجة الرياضى الرئيسة السابقة للجمعية العربية لحقوق الإنسان والنشطة الحقوقية المتميزة بعد ترويجها بجائزة حقوق الإنسان التي تمنحها الأمم المتحدة لهذه السنة.



و كذلك الإعلام الأمازيغي من الدعم اللازم والنهوض بالثقافة الأمازيغية في الشق الاجتماعي لاحظ المؤتمر استمرار نزاع الأراضي بناء على قوانين استعمارية وبالطاقة المستشرية في المجتمع عموما وداخل

**كنفة رسمية**  
وفي أعقاب هذا المؤتمر قدم رشيد رخا الرئيس الجديد المنتخب والمكلف بالعلاقات الدولية أعضاء المكتب الكنفدرالي المنتخب وبعد ذلك تمت تلاوة البيان الختامي للمؤتمر الذي حمل الدولة والحكومة المغربية مسؤولية التراجعات المموسة عن التعهدات التي قطعها بعد الحراك الشبابي سواء فيما يتعلق بتدريس اللغة الأمازيغية عبر التماثل الواضح في إخراج القانون التنظيمي للنتم أو فيما يتعلق بمشروع الجبوية الموسعة والحكم الذاتي الذي مازال حبرا على ورق واستمرار الخروقات المنهجية لحقوق الإنسان خصوصا الحقوق اللغوية والثقافية لآما ريع الغرب المنتمة في حقهم في استعمال لغتهم في مرافق الدولة (البرلمان المنطوية التربوية الإدارات العمومية ) وكذا استمرار المنع والتضييق على الأسماء الأمازيغية وإقصاء السينما والجمعيات الثقافية والفنية والفنانين والمبدعين الأمازيغ

**نض المجتمع**  
أنهى أعضاء المكتب الجديد للتجمع العالمي الأمازيغي (AGRAW AMADLAN -AGRAW GHN) مؤتمرهم السابع المنعقد في تيزنيت ما بين 13 و15 ديسمبر من العام الماضي بعد نوبة صحفية بمقر المنظمة المغربية لحقوق الإنسان بالرباط تم خلالها تلاوة تقرير عن أشغال المؤتمر الذي تميز بالمصادفة على مشروعين كبيرين تمثل الأول في ميثاق تامرغا من أجل كونفدرالية ديموقراطية واجتماعية مبنية على الحق في الحكم الذاتي للجهات أما الثاني فكان تبني ترسيم الأمازيغية في جميع مناطق تامرغا حيث صادق المؤتمر على مشروع قانون تنظيمي هدف تعريف نظام تنفيذ الطابع الرسمي للغة الأمازيغية وتحديد شروط إتمامها في المنظمة التربوية وكذلك في مختلف مجالات الحياة العامة وتحديد القواعد العامة لاستعمالها تطويرها وتمييزها وحمايتها من أجل تمكينها من أداء الوظيفة المطلوبة منها

## حوار مع أمينة بن الشيخ رئيسة منظمة التجمع العالمي الأمازيغي بالمغرب:

# مؤتمر تيزنيت كان فرصة لكل أمازيغ العالم لتبادل الرؤى والتصورات وبحث التنسيق الفعال



ثلاث سنوات من ترسيم الأمازيغية بالمغرب تسجل ممارسات تمييزية. إذ يوضع الإعلام الأمازيغي في الدرجة الثالثة بعد الإعلام الفرنسي والعربي والسبب الأساسي إذا في عدم كون الإعلام الأمازيغي في مستوى التطلعات الكبيرة للمواطنين راجع بالأساس للتهميش الرسمي لكل ما هو أمازيغي، وثمة أمور ذاتية مرتبطة بالإعلاميين الأمازيغ والحركة الأمازيغية لكنها تبقى جد ثانوية

**السؤال الخامس :** تستعد الحركة الثقافية الأمازيغية للاحتفال بالسنة الجديدة 2964 في ظل تنامي مطلب ترسيم هذا الاحتفال وإقرار يوم عطلة مؤدى عنها لكافة المغاربة انسجاما مع مقتضيات دستور 2011 . كيف تفاعلت منظماتكم مع هذا المطلب ؟

**وابن وصلت عريضة المليون توقيع ؟** منتظنا وكذلك مختلف نشاطاتها العروفيين بلعون دورا محوريا في النضال الأمازيغي بالمغرب، وثمة مبادرة أعلنت مؤخرا وهي مسيرة يودا (كفى) التي ستكون باكثير يوم 12 يناير المقبل، من أجل إقرار رأس السنة الأمازيغية كعيد وطني وكذلك من أجل حملة من المطالب الأمازيغية تشمل كل المجالات، وقد دعينا هذه المبادرة ولعب فيها مناضليا دورا محوريا وهذا فيما يتعلق بالوقت الحالي، إذ مستقبلا لدينا مبادرات أخرى. أما في الماضي القريب وقبل أشهر فقد قمنا بإعلان حملة المليون توقيع لتفعيل ترسيم الأمازيغية ولا زالت مستمرة وقد حققت نجاحا كبيرا، وسبق وشرطنا توقيعات للمئات من المواطنين من

أجلها أمازيغ العالم عبر تراب تامرغا كلها، وكذلك تم تداول مقترح لقانون تنظيمي لتفعيل ترسيم الأمازيغية، وتمت المصادقة عليه. كما جرى تنظيم ورشات ولقاءات حول مواضيع لا تقل أهمية بين أمازيغ مختلف دول العالم.

**السؤال الثاني: هل هذه النتائج في مستوى انظارات أمازيغ العالم في ظل ما سجله بياتكم قبل انعقاد المؤتمر من تراجع مع سلبيات ما يسمى بالربيع الديمقراطي خاصة في شمال إفريقيا؟ (ليبيا تونوجا )** بالأكيد نتائج المؤتمر في مستوى تطلعات أمازيغ العالم، وما سجلناه سابقا من سلبيات وتراجعات ليس مرتبطا بالأمازيغ، بل بحكومات وتنظيمات أخرى تتبنى إيديولوجية القومية العربية، وتقف ضد الديمقراطية وحقوق الإنسان بكل بلدان شمال إفريقيا، أما بخصوص الأمازيغ فقد شكل انعقاد مؤتمر تيزنيت فرصة لكل أمازيغ العالم لتبادل الرؤى والتصورات وبحث التنسيق الفعال في هذه الطارفة الحساسة.

**السؤال الثالث :** منعقد هذا المؤتمر في ظل تشتت الحركة الأمازيغية في المغرب وركونها إلى الصمت بعد نتائج دستور 2011 ، في نظركم ما هي سبل نهوض هذه الحركة وجمع شمل مكوناتها في أفق التنسيق وتوحيد جهودها ( لما للحركة الأمازيغية في المغرب من تأثير على باقي أمازيغ العالم)؟

الحركة الأمازيغية ليست كتلة منسجمة

**حاورها الحسن ياكريم**  
أمينة بن الشيخ الحاج أحمد أوتكورت من مواليد قبيلة أفلا ببيغير بتافراوت، عضوة سابقة بالمجلس الإداري للمعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، وعضوة سابقة باللجنة التقنية لإنشاء القناة الأمازيغية. انتخبت مؤخرا رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي المغرب. مديرة جريدة العالم الأمازيغي، ووزجة التواصل الأمازيغي الشير للجدل رشيد الرخا وأم لثلاث زواجر.

**السؤال الأول:** عقدتم مؤخرا مؤتمرا دوليا لأمازيغ العالم بتيزنيت في إطار منظمة التجمع العالمي الأمازيغي ما هي نتائج وخلاصات عقد هذا المؤتمر بعد تأسيس المنظمة بدلا من الكونغرس العالمي الأمازيغي ؟

أولا بخصوص منظمة التجمع العالمي الأمازيغي فهي ليست منظمة جديدة، بل هي امتداد للمؤتمر العالمي الأمازيغي الشرعي، ونحن فرمنا في المؤتمر السادس ببروكسيل تغيير اسم المنظمة من المؤتمر العالمي الأمازيغي إلى التجمع العالمي الأمازيغي، ولكن الاسم الأمازيغي للمنظمة بقي من دون تغيير فهو "أكراو أمادان أمازينج"، وبخصوص مؤتمرا في تيزنيت الذي عقد أيام 13 و14 و15 ديسمبر 2013، فقد حقق نجاحا نوعيا سواء من حيث الحضور الوازن لأمازيغ مختلف بلدان العالم وكل بلدان تامرغا، أو من حيث الأبراق التي تم تداولها في النقاش، وخاصة ميثاق تامرغا الذي يتضمن تصورا أمازيغيا شموليا لشكل الدول التي سيناضل من





Alger accueille les Mouvements  
d'Azawad

Le Monde  
**Amazigh** العالم الأمازيغي  
www.amadalpresse.com

المديرية المسؤولة: أمينة ابن الشيخ الإيداع القانوني 2001/0008 الترخيم الدولي: 1114/1476  
العدد: 164 - 13 يونيو - Juin - 2014 / 2964 - 1648 الثمن: 5 دراهم / Euro 1.5

# المفوضية السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة تتوصل بالملف الأمازيغي



## DOSSIER DE PRESSE

RENCONTRE DE L'ASSEMBLÉE MONDIAL AMAZIGH AVEC  
LE HAUT COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME

NAVI PILLAY



حلت المفوضة السامية لحقوق الإنسان السيدة نافي بيلاي يوم الاثنين 26 ماي 2014، بالمغرب في زيارة رسمية لأربعة أيام، وتعتبر هذه الزيارة الأولى من نوعها لأسمى ممثلة لمنظمة الأمم المتحدة مكلفة بحقوق الإنسان منذ توليها منصبها كمفوضة سامية سنة 2008، والتقت السيدة نافي بيلاي الملك محمد السادس وكذا مسؤولين مغاربة ضمنهم رئيس الحكومة ووزير العدل ووزير الشؤون الخارجية والتعاون، ورئيس مجلس المستشارين، كما التقت المفوضة السامية يوم الأربعاء 28 ماي بـصندوق سوفيئال بالرباط، مجموعة من الهيئات والأفراد المدافعين عن حقوق الإنسان بالمغرب ضمنهم منظمة التجمع العالمي الأمازيغي، والجمعية المغربية لحقوق الإنسان، والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان، وجمعية الوسيط للديمقراطية وحقوق الإنسان، ولجنة عائلات المعتقلين السياسيين الصحراويين مجموعة أكديم إزيك، ومنظمة أمبستي الدولية، كما التقت المفوضة السامية مساء نفس اليوم بأعضاء المجلس الوطني لحقوق الإنسان بما فيهم ممثلي اللجان الجهوية، للإطلاع على عملها وأهم إنجازاتها في المجال الحقوقي. وفي لقائه بالمفوضة السامية لحقوق الإنسان للأمم المتحدة سلم التجمع العالمي الأمازيغي للسيدة نافي بيلاي عددا من الملفات التي تعنى بالتمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب، والمعتقلين السياسيين الأمازيغ بسجن تولال في مكناس، وإبادة أمازيغ المزاب بالجزائر من قبل ميليشيات مدعومة من نظام الجزائر.

## نافي بيلاي تتوصل بتقرير عن التمييز العنصري ضد الأمازيغ بالمغرب

محامته.

### \* فيما يتعلق بالتمييز العنصري ضد أمازيغ المغرب

سلم التجمع العالمي الأمازيغي للمفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان ملفا يتضمن مجموعة من الوثائق عن التمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب، ومن ضمنها استمرار العمل ببطائق الشرفاء من قبل الدولة ما يمثل تمييزا بين المواطنين حسب نسيبهم، إلى جانب التمييز في البطائق الوطنية حيث يتم الإشارة إلى الأمازيغيين بشكل ضمني في البطائق الوطنية برسم حرف أزا في مكان خفي.

إلى جانب ذلك أشار التجمع العالمي الأمازيغي في تقريره إلى حظر الحزب الديمقراطي الأمازيغي من طرف السلطات المغربية، إلى جانب القمع الذي تعرض له أمينه العام أحمد الدرغني.

كما تناول التجمع العالمي الأمازيغي قضية إقصاء الأمازيغ من المناصب العليا في الدولة والعمل بـمعيار النسب في عدد منها، إلى جانب إقصاء أمازيغ آخرين من مناصبهم مثال حسن أوريد الناطق السابق بإسم القصر الملكي وسعد الدين العثماني وزير الخارجية المغربية السابق الذي عمل من أجل تغيير اسم المغرب العربي العنصري ونادى بشمال إفريقي متعدد يحترم الوجود الأمازيغي.

كما أشار التجمع العالمي الأمازيغي في لقائه مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان إلى تهيش آثار الأمازيغ بالمغرب وإهمالها، وتعرضها للتمييز والتدمير وهو ما تضمنه الملف الذي سلمه للسيدة نافي بيلاي أدلة عليه.

كما اشتكى التجمع العالمي الأمازيغي للمسؤولة الحقوقية الدولية تزوير نسبة الأمازيغ في إحصاء سنة 2004 من طرف أحمد الحلبي، رئيس المندوبية السامية

عقد كلا من السيدة أمينة ابن الشيخ رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي بالمغرب والسيد رشيد الراخا الرئيس الدولي لذات المنظمة لقاء صباح يومه الأربعاء 28 ماي 2014 مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، السيدة نافي بيلاي، في العاصمة المغربية الرباط. وقد سلم التجمع العالمي الأمازيغي للسيدة نافي بيلاي عددا من الملفات التي تعنى بالتمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب والمعتقلين السياسيين الأمازيغ بسجن تولال في مكناس، وإبادة أمازيغ المزاب بالجزائر من قبل ميليشيات مدعومة من نظام الجزائر.

### \* بخصوص المعتقلين السياسيين الأمازيغ

سلمت السيدة أمينة ابن الشيخ والسيد رشيد الراخا ملفا شاملا بإسم التجمع العالمي الأمازيغي عن المعتقلين السياسيين للحركة الثقافية الأمازيغية بسجن تولال في مكناس، وفي حديث مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان أشار التجمع العالمي الأمازيغي إلى التمييز والعنصرية الذي قابلت به مختلف مؤسسات الدولة المغربية ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ المفبرك حيث تم تجاهله لسبع سنوات، على عكس ملفات المعتقلين من الحركة السلفية أو ملفات المعتقلين الصحراويين أو معتقلي اليسار، وهي الملفات التي وجد كثير منها طريقها نحو التسوية فيما بقي ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ مهمشا ومتجاهلا رغم كل الجهود المبذولة من قبل التجمع العالمي الأمازيغي.

التجمع العالمي الأمازيغي لم يفتحه الإشارة كذلك إلى اعتقال النقابي والناشط الأمازيغي سمير المرابط بمدينة الصيصة بتهمة واهية، حيث أثار ذات القضية على أسماع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان التي تزامنت زيارتها للمغرب مع اعتقال سمير المرابط الذي أثار استنكارا أمازيغيا وحقوقيا ونقابيا واسعا، والذي تم تحديد موعد لجلسة



يسببها فيما يتعلق بضمان حقوق القبائل الأمازيغية في أراضيها.

### \* بخصوص إبادة أمازيغ المزاب

استثمر التجمع العالمي الأمازيغي لقاءه بالمفوضة السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة وسلمها ملفا عن أمازيغ المزاب، يتضمن وثائق وأدلة على الإبادة التي يتعرضون لها من قبل ميليشيات مساندة من قبل النظام الجزائري طوال أشهر، والتي أسفرت عن عدة قتل ومئات الجرحى إلى جانب تخریب مئات المحلات والمنازل وتهجير العشرات من العائلات.

وتجدر الإشارة إلى أن التجمع العالمي الأمازيغي هو المنظمة الأمازيغية الوحيدة التي التقت بالمفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، وسلمتها ملفات عن التمييز العنصري ضد الأمازيغ.

للتخطيط، إذ قزم نسبة الأمازيغ بالمغرب واعتبر أنهم يشكلون أقل من ثلاثين بالمائة والأخطر أن نفس الشخص سيشرّف على إحصاء آخر سيجري في السنة الحالية. هذا وأشار التجمع العالمي الأمازيغي كذلك إلى شهادة حركة عشرين فبراير بالحسيمة يوم 20 فبراير 2011، وعددهم خمسة، مؤكدا للمسؤولة الدولية على أنه إلى حدود الآن لم تجري الدولة المغربية أي تحقيق في مقتلهم على الرغم من تشكيك مختلف المنظمات في الرواية الرسمية للحادثة.

وفيما يتعلق بإنتزاع أراضي القبائل الأمازيغية إلى جانب المعطيات الواردة في الملف المسلم من قبل التجمع للمفوضة السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة، تناول كل من السيد رشيد الراخا والسيدة أمينة بن الشيخ في حديثهما مع المسؤولة الدولية قضية الحوار الوطني حول أراضي الجموع الذي أطلقته وزارة الداخلية مؤخرا، ومؤاخذات التجمع العالمي الأمازيغي عليه، والآثار السلبية العكسية التي من شأنه أن

## عائلات ضحايا أحداث إكديم إزيك تشير انتباه المفوضة السامية لحقوق الإنسان إلى ازدواجية المعايير في تعاطي الهيئات الأممية مع ملفها

تخيس ملفت للمس بالحق في الحياة من طرف الهيئات المعنية بحقوق الإنسان". وأكدت عائلات الضحايا تشبها بالحق في العدالة والإنصاف "لأن الطرف الذي لم يسمع صوته عند عرض الملف على المحكمة العسكرية هو صوت ذوي حقوق الضحايا القتلى من أقاربنا، بينما غطت مداخلات المتهمين ودفاعهم خلال نفس المحاكمة ما يزيد عن العشرة أيام، ولذلك نحن الأكثر تضررا من عرض ملفنا على المحكمة العسكرية، ونحن أول المستبشرين خيرا بإصلاح القضاء العسكري حتى يتمكن الضحايا وذويهم من إسماع صوتهم وتمكينهم من ضمانات المحاكمة العادلة".

وكالة المغرب للأنباء

والتمثل بها". وأعربت التنتسيقية عن استنكارها لمحاولات المتهمين في هذا الملف والجمعيات والهيئات الموالية لهم العمل بكل الوسائل على تسييس الملف وإخراجه من طبيعته الجرمية والجنائية إلى ملف سياسي، مؤكدة "ولأن الأمر يتعلق بالحق في الحياة حيث تم قتل أقاربنا بطريقة هجيمة، فإننا لا نقبل أي مزادة على ضحايانا من خلال قلب الأدوار بين الضحية التي تتحدد في القتلى وهم أقاربنا وبين المدانين بارتكاب هذه الأفعال الجرمية وهم المعتقلون على خلفية هذا الملف". كما أعربت التنتسيقية عن استيائها من خلو تقارير المفوضة السامية من الإشارة إلى حقوق الضحايا "من أقاربنا الذين قتلوا، واكتفأؤكم بالتركيز على حقوق المتهمين، وذلك في

لقتت تنسيقية عائلات وأصدقاء ضحايا أحداث إكديم إزيك انتباه المفوضة السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة السيدة نافي بيلاي، إلى ازدواجية المعايير في تعاطي الهيئات الأممية ذات الصلة بحقوق الإنسان مع هذا الملف. وجاء في رسالة وجهتها التنتسيقية إلى المسؤول الأممية "نتوجه إليكم للفت انتباهكم إلى ازدواجية المعايير في تعاطي هيئات الأمم المتحدة ذات الصلة بحقوق الإنسان، بخصوص ملف الضحايا من أقاربنا الأحد عشر (11) من عناصر الأمن والوقاية المدنية الذين قتلوا خلال تفكيك مخيم إكديم إزيك سلميا إيمالا لقرار الوكيل العام، مضيفة "ولأن أقاربنا لم يكونوا مسلحين فقد فوجئوا بهجوم مجموعة من الأفراد من المعتصمين بالمخيم، حيث تم ذبحهم وتشويه جثثهم



## التجمع العالمي الأمازيغي يقدم تقريره للمفوضية السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة السيدة نافي بيلاي



كما هو الشأن بالنسبة للوقفة الاحتجاجية التي دعت إليها منظمتنا، التجمع العالمي الأمازيغي، على الحدود المغربية الجزائرية يوم 9 فبراير الماضي، وذلك تضامنا مع المزابيين الجزائريين ومن أجل فتح الحدود، وهذه الوقفة تم منعها رسميا من طرف السلطات المغربية..

- اعتقال بعض المضامين الأمازيغ بدون أي مبرر كما هو الشأن بالنسبة لسمر المرباط من مدينة الحسيمة بالموازاة مع وصولكم إلى المغرب..

- ممارسات عنصرية وقمع غير مألوف في حق الساكنة الأمازيغية كما حدث بآيت بوعياش، وإمزورن، وتغفغر، وإميش، وآيت سوكوكو، ومريرت، وآيت باها في الجنوب، وتركيست..

- استمرار نزع الأراضي الجماعية من القبائل الأمازيغية بواسطة ظهائر تعود لعهد الاستعمار. وقد بادرت وزارة الداخلية مؤخرا بإعلان عن حوار وطني حول موضوع الأراضي الجماعية، وذلك بهدف إصلاح الإطار القانوني وتطوير مساطر تسيير وتديبر هذه الأراضي الجماعية من طرف الفاعلين الاجتماعيين والسياسيين.

- حسب مشروع أرضية الحوار فإن الوزارة ترغب في بلورة إستراتيجية في اتجاه إنعاش وتنمية هذا المورد الجماعي لفائدة الجماعات السبلانية وأعضائها، وكذا تدعيم التنمية البشرية.. لكننا نشك في ما تم الإعلان عنه، إذ من شأن ذلك أن يعقد أكثر عملية تدبير هذه الأراضي وتهدد الانسجام والتضامن داخل الجماعات السبلانية، وإلحاق الضرر بمصالح ذوي الحقوق وإجبار الساكنة القروية على الهجرة..

- إهمال المواقع الأركيولوجية كما هو الشأن بالنسبة لموقع «إنسان سيدي عبد الرحمان» بالدار البيضاء، الذي يعود إلى حقبة ما قبل التاريخ، والذي تم تحويله إلى مطرح عمومي للتقنيات، وكذا الحالة السيئة التي توجد عليها المآثر التاريخية كضريح يوسف بن تاشفين بمرآش..

إمضاء:  
رشد الراخا  
رئيس التجمع العالمي الأمازيغي

بشكل فعال في محاربة الأمية المستشرية في صفوف الأطفال.

- عدم إدماج الأمازيغية في برامج محو الأمية لدى الكبار والنساء وفي مجال التكوين.

- كبح عملية إدماج الأمازيغية في وسائل الإعلام السمعية البصرية والغياب التام لسياسة «التمييز الإيجابي»، علما أن الأمازيغية قد حرمت من المنع بحقوقها منذ استقلال المغرب، أي مدة تناهز 58 عاما.

- استمرار حبس المعتقلين السياسيين الأمازيغ خاصة مصطفى أوسايا وحמיד أعوش، الذين يقبعان بسجن مكناش، لحقوق الإنسان ووزارة العدل والحريات وعدم فتح ملفهما القضائي من جديد، وهو الملف الذي طالته خروقات خطيرة متعددة، وذلك خلافا لما يحدث كلما تعلق الأمر بالمعتقلين السياسيين المحسوبين على اليسار المتطرف «العروبي» أو السلفيين «الإسلاميين».

- ولا يزال ملف الضحايا الأمازيغ الخمسة (عماد القاضي، جواد بنقدور، جمال السامي، سمير البوعزاوي، ونيل جعفر)، الذين أحرقوا في إقليم الحسيمة خلال الاحتجاجات السلمية يوم 20 فبراير 2011، ليلفه الغموض ولم تقم الدولة بإجراء أي بحث معمق في الموضوع لتحديد المسؤوليات، وهو ما يدفع ساكنة الريف للخروج كل مرة وللتظاهر في الشوارع للمطالبة بتسليط الضوء على هذا الحادث المأساوي والكشف عن المجرمين. كما أن الاعتقالات المشبوهة لكل من كمال حسيني وآيت بوعياش، وكريم شعيب بصفرو، وكمال عمري ومحمد بوردو بأسفي، وفدي العروي بسوق السبت، وعشرات المعتقلين السياسيين من حركة 20 فبراير، ظلت زهينة كواليس ورداهات المحاكم المغربية حيث لا يزال القضاء للأسف يخضع للتعليمات! (أنظر مقال جريدة «لوموند» الملحق بهذا التقرير <http://blog.lemonde.fr/2012/02/11/nouveaux-elements-dans-laffaire-des-cadavres-dal-5/>).

- استمرار معاناة أفواج عديدة من الخريجين الأمازيغ ذوي الشواهد العليا، في مختلف التخصصات والمجالات وفي اللغة الأمازيغية، من البطالة وتعرضهم المستمر للقمع البوليسي أمام البرلمان، وذلك على غرار ما يتعرض له الأساتذة من اعتداءات..

- استمرار المنز بخصوص دعم الدولة للسينما والفن والصحف والثقافة والكتاب الأمازيغي والجمعيات..

- منع بعض الأنشطة الجموعية والتظاهرات

سلالة دينية معروفة باسم «الشرفاء»، الحائزين على أصول شرق أوسطية عربية، بطاقات بها تعليمات موجهة للسلطات من أجل تسيير وتسهيل الإجراءات والخدمات الإدارية أمامهم، وذلك على حساب باقي المواطنين العاديين!

- وحتى داخل القصر الملكي نفسه، فإن أي شخص يعمل على إظهار أمازيغيته والتعبير عنها علانية يكون عرضة للتمييز والعزل، كما حدث للسيد حسن أوريد، الناطق الرسمي السابق باسم الملك.

- وقد تم إقصاء وتحييد الأمازيغي د. سعد الدين العثماني، وزير الشؤون الخارجية والتعاون السابق، خلال التعديل الحكومي الأخير، وذلك بعد اقتراحه تغيير التسمية العنصرية لـ «اتحاد المغرب العربي» باسم «اتحاد المغرب الكبير».

- ولا تزال الحكومة المغربية تحتفظ بالسيد أحمد لحيلى على رأس المندوبية السامية للتخطيط، وقد كلفته بمهمة الإشراف على عملية الإحصاء الجديد للسكان خلال شهر شتنبر المقبل، مع العلم أن هناك شكوك تحوم حوله في قضية اختلاس أموال عمومية، كما جاء في تقرير للمجلس الأعلى للحسابات، كما أنه عمده إلى التزوير في نسبة السكان الأمازيغ، نظرا لانتمائه الإيديولوجي لحزب سياسي عروبي، حيث أقدم على تخفيض عددهم وجعله ضئيلا جدا وصل بالكاد نسبة 28,4 في المائة من السكان خلال إحصاء السكان لعام 2004!

- كما أن المأذونيات المتعلقة بوسائل النقل من سيارات أجرة وشاحنات وحافلات... وكذا رخص استغلال المناجم المعدنية والثروات البحرية، تخصص غالبا وتكون الأثوية في منحها للمقرنين من دوائر السلطة الذين يتقاسمون نفق الأنساب المفترضة الدينية والشرقية!

- وللحصول على وظيفة في منصب المسوولية، فإن المرشحين الأمازيغ يخضعون لعملية تحقيق شاملة من طرف الشرطة السياسية، كما كشف عن ذلك وزير التعليم العالي الحالي الدكتور لحسن الداودي.

سعادة المفوضية السامية، ورغم أننا تمكنا، كمناضلين وأمازيغ ديمقراطيين سلميين، من انتزاع بعض المطالب كإنشاء المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية (IRCAM) والقناة التلفزية الأمازيغية (TVS)، إلا أن المعهد حرمانه بشكل غير مفهوم، من أعضاء مجلسه الإداري فيما أوضحت القناة الأمازيغية غير ذات جدوى في غياب ميزانية كافية ونقص في الموارد البشرية وفي ظل إدارة غير مستقلة. وبخصوص التزامات الدولة المغربية في أعقاب مطالب شباب حركة عشرين فبراير 2011، وكذا الحركة الأمازيغية، وخاصة الاعتراف بالأمازيغية في دستور 1 يوليو 2011، كلفة رسمية لجميع المغاربة، فإن هذا الإقرار بقي حبرا على ورق منذ ما يقرب من ثلاث سنوات. ورغم مرور كل هذا الوقت فإن المبادئ والمقتضيات الدستورية التي ينبغي أن تترجم على شكل قانون تنظيمي ومراسيم وقرارات وديوريات لتفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية، هذه اللغة الإفريقية الأصلية، إلا أن الحكومة لم تدب أي إرادة سياسية في هذا الاتجاه وظلت تواصل العمل على:

سعادة المفوضية السامية، ورغم ما تم إقراره في الدستور المغربي ليوم 1 يوليو 2011 بعد حراك شباب 20 فبراير، من اعتراف نهائي بالهوية الأمازيغية وبالطابع الرسمي للغة الأمازيغية، فإن السلطات المغربية لا تزال للأسف تمارس سياسة فصل عنصري (أبارتايد) مناهضة للأمازيغ، والتي زادت حدة مع صعود حزب إسلامي إلى السلطة ممثلا في حزب العدالة والتنمية (PJD).

- وتضخ سياسة التمييز المؤسساتي هذه من خلال الوثائق التالية:  
- تضمنت بطاقات التعريف الوطنية الجديدة الخاصة بالمواطنين الأمازيغ، والمكتوبة حصرا باللغتين العربية والفرنسية، حرف «ز» أو «از» Tifinagh التي تعد أول كتابة أجنبية إفريقية، بحيث لا يمكن رؤيتها بالعين المجردة، لكنها تظهر بمجرد إخضاعها لضوء كنف.

- تمنح للمواطنين الذين يعتقدون أن أصولهم من المملكة العربية السعودية ومن

سعادة السيدة نافي بيلاي  
المفوضية السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة

الموضوع: تقرير حول وضعية حقوق الإنسان والمواطن (5)، والمجموعات والسكان الأصليين الأمازيغ في المملكة المغربية.

سعادة المفوضية  
نتشرف بالترحيب بكم في منطقتنا تامازغا (شمال إفريقيا)، ونود أن نغتنم فرصة وجودكم في المغرب لنثير انتباهكم إلى انتهاكات حقوق الإنسان التي تطال المواطنين والسكان الأصليين (الأمازيغ)، ونطلب منكم التفضل بمعالجة هذه القضية مع الحكومة والسلطات المغربية.

لقد فتح قدوم الملك الجديد محمد السادس في العام 1999، آمالا كبيرة عندما اتخذ مبادرة إنشاء هيئة الإنصاف والمصالحة، المستلهمة من تجربة بلدكم الأصلي جنوب إفريقيا، وذلك لمعالجة الانتهاكات الجسيمة في مجال حقوق الإنسان خلال سنوات الرصاص، إبان حكم الدكتاتور الراحل الحسن الثاني.

لقد مكنت الهيئة بعض الضحايا من التعبير عن آرائهم ومعاناتهم جراء هذه الأحداث، وقدمت لهم تعويضات مادية هزيلة، لكنها لم تجرؤ أبدا على إثارة الجريمة ضد الإنسانية التي ارتكبت في حق السكان الأمازيغ في منطقة الريف خلال سنوات 1958 و1959، ناهيك عن سكنيتها وعدم كشفها عن العديد من الاعتقالات السياسية المرتكبة ضد أعضاء جيش التحرير وعلى رأسهم قائد جيش التحرير بمنطقة الريف عباس المساعدي، أو تلك التي طالت الباحثين الأمازيغ من أمثال المغوي بوجعة الهياز... ولا يزال المسؤولون عن ارتكاب هذه الجرائم في مأمن من الملاحقة القضائية إلى يومنا هذا.

وعل عكس ما حدث في جنوب إفريقيا، حيث تمكن السكان الأصليون من الوصول إلى السلطة كوسيلة لتحقيق المصالحة الوطنية، - وعدا أولئك الذين عملوا على تزوير أنسابهم والذين يظهرون نوعا من الاستخفاف تجاه السكان الأصليين- خرم المواطنون الأمازيغ، الذين يشكلون غالبية السكان بالمغرب والذين ضمو في صفوفهم أكبر عدد من ضحايا سنوات الرصاص، من الوصول إلى مراكز السلطة وحكم عليهم بالعيش في الهوامش والاستقرار في المناطق الهامشية والجزلية، محرومين من الحق في إنشاء تشكيلات سياسية أصلية، كما وقع مع الحزب الديمقراطي الأمازيغي المغربي (PDAM) الذي تم حظره من قبل الدولة المغربية، في الوقت الذي تسمح فيه بتأسيس عشرات الأحزاب السياسية على أسس إيديولوجية عربية إسلامية.

سعادة المفوضية السامية، ورغم ما تم إقراره في الدستور المغربي ليوم 1 يوليو 2011 بعد حراك شباب 20 فبراير، من اعتراف نهائي بالهوية الأمازيغية وبالطابع الرسمي للغة الأمازيغية، فإن السلطات المغربية لا تزال للأسف تمارس سياسة فصل عنصري (أبارتايد) مناهضة للأمازيغ، والتي زادت حدة مع صعود حزب إسلامي إلى السلطة ممثلا في حزب العدالة والتنمية (PJD).

- وتضخ سياسة التمييز المؤسساتي هذه من خلال الوثائق التالية:  
- تضمنت بطاقات التعريف الوطنية الجديدة الخاصة بالمواطنين الأمازيغ، والمكتوبة حصرا باللغتين العربية والفرنسية، حرف «ز» أو «از» Tifinagh التي تعد أول كتابة أجنبية إفريقية، بحيث لا يمكن رؤيتها بالعين المجردة، لكنها تظهر بمجرد إخضاعها لضوء كنف.

- تمنح للمواطنين الذين يعتقدون أن أصولهم من المملكة العربية السعودية ومن



## ملخص تقرير حول ارتسامات المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان السيدة نافي بيلاي الذي تشيد فيه بالخطوات التي قطعتها المغرب في مجال حقوق الإنسان\*

\* مشاريع تصوية واستثمارات "ضخمة" أجرت في الأقاليم الجنوبية

أكدت نافي بيلاي المفوضة السامية لحقوق الإنسان يوم الخميس بالرباط، أن المغرب أنجز مشاريع تصوية واستثمارات "ضخمة" على عدة مستويات بأقاليم الجنوب. وقالت بيلاي في ندوة صحافية عقب انتهاء زيارتها الرسمية للمغرب (29-26 ماي) إن "فريقي كان شاهدا على مشاريع تصوية واستثمارات ضخمة أنجزتها الدولة في المجال الاقتصادي والاجتماعي والثقافي في الأقاليم الجنوبية. ونهت المفوضة السامية لحقوق الإنسان من جهة أخرى الدور المشجع الذي لعبته اللجان الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، معبرة عن ارتياحها للدعوات التي وجهت لخبراء الأمم المتحدة المستقلين في حقوق الإنسان

وغير سؤالها عن الوضع في مخيمات تندوف، ذكرت بيلاي بأن المفوضية السامية لحقوق الإنسان سبق لها إيفاد فريق تقني من مستوى عالٍ والذي قام بتبليغ المفوضية السامية بملاحظاته حول وضع حقوق الإنسان.

المغرب شهد انشغالاً ضخماً ووضع معايير رفيعة بظلال تواجده وسنوره

أكدت السيدة نافي بيلاي المفوضة السامية لحقوق الإنسان يوم الخميس بالرباط أن "المغرب شهد انشغالاً مهماً ووضع معايير رفيعة بفضل قوانينه ودستوره" الذي ينص على سمو المعاهدات الدولية. وسجلت السيدة بيلاي في ندوة صحافية عقدها في نهاية زيارتها للمغرب أنه منذ آخر زيارة قام بها مفوض سامي لحقوق الإنسان قبل 13 عاماً "حققت المغرب تقدماً واضحاً في اتجاه النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بشكل أفضل"، وهو التقدم الذي كانت انطلاقته مع إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة سنة 2004 للتحقيق في انتهاكات حقوق الإنسان في الماضي.

كما عبرت السيدة بيلاي عن ارتياحها لتعزيز عدد من المؤسسات الوطنية المستقلة وخصوصاً المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومؤسسة الوسيط وإحداث المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان التي وصفها بـ "بتطور يستحق التقدير" ووجود مجتمع مدني "نشيط". غير أن السيدة بيلاي سجلت في المقابل أن عدداً من الإصلاحات الرئيسية، بما في ذلك الترسانة القانونية التي ستتمكن من تجسيد الحقوق التي نص عليها الدستور "تبقى معلقة سواء داخل الجهاز التنفيذي أو السلطة التشريعية". وأضافت في هذا السياق أنه "ما زال يتعين أن تخرج العديد من أنواع الحماية التي وعد بها الدستور إلى حيز الوجود".

وفي ما يتعلق بتبني المغرب سياسة جديدة للهجرة وإطلاق عملية واسعة لتسوية أوضاع مهاجرين يقيمون بطريقة غير شرعية بالملكية، حرصت السيدة بيلاي على الإشادة بـ "الإصلاحات التي تم القيام بها في مجال استقبال المهاجرين"، مشيرة إلى أنها توهت علانية بهذه المبادرة الملكية خلال زيارتها لعدد من العواصم الأوروبية. كما رحبت بتفاعل المغرب مع توصيات الاستعراض الدوري الشامل لمجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة حيث "قبلت المملكة 140 توصية من أصل 148 توصية وهو ما يمثل نقلة جديداً" بما في بلدان المنطقة.

وبخصوص الحق في الظاهر، قالت السيدة بيلاي إنها "سرت عندما علمت بأن المظاهرات السلمية يمكن أن تنطلق في المغرب"، مضيفة أنها اقترحت خلال محادثاتها مع السلطات المغربية تنظيم دورات تكوينية لفائدة عناصر القوات العمومية من أجل "تحسينهم بشكل أفضل بشأن القيام بمهمتهم الأساسية وهي حماية المواطنين".

وفي معرض تناولها لقضية التعذيب، أكدت المفوضة السامية لحقوق الإنسان أن المسؤولين المغربية الذين التقطتهم أكدوا لها أن "التعذيب لا يمثل سياسة دولة وأن هناك حاجة لبعض الوقت حتى يتم القضاء على العادات السيئة. وقد تم في هذا الصدد اقتراح إجراءات من قبيل المراقبة بالكاميرات في مفاوضات الأمن وتكوين العناصر الأمنية".

وقالت السيدة بيلاي إنها "لمست إرادة سياسية على أعلى مستوى لمواصلة الجهود الرامية لإرساء قواعد صلبة وصارمة لحقوق الإنسان من أجل المجتمع المغربي" وهي الإرادة التي تم التعبير عنها بوضوح، تصيف المسؤولة الأممية، خلال الاستقبال الذي خصها به صاحب الجلالة الملك محمد السادس وخلال المباحثات التي أجرتها مع العديد من المسؤولين المغربية خلال زيارة العمل التي قامت بها للمملكة.

فخلال الاستقبال الملكي تقول نافي بيلاي "تكون لدى انطباع راسخ بأن العاهل المغربي عازم بقوة على إنجاز الإصلاحات التي تم إطلاقها".

وشددت المسؤولة الأممية في هذا السياق على ضرورة تكريس ثقافة احترام حقوق الإنسان في كل مؤسسات الدولة (...) وخصوصاً لدى القوات العمومية المكلفة بتطبيق القانون ومستخدmi السجن وموظفي الإدارات على المستوى الوطني والجهوي والمحلي.

\* السيدة نافي بيلاي: النموذج التنموي الجديد للأقاليم الجنوبية "يرسي أسس انفتاح حقيقي"

أكدت المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، السيدة نافي بيلاي، يوم الأربعاء بالرباط، أن النموذج التنموي الجديد في الأقاليم الجنوبية الذي أعده المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي "يرسي أسس انفتاح حقيقي". وأكدت السيدة بيلاي، في تصريح للصحافة عقب مباحثات أجرتها مع رئيس المجلس السيد نزار بركة، أن هذا النموذج يرمي أيضاً إلى "إشراك الساكنة المحلية في مسلسل التنمية". وهنأت المسؤولة الأممية المجلس لإعداده لهذا النموذج التنموي الجديد، وقالت إنه كانت هناك استشارة واسعة وشفافية كبيرة، مشيرة إلى أن المفوضية "ستواصل دراسة هذا النموذج".

من جهة، قال السيد بركة، في تصريح مماثل، إن هذا اللقاء شكل فرصة لتقديم النموذج الجديد لتنمية الأقاليم الجنوبية الذي تم وضعه وفقاً لمقاربة تشاركية تنطلق من ضرورة تحسين ظروف عيش الساكنة المحلية والنهوض بالحكامة الجيدة وتنمية هذه الأقاليم في إطار الجهوية المتقدمة. وأضاف أنه تم التركيز خلال هذا اللقاء على الامكانيات التي يوفرها هذا النموذج التنموي الجديد في ما يتعلق بالجيل الجديد من حقوق الإنسان التي جاء بها دستور 2011 والذي يسمح بولوج عادل للمواطنين، خاصة الشباب والنساء إلى هذه الحقوق.

\* الأمم المتحدة تشيد بالتقدم الملموس للمغرب في مجال حقوق الإنسان

أشادت المفوضة السامية لحقوق الإنسان السيدة نافي بيلاي، يوم الأربعاء بالرباط، بـ "التقدم الملموس الذي أحرزته المغرب في مجال حقوق الإنسان". وقالت المسؤولة الأممية، في كلمة لها خلال لقاء نظم بمقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مع ممثلين عن المجتمع المدني وثقائين وبرلمانيين وسياسيين وسفراء معتمدين بالمغرب، إن "المغرب حقق تقدماً ملموساً في مجال حقوق الإنسان". وأكدت السيدة بيلاي أن المملكة وضعت آليات مؤسساتية "قوية" في مجال حقوق الإنسان، ولاسيما المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وحققت حصيلة "جيدة" في ما يتعلق بالتعاون

مع الآليات الدولية لحقوق الإنسان، مضيفة أن الرباط تعد "شريكة تقليدياً للمفوضية السامية لحقوق الإنسان، و"صلة وصل بين المغرب وإفريقيا والبلدان العربية". وسجلت أن المغرب قطع "شوطاً مهماً للتخلص من إرث الماضي"، مشيرة إلى أن هيئة الإنصاف والمصالحة التي أجدت من أجل الكشف عن حقيقة ماضي انتهاكات حقوق الإنسان، وجبر ضرر الضحايا وأسرهم وتقديم توصيات لتفادي تكرار هذه الانتهاكات، شكلت سابقة بهذه المنطقة. ونوهت في هذا الصدد بالراحل إدريس بزكري حيث قالت "إننا نفتقده اليوم".

كما أشادت المسؤولة الأممية بالدينامية التي يشهدها المجتمع المدني المغربي، مؤكدة إعجابها بمهنية وانخراط وتنوع ممثليه.

السيدة نافي بيلاي: تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي حول الحقوق الإنسانية بالأقاليم الجنوبية "يؤسس لانفتاح حقيقي"

أكدت المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، السيدة نافي بيلاي، يوم الأربعاء بالرباط، أن تقرير المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي حول فعالية الحقوق الإنسانية الأساسية؟ الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية في الأقاليم الجنوبية "يؤسس لانفتاح حقيقي". وقالت بيلاي، في تصريح للصحافة عقب مباحثات أجرتها مع رئيس المجلس السيد نزار بركة، إنها "في انتظار الاطلاع على التقرير النهائي (المجلس) الذي يؤسس لقطعة مع سياسات الماضي (...)", مضيفة أن هذه المبادرة "تؤسس لانفتاح حقيقي ونرجح الساكنة المحلية في عملية التنمية". ورحبت "بالنموذج (التنموي) الجديد (في الأقاليم الجنوبية) الذي أعده المجلس بعد استشارات واسعة وفي شفافية كبيرة"، مشيرة إلى أن المفوضية "ستواصل دراسة هذا النموذج".

\* السيدة نافي بيلاي تشيد بصدارات جلالة الملك من أجل حقوق الإنسان

أشادت المفوضة السامية لحقوق الإنسان السيدة نافي بيلاي، يوم الثلاثاء، بالمبادرات التي أطلقها صاحب الجلالة الملك محمد السادس من أجل الدفاع عن حقوق الإنسان. وأكدت المفوضة السامية لحقوق الإنسان، في تصريح للصحافة في أعقاب استقبالها من طرف صاحب الجلالة الملك محمد السادس بالقصر الملكي بالدار البيضاء، أن جلالة الملك "أطلق العديد من المبادرات من بينها إحداث المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان المكلفة بالإشراف على جميع القطاعات الحكومية وتنفيذ الرؤية الملكية الخاصة بحماية حقوق الإنسان بالمغرب".

وقالت إنه خلال هذا الاستقبال "أكد في جلالة الملك أنه سيجعل منخرطاً في الدفاع عن حقوق الإنسان وحمايتها في مجموع التراب المغربي". وأضافت لقد "تخرفت" بالاستقبال الملكي، مرزقة أنه "يكتسي أهمية بالغة بالنظر إلى أن الأمر يتعلق بأول زيارة للمفوض السامي للأمم المتحدة لحقوق الإنسان إلى المغرب" خلال السنوات القليلة الأخيرة.

وذكرت السيدة بيلاي بأن "زيارتي كانت مسبوقة بجلوة قام بها فريق تقني للمفوضية السامية لحقوق الإنسان في الصحراء"، مشيرة إلى أن "هذه الخطوة مكنتني من التوفر على فكرة أكثر وضوحاً بهذا الخصوص، ويسرني أن أسجل بأنه تم توفير جميع التسهيلات وأنتي تمكنت من اللقاء بالجميع بما في ذلك منظمات المجتمع المدني". كما حرصت السيدة بيلاي على الإشادة بالاعتماد التربوية على حقوق الإنسان والديمقراطية بالمناهج التعليمية، مؤكدة أن هذه "الإرادة الحسنة" كانت الدافع وراء زيارتها للمغرب، \* أنجاز وكالة المغرب للأبناء.

## تقرير وضعية الأمازيغ واللغة الأمازيغية في الجزائر

بعض الولايات الناطقة بالأمازيغية. الجانب الأتار والمحافظه عليها: تعرض عدة مواقع و آثار تاريخية مصنفة ضمن الإرث الحضاري العالمي من طرف اليونسكو في غردياة إلى تخريب من طرف أشخاص معروفين لدى السلطات الأمنية، لم يتم متابعتهم قضائياً. هـ لم يتم ترميم المواقع المخربة من مصليات، أبراج، مقامات من طرف السلطات المحلية ولا المركزية. هـ عدم توفير الحماية الكافية للعلماء التاريخيين وخاصة في المواقع المصنفة عالمياً. استنزاف البوعاء العقاري: هـ الاستلاء على مساحات شاسعة من الأراضي الخاصة بالأمازيغ من طرف السلطة وتشجيع الأشخاص بالنزوح إليها من مختلف الولايات ومنحهم امتيازات من عمل و غرض عنهم الطرف في بناء سكنات فوضوية على أراضي أمازيغية. الفاتمة: ان الإنسان الأمازيغي منهضاً في موطنه بمختلف الأساليب من السلطة الجزائرية القمعية العنصرية

\* الرئيس المتدب للمجتمع العالمي الأمازيغي بالجزائر سكوتي خضير

الماضي إلى هجوم من طرف إرهابيين حيث سقط عدة ضحايا في صفوف الأزواديين. استنقر الشعب الشاوي من طرف مدير إدارة الحملة الانتخابية للرئيس بوتفليقة في كلمات أقل ما يقال عنها اهانة للأمازيغ. منع أما زيغ القبائل من السير في شوارع تيزي وزو بمناسبة إحياء ذكرى الربيع الأمازيغي في الأرض التي قدمت الكثير من التضحيات للوطن الجزائر وللقصبة الأمازيغية و هذا التصرف جاء مباشرة بعد اعتلاء بوتفليقة سدة الحكم للمرة الرابعة. وقد أصيب الكثير من الشباب و المناضلين بالرصاص المطاطي واستعمال المفرط للغازات المسيلة للدموع

الجانب التربوي و الحضاري: الجانب التربوي هـ يتعرض تلاميذ و الطلبة الأمازيغ إلى المضايقات نفسية و جسدية في المؤسسات التربوية من طرف الأستاذة و الإدارة مما نتج عنه عرقيهم عن تعلم اللغة الأمازيغية و خاصة في المناطق و الولايات ذات الأقلية الناطقة بالأمازيغية و كذا عدم توفر الكتاب المدرسية كميات كافية مثل المقررات الأخرى. الجانب الإعلامي: اندماج المنشورات المكتوبة بالأمازيغية و بحروف تيفيناغ. نسمة البرامج الأمازيغية لا تتعدى 50 بائنة من برامج الإذاعات المحلية في

من خلال ما عايشه المواطن الأمازيغي خلال السداسي الثاني من سنة 2013 و بداية السداسي الأول من سنة 2014 من قمع ممنهج و تعدي طال الأزواج و الممتلكات و خرق صارخ لجميع القوانين و المعاهدات الدولية في مجال حقوق الإنسان من طرف النظام الجزائري الذي استعمل جهاز الأمن و العدالة لتنفيذ مخطط جد دقيق للتضييق و القمع على الشعب الأمازيغي باستهدافه كل مقوماته من أرض و لغة و هوية و يتجلى هذا في عدم ترسيم اللغة الأمازيغية في الدستور المعدل ناهيك عن المصروفات القمعية و العنصرية التي يعايشها الفرد الأمازيغي في موطنه. الوضع العام: مند ما يزيد عن ثمانية أشهر و الشعب الأمازيغي في منطقة مزاب بغيرادية يواجه هجمات متتالية من طرف إرهابيين مدعمن و محميين من طرف السلطة و النتيجة إلى الآن: تسعة ضحايا و مئات العائلات المهجرة و المتاجر المحروقة و المخربة بعد تعرضها للسرقة على مرأى أعين رجال الأمن ناهيك عن المستثمارات الفلاحية التي طالها النهب و التخريب و الحرق و لم يسلم الحيوانات من أبقار و ماشية و غيرها من التكتيل بها. تعرض الشعب الأزوادي في منطقة برج باجي المختار شهر أوت



## التجمع العالمي الأمازيغي

# يسلم المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان ملفات عن التمييز العنصري ضد الأمازيغ

ن م

تجددت القضية طك العنصري  
 تم تحريك ملف حقوق الإنسان في  
 منظمة التجمع العالمي الأمازيغي  
 بالثلاث والسبع وخمسة ترانس في  
 العالمي ثلاث الملفات (1) قضية تومبو  
 الأربعة، 28 ماي 2014 مع المفوضة التي  
 السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان،  
 السبعة وثماني يولي، بالرباط.

كما تمت الإحارة إلى اعتراف العالمي  
 رافد سلم التجمع العالمي الأمازيغي  
 السبعة ثلثي يولي عددا من الملفات  
 لهم التمييز العنصري ضد الأمازيغ  
 في المغرب والمغرب السياسي  
 الأمازيغ بسبب تولا في حكمتي،  
 وإنارة أمازيغ الرب بـتجارت من قبل  
 بينظمات مدعومة من نظام الجزائر.  
 وحقوقنا وطلبنا واسعة.

مضمون المعتدلين السياسيين فيما يتعلق بالتمييز العنصري ضد  
 الأمازيغ

سلمت أمية ابن الشيخ ورشيد سلم التجمع العالمي الأمازيغي  
 تواجها مثلا شاملا باسم التجمع للمفوضة السامية للأمم المتحدة  
 العالمي الأمازيغي عن الاعتدلين لحقوق الإنسان مثلا يتضمن مجموعة  
 السياسيين للحركة الثاقبة الأمازيغية من الوثائق عن التمييز العنصري ضد  
 بسبب تولا في حكمتي، وفي حين  
 مع المفوضة السامية للأمم المتحدة  
 لحقوق الإنسان لتمر التجمه العالمي  
 الأمازيغي إلى التمييز والعنصرية  
 التي تلت به مختلف مؤسسات الطائفي الوطنية حيث يتم الإحارة



إزاسيها

مضمون إبادة أمازيغ انزاي  
 استنسى التجمع العالمي الأمازيغي  
 تواجها بالمفوضة السامية وسلمها معا  
 عن أمازيغ الزايب يتضمن وثائق وإنارة  
 على الإفادة التي يتوفر منها من  
 قبل بينظمات مدعومة من قبل النظام  
 الجزائر في طوال أشهر والتي أسفرت  
 عن عدة قتل ووفات العرشي إلى  
 جانب تخريب مئات المحلات والمنازل  
 وتدمير العشرات من العائلات

كما اشكر التجمع العالمي الأمازيغي  
 من تزويد نسبة الأمازيغ في إحصاء  
 سنة 2004 من طرف أحمد الطمحي  
 رئيس المفوضية السامية للتخطيط إذ  
 ترم نسبة الأمازيغ بالقرب واعتبر أنهم  
 يشكلن أقل من ثلاثة بالمائة واللاخطر  
 ان نفس الشخص سيخرب على إحصاء  
 آخر سيجري في السنة المقبلة  
 هذا وأشار التجمع العالمي الأمازيغي  
 كذلك إلى القيود الخمسة لحركة  
 عشرين فبراير بالصيغة يوم 20  
 آخرين من بينهم كمن أريد  
 وسعد الدين المصناني وزير الخارجية  
 المغربية السابق الذي عمل من أجل  
 تغيير اسم المغرب العربي العنصري  
 وبأدى يشمل البرطي تقدم بخدم  
 الوجود الأمازيغي  
 كما أشار التجمع العالمي الأمازيغي  
 إلى تهديد الأثر الأمازيغ بالمغرب  
 وإعمالها وتعرضها للتمييز والقمع  
 وهو ما تضمن الملف الذي سلمه  
 السيد تالي بيلاي لالة علي



# "بيلاي" تتسلم ملقا حول العنصرية ضد الأمازيغ

## التجمع العالمي الأمازيغي يتهم الحكومة بإقصاء الأمازيغ من المناصب العليا

واشكتي التجمع العالمي الأمازيغي تقريماً نسبة الأمازيغ في إحصاء سنة 2004 الذي اشرفت عليه المندوبية السامية للتخطيط إذ اعتبرت نتائج الإحصاء أن أمازيغ المغرب لا يشكلون سوى نسبة أقل من ثلاثين بالمائة.

وكانت أمينة ابن الشيخ، رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي بالمغرب، ورشيد الراخا، الرئيس الدولي لهذه المنظمة عقدا لقاء الأربعة الماضي مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، السيدة نافي بيلاي، في الرباط وسلم التجمع العالمي الأمازيغي لنافي بيلاي عددا من الملفات تهم التمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب والمعتقلين السياسيين الأمازيغ بسجن لولال في مكناس، وإبادة أمازيغ المزاب بالجزائر من قبل ما سماه ميليشيات مدعومة من قبل نظام الجزائر.

جمال بورفيسي

المعتقلين السياسيين الأمازيغ عالقا، وسلعت أمينة ابن الشيخ، رئيسة التجمع ورشيد الراخا ملقا باسم التجمع العالمي الأمازيغي عن المعتقلين السياسيين للحركة الثقافية الأمازيغية بسجن لولال في مكناس وانتقد التجمع العالمي الأمازيغي إقصاء الأمازيغ من المناصب العليا في الدولة، والعمل بمعيار النسب في عدد منها، إلى جانب إقصاء أمازيغ آخرين من منصبهم، مثل حسن أوريد، الناطق السابق باسم القصر الملكي وسعد الدين العثماني، وزير الخارجية المغربية السابق الذي عمل من أجل تغيير اسم المغرب العربي العنصري، ونادى بشمال إفريقيا متعدد يحترم الوجود الأمازيغي.

كما أشار التجمع العالمي الأمازيغي إلى تهجين أثار الأمازيغ بالمغرب وإهمالها، وتعرضها للتمييز والتدمير.

وتحدث التجمع عن صمت الدوائر الرسمية عن ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ، الذي تم تجاهله طيلة سبع سنوات، على عكس ملفات المعتقلين من الحركة السلفية أو ملفات المعتقلين الصحراويين أو معتقلي البسار، وهي الملفات التي وجد الكثير منها طريقها نحو التسوية.



انتقد التجمع العالمي الأمازيغي ما سماه التمييز العنصري الممارس ضد أمازيغ المغرب، كما اتهم الشرفيين على تدبير الشأن العام بإقصاء الأمازيغ من تولى مسؤوليات في المناصب العليا.

ونقل التجمع انتعاشه بشأن الحقوق الثقافية والسياسية للأمازيغ إلى نافي بيلاي، المفوضة الأممية لحقوق الإنسان، خلال لقاء جمع الطرفين بالرباط الأربعاء الماضي، مشيرين بالخصوص إلى التمييز العنصري الممارس ضد العنصر الأمازيغي، ومن ضمنها استعراش العمل ببطائق الشرفاء من قبل الدولة ما يمثل تمييزا بين المواطنين حسب نسبهم، إلى جانب التمييز في البطائق الوطنية، إذ تتم الإشارة إلى الأمازيغيين بشكل ضمني في البطائق الوطنية بوسم حرف أزا في مكان خفي على عكس بطائق المغاربة المعتبرين عربيين.

العدد 119  
الجمعة 30 ماي 2014

المسار الأمازيغي

12

العسار

## ملفات التمييز العنصري أمام المفوضية الأممية لحقوق الإنسان

# التجمع العالمي الأمازيغي يطرح إقصاء أوريد والعثماني من المناصب السامية



أراضيا وبخصوص إبادة أمازيغ المزاب في الجزائر، عرض التجمع العالمي الأمازيغي في لقائه بالمفوضة السامية لحقوق الإنسان لدى الأمم المتحدة وسلمها ملقا عن أمازيغ المزاب، بضمن وثائق وأدلة على الإبادة التي تعرضوا لها من قبل ميليشيات مساندة من قبل النظام الجزائري طيلة أشهر، والتي أسفرت عن عدة قتل ومئات الصرحى إلى جانب تخريب مئات المحلات والمنازل وتهجير العشرات من العائلات.

للمسؤولية الدولية على أنه إلى حدود الآن لم تجر الدولة المغربية أي تحقيق في مقتلهم على الرغم من تشكيل مختلف المنتديات في الرواية الرسمية للحادثة. وفيما يتفق بالشراخ أراضي القبائل الأمازيغية، تحاول رشيد الراخا وأمينة بن الشيخ في معرض حديثهما قضية الحوار الوطني حول أراضي الجموع الذي أطلقته وزارة الداخلية، ومواخذاً التجمع العالمي الأمازيغي عنه، والآثار السلبية العكسية التي من شأنها شياخ حقوق القبائل الأمازيغية في

مختلف مؤسسات الدولة المغربية ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ المفكر حيث تم تجاهله طيلة سبع سنوات، على عكس ملفات المعتقلين من الحركة السلفية أو ملفات المعتقلين الصحراويين أو معتقلي البسار، وهي الملفات التي وجد الكثير منها طريقها نحو التسوية فيما بقي ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ مهتما ومجاهلا رغم كل الجهود المبذولة من قبل التجمع العالمي الأمازيغي.

كما اشكر التجمع العالمي الأمازيغي في لقائه مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان إلى تهجين أثار الأمازيغ بالمغرب وإهمالها، وتعرضها للتمييز والتدمير وهو ما تضمن الملف الذي سلمه للسيدة نافي بيلاي أدلة عليه.

ووجه نشاط أمازيغ على مكتب المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان بالرباط ملفات حول تجاوزات حقوقية تحصل منها وهما ضد المواطنين الأمازيغ في شمال أفريقيا. وفي هذا السياق، سلعت أمينة ابن الشيخ رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي (AMA) بالمغرب والسيد رشيد الراخا الرئيس الدولي لنادي المنظمة صباح يوم الأربعاء 28 ماي 2014 لسيدة نافي بيلاي، بصفتها رئيسة المنظمة الأممية لحقوق الإنسان في المغرب تهم التمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب والمعتقلين السياسيين الأمازيغ بسجن لولال في مكناس، وإبادة أمازيغ المزاب بالجزائر من قبل ميليشيات مدعومة من نظام الجزائر.

وتخصص المعتقلين السياسيين الأمازيغ، قدمت أمينة ابن الشيخ والسيد رشيد الراخا ملقا لشماعة باسم التجمع العالمي الأمازيغي عن المعتقلين السياسيين للحركة الثقافية الأمازيغية بسجن لولال في مكناس، وفي حديث مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان أشار الناشطان الأمازيغيان إلى التمييز والعنصرية الذي قامت به

### الرباط/ المسار الصحفي

لعدم أحمد الشرفي.



## أمازيغ يشتكون الدولة المغربية للمفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان

فاس  
لحسن والتيعام

«تصعيد» جديد لفعاليات من رموز الحركة الأمازيغية في المغرب، تجسد في لقاء عقده ناشطون كبار عن التجمع العالمي الأمازيغي بالمغرب مع المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، نافي بيلاي، في الرباط أول أمس الأربعاء. وقالت مصادر حضرت اللقاء الذي شاركت فيه كل من أمينة بن الشيخ ورشيد راخا إن المفوضة السامية لحقوق الإنسان في الأمم المتحدة تسلمت ملفات عن «التمييز العنصري ضد الأمازيغ» في المغرب، وذلك إلى جانب ملفات عن الطلبة المعتقلين في سجن تولال، وما يسميه نشطاء الحركة الأمازيغية بـ«إبادة أمازيغ منطقة المزاب» بالجزائر. وكان من اللافت أن يدافع نشطاء الحركة الأمازيغية أمام هذه المسؤولية الأممية عن الناطق الرسمي السابق باسم القصر الملكي، والوالي الأسبق لجهة مكناس، حسن أوريد، والذي يمر في الأونة الأخيرة بما يسميه البعض بـ«عبور صحراء»، وذلك إلى جانب دفاعهم عن القيادي في حزب العدالة والتنمية سعد الدين العثماني، والذي فقد منصبه الوزاري كوزير للخارجية في الصيغة الثانية لحكومة بنكيران، بعدما عمل على تغيير اسم المغرب العربي ونادى بشمال إفريقيا.

ويسعرف كل من أوريد والعثماني، بمقاربات إيديولوجية مختلفة، باهتمامهما بقضية الأمازيغية ودفاعهما عن «شرعية» وجودها في الحياة العامة في مختلف مناحي الحياة في المغرب. وتطرق النشطاء الأمازيغ، في حضرة المفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، إلى «التمييز» الذي قوبل به ملف الطلبة المعتقلين في سجن مكناس على إثر مواجهات عنيفة عاشتها الجامعة منذ سنوات بين فصيل النهج الديمقراطي القاعدي وطلبة الحركة الثقافية الأمازيغية، ما أسفر عن مقتل طالب محسوب على النهج الديمقراطي القاعدي.

وانتقد كل من رشيد راخا وأمينة بن الشيخ ما اسمياه «حظر» الحزب الديمقراطي الأمازيغي الذي كان المحامي أحمد الدغوني قد أسسه رفقة فعاليات أخرى، لكن وزارة الداخلية أحالت ملفه على القضاء، وحكم هذا الأخير بحل هذا الحزب، بمرور أنه يتنافى والقانون المنظم للأحزاب السياسية في المغرب.



# أمازيغ يانتقون بيلاي ويتهمون الدولة بالتمييز العنصري

محمد الفارزي

الضراويين أو معتقلي اليسار، وهي الملفات التي وجد كثير منها طريقها نحو التسوية، فيما بقي ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ مهينسا ومنداملا رغم كل الجهود المبذولة من قبل نشطاء حقوقيين.

كما سلعت المنظمة ذاتها للمفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان «ملفا يتضمن مجموعة من الوثائق عن التمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب، ومن ضمنها استمرار العمل بطائفة الشرفاء من قبل الدولة، بشير التجمع العالمي الأمازيغي، الذي يسدد على أن ذلك يمثل تمييزا بين المواطنين حسب نسيبهم.

وأردف التجمع العالمي الأمازيغي في السياق ذاته، أن التمييز يتمثل بطائفة التعريف الوطني، حيث تجري الإشارة إلى الأمازيغيين بشكل ضمني برسوم حرف «أ» في مكان خفي، على عكس بطائفة المغاربة المعتدلين مغربين.

تفاصيل 2 ص.

سلم التجمع العالمي الأمازيغي للمفوضة السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان في الأمم المتحدة نافي بيلاي عددا من الملفات التي قالوا إنها «تهم التمييز العنصري ضد الأمازيغ في المغرب والمعتقلين السياسيين الأمازيغ في سجن تولال في مكناس، وإياداة أمازيغ المزاب في الجزائر من قبل ميليشيات مدعومة من النظام الجزائري».

وقد أشار التجمع العالمي الأمازيغي، وهو منظمة غير حكومية يوجد مقرها في المغرب وتضم أعضاء من أمازيغ شمال إفريقيا والعالم، في لقاء جمعه يوم الأربعاء الماضي ببيلاي في العاصمة المغربية الرباط، إلى التمييز والعنصرية التي قابلت به مختلف مؤسسات الدولة المغربية ملف المعتقلين السياسيين الأمازيغ الذين يقعون بسجن تولال في مكناس، حيث جرى تجاهله لسبع سنوات، على عكس ملفات المعتقلين من الحركة السلفية أو ملفات المعتقلين

## الجديدة.. اعتقال «نصاب» باسم القصر والداخلية

عبد الحق لشهب

مقابل عدم إبقائه على خلفية المشاركة في النصب والاحتفال، وهو ما استجاب له الوسيط وانخرط في عملية استرجاع النصاب، مساء أول أمس الخميس، إلى مقر الدائرة الأمنية الرابعة، حيث جرى إيقافها ووضعها تحت تدابير الحراسة النظرية باسم من النيابة العامة.

وقد علمت «صحيفة الناس»، أن مجموعة من الضحايا بدأت تتقاطر على مقر الدائرة الأمنية، بعد أن تنأهى إلى علمها إيقاف المتهم بالنصب، وقد اعترف واحد من الضحايا بتسليمه مبلغا ماليا عبارة عن تسعين (24 ألف درهم) فعما أكد شخصان آخران تسليمه مبلغ 20 ألف درهم كدفعة أولى، على أن يتم تسليم الباقي بعد الحصول على الامتياز «كريمة».

تمكنت عناصر الدائرة الأمنية الرابعة في أمن الجديدة من إيقاف منهم بالنصب والاحتفال، يتحدر من مدينة الجديدة، يدعى أن لديه علاقات واسعة وسط القصر الملكي وفي وزارة الداخلية، تمكنه من الحصول على رخص وكريما، بطريقة سهلة ويقدم «خدمات»، مقابل مبالغ مالية، حيث يسهل الحصول على «كريمة» مقابل مبلغ مالي يصل إلى 24 مليون سنتيم.

وجاءت عملية الإيقاف بعدما جرى نصب كمين للمتهم، حيث تم استرجاعه بالاستعانة بوسيط كان يستدرج الزائعين في الحصول على «كريمة»، حيث جرى الاتفاق معه على الإيقاع بالنصب

خارج الحدود



صحيفة الناس  
العدد 108



AMM

# أمازيغ المغرب ياجؤون إلى كيري للضغط على حكومة بنكيران

■ أخبار اليوم ■

(الامية)

وكشفت الرسالة أيضا عن وجود ما وصفته بـ «الحيث» الذي يطل الإنتاج السينمائي والإعلام الأمازيغي؛ فالأفلام الأمازيغية -وفق نفس المتحدث- لا تحصل على الدعم الكافي من الجهات المانحة، الشيء نفسه يطل الكتاب الأمازيغي والجمعيات الأمازيغية التي تمنع حتى من عقد أنشطتها. كما حثت الرسالة وزير خارجية أقوى دولة في العالم على إثارة ملف «المعتقلين السياسيين بالسجون المغربية»، خاصة «معتقلي الحركة الأمازيغية».

وطالبت الرسالة من كيري إثارة هذه النقاط خلال لقائه مع المسؤولين المغربية، خاصة فيما يتعلق بما سمته بـ «التعنيف الذي تعرضت له مجموعة من المناطق الأمازيغية بالمغرب على يد قوات الأمن المغربية بمناطق، مثل: بني بوعياش، وتارجيست، وتغغير وإمزورن...، وغيرها من المناطق التي شهدت عدة احتجاجات».

الرسالة تأتي بالتزامن مع رسالة أخرى وجهها أمازيغ غرداية بالجنوب الجزائري إلى كيري أثناء تواجده بالجارة الشرقية، من أجل التدخل لفائدتهم، والضغط على الحكومة الجزائرية التي يتهمونها بـ «التورط في الجرائم» ضد أمازيغ المزاب، المعتنقين للمذهب الأباضي.

قال التجمع العالمي الأمازيغي إن الحكومة المغربية تراجعت عن التزاماتها السابقة المتضمنة بالدستور، وطالب التجمع الذي يضم العديد من الجمعيات الأمازيغية المغربية، في رسالة وجهها إلى جون كيري، وزير خارجية الولايات المتحدة الأمريكية بالضغط على الحكومة المغربية لتمكين الأمازيغ من حقوقهم كاملة. وكشف أنه بعد مرور سنتين وتسعة أشهر عن تشكيل حكومة بنكيران لم تصدر هذه الحكومة القوانين التنظيمية والمراسم الخاصة بتفعيل الطابع الرسمي للغة الأمازيغية كما أقرها دستور 2011.

باستثناء بعض الإجراءات المتعلقة بالأسماء الأمازيغية، فإن «التمييز» على حد تعبير رخصا، لازال مستمرا ضد الأمازيغية والأمازيغ بالمغرب، وكشف في هذا السياق ضمن الرسالة ذاتها، التي توصلت «أخبار اليوم» بنسخة منها، أن ما سمته الرسالة «الخطر» لازال يطل استعمال الأمازيغية في المؤسسات التابعة للدولة والبرلمان، و«لازالت غائبة على العملات التي تم صكها مؤخرا، بالإضافة إلى التعقيدات التي توضع في طريق تعليم الأمازيغية؛ سواء خلال مرحلة التعليم الابتدائي أو بالنسبة لتعليم فئة الكبار (محو





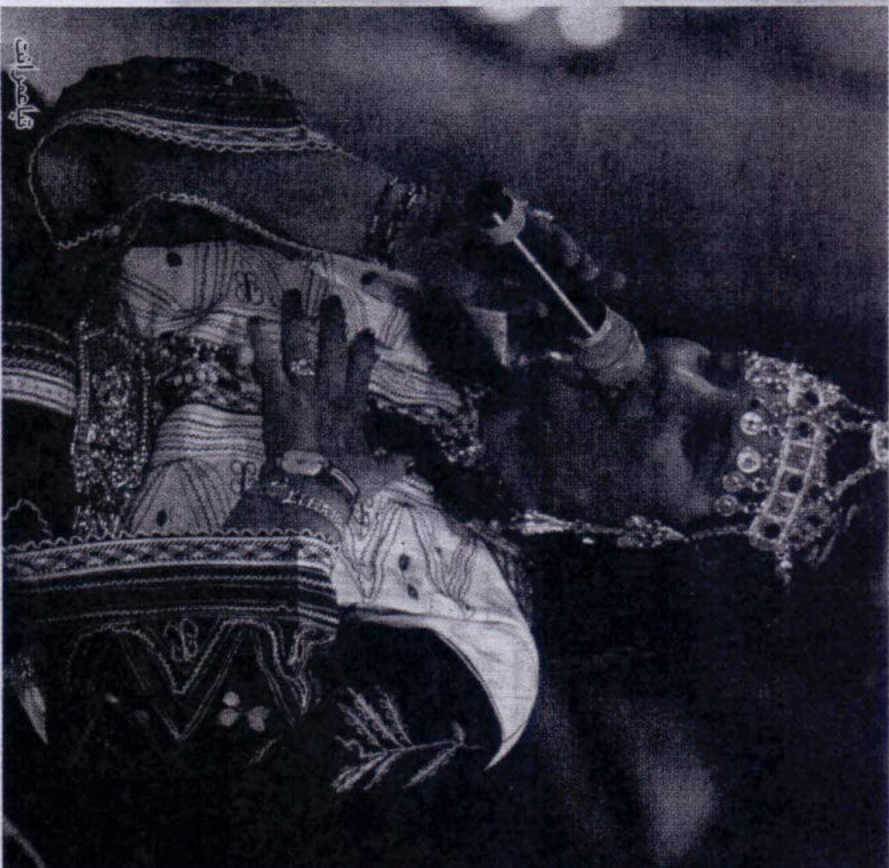
التامك يفتح أبواب السجن لشطاء بارزين في الحركة الأمازيغية

## تباصر أنت تخلق حالة استنفار في سجن تولا ل بهكناس

الحركة الأمازيغية بربطها بالاعتبارات الإيديولوجية.

وأشارت المصادر إلى أن أمينة بن الشيخ، رئيسة التجمع الدولي الأمازيغي بالمغرب، كانت قدمت طلبا إلى المدوينة العامة لإدارة السجن، في شهر أبريل الماضي، لزيارة طالبين معتقلين في سجن مكناس (حميد أوغوش ومصطفى أسايا). وربطت المصادر بين قرار الترخيص للزيارة وبين التحويلات الأخيرة التي شهدتها إدارة السجن، ومن أبرزها تولى محمد صالح التامك، منصب المخدوب العام للإدارة خلفا لحفيظ بنهاشم واعتماد سياسة سجون ذات أبواب مفتوحة للمساهمة في إعادة أوضاع المعتقلين، طبقا لما ينص عليه قانون الزيارات.

ويورد نشطاء الحركة الأمازيغية بالجامعة، حسب بلاغ أشاد بهه الزيارة، بأن ملف الطالبين المعتقلين لم يحظ باهتمام كبير من لدن الجمعيات والفعاليات الأمازيغية، في وقت تؤكد الطالبان المعتقلان على أن ملف القضية يتضمن وثائق ومعلومات تؤكد براءتهما من التهم الموجهة إليهما. ووصفت لجنة دعم معتقلي الحركة الأمازيغية بالجامعة الزيارة بـ«المبادرة الإنسانية غير المسبوقة»، في ظرفية تتزامن مع الأثرى السابعة لاعتقالهما.



فاسمراحت

فاس - لحن والنبيام

خلقت الفنانة الأمازيغية فاطمة تباصرانت، المشيرة للجدل بسبب تدخلاتها بالأمازيغية تحت قبة البرلمان، حالة استنفار في إدارة سجن تولا بمدية مكناس، منتصف الأسبوع الماضي. وقالت المصادر إن البرلمانية التجمعية زارت معتقلين سبق أن أدبوا بالسجن لمدة 10 سنوات، فغيبا منها 7 سنوات، على خلفية مواجهات دامية بين الطلبة القاعديين وطاقم الحركة الأمازيغية، مما أدى إلى وفاة طالب محسوب على فصيل النهج الديمقراطي القاعدي بجامعة مكناس. وشارك الفنانة تباصرانت في هذه التجمع العالمي الأمازيغي بالمغرب، ورشيد راخا، الرئيس الدولي للهيئة ذاتها. واستمرت الزيارة لما يقرب من 3 ساعات، قبلت فيها صفحات ملف الطلبة المعتقلين، وحكت المصادر أن البرلمانية البيرة للجدل قررت المساهمة في التعريف بقضية الطالبين، فيما قرر كل من رشيد راخا وأمينة بن الشيخ إعطاء بعد دولي لقضية الاعتقال، في وقت وجهت فيه انتقادات لجمعيات وهيئات حقوقية محلية لم تبين الملف، لاعتبارات لا يتردد نشطاء



يقضيان عقوبة 10 سنوات بسجن تولال

# الحركة الأمازيغية تطالب بإعادة فتح ملف المعتقلين الأمازيغيين



وقفة احتجاجية أمام وزارة العدل للمطالبة بالإفراج عن المعتقلين الأمازيغيين

## ماذا تعرف عن المعتقلين الأمازيغيين؟

● الاسم: حميد اعطوش  
- تاريخ الإزدياد: 1 ماي 1978  
- مكان الإزدياد: أملاكو الراشدية  
- رقم الاعتقال: 35174  
- تاريخ الاعتقال: 22 ماي 2007  
- التهمة: تكوين عصابة إجرامية والقتل العمد مع سبق الإصرار والترصد

- المدة: 10 سنوات سجنا نافذا  
- مكان الاعتقال: سجن تولال 1 بمكناس

● الاسم: مصطفى أوساي  
- تاريخ الإزدياد: 1 ماي 1983  
- مكان الإزدياد: الراشدية  
- رقم الاعتقال: 35173  
- تاريخ الاعتقال: 22 ماي 2007  
- التهمة: تكوين عصابة إجرامية والقتل العمد مع سبق الإصرار والترصد  
- الحكم: 10 سنوات سجنا نافذة  
- مكان الاعتقال: سجن تولال 1 بمكناس



مصطفى أوساي



حميد اعطوش

عبد الرحمان الحسناوي بتاريخ 13 ماي 2007 بالراشدية. وهو نفس السيناريو الذي تكرر بمكناس، حيث تم التريص بالطالب محمد ساسوي، ووجهت له ضربات غادرة ليستشهد على يد هذه العصابات (حسب بيان النهج الديمقراطي القاعدي الصادر آنذاك). أمر تنفيبه بنسبة معظم التنظيمات الأمازيغية التي تعتبر اعتقال حميد اعطوش ومصطفى أوساي اعتقالا سياسيا بالدرجة الأولى، باعتبارهما ناشطين في الحركة الثقافية الأمازيغية. وهو ما يفرض، حسب هؤلاء، إعادة فتح الملف من جديد وضمان محاكمة عادلة من أجل معرفة الحقيقة والإطلاع على جميع حثيات هذا الملف، وإن كانوا لا ينفون تحول الجامعة المغربية إلى فضاء لممارسة العنف من طرف بعض التيارات بدل تحولها إلى فضاء للحوار والتفاهت الديمقراطي والحضاري لكن أصحاب هذا الرأي يشددون على أهمية اعتبارهم معتقلين سياسيين أمازيغيين. مؤكدين أن وصفهم بالأمازيغيين لا يمكن اعتباره تصنيفا عرقيا بل لكون اعتقالهم جاء كنتيجة لدفاعهم عن الهوية والثقافة الأمازيغية.

بعض الفاعلين في الحركة الثقافية الأمازيغية لم يترددوا في اتهام الجمعيات الحقوقية بنجزيء ملف الاعتقال السياسي من خلال رفضها تبني ملف المعتقلين الأمازيغيين. كما اتهموا وزير العدل الحالي بممارسة سياسة التسوية والمحاولة في تعاطيه مع هذا الملف وتركيزه منذ توليه حقيبة وزارة العدل على ملف المعتقلين السلفيين. كما اتهموا المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالتقصير، إذ لم يتجاوز حدود التوسط لدى مندوبية السجون من أجل تمكين الطلبة المعتقلين من الكتب واللقفة الأسبوعية من طرف زملائهم الطلبة.

إعداد: هشام ناصر

وجه التجمع العالمي الأمازيغي رسالة إلى وزير العدل مصطفى الرميد تهم طلبة الحركة الثقافية الأمازيغية الذين تم اعتقالهم في إطار المواجهات التي شهدتها جامعة المولى اسماعيل بكل من مكناس والراشدية بين تيار النهج الديمقراطي القاعدي (انصار البرنامج المرحلي) وانصار الحركة الثقافية الأمازيغية. والتي أدت إلى مقتل الطالب ساسوي محمد الطاهر بكلية الحقوق بمكناس والطالب عبد الرحمان الحسناوي بكلية الراشدية، واللذين ينتميان إلى تيار النهج الديمقراطي القاعدي.

رسالة التجمع العالمي الأمازيغي خلصت إلى وجود نوع من الضبابية والمحاولة في تعاطي كل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان ووزارة العدل فيما يتعلق بملف المعتقلين الأمازيغيين. والحقيقة أنه لا يمكن تناول ملف المعتقلين الأمازيغيين بمعزل عن الأحداث والمواجهات بين تيار النهج الديمقراطي القاعدي (انصار البرنامج المرحلي) وطلبة الحركة الثقافية الأمازيغية، والتي كانت الجامعة المغربية مسرحا لها، وخصوصا بمكناس والراشدية في السنوات الأخيرة في إطار الصراع من أجل الهيمنة وبسط النفوذ داخل الجامعة المغربية. هذا الصراع يتطور أحيانا من صراع أفكار إلى عنف مسلح، فعلى إثر أحداث سنة 2007 التي عرفتها جامعة المولى اسماعيل بكل من مكناس والراشدية، لم يتردد تيار النهج الديمقراطي القاعدي في اتهام العصابات الفاشية، بالوقوف وراء مقتل الطالب



# أمازيغيون يهددون الحليهي بالاجوع إلى الأمم المتحدة

## شكروا في قانونية الإحصاء العام في ظل شغور منصب مدير الإحصاء بالندوبية

يخص اللغة الأم للمغاربة خطيرا وخلفا للفتنة ومرفوضا وممنوعا إطلاقا.

ويتعود أصل الخلاف بين منظمات أمازيغية والندوبية السامية للتخطيط إلى مضمون أسئلة في استمارة الإحصاء، تتعلق باللغات المتداولة في المغرب، ورأت هذه المنظمات طريقة صياغتها مخالفة للمعايير الدولية وحسما مسبقا للمعطيات وتوجها أضافيا، في حين ردت الندوبية السامية على ملاحظات الأمازيغيين، بأنهم يدافعون عن طرح قد يحرف مرابي الإحصاء ويسقطه في الإثنية والبحث في الأصول العرقية للمغاربة. يشار إلى أن الشبكة الأمازيغية للمغاربة، يشار إلى أن الشبكة الأمازيغية للتخطيط، ب استعمال الأمازيغية بشكل عرضاني في كل عمليات الإحصاء شفاهاة وكتابة مع التركيز على تكوين الوراثة البشرية في التواصل بالأمازيغية مع الحصريين، ودعت إلى أوراخ الأمازيغية في خاتمة اللغات المكتوبة في الاستمارة لإحصاء القادرين والقدرات على التواصل الكتابي والشفوي مع اللغة، ثم إحصاء عدد الناطقين بهذه اللغات باللغات الشفاهية بدقة أكبر من لغة شفوية.

— محمد خني



(الرشيف)

الندوب السامي للتخطيط المشرف على الإحصاء العام للسكان الذي سيجري بالغرب في شهر شتنبر المقبل، أن، هاجم حسب البيان، ب وحدة وعنصرية الحركة الأمازيغية، معتبرا ما تطالب به فيما

ياحث يجمع معطيات خلال الإحصاء، الأخر

الأمم المتحدة وصندوق النقد الدولي، وتأتي هذه التطورات، حسب البيان، بعد اطلاع المنظمة الأمازيغية على ما وصفته ب التصريحات الخطيرة والغريبة التي أدلى بها أحمد الحليهي،

بل سيواصل حتى بعد إجراء الإحصاء خطواته التخريبية، وذلك بتدويل القضية وفضح عنصرية المتدويلية وإحصاء شتنبر ضد الأمازيغ والأمازيغية لدى مختلف المنظمات الدولية، وحض بالذكر

على الرغم من أن أحمد الحليهي، المنسوب السامي للتخطيط رد على استياء منظمات أمازيغية من طبيعة الأسئلة التي ستطرح على المغاربة في الإحصاء العام للسكان بتوضيحات أبعد عنه بها تهمة العنصرية، إلا أن التجمع العالي الأمازيغي، وهو منظمة دولية، لم يقتنع بشروحات الندوبية السامية للتخطيط فهدد عبر بيان لرئيسه المغربي رشيد الرضا، بتدويل الخلاف حول استمارة الإحصاء واللجوء إلى الأمم المتحدة.

وأكد البيان، الذي شككت عبره منظمة التجمع العالي الأمازيغي في قانونية الإحصاء العام للسكان والسكنى لسنة 2014 بسبب ما أسمته "شغور منصب مدير مديرية الإحصاء"، مندأزيد من ثمانية عشر شهرا، في حين أن مرسوم التعيين في المناصب السامية لا يسمح بشغور منصب معادل الأزيد من ثلاثة أشهر، (أكد) تسيث التجمع بموقفه الداعي إلى مقاطعة الإحصاء العام المقبل، ولوح بتدويل القضية باللجوء إلى المنتظم الدولي.

وفي هذا الصدد ورد في الوثيقة المذكورة أن التجمع لا يعتبر الدعوة لمقاطعة الإحصاء العام للسكان في حال عدم الاستجابة لمطالبه... نهاية الطريق،



# جمعيات تهدد بمقاطعة الإحصاء بسبب سؤال حول الأمازيغية



أحمد لحليمي

■ الرباط يونس مسكين ■

في خرجة مثيرة لجمعيات ناشطة في المجالين الحقوقي والأمازيغي، أصدر كل من التجمع العالمي الأمازيغي بالمغرب ومرصد حماية المال العام وتقييم التنمية، بيانات تهاجم الطريقة التي تم بها إعداد استمارة الإحصاء العام للسكان والسكنى المرتقب إجراءه شهر شتنبر المقبل، وتتهم المندوب السامي للتخطيط بالسعي إلى «تزوير» نتائجها على غرار ما «فعله» في 2004، وهو «التزوير» الذي تقول هذه الجمعيات إنها يتمثل في عدم الإقرار بكون الأمازيغ يشكلون غالبية سكان المغرب، ودعت بناء على ذلك إلى مقاطعة الإحصاء في حال عدم الاستجابة لمطالبها.

النقطة التي يستند إليها مهاجمو الاستمارة التي يتحمل أجوبة المغاربة عن أسئلة الباحثين المعتمدين لإجراء الإحصاء، تتمثل في سؤال جديد خصصته المندوبية لمعرفة عدد المغاربة الذين يقرؤون ويكتبون حرف تيفيناغ. سؤال تخشى بعض الجمعيات الناشطة في مجال الأمازيغية أن يؤدي إلى تصوير هذه الفئة كإقلية ضعيفة جدا، نظرا إلى الانتشار الضعيف لتعلم الحرف المعتمد رسميا لكتابة الأمازيغية. بيان صادر عن المكتب التنفيذي لمرصد حماية المال العام وتقييم التنمية، عبر عن استهجانه للطريقة «التي طرح بها السؤال عن الناطقين بالأمازيغية في الإحصاء الحالي والذي سيقود إلى نفس النتائج المنحرفة التي أفضى إليها إحصاء 2004، والتي تتجاهل مصطلح «اللغة الأم» المعمول به في كل دول العالم».

عبارات ردّ عليها

مؤسف أن يكون مستوى معرفتنا بالأشياء بهذه البساطة والفحش ومحاولة فرض النفس والبحث عن موقع بإثارة الزوابع في الفناجين».

الجمعيات الغاضبة وجهت دعوة إلى كل الجمعيات والتنظيمات الحقوقية «إلى موازنة الإمازيغ في قضيتهم مع المندوبية السامية للتخطيط، انتصارا للحق والقانون، ودفاعا عن مستقبل البلاد الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والأمني ومصادقة المغرب في المحافل الدولية»، يقول بيان مرصد حماية المال العام وتقييم التنمية. فيما شدد الحليمي أن خلفية هذه التحركات «الخوف من كشف الإحصاء عن أن عدد من يتقنون تيفيناغ قليل، بينما إذا كان هذا هو الواقع يجب القبول به والعمل على تداركه عوض التغطية عليه، واجبي أن أعرف عدد الذين يتحدثون الأمازيغية في المغرب ونسبة الذين يكتبونها تيفيناغ والذين يتحدثونها، لكنهم يكتبونها بالحروف العربية أو الفرنسية».

تهم العملية الإحصائية، «لأن المغربي مغربي وكفى، وما يهمنا وسنسال عنه هو اللغات التي يضبطها أو يكتبها أو يتحدثها، وإذا كان البعض يخشى من اعتبار كل من لا يكتب تيفيناغ أميا في الأمازيغية، فإن من لا يكتبون العربية أيضا يعتبرون أميين في العربية والشئ نفسه بالنسبة إلى الفرنسية».

بيان التجمع العالمي الأمازيغي، قال إن هناك مخططات تستهدف المس بالأمازيغية والأمازيغ، «ابتداء بتجميد تفعيل ترسيم الأمازيغية، وانتهاء بتزوير الإحصاء، واستعماله كوسيلة لممارسة العنصرية ضد الأمازيغية والأمازيغ».

اتهام قال المندوب السامي للإحصاء إنه خطير «ويمس 73 شخصا مهمتهم وهدفهم هو تنوير المجتمع ولا يعقل أن تكون وظيفتهم هي التزوير».

وأضاف الحليمي أن ما يهم الإحصاء هو «معرفة مستوى معرفة المغاربة باللغات وبس»، أما التخوف من معرفة الواقع فأمر فضيع، تركونا نعرف الواقع وبعد ذلك حددوا موقفكم... أمر



# التوجه العالمي الأمازيغي يواصل حملته ضد الإحصاء

يمكن إلا أن يكون كذلك لأنه لم يصل إليهم عبر المدرسة والتعليم الأنثامي، القادة الوحيدة التي شرت العربية والفريسية بحرفيها في المغرب منذ الاستقلال.

وقال إن إحصاء السؤال عن تقييناغ في استمارة الإحصاء في ظل الوضع المتردية، سيؤدي إلى نوع من التضميل للمغاربة وللراي العام الوطني والولي، لأنه كمن يطالب 50 في المائة من المغاربة الفارقين في الأمية بمعرفة الكتابة بالعربية الفصحى أو بالفريسية.

وأكد المرصد أن ما عبر عنه الحلبي هو إعلان عن نتائج الإحصاء قبل إجرائه، وهو ما يدل على أن استطلاع نسبة المغاربة الذين يكتبون بالحرف الأمازيغي أمر غير ذي جدوى ما دامت النتيجة معروفة، لكن أسبابها هي التي يجتثس عنها بشكل غير بري، فالجميع يعرف أن هذا الحرف لم تدرسه نسبة ضئيلة من أطفال الابتدائي، بينما سيمتال عنه في الإحصاء الساعون كل الأعمار، والذين لم يتلقوا أي تعليم به من قبل.

موقف رسمي بشأن حملة مقاطعة الإحصاء التي يخترط فيها التجمع العالي الأمازيغي، احتجاجا ضد ما يسميه التجمع تزوير حقائق العدد الحقيقي لأمازيغ المغرب ولعدد الناطقين بالأمازيغية.

وكان المرصد الأمازيغي للحقوق والحريات، الذي يرأسه أحمد عميد، انتقد الطريقة التي أدرجت بها المندوبية السامية للتخطيط اللغة الأمازيغية في استمارة الإحصاء المرتقب في فاتح شتنبر المقبل، والتي تميزت بذكر اللغة الأمازيغية ضمن اللغات المعيارية المكتوبة، مع تمييزها بذكر حروفها ووضعها بين قوسين، دون بقية اللغات الأخرى.

وأضاف المرصد أن القلة قليلة من تلاميذ التعليم الابتدائي الذين درسوا اللغة الأمازيغية في بعض المدارس التي أدرجت فيها، لم يستطعوا متابعة تعلمهم لهذه اللغة بسبب عدم تجاوزها للسنوات الأولى من الابتدائي، إذ لم تصل إلى الإعدادي ولا الثانوي.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

والتقده راجحا، كذلك صيغة سؤال الأمازيغ حول معرفتهم بتقييناغ، وهو أمر ترفضه الجمعيات النشيطة في مجال الدفاع عن الأمازيغية التي تعتبر السؤال يحمل انتصارا ضمنا للعربية والتقليل من عدد العازفين بتقييناغ، لأن المدرسة المغربية لم تقم بإدراجها في تدريس وتعليم أبناء المغرب حرف تقييناغ، عدا أنه كان من الضروري طرح السؤال على كل المغاربة وليس على الناطقين بتقييناغ، لأن الأمازيغية شأن كل المغاربة بمغزوق المستور.

وأكد المرصد أن ما عبر عنه الحلبي هو إعلان عن نتائج الإحصاء قبل إجرائه، وهو ما يدل على أن استطلاع نسبة المغاربة الذين يكتبون بالحرف الأمازيغي أمر غير ذي جدوى ما دامت النتيجة معروفة، لكن أسبابها هي التي يجتثس عنها بشكل غير بري، فالجميع يعرف أن هذا الحرف لم تدرسه نسبة ضئيلة من أطفال الابتدائي، بينما سيمتال عنه في الإحصاء الساعون كل الأعمار، والذين لم يتلقوا أي تعليم به من قبل.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

والتقده راجحا، كذلك صيغة سؤال الأمازيغ حول معرفتهم بتقييناغ، وهو أمر ترفضه الجمعيات النشيطة في مجال الدفاع عن الأمازيغية التي تعتبر السؤال يحمل انتصارا ضمنا للعربية والتقليل من عدد العازفين بتقييناغ، لأن المدرسة المغربية لم تقم بإدراجها في تدريس وتعليم أبناء المغرب حرف تقييناغ، عدا أنه كان من الضروري طرح السؤال على كل المغاربة وليس على الناطقين بتقييناغ، لأن الأمازيغية شأن كل المغاربة بمغزوق المستور.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

وخلص إلى أن هذا يعني أن حرف تقييناغ الذي يتوي الدولة إحصاء عدد المغاربة الذين يتقنون الكتابة به، والذي قال عنه الحلبي إنه غير معروف لديهم، لا أن الحملة التي جاءت ردة فعل ضد تزوير حقيقة الأمازيغ بالمغرب، وضد السعي إلى جعلهم أقلية في بلاد يعتبرون سكانه الأصليين، تلقى استجابة واسعة في الريف والأطلس وسوس، وأنها أقيمت عددا من الجمعيات بالانخراط في قرار المقاطعة.

جمال بورقسي  
2014/8/28 Thu

جمال بورقسي  
2014/8/28 Thu

جمال بورقسي  
2014/8/28 Thu

جمال بورقسي  
2014/8/28 Thu



## التجمع الأمازيغي يطالب بـ«إقالة» لحليمي ويتهمه بالسعي إلى «تزوير» الإحصاء

الرباط  
المهدي السجاري

مصادقية النتائج التي سيتم الإعلان عنها،  
وأفاد النشاط الأمازيغي أن التجمع قام بحملة ميدانية شملت كل التراب الوطني، تضمنت لقاءات مع المواطنين والإطارات الأمازيغية، بالإضافة إلى توزيع منشورات تدعو المواطنين والمواطنين إلى مقاطعة الإحصاء العام للسكان والسكنى 2014. هذه التحركات الميدانية استنفرت السلطات التي باشرت التحقيق في مصدر منشورات تم توزيعها في بعض المدن.  
وكان المندوب السامي للتخطيط بعث مذكرة مستعجلة تتضمن تعليمات بإلغاء السؤال المتعلق بمدى التمكن من الكتابة بحرف «تيفيناغ»، فيما أكد منظمو الندوة الصحفية أن السؤال لم يحذف من استمارات أسئلة الإحصاء، بل تم فقط إعطاء التعليمات بعدم طرحه.

واتهم التجمع المندوب السامي للتخطيط بـ«التمييز بين المغاربة في طرح السؤال حول معرفة كتابة وقراءة الأمازيغية، الذي يطرح على الناطقين بالأمازيغية دون غيرهم، وخرق قرار رسمي حول كون حرف تيفيناغ هو حرف كتابة الأمازيغية، إذ قامت المندوبية السامية بكتابة الأمازيغية بحروف عربية في إعلانات الحملة». الاتهامات لم تقف عند هذا الحد، بل تم اتهام لحليمي بـ«تزوير إحصاء سنة 2004، وجعل نسبة المتكلمين بالأمازيغية 28 في المائة فقط، أي أقل من الفرنكفونيين».  
وقال التنظيم الجمعوي الأمازيغي إن «لحليمي هدد المواطنين المقاطعين للإحصاء بالمتابعة القضائية». فيما يتحدث النشاط عن كون حملة المقاطعة «نجحت»، حيث سجل رشيد الراخا أن «عدم إجابة 2 في المائة من المغاربة عن أسئلة الإحصاء يعني الضرب في

طالب التجمع العالمي الأمازيغي بـ«إقالة» أحمد لحليمي، المندوب السامي للتخطيط، الذي يتهمه بنشاط أمازيغي بسعيه إلى «تزوير» نتائج عملية الإحصاء العام للسكان والسكنى، حيث أعلن رشيد الراخا، رئيس التجمع، عن «مقاطعة 2 في المائة من المغاربة للإحصاء، وأن الهدف هو الوصول إلى 20 في المائة كنسبة مقاطعة».  
وأعتبر الراخا، في ندوة صحفية نظمت مساء أول أمس في الرباط لتوضيح قرار مقاطعة الإحصاء، أن هذه المقاطعة ستؤدي إلى «الضرب في مصادقية نتائج عملية الإحصاء»، بعدما تم رفض مطالب التجمع بضرورة احترام التوصيات الأومية فيما يتعلق باللغة الأم أثناء الإحصاء.

العدد: 2471 السبت-الأحد 07-06/09/2014  
www.almassae.press.ma

4 المساء

## أمازيغ يقاطعون إحصاءات السكان وينعتون أرقام الحليمي بـ«المتفردة للجديّة»

فاس  
لحسن والنيعام

بالفرنسية في المغرب أكبر من الناطقين بالأمازيغية، وهي معطيات تفتقد، حسب راخا لـ«المصادقية» و«الجديّة».  
وكان الملك محمد السادس قد وجه رسالة إلى رئيس الحكومة، عبد الإله ابن كيران، بخصوص الإحصاء العام السادس للسكان والسكنى المقرر إجراؤه في شهر شتنبر 2014، وقالت الرسالة الملكية إن هذه العملية التي تجري كل 10 سنوات توفر قاعدة معطيات أساسية ومحينة، حول مختلف مستويات التراب الوطني، تتيح التقويم الموضوعي لآداء سياساتنا العمومية في مجال التنمية، كما تشكل أداة ضرورية لإعداد مخططات جديدة في مجال التنمية البشرية، ومواكبة ما يعرفه العالم من تطور متسارع في ميادين الاقتصاد والمعرفة والتكنولوجية والقيم المجتمعية.

المغرب. وأضاف راخا بأن الأرقام التي أصدرتها مندوبية الحليمي تحكمت فيها اعتبارات إيديولوجية، في إشارة منه، إلى الانتماء السياسي للمندوب السامي لهذه المؤسسة، والذي ينتمي إلى حزب الاتحاد الاشتراكي، ويعترف من إيديولوجية القومية العربية.  
وأورد رشيد راخا إلى أن إحصاء السكان الناطقين بالأمازيغية في المغرب كان من المطالب الأساسية للحركة الأمازيغية، وللتجمع العالمي الأمازيغي (والكونغريس العالمي الأمازيغي)، لكن المعطيات التي قدمها إحصاء سنة 2004 تحدثت على أن الناطقين بالأمازيغية في المغرب لا يتجاوز 28 في المائة من النسبة العامة للسكان، وهو رقم يحاول أن يقدم الناطقين بالأمازيغية كـ«أقلية»، يعلق رشيد راخا، في وقت تشير فيه معطيات المندوبية ذاتها على أن الناطقين

بعد حرب الأرقام والمعطيات والتوقعات بين حكومة بنكيران والمندوبية السامية للتخطيط، هدد نشاط في الحركة الأمازيغية بـ«النزول إلى الشارع» للقيام بتعبئة لـ«مقاطعة» إحصاء السكان لسنة 2014، في حال ما تم الإبقاء على المندوب السامي أحمد الحليمي، على رأس المندوبية السامية للتخطيط، وهي من القطاعات الرئيسية التي تتولى الإشراف على هذه العملية.  
وقال رشيد راخا، رئيس التجمع العالمي الأمازيغي، في تصريحات لـ«المساء» إن مندوبية التخطيط قد سبق لها أن قامت بإحصاء لسنة 2004 بنتائج نعتها بـ«الفاقدة للمصادقية والجديّة»، بخصوص عدد السكان الأمازيغ في

العدد: 2321 الخميس 03/13/2014  
www.almassae.press.ma

المساء



# تلاسن وصراع حول إحصاء 2014

## وتنبؤ بفشل العملية

# أمازيغيون يهاجمون والمندوبية السامية للتخطيط تدافع

عزیزا جهلي

الإحصاء العام للسكان والسكنى 2014. وأوضح أنه من المحتمل أن تصل المقاطعة نسبة 20% الشيء الذي يهدد هذا الإحصاء بالفشل، وأن المندوبية السامية للتخطيط لم تطبق ماورد في تقرير الأمم المتحدة المراجع والمنقح من طرف شعبة الإحصاء للأمم المتحدة برسم دورة إحصاء 2009. وأكد الرخا أن تقرير الأمم المتحدة أورد ثلاثة أنواع من البيانات المتعلقة باللغة الأم وهي اللغة التي يتكلمها الفرد في طفولته المبكرة واللغة المستخدمة عادة، وتعرف بأنها اللغة التي يتكلمها الفرد في الراهن أو في أغلب الأحيان. وذكر أن المندوبية السامية للتخطيط خرقت قراراتين رسميين للدولة المغربية بخصوص الأمازيغية من خلال سؤال في الاستمارة حول معرفة كتابة وقراءة الأمازيغية

تنبأ أمازيغيون بفشل الإحصاء العام للسكان والسكنى الذي تجريه المندوبية السامية للتخطيط منذ فاتح شتنبر الجاري إلى غاية العشرين منه. معلنين مقاطعتهم لهذا الإحصاء في ندوة نظمتها جريدة «العالم الأمازيغي» أول أمس الخميس 4 شتنبر 2014 بالرباط. وقال رشيد المرخا رئيس التجمع العالمي الأمازيغي في الندوة ذاتها إن تجمعه نظم حملة على امتداد التراب الوطني بتنسيق مع العديد من الجمعيات الأمازيغية. امتدت طوال شهر غشت الماضي قطعوا فيها حوالي 5000 كلم وجابوا 40 مدينة وأربع جهات كبرى من أجل التعبئة لمقاطعة

لمواكبة سير العملية على المستوى الوطني. وأفاد زرو أن أربعين إطارا على مستوى عال يتابعون عملية الإحصاء لحظة بلحظة ويلاحظون مراحل تقدم وانجاز العملية. وقال إن الوتيرة التي تسير عليها العملية خلال الأربعة أيام الماضية توحي بنجاح الإحصاء العام للسكان والسكنى. وأخبر أن هناك حالات نادرة ينعدم فيها التواصل بين الباحثين والأسر وفي هذه الحالات يتدخل المشرف وغالبا ما يحل المشكل. وأكد أن ليس هنالك أي مقاطعة وأن التنبؤ بنسبة مقاطعة قد تصل إلى 20% هو كلام لا يمت إلى الواقع في شيء. وأن المغاربة يتجاوبون مع 50000 باحث يطرقون أبواب منازلهم كل يوم.

فأولا هناك خرق للفصل الخامس من الدستور المغربي الذي اعتبر الأمازيغية رسمية، وخرق لقرار اعتبره الرخا رسميا حول كون حرف التيقيناع هو حرف كتابة الأمازيغية وأعلن حميد بنصالح المحامي بهيئة الرباط وعضو جمعية «دار النخ» مقاطعة جمعيته للإحصاء مبررا ذلك بأن الداخلية تعدي على أراضي القبائل من خلال اعتماد الظواهر منذ 1915. وأضاف بنصالح أن السلطات المغربية تعتمد هذه الظواهر للإستحواذ على خيرات البلاد ومن أجل نشر الرعب وسط القبائل من خلال اعتداء التوحيش على المزروعات وانتشار الرعي الجائر. وفي هذا الإطار أكد عبد الإله زرو مدير الإحصاء في تصريح لجريدة «العلم» أنه ليس هناك أي مقاطعة للإحصاء من أي نوع كانت موضعا تجند خلية تتبع

السبت والأحد 10 و11 ذو القعدة 1435 الموافق 6 و7 شتنبر 2014

لسان حزب الاستقلال

تأسست في 11 شتنبر سنة 1946



# واخايتهم لحليهم بخرق الدستور طالب في ندوة رفقة زوجته وبضعة أشخاص بمقاطعة الإحصاء

بالفرنسية،وسميه لتزوير إحصاء 2014، وتحاهله للمعايير الأمية في إجراء الإحصاء، بل أنه صرح لوسائل الإعلام برفضه لسؤال اللغة الأم واعتبر طرحه خطيرا. وطلب في ندوة صحفية رفقة زوجته وبضعة أشخاص بمقاطعة الإحصاء العام للسكان والسكنى.

المشاركة في الإحصاء العام للسكان والسكنى 2014. وطلب التجمع العالمي الأمازيغي، أول أمس الخميس بالرباط،خلال ندوة صحافية عقدت بقصر جريدة العالم الأمازيغي،تحت عنوان "الأمازيغ وحيثيات مقاطعة إحصاء 2014"، بإقالة لحليمي لخرقه للمستور الذي ينص على أن كتابة الأمازيغية في بحرف تيفيناغ وعدم احترامه للمعايير الأمية في إجراء الإحصاء.

وتمندوا على مطلب إقالة وحماية الحليمي بسبب ما أسموه عبر بيان لهم تتوفر النهار المغربية على نسخة منه،بترزويره لنسبة الأمازيغ في إحصاء سنة 2004 حيث جعلهم أقل من نسبة المغاربة الذين يتحدثون

## تكبير بن تكريم

اتهم رشيد الرخا برئيس التجمع العالمي الأمازيغي أحمد الحليمي المنسوب الساسي للتخطيط،بخرق المستور بداية من عدم احترام دينياجته إضافة إلى خرق الفصل الخامس منه وأنه لم يحترم قرارات المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية مضيفا أن "الإحصاء لا يعنيها في شيء".

واستنكر الرخا كتابة الأمازيغية بحروف عربية على واجهات للرحات الإشهارية الموضوعية بالمشوارع العامة،والتي اعتمدا لحليمي لدعوة السكان إلى

annahar al maghribia

# الانهار المغربية

www.annahar.ma

annahar 30@gmail.com

يومية مستقلة

طابع النشر: عبد الحكيم بلديح • العدد : 3164 • السبت-الأحد 06-07 سبتمبر 2014 • السنة الواحدة عشرة • رقم الإيصال القانوني 2002/84 • الترخيم : ذورا هم



Amr

# التجمع العالمي الأمازيغي يقاطع الإحصاء ويهاجم الخطيبي

تمازيغت، وتاشلحيت، واعتبرت الجمعية، في دعوة

عمتها دعت فيها الأقبليات اللغوية الأمازيغية، وعلى رأسها، صنهاجة اسراير، شمال المغرب، إلى مقاطعة عملية الإحصاء 2014، أن الإحصاء سينجح قسرا المتحدثين بامازيغية «صنهاجة سرائر» والمتمركزين بتارحجست وكقائمة وجزء من جماعة بني بوفراج في الصميمية تخريفيت، فيما اعتبرت الجمعية تهديدا خطيرا، خصوصا لأمازيغ منطقة صنهاجة سراير في الريف لأن لغتهم المنفوعة عن الأمازيغية مهددة بالاندثار، حسب تقرير لليونيسكو، صدر سنة 2009.

ل4ع  
هاجم التجمع العالمي الأمازيغي خلال ندوة صحافية في الرباط مساء أول أمس الخميس، ما أسماه «مزاعم» الخطيبي، وأعلن عن إصدار جمعيات أمازيغية بياناً مشتركاً يدعو إلى مقاطعة الإحصاء العام للسكان وإرمانا مع مدانته. وكانت جمعية، أمازيغ صنهاجة، قد طابقت، في رسالة وجهتها لأحمد الخطيبي، المنوب السامي للتخطيط، بتدراك ما أسفته الإحصاء للحاصل في استمارة الإحصاء ورفع اللبس عما قالت إنه مغالطة تقسيم اللغة الأمازيغية بالمغرب إلى ثلاث لهجات هي «تريفيت»

2014 07-06 1435 الموافق لـ 07-06 268 السبت 11-10 ذو القعدة

• بومية مغربية مستقلة • مدير النشر: مصطفى الفين • ملكة الصحافة: 21 ص 2013 • العدد: 268 • السبت 11-10 ذو القعدة 1435 الموافق لـ 07-06 2014

# صحيفة الأناضول

الخبر من زاوية أخرى

## التجمع العالمي الأمازيغي يقاطع الإحصاء ويهاجم الخطيبي ويؤكد مقاطعة الإحصاء

البريش، و دائرة بني ورياعل بالقبلي الصميمية و دائرة اكنول بالقبلي تازة، الشبي، الذي يعني معه إقصاء أمازيغ الشرق المغربي (تازة، كرسيف، بركان، تاوريرت، جرداه ووجدة)، وفق رئيس الجمعية شريف أوبراك، والذين يتحدثون الأمازيغية الزياتية (قراية) 400000 ألف (قراية) 40000 (تسمية)، وأمازيغ فكك الذين يتحدثون أمازيغية الورايات (قراية) 40000 (تسمية)، وأمازيغ «صنهاجة اسراير» بالقبلي الصميمية (دائريتي تارحجست و كتامة) الذين يتحدثون الشلكة الصنهاجية (قراية) 200000 (تسمية)، و أمازيغ غلارة بالقبلي الشان الذين يتحدثون الشلكة الغلارية الصمومية (قراية) 15000 (تسمية)

الشرق المغربي (تازة، كرسيف، بركان، تاوريرت، جرداه ووجدة) و أمازيغ فكك إلى مقاطعة الإحصاء، حتى يتم الاعتراف بهم كككون اللغة والثقافة الأمازيغية. ووفق نفس المصدر يطلق المتحدثون بالأمازيغية في المغرب على لهجاتهم الأسماء التالية: تمازيغت و تاشلحيت (أو الشلح)، سواء تعلق الأمر بامازيغ الشمال و الشرق أو المتوسط أو الجنوبي، كما أوضاع المصدر أن تريفيت، مقصورة على قلة معينة في شمال المغرب تتواجد ما بين نهر ملوية شرقا ونهر تانس بالحمسة غربا و البحر الأبيض المتوسط شمالا و حدود دائرة اكنول بتازة جنوبا (أي تشمل إقليمي الناظور و

وتاشلحيت. ودعت الجمعية في دعوة عممتها الأقبليات اللغوية الأمازيغية وعلى رأسها، صنهاجة اسراير، شمال المغرب إلى مقاطعة عملية الإحصاء، 2014، واعتبرت أن الإحصاء سينجح قسرا المتحدثين بامازيغية «صنهاجة اسراير» والمتمركزين بتارحجست وكقائمة وجزء من جماعة بني بوفراج بخصيصا بمنطقة صنهاجة اسراير تهديدا خطيرا خصوصا لأمازيغ منطقة صنهاجة اسراير بالريف، نظرا لكون لغتهم المنفوعة عن الأمازيغية مهددة بالإندثار، حسب تقرير لليونسكو صدر سنة 2009. ودعت الجمعية الأقبليات اللغوية الأمازيغية بشمال وشرق المغرب و يتعلق الأمر بامازيغ غلارة بشفشان و أمازيغ

إيلي الهادي  
هاجم التجمع العالمي الأمازيغي خلال ندوة صحافية بالرباط أول أمس الخميس، ما أسماه «مزاعم» الخطيبي، وأعلن عن إصدار جمعيات أمازيغية بياناً مشتركاً يدعو إلى مقاطعة الإحصاء العام للسكان وإرمانا مع مدانته. وكانت جمعية أمازيغ صنهاجة طابقت في رسالة وجهتها لأحمد الخطيبي المنوب السامي للتخطيط، بتدراك ما أسفته الإحصاء للحاصل في استمارة الإحصاء ورفع اللبس عما قالت إنه مغالطة تقسيم اللغة الأمازيغية بالمغرب إلى ثلاث لهجات هي: تريفيت، تمازيغت



# منظمة أمازيغية دعت إلى الإستمرار في مقاطعة الإحصاء السكاني في المغرب وانتقدت إشراف الحلبي على العملية

الرباط - «القدس العربي»

من عماد استيتو

لا زالت الانتقادات الموجهة من طرف الحركة الأمازيغية إلى عملية الإحصاء السكاني التي يشهدها المغرب هاته الأيام مستمرة، إذ قال الناشط الأمازيغي المغربي الشهير أحمد عصيد في تصريحات صحافية لوسائل إعلام مغربية إن هناك خروقات تشوب عملية الإحصاء في طرح المكلفين بالعلمية لأسئلتهم وذلك في الشق المتعلق بكتابة الأمازيغية، رغم الإعلان رسميا عن حذف السؤال المتعلق بـ «حرف تيفيناغ» من أسئلة استمارة الإحصاء بعد الجدل الحقوقي الكبير الذي أثاره في الأوساط الحقوقية.

وأضاف أن بعض من يطرحون الأسئلة يطرحونها بشكل ملتبس، ويصرون على إيرادها في صيغة معينة بشكل يخل بالمسؤولية الملقاة على عاتقهم، وأرجع الناشط الحقوقي الأمازيغي ذلك إلى غلبة الميول الإيديولوجية على بعض العاملين في الإحصاء، كما استغرب عصيد ضعف استعمال الأمازيغية في الحملة الدعائية للإحصاء السكاني على الرغم من الاعتراف بها كلغة رسمية في التعديلات الدستورية التي شهدتها المغرب قبل ثلاثة سنوات.

وجدد التجمع العالمي الأمازيغي تشبثه بموقفه الداعي إلى مقاطعة عملية الإحصاء السكاني العام، وأوضح التجمع أسباب مقاطعته في ندوة صحافية عقدت في الرباط بحضور ممثلين عن عدد من الجمعيات

الأمازيغية من مختلف المناطق المغربية، وقال إن لجوءه إلى خيار المقاطعة راجع إلى عدم الاستجابة إلى مطالبه فيما يتعلق بضرورة احترام التوصيات الأمامية المتعلقة باللغة الأم أثناء القيام بالإحصاء، مع تجديده المطالبة بإقالة الحلبي المندوب السامي للتخطيط، والذي تتهمه المنظمة الأمازيغية، بالتورط في تزوير إحصاء عام 2004 بجعل نسبة الناطقين بالأمازيغية أقل من الفرنكفونيين. إذ اعتبر رئيس التجمع رشيد رخا أن مجرد إشراف الحلبي على العملية يجعلها فاقدة للمصداقية مضيفا : « ما يطالب به الأمازيغ ينسجم تماما مع تقرير الأمم المتحدة المراجع والمنقح من طرف شعبة الإحصاء للأمم المتحدة برسم دورة إحصاءات 2010.

كما استغرب التجمع «صمت» الأحزاب

والجمعيات والمنظمات الحقوقية المغربية، والمراكز النقابية، وعدم إبداءها أي موقف إزاء خروقات المندوبية السامية للتخطيط والتي سينتج عنها في النهاية تزوير للإحصاء العام للسكان والسكنى وتبذير عشرات الملايين من أموال الشعب المغربي، واستنكر ذات المصدر استعمال المساجد واستغلال الدين لمساندة التزوير، واعتبار الإحصاء واجبا دينيا مقدسا، وتصوير المقاطعين للإحصاء بمثابة كفار يتخلون عن تادية واجب ديني.

وتناقلت مواقع مغربية معلومات لم يتسن التأكد من دقتها تفيد تعرض عدد من المواطنين في جماعة تامازوزت القريبة من مراكش لاعتداءات من طرف رجال السلطة، بسبب رفضهم المشاركة في عملية الإحصاء احتجاجا على تهيش منطقتهم.

# القدس العربي

www.alquds.co.uk

AL-QUDS AL-ARABI

السنة السادسة والعشرون - العدد 7862 الثلاثاء 9 أيلول (سبتمبر) 2014 - 14 ذو القعدة 1435 هـ





رشيد الراخا

## جميعاً من أجل مقاطعة الإحصاء العنصري 2014 رداً على التصريحات والقرارات العنصرية للحلبي

### حول الأمازيغ والإحصاء

الإحصاء العام للسكان والسكنى لسنة 2014، بشكل غير قانوني في ظل فراغ منصب مدير مديرية الإحصاء، الذي بقي شاغراً خارج القانون لأزيد من ثمانية عشرة شهراً، علماً أن مرسوم التعيين في المناصب السامية الذي يتم التداول بشأنه في مجلس الحكومة لا يسمح بشغور منصب مماثل لأزيد من ثلاثة أشهر، ويضاف هذا الخرق إلى جملة الخروقات التي تعرفها المندوبية السامية للتخطيط.

- نؤكد على أن التجمع العالمي الأمازيغي لا يعتبر الدعوة لمقاطعة الإحصاء العام للسكان في حالة عدم الاستجابة لمطالبه وضمنها إقالة أحمد الحلبي نهاية الطريق، بل سيواصل حتى بعد إجراء الإحصاء خطواته النضالية وذلك بتدويل القضية وفضح عنصرية مندوبية الحلبي وإحصاء شنتبر ضد الأمازيغ والأمازيغية لدى مختلف المنظمات الدولية، سواء تعلق الأمر بالأمم المتحدة أو بالهيئات الحقوقية أو بصندوق النقد الدولي والبنك الدولي، وسوف يشمل ذلك الفضح مختلف الاختلالات وسوء التسيير الذي تعرفه المندوبية السامية للتخطيط منذ إشراف أحمد الحلبي عليها سنة 2001.

- نوجه الدعوة لمختلف إدارات الحركة الأمازيغية بالمغرب للتعينة والإتحاط في المعارك الأساسية من أجل الأمازيغية، وفي مقدمتها مؤامرة الإحصاء نظراً لخطورة ما يترتب مستقبلاً عن البيانات التي ستجمع بناء عليه بالنسبة للأمازيغية. وأخيراً ولأن السيد الحلبي سبق له تزوير نسبة الأمازيغ بالمغرب في إحصاء سنة 2004، وصياغة استمارة عنصرية خاصة بمناسبة سنة 2014، إلى جانب هجومه على الأمازيغ عقب احتجاجهم على عنصريته، ونظراً لتأثير أية معطيات مزورة على مستقبل المغرب، بالإضافة لتضييع 100 مليار من أموال الشعب المغربي هباء وبشكل مرتجل، فإننا نؤكد على مقاطعتنا للإحصاء العام للسكان وضرورة إقالة أحمد الحلبي، كما نشدد على عزمنا مواصلة حملتنا ضد تزوير الإحصاء وعنجهية الحلبي حتى بعد الإحصاء.

■ رشيد الراخا رئيس التجمع العالمي الأمازيغي

بالحرفين العربي الأرامي أو اللاتيني، ما يجعلنا نستحضر خطورة البناء مستقبلاً من قبل الدولة المغربية على معطيات يقوم الحلبي باستنتاجها بما يخدم سياسة العنصرية ضد الأمازيغ دون أن يكون مضطراً لسؤال الشعب عنها.

- إلى جانب مخالفة التوصيات الأمامية واستمارة الإحصاء العنصرية التي نزلت الأمازيغية بمنزلة مشبوهة مخالفة تماماً للعربية، فمجرد إشراف أحمد الحلبي على إجراء الإحصاء المقبل هو في حد ذاته إعلان عن افتقار ذات الإحصاء لأي مصداقية، نظراً لكون المعنى زور

قبل عشر سنوات نسبة الأمازيغ بالمغرب إذ كان هو نفسه من أشرف على الإحصاء العام للسكان والسكنى سنة 2004، والذي خلص إلى أن نسبة الأمازيغ بالمغرب هي حوالي ثمانية وعشرين بالمائة أي أقل من نسبة المتكلمين بالفرنسية.

- إن الخروج الإعلامي لأحمد الحلبي ضد الأمازيغ يكشف عن عداة وعنصرية بالغين، كما أن اتهاماته للأمازيغ بالفتنة وغيرها هروب إلى الأمام ومخالفة لتوصيات الأمم المتحدة، وإن كان لا بد من التوضيح للرأي العام المغربي فلا بد من أن نذكر الشعب بكون الحزب الذي استوزر الحلبي بإسمه نهاية التسعينيات قبل أن يترأس المندوبية السامية للتخطيط، هو من راعى وأشعل الفتنة بالمغرب، وحاول الانقلاب على النظام لتحويل المغرب لجمهورية اشتراكية قومية عربية، كما يتحمل حزب الحلبي المسؤولية في مقتل عشرات الآلاف من المغاربة منذ خمسينيات القرن الماضي وغير عقود التسعينيات والثمانينيات، والأمازيغ كانوا هم الضحية في الريف والأطلس وغيرها من مناطق المغرب، وبعد كل هذا التاريخ الملى بتقتيل الأمازيغ واضطهادهم يأتي الحلبي اليوم ليواصل العنصرية ضد الأمازيغ من داخل مؤسسات الدولة التي تواجد فيها بعد توبة حزبه من الفتنة وإزهاق أرواح المواطنين ومحاولات الانقلاب، وفوق هذا يهاجم الأمازيغ ويتهمهم بالأمور والأشياء الخطيرة التي لم تكن مرتبطة يوماً في هذا البلد إلا بدعاة القومية العربية من أمثال أحمد الحلبي.

- أحمد الحلبي سيشراف على

بعد إطلاعنا على التصريحات الخطيرة والعنيفة التي أدلى بها أحمد الحلبي المندوب السامي للتخطيط المشرف على الإحصاء العام للسكان الذي سيجري بالمغرب في شهر شنتبر المقبل مهاجماً بحدّة وعنصرية الحركة الأمازيغية، معتبراً ما تطالب به فيما يخص اللغة الأم للمغاربة خطيراً وخلقاً للفتنة ومرفوضاً وممنوع إطلاقاً، وذلك في أعقاب احتجاج الأمازيغ على الاستمارة العنصرية للإحصاء العام للسكان التي تعاملت بشكل تمييزي مخالف للمعايير الدولية مع الأمازيغية، إضافة إلى رفضهم إشراف أحمد الحلبي على المندوبية السامية للتخطيط بسبب تزويره لنسبة الأمازيغ بالبلاد في الإحصاء الذي أجري قبل عشر سنوات، إلى جانب كل ما واكب إشرافه على مندوبية التخطيط من خروقات واختلالات، نعلن للرأي العام ما يلي:

- عكس مزاعم وإدعاءات أحمد الحلبي الإيديولوجية فما تطالب به نحن الأمازيغ ينسجم تماماً مع تقرير الأمم المتحدة المراجع والمنقح من طرف شعبة الإحصاءات للأمم المتحدة برسم دورة إحصاءات 2010، إذ فيما يخص اللغة أورد ثلاث أنواع من البيانات المتعلقة بها يمكن جمعها في التعداد وتشمل أولاً "اللغة الأم، وتعرف بأنها اللغة التي يتكلمها الفرد في طفولته المبكرة"، وثانياً "اللغة المستخدمة عادة، وتعرف بأنها اللغة التي يتكلمها الفرد في الوقت الراهن، أو في أغلب الأحيان، في منزله، وثالثاً "القدرة على التخاطب بلغة معينة أو أكثر"، وفي سياق جمع البيانات عن اللغة المستخدمة أو عن اللغة الأم، تؤكد الأمم المتحدة على أنه "أهمية بيان كل لغة لها أهمية عديدة في البلاد لا اللغة السائدة فحسب".

- أحمد الحلبي في تصريحاته العنيفة والعنصرية رداً على الأمازيغ تجاوز ما أورده على استمارة الإحصاء المرفوضة من قبلنا رغم دفاعه عنها، إذ صرح بأن هدفه هو معرفة عدد الذين يقرؤون ويكتبون بالأمازيغية ليس فقط بحرف تيفيناغ وإنما كذلك بالحروف العربية واللاتينية وذلك على الرغم من أن استمارة الإحصاء تخلوا تماماً من أي سؤال حول معرفة القراءة والكتابة بالأمازيغية



وصفوا تصريحات الدلمي بـ«الخطيرة والخائفة للمفتق والمرموزة»

## مشورات لقطاع عملية الإحصاء الأممية بهراكش

العام للسكان والسكنى.  
وتشير التحريات إلى أن عناصر

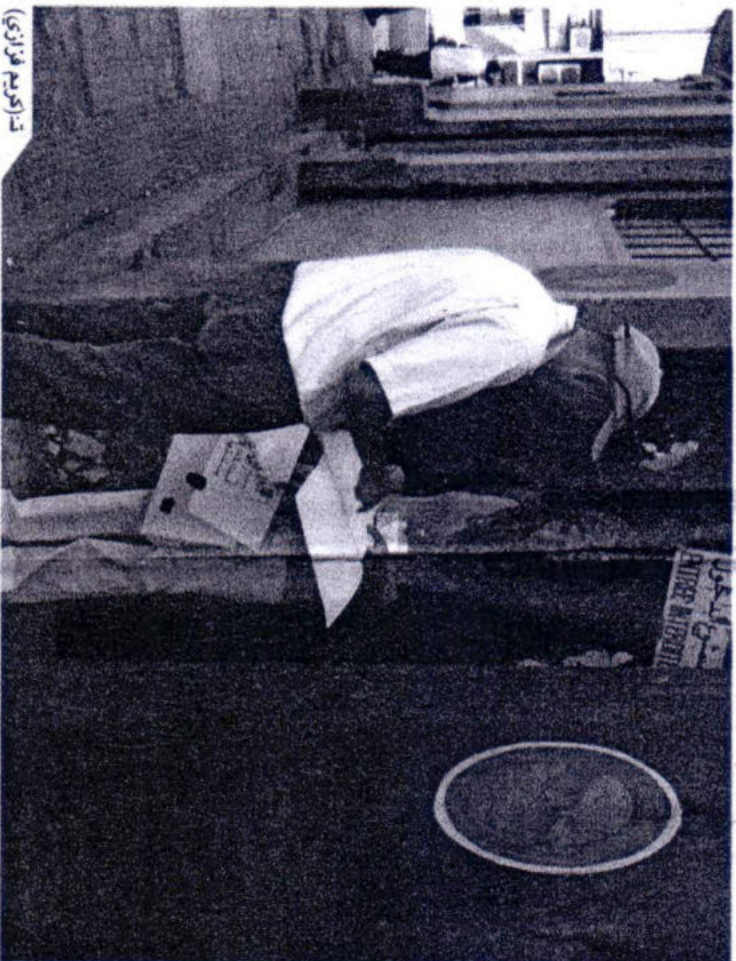
يتعمون للتجمع السكاني الإمازيغي تقفون وراء هذا المشور، الذي وصف فيه تصريحات أحمد الحليمي الدلوب الساسي للتخطيط والمشرق على الإحصاء العام للسكان والسكنى بـ«الخطيرة واللغة الأم، المغاربية» والخالقة للفتنة، والمرفوضة، والممنوعة وإطلاقاً، معتبرين أنه تعامل بشكل إيماني مخالف للمعايير الدولية مع الإمازيغية، قبل أن يعلنوا رفضهم إبشاراف الحليمي على المدونية الساسية للتخطيط.

وأكد المشور أن وثيقة الإحصاء مخالفة للتوصيات الأممية، حيث نُزلت بالإمازيغية بعزلة، مشبوهة مخالفة تماماً للعربية، معتبرين أن إبشاراف الحليمي على إجراء الإحصاء، هو في حد ذاته إعلان عن افتقار الإحصاء ذاته لأي مصداقية، إذ كان هو نفسه من أشرف على الإحصاء العام للسكان والسكنى سنة 2004، والذي خصص إلى أن نسبة الأمازيغ بالغرب هي حوالي ثمانية وعشرين في المائة، أي أقل من نسبة المتكلمين بالفرنسية.

مراكش  
عزيز المعاتري

استفوت مشورات تدعو المواطنين إلى مقاطعة عملية الإحصاء العام للسكان والسكنى الأممية بلدية مراكش. فقد فوجئت المصالح الإممية أول أمس الأربعاء، بمشورات توزع داخل المحطة الطرورية للمسافرين، بمنطقة باب كالة بهراكش، لتخرج بمعلقة وتفتح تحقيقاً حول مصدر صوت المكان وتفتح تحقيقاً حول مصدر هذه المشورات، التي ضمنت توزيع داخل الحافلات للتوجه صوب أكادير وتزنيت وورزازات وراكورة، وغيرها من المدن التي يتحدث سكانها باللهجة الإمازيغية.

ويبدو من خلال الحافلات والمسافرين الذين استهافتهم عملية توزيع المشورات، أن الحملة منظمة من قبل جهات قالت مصادر أنها إمازيغية، الأمر الذي جعل المصالح الامتية تطلق عملية بحث واسعة، لم تستطع عن توقف أو التعرف على مصدر هذه المشورات بالضبط بالرغم من الاستماع إلى أقاداد عدد ممن ضحكت بحورتهم هذه الوثائق الداعية إلى مقاطعة عملية الإحصاء



د.أكرم قرنازي







## أمينة ابن الشيخ تحمل بنكيران مسؤولية العنصرية ضد الأمازيغية وواقعه المرزي

بجهاث غير محددة، تعتبره فصلا خطيرا من مسؤوليتكم وتهاونا في القيام بواجباتكم وفق صلاحياتكم. تجاهل وزارة الداخلية لتفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وحررها تفتيحاً في المؤسسات الخاصة بإشراقها المباشر وتلك التي تقع تحت وصايتها، حتى فيما يتعلق بكتابة أسماء الأزقة والشوارع والإشارات للزورية ولوحات الإرشادات ولأؤسسات الأحياء التي تشرف عليها بسياراتها ومقراتها، باللغة الأمازيغية، وكذا إعادة تسمية المدن والأماكن المختلفة بأسمائها الأمازيغية الأصلية التي وقع تعريبها عمدا.

- تجاهل وزارة النقل لتفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وحررها تفتيحاً في كل ما يدخل تحت وصايتها (المحطات الطرقة، وسائل نقل، الطرق سياراً...).

- تجاهل وزارة الاتصال والهياة العليا للاتصال السمعي البصري لخرق الدستور ودفن التحملات فيما يتعلق بنسب البث بالأمازيغية في الإعلام السمعي البصري، بالإضافة لاستمرار عدد من القنوات والإذاعات والواقع الرسمية في ترويج خطاب ما قبل ترسيم الأمازيغية المرکز على شعارات القومية العربية، كمواسلة استعمال مصطلحات «الوطن العربي» و«الأمة العربية» و«العرب العربي»، تاهلك عن التمييز الذي تقابل به الأعلام والسيما الأمازيغية من قبل المرکز السنيماي المغربي.

- غض النظر عن قبل وزارة التعليم وكرس الإرتجال والتراجع فيما يتعلق بتعريف الأمازيغية، إك جانب إعداد نفس الوزارة لخطط يمتد إك ستة 2030 يرتکز على العريية ولا يأتي على ذكر للأمازيغية إطلاقا بالرغم من كون أوضاع الأمازيغية في التعليم قد انقلقت منذ ستة 2003.

- تجاهل وزارة الخارجية لترسيم الأمازيغية فيما يتعلق بكل سياسيتها التعليمية والإعلامية وغيرها التي تستهدف الحالة المغربية بالخارج، على الرغم من كون تلك الحالة أمازيغية في عمومها، وعالية أبنائها لا يتحدثون العربية بل اللغة الأمازيغية ولغات بلدان العالم التي يستقرون بها.

- مواصلة وزارة الثقافة لسياستها قبل ترسيم اللغة الأمازيغية التي تركز فقط على دعم الأعمال والإنتاجات المكتوبة باللغة العربية، دون أن تبتل جها من أجل تكريس المغرب الجديد الذي يقف لتفتين رسميتين للبلد.

- استمرار اللتوية الوزارية لحقوق الإنسان والمجلس الوطني لحقوق الإنسان في تجاهل الإيادة الثقافية واللغوية التي تعرض وتعرض لها الأمازيغ لحوالي ستة عقود، وتجاهل الواقع الدستوري الجديد الذي نص على ترسيم اللغة الأمازيغية.

- استمرار تجاهل احتجاجات الأمازيغ، بالانغز عامة من أجل حقوقهم، وبالخصوص خاصة التي يعترض بها الأمازيغ السنة الثالثة على التوالي في أطول اعتصام بتاريخ المغرب، إك جانب استمرار سجن معتقلي الحركة الثقافية الأمازيغية بسجن تولال في مكناس.

- استمرار التفرقات العنيفة لقوات الأمن وقمع احتجاجات الأمازيغ بمختلف مناطق المغرب، واعتقال وإهانة العشرات من المحتجين الأمازيغ.

- في الختام سيادة رئيس الحكومة بتبهمك إك أن إرجاء وتأجيل إقرار الحقوق الأمازيغية يعتبر مغامرة خطيرة بمستقبل المغرب وأحيائه القادمة، ما دما تسجل لامبالاة حكومتكم بالحراك الأمازيغي وتبهمكم إك إك درجة أنه في الوقت الذي تنتظر فيه الأمازيغ سياسة تمييز إيجابية لتعريفهم وتوضيح عن أزيد من نصف قرن من العنصرية والتهميش، صدموا بعدم تفعيل مكتمليات هشة التي حصلوا عليها بعد فضال وضمحيات مبريرة طوال عقود.

رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي المغرب

أمينة ابن الشيخ

ترامنا مع السنة الأمازيغية الجديدة بعفت رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي المغرب أمينة ابن الشيخ، رسالة لرئيس الحكومة المغربية حملته فيها السوولية الكاملة عن الواقع المرزي للأمازيغية التسم بالعنصرية طيلة ولايته الحكومية.

أمينة ابن الشيخ اعتبرت أن واقع الأمازيغية لم يشهد أي تغيير في عهد بنكيران، بل أكثر من ذلك تواصل التمييز ضد الأمازيغية في ولاية الحكومة الحالية بشكل غير مسنون، وما منع مجرد الحديث بالأمازيغية في البرلمان منذ سنة 2012، والتراجع عن تريس الأمازيغية، وعدم تفعيل رسمية الأمازيغية وحررها تفتيحاً، وتجاهل وعدم إقرار رأس السنة الأمازيغية عيداً وطنياً رسمياً بعبطة مدفوعة الأجر للسنة الثالثة على التوالي من تواجد بنكيران على رأس الحكومة، على الرغم من إقرار يوم ميلاد المسيح والسنة الهجرية عيداً رسمياً، إلا تفضلة في بحر القرارات العنصرية التي اتخذت ضد الأمازيغية بشكل معلن وغير معلن حسب ابن الشيخ.

نص رسالة رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي المغرب لبنكيران:

التجمع العالمي الأمازيغي المغرب

إك السيد رئيس الحكومة المغربية

الموضوع: الواقع المرزي للأمازيغية التسم بالعنصرية طيلة ولاية حكومتكم  
مرت ستة أخرى من وصولكم لرئاسة الحكومة المغربية بعد احتجاجات الشباب المغربي والتعديلات الدستورية التي أعتقها سنة 2011، ولا زال واقع الأمازيغية بالمغرب لم يشهد أي تغيير يستحق الذكر. وأكثر من ذلك تواصل التمييز ضد الأمازيغية في ولايتكم الحكومية بشكل غير مسنون، وما منع مجرد الحديث بالأمازيغية في البرلمان منذ سنة 2012، والتراجع عن تريس الأمازيغية، وعدم تفعيل رسمية الأمازيغية وحررها تفتيحاً، إلا تفضلة في بحر القرارات العنصرية التي اتخذت ضد الأمازيغية بشكل معلن وغير معلن، وذلك على الرغم من ما يلي:

- اللتصميم على الأمازيغية كافة رسمية في دستور المغرب منذ ثلاث سنوات.
- خطب الملك محمد السادس التي دعا فيها إك الإسراع بتفعيل ترسيم اللغة الأمازيغية.
- تعويض مصطلح المغرب «العربي» بالمغرب الكبير في ديباجة الدستور المغربي.
- إنشاء المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية منذ سنة 2001.
- إقرار حرف تفتيحاً حرفاً رسمياً لكتابة الأمازيغية منذ سنة 2003.
- أوضاع الأمازيغية في المنظومة التربوية منذ سنة 2003.

سيادة رئيس الحكومة

تظنا كارتكم السؤول الأول، وفق ما حوله لكم الدستور من صلاحيات، عن الواقع المرزي للأمازيغية الذي يطغى التمييز والعنصرية، وأحدنا يعين الإختيار مسووليةكم هات من مختلف القطاعات الوزارية، فإنا نؤاخذكم وتحملكم كامل السوولية فيما يلي:

- تجاهل وعدم إقرار رأس السنة الأمازيغية عيداً وطنياً رسمياً بعبطة مدفوعة الأجر للسنة الثالثة على التوالي من تواجدكم على رأس الحكومة، على الرغم من إقرار يوم ميلاد المسيح والسنة الهجرية عيداً رسمياً.

- اللتجاهل التام لتفعيل الطابع الرسمي للغة الأمازيغية بإقرار قانونها التنظيمي، إك بعد أن صرحتم أن القانون موضوع الحديث سيجر إك حين الوجود في الولاية التشريعية الحالية الممتدة إك سنة 2016، إلا أنكم عدتم للتصريح نهاية السنة الماضية بكون تفعيل الأمازيغية بيد جهات عليا وسمتم مسوولين عنه لوحدكم، وتتساءل عن ما تقصونه بالجهات العليا لأنا بحثنا في أسماء مؤسسات الدولة كلها ولم نجد ضمنها واحدة تسمى ب«مؤسسة الجهات العليا»، وبالتالي فتناقصكم مع ما سبق وما وعدتم به بالتفرغ



# التجمع العالمي الآمازيغي يدين قمع الآمازيغ بالدار البيضاء

أكدت منظمة التجمع العالمي الآمازيغي المغرب أنها تسجل يوم الأحد 28 دجنبر 2014، كيوم أسود في تاريخ خروقات الدولة المغربية لحقوق الآمازيغ، وأورد بيان صادر

عن التنظيم العالمي الآمازيغي أنه وبعد أن لى نشطاء آمازيغ من داخل وخارج مدينة الدار البيضاء نداء تنسيقية تاوراا بدأت المدينة للاحتجاج من أجل الحقوق الآمازيغية، وتضامنا مع ضحايا الفيضانات الأخيرة بالجنوب والجنوب الشرقي، فوجئوا بالتظاهرون الآمازيغ بإزالة أمني مكثف وتدخل عنيف وشرس لقوات الأمن المغربية، بدأ يضرب تلك القوات لحصار وطوق أمني مشدد على الوقفة الاحتجاجية للآمازيغ التي انطلقت على الساعة الواحدة والنصف، واستمرت إل غاية الثالثة والنصف، وجنبا حاول المحتجون الانطلاق بمظاهراتهم على شكل مسيرة احتجاجية كما سبق لهم وأعلنوا سابقا، لكن قوات الأمن المغربية تدخلت بعنف ضدهم مستعملة أقصى درجات العنف المادي واللفظي ما خلف إصابات جسدية ونفسية لدى عشرات المحتجين الآمازيغ، كما قامت قوات الأمن المغربية باعتقال حوالي

وقع بالدار البيضاء من قمع للآمازيغ وحمل الدولة المغربية بكافة مؤسساتها الدستورية التامة فقه، وسجل أن القمع والعنف تحول سياسة واستراتيجية لدى الدولة المغربية والحقوقية، وثمة وقائع قمع بالأمن القريب وأخرى تدور أحداثها حاليا، ومن ضمنها قمع واستهداف الآمازيغ بكل الوسائل المباشرة وغير المباشرة وجهاهل إقرار حقوقهم لحوالي ستين سنة، وملاحقة الإطارات الحقوقية المغربية كالتجمعية المغربية لحقوق الإنسان ومركز ابن رشد للدراسات وغيرها.

عشرين ناشط آمازيغي وقامت باقتيادهم نحو مخافر الشرطة مكيمة لهم في سيارات الشريطة وأثناء اعتقالهم مختلف أنواع الاعتداء الجسدي واللفظي، قبل أن تطلق سراهم عقب ساعات وبعد التحقق من هوياتهم. بيان التجمع العالمي الآمازيغي أضاف أنه إلى جانب ذلك أقدمت القوات الأمنية المغربية على مصادرة لوجستيك المتظاهرين من أعلام ولافتات وسبارة من نوع « هوندا » تحمل جهاز « الصونو » بل أكثر من ذلك قام البوليس المغربي بالاعتداء على صحافيين من مختلف المنابر الإعلامية سواء جسيما، وانتزاع شرائح هواتفهم وآلات تصويرهم للحيلة دون وصول حقيقة ما أقدمت عليه تلك القوات من خروقات فظيعة لحقوق دستورية منصوص عليها في الميثاق الدولية لحقوق الإنسان والشعوب بحق الآمازيغ. وأدان التنظيم الآمازيغي النظام المغربي في ما

العدد 170 - يناير 2015/2965

الآمازيغي العالمي



# التجمع العالمي الأمازيغي يطلب فتح تحقيق عاجل في تعذيب الأمازيغي مصطفى أوسايا المعتقل السياسي بشكل وحشي

كيان المعتقل وكسر إرادته، والمس بكرامته الذاتية. بالإضافة إلى ذلك تم منع أفراد من عائلة المعتقل من زيارته في سجن تولال 2، على الرغم من اعتيادهم زيارته في سجن تولال 1 وامتلاكهم ترخيصا بذلك، كما تم حرمان المعتقل من الخضوع لكشف طبي من قبل إدارة السجن لكي لا يثبت واقعة تعرضه للتعذيب.

سيادة الوزير،

إن استمرار سجن مصطفى أوسايا إلى جانب حميد أوعشوش بسجن تولال في مكناس، كان موضوع مراسلات عديدة من قبلنا إليكم طيلة سنوات لكنها لم تجد أي تجاوب منكم، وفي الوقت الذي كنا نتطلع فيه إلى ما يمكن أن تحمله السنة الأمازيغية الجديدة من مستجدات لطى ملف معتقلي الحركة الثقافية الأمازيغية وإنصافهم، فوجئنا ونحن نخلد رأس السنة الأمازيغية 2965 بواقعة التعذيب الوحشي للمعتقل السياسي مصطفى أوسايا بسجن تولال 2 في مكناس، مع ما يمثله ذلك من خرق فظيع لحقوق الإنسان ومس مباشر بأدميته وكرامته، وتجاوز واضح للقانون وشطط في استعمال السلطة، وهي أفعال تعتبر جرائم يعاقب عليها نص القانون المغربي.

وإذ ندعوكم للإسراع بفتح تحقيق في واقعة التعذيب الوحشي لمصطفى أوسايا ومحاسبة كافة المسؤولين عنه، فإننا نؤكد بالمقابل على عزمنا مواكبة كل تفاصيل هذه القضية الخطيرة، مع ما يقتضيه ذلك من عدم ترك الجناة يفلتون من جريمتهم بلا عقاب، ونحلمكم فيما يتعلق بذلك كامل المسؤولية.

التجمع العالمي الأمازيغي المغرب

الرئيسة: أمينة ابن الشيخ

ملاحظة: نسخة من هذه المراسلة تم إرسالها للمندوب السامي للسجون.

العالم الأمازيغي 11 يناير 2015

عقب تعرض المعتقل السياسي الأمازيغي مصطفى أوسايا، لتعذيب وحشي، على يد رئيس المعتقل بسجن تولال 2 بمدينة مكناس وحراس السجن الواقعين تحت سلطته، بعث التجمع العالمي الأمازيغي المغرب إلى كل من وزير العدل المغربي والمندوب السامي للسجون، مراسلة تحمل وقائع التعذيب الوحشي الذي تعرض له أوسايا مع التأكيد على ضرورة فتح تحقيق فوري ومعاينة كافة المسؤولين.

نص المراسلة:

الرباط 15 يناير 2015

التجمع العالمي الأمازيغي المغرب

إلى السيد وزير العدل

الموضوع: طلب فتح تحقيق في التعذيب الوحشي للمعتقل السياسي الأمازيغي مصطفى أوسايا

توصلنا في التجمع العالمي الأمازيغي المغرب يوم الجمعة 07 يناير 2015، بكون السجن السياسي الأمازيغي مصطفى أوسايا، عقب ترحيله من سجن تولال 01 إلى سجن تولال 02 بمدينة مكناس لاجتياز الامتحانات الجامعية، قد تعرض لتعذيب وحشي، على يد رئيس المعتقل بسجن تولال 2 بمدينة مكناس وحراس السجن الواقعين تحت سلطته.

وقام المسؤول المذكور بالاعتداء على مصطفى أوسايا بالضرب عن طريق الرفس والركل وهو مصفد الأيدي بطريقة وحشية، كما قام بتعليقه لأكثر من ساعات حتى انهارت قواه، بعد أن أشبع جسده النحيف بكل صنوف التعذيب والمعاملة السيئة على نحو فظيع للغاية.

ولم يقتصر التعذيب على الجانب الجسدي، بل مورس كذلك تعذيب لفظي معنوي ضد مصطفى أوسايا من خلال تبخيس أفكاره والسخرية من القضية الأمازيغية، ووصفها بأقبح النعوت، وسب وشتم المعتقل بشكل عنصري وقدر للغاية، لتدمير

## «تجمع الأمازيغ» يدعو «الرميد» إلى إنصاف معتقلي الحركة الأمازيغية»

الرباط: محمد الطائع

انتقدت رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي، أمينة ابن الشيخ، ما اعتبرته «التعاطي غير الحدي» لوزير العدل والحريات، مصطفى الرميد، مع ملف المعتقلين الأمازيغيين بسجن تولال بمكناس. وقالت أمينة ابن الشيخ في تصريح لـ «الأخبار»: «إن قضية المعتقلين السياسيين الأمازيغيين بسجن تولال بمكناس تعاني من التعطيل، وتهرب حتى الجمعيات الحقوقية الوطنية

الوازنة من مسؤوليتها في الدفاع عن معتقلي الحركة الأمازيغية، وهذا أمر مؤسف ويكشف ازدواجية المعايير في التعاطي مع الشأن الحقوقي». وأوضحت رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي، أمينة ابن الشيخ أن التجمع العالمي الأمازيغي رفع بداية الأسبوع الجاري رسالة ثانية، إلى وزير العدل والحريات «للتذكير بمسؤولياته في حلحلة ملف المعتقلين الأمازيغيين الذين لا يتحدث عنهم وزير العدل، بقدر حديثه ودفاعه عن المعتقلين السلفيين، وهذا تمييز ترفضه في الحركة

الأمازيغية».

وطالب التجمع العالمي الأمازيغي في رسالة وجهها مؤخرا إلى وزير العدل والحريات مصطفى الرميد، حصلت «الأخبار» على نسخة منها، بـ «إعمال مبدأ العدالة في قضية الطلبة المعتقلين الأمازيغيين بسجن تولال بمكناس، والحكومين بخمس سنوات، بعد أن تم اعتقالهم وتلفيق تهم لهم تتعلق بأحداث العنف بالجامعة، وصدرت في حقهم أحكام بالسجن» أثارت من حيث الشكل والمضمون تنديد كل المنظمات

## «معتقلي الحركة الأمازيغية»

الأمازيغية» وسجل التجمع العالمي الأمازيغي «أسفه» على ما وصفه «نوعا من ضبابية التعامل والمماطلة، التي تتعامل بها الحكومة ووزير العدل والحريات مع ملف المعتقلين الأمازيغ». كما دعت الرسالة ذاتها الموجهة إلى وزير العدل والحريات «إنصاف المعتقلين الأمازيغيين، وإعادة النظر في الأحكام الصادرة ضدهم والتي تشوبها الكثير من الخروقات»، على حد قول رسالة التجمع العالمي الأمازيغي.



# أمازيغيون يجمعون بالحدود المغربية الجزائرية

## يستعدون لتنظيم وقفة احتجاجية على أحداث غرداية الدموية



(أرشيف)

وقفة احتجاجية سابقة للأمازيغيين

الإمازيغي، في بيان له توصلت إليه «الصباح» بنسخة منه، بكافة النشطاء والتنظيمات الأمازيغية والحقوقية، وللحضور من أجل مساندة أمازيغ المراب، ووقف الحراك ضدّهم، والمطالبة بفتح الحدود بين المغرب والجزائر المغلقة منذ سنوات.

وشهدت منطقة غرداية الجزائرية، خلال الأسابيع الأخيرة، مواجهات مذهبية مقطعة في غرداية بين سكان يتبعون إلى قبيلة الشعانبة العربية (سنة مالكون) وآخرين من الأمازيغيين الإمازيغ (الإياضيين)، أسفرت عن سقوط عدة قتلى وأكثر من 250 جرحيا، وتخريب لمخيمات ومسكن.

وتقع غرداية التي يرجع تاريخ تأسيسها إلى القرن الحادي عشر ميلادي، على بعد 600 كيلومتر من العاصمة الجزائرية ويقطنها حوالي 400 ألف نسمة منهم 300 ألف أمازيغي، كما منطقتها قريبة من إبار النفط وتعتبر بوابة الصحراء الكبرى بالجنوب الجزائري الذي يقاسم الحدود مع دول الساحل الإفريقي. تحدر الأثريّة، إلى أن «التجمع العالمي الأمازيغي» تأسس، وأواخر سنة 2011، من قبل ناشطين في الحركة الأمازيغية، كبدل عن الكونغرس العالمي الأمازيغي، الذي عانى الانقسام والتفرد، ما أدى إلى انشطاره إلى قسمين.

عزالدين لبرتي (وجدة)

دعا «التجمع العالمي الأمازيغي»، الكائن مقره بالعاصمة الأوربية بروكسيل، إلى تنظيم وقفة احتجاجية، يوم الأحد 9 فبراير الجاري، بالمنطقة الحدودية المغربية الجزائرية «زوج بغال» المغلقة بشكل رسمي بين البلدين منذ عام 1994.

وقال رشيد الرخا، رئيس «التجمع العالمي الأمازيغي»، أنه «تم تعميم نداء على مختلف التنظيمات ونشطاء المجتمع المدني والحقوقية بالجزائر والمواسلة لتنفيذ وقفة احتجاجية على ضفتي الحدود بين المغرب والجزائر». وأوضح رشيد الرخا، في تصريح له «الصباح»، أن الوقفة الاحتجاجية التي تمت الدعوة إليها، تأتي احتجاجا على استمرار الهجمات العنصرية على عشرات مدعومة من النظام الجزائري ضد أمازيغ المراب بالجزائر طيلة أسابيع، ما نجم عنه عشرات الجرحى والشهداء، بالإضافة لخسائر مادية كبيرة.

وأشار المصدر ذاته، إلى أن الهدف من تنظيم الوقفة الاحتجاجية هو «إثارة انتباه الرأي العام الدولي إلى المأساة الإنسانية للأمازيغ المرابيين بالجزائر والتي تتمثل في الاعتداءات العنصرية الممنهجة عليهم وممتلكاتهم في مدن غرداية ومليكة وبغزة وبني بسجن وبريان...».

ويهيب «التجمع العالمي



# حقوقيون يحركون ملفا خطيرا ويعتزمون رفع دعوى قضائية في كل من إسبانيا وفرنسا

## 80% من المرضى بالسرطان في مستشفيات الرباط منحدرين من الشمال

«عزيزا جهلي

منها أن الحرب الكيماوية الإسبانية ضد الريف ليست فقط انتهاكا لأبسط قواعد قانون الحرب، لكنها أخطر من ذلك، حيث أن أحفاد وأبناء سكان الريف لا يزالون يعانون لحد الساعة من أثارها.

وأفادت الرسالة ذاتها أن عدة دراسات قام بها خبراء في مجال علم الوراثة تفسر كيف أن آثار المواد المستخدمة في تلك الحرب من «إيبيريت، وغاز الخردل والفوسجين والديسفوسجين والكلور وبيكرين) تسببت في الإصابة بالسرطان والتشوهات الخلقية.

وأوضحت أن ما يقارب 80% من المرضى بالسرطان الذين يتوافدون اليوم على مستشفيات الرباط للعلاج ينحدرون من منطقة الريف، وطالبت الرسالة من الملك الإسباني بالتدخل لما له من سلطة معنوية وسياسية وذلك لحمل الدولة الإسبانية للاعتراف بالمسؤولية، وتنظيم تظاهرات والقيام بأعمال وأشكال احتفالية للتصالح والتضامن مع الضحايا وأحفادهم، وتسهيل أعمال البحث والتحقيق التي يقوم بها المؤرخون وكل من يريد معرفة الحقائق التاريخية من خلال فتح الطريق أمامهم للاطلاع على الأرشيفات العسكرية.

وأكدت على مراجعة وإعادة النظر في الشروح والمراجع والفصول المتعلقة بالحملة العسكرية التي شنتها إسبانيا، ودعم الجمعيات الثقافية الإسبانية والمغربية المهتمة بالعمل والبحث في مجال الآثار المترتبة عن استخدام الأسلحة الكيماوية بالريف، وأداء وتسوية التعويضات الاقتصادية ذات الطابع الفردي المتعينة في حالة المطالبة بجبر الضرر.

أكدت مصادر من التجمع العالمي الأمازيغي أنها تعتزم رفع دعوى قضائية أمام المحكمتين الإسبانية والفرنسية في الأيام القليلة المقبلة، موضحة أن تنسيقا يجري في هذا الإطار بين التجمع العالمي الأمازيغي ومحامي إسباني ومحامية فرنسية للقيام بهذا الإجراء لتحريك ملف تعويض ضحايا آثار حرب الغازات السامة ضد سكان الريف وذلك ما بين 1921 و1927.

وقال رشيد رخا رئيس التجمع العالمي الأمازيغي إن تجمعه نظم الأسبوع الماضي ندوة بطنجة في الموضوع موضحا في تصريح لجريدة «العلم» أنهم في إطار دفاعهم عن الحقوق الاجتماعية والثقافية والاقتصادية لإيمازيغن يعتبرون الحرب الكيماوية التي شنتها كل من إسبانيا وفرنسا على الساكنة الأمازيغية بشمال المغرب تدخل في هذا الباب. وأضاف الرخا أن تجمعه يحمل هذا الملف بكل جدية من خلال تنظيم ندوتين في الموضوع بالإضافة إلى عقد لقاءين مع البرلمان الإسباني خصوص مع برلمانيين كطلانيين يعتبرهم أصدقاء للتجمع العالمي الأمازيغي.

وأكد في ذات السياق أنهم مستعدون للذهاب في هذا الملف إلى آخر نقطة، وأنهم يعتزمون مراسلة فرنسا هولندا الرئيس الفرنسي بدعوى أن فرنسا كانت شريكة لإسبانيا في قصف سكان الريف بالمواد الكيماوية.

وذكر التجمع العالمي الأمازيغي في رسالة بعث بها إلى الملك الإسباني فيليب السادس وحصلت «العلم» على نسخة



الجمعة 20 من فبراير 2015

العدد 23146

الألم



# الوردي: تفشي السرطان بالجريف مجرد كلام قال إنه من الصعب الجزم بوجود علاقة سببية بين الداء واستعمال الغازات السامة من قبل إسبانيا



رشيد راجا رئيس التجمع العالي الأمازيغي (خاص)



الحسين الوردي وزير الصحة (الرشيف)

لعلاج الأمراض السرطانية بالمنطقة، قال الوردي: «إذا كان لأحد دراسة علمية، فلنأتني بها...»

وقال رشيد راجا، رئيس التجمع العالي الأمازيغي، إن الفاعلين المدنيين المستغلين على موضوع جرائم إسبانيا بالريف إبان الفترة الاستعمارية، لهم ما يكفي من المعطيات الواقعية والعلمية التي تفند أن آثار استعمال تلك الأسلحة ما تزال تحتم على مواطني الريف، والمتجلبة في ارتفاع الإصابة بالأمراض السرطانية.

وأضاف راجا، في اتصال أجرته معه «الصباح»، أنه باعتباره واحدا من النشطاء المستغلين على الموضوع إلى جانب فعاليات أخرى جموعية وأكاديمية وحقوقية، فإن أهم ما حملته تصريحات الوزير تتعلق في الوعد الذي قطعه على نفسه بتشييد مستشفى متخصص لعلاج السرطان بإقليم الساظور وبخصوص مطلب الاعتذار الذي تطالب به الفعاليات المدنية بالريف، قال راجا في حديثه مع «الصباح»: إن إسبانيا مسؤولة عن جرائمها، ولا بد أن تتحلى بالشفاعة السياسية للاعتذار لسكان الريف، مضيفا قوله: «بعد عقود من تلك الحرب لا تخلو اليوم أسرة بالريف من مصابين بالسرطان، وهذا في حد ذاته دليل قوي على استمرار مفعول الغازات الفتاكة».

عبد الحكيم اسباعي (الناظور)

قال وزير الصحة، الحسين الوردي، إن حديث البعض عن تفشي مرض السرطان بمنطقة الريف، وارتفاع نسبة الإصابة به، مقارنة مع المناطق الأخرى، يبقى مجرد كلام، ما لم تثبت هذه المسألة إلى الآن بالدليل العلمي.

وأضاف الوردي، في لقاء عقده الجمعة الماضي، بحضور منتخبين وفعاليات جموعية بكل من إقليمي البروش والناظور، أنه لا مجال للزيادة في هذا الملف، لأنه ابن المنطقة، ويعرف حقيقة قصصها بالغازات السامة، إلا أنه لم تثبت العلاقة السببية بين هذه المواد الكيميائية، وارتفاع نسبة الإصابة بهذا الداء.

وتحدث وزير الصحة عن غياب أي دراسة علمية تقم العلاقة السببية بين تلك الغازات وارتفاع أعداد المصابين بالسرطان، وهذا على خلاف ما يروده النشطاء والفعاليات الجموعية والباحثون مؤكدا أن لا وجود أيضا لدراسة تقيس مؤشر الإصابة بالسرطان، حسب المناطق، حتى يقال إن أغلب المصابين يتحدرون من الريف للسبب المذكور.

وقدما يشبه الرد على الدعوات التي ابترى لها نشطاء أمانغ ومختصمون في المجال مطالبة إسبانيا بالاعتذار عن جرائمها في حق سكان الريف، وضرورة إحداث مستشفيات متخصصة



خبراء وجمعويون يتداولون في قضية 15 مليون هكتار من أراضي الـجموع

# أمازيغيون يطالبون الداخلية بأصدار وتعميم مراسيم منصفة للنساء السلاليات

إحداث التغييرات المطلوبة سواء فيما يتعلق بتغيير القوانين، أو توجيه تعامل وسائل الإعلام مع قضية انتزاع الأراضي من ملاكها الأصليين، إلى جانب سبل مساهمة نوي الأراضي في الدفاع عن حقوقهم.

وركزت الندوة ذاتها على وجه الخصوص في التعرف بشكل أكثر وضوحا واكتمالا على واقع ومشاكل المجتمعات والأقبائل الأمازيغية ومعرفة حالة الوضع الاجتماعي والاقتصادي لها والتغيرات التي شهدتها في السنوات الأخيرة.

هذا بالإضافة إلى مناقشة دور النساء السلاليات اللواتي تمكن من انتزاع عدد من حقوقهن في الأراضي السلالية، بعد أن نجحن في دفع وزارة الداخلية إلى إصدار وتعميم مراسيم لصالحهن، وصرن فيما يتعلق بالحقوق على قدم المساواة مع الرجال، لكن ما زالت النساء السلاليات يواجهن العديد من العقبات.

وتداول الحضور في الحقوق اللغوية والثقافية ونظام الحكم الذاتي والديمقراطية التشاركية التي يمكن أن تسهم في الكمال السياسي والرفاه الاجتماعي وتحقيق الإستقرار، كما تم تناول سبل إيجاد حلول للتعميش وطرق العمل من أجل إقرار كامل لحقوق السكان من أبناء القبائل نوي الحقوق في أراضي الجموع.

مشكلة الأراضي ذات الملكية الجماعية للقبائل حسب بلاغ الندوة كبيرة وعويصة، إذ بدلا من تعيين القرويين وهيئة الظروف لتمثيلها بشكل يهود بالنفع على السكان وبمخبر حقوقهم، غالبا ما تحاول السلطات المحلية والمركزية مصادرتها، ما يؤدي إلى تفجير أبناء القبائل الذين يضطر كثيرون منهم للهجرة خارج موطنهم الأصلي.

وفي نفس السياق عقد يوم الأحد 16 نوفمبر 2014 جمع عام للتحقق العالمي الأمازيغي بالمغرب، وتكثيف قانون المنظمة العالمية مع القانون المغربي للتمكن من العمل بشكل أكثر حرية داخل المغرب.



قاد على استيعاب كل التوجهات والتحديات داخل الحركة الأمازيغية.

ويذكر أنه حضر هذه الندوة تائيات ونواب سلايون وممثلو جمعيات أمازيغية وفعاليات تشتغل من أجل إضفاء صحتها بزغ الأراضي، وقد تداول الحضور قضية الأراضي الجماعية ومشكل انتزاعها والتماضي عليها، خاصة وأنها تغطي مساحتها ما يقارب 15 مليون هكتار، إلى جانب تدارس سبل

عزيز لجهلي

قالت أمينة بن الشيخ رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي جهة المغرب، إن الغرض من تنظيم ندوة حول أراضي الجموع بالرباط على مدى يومين، هو فتح نقاش واسع من أجل إيجاد حلول قانونية ومنصفة وتبديد كل الإشكالات، موفضة في تصريح لـجريدة «العلم» أن قضية أراضي الجموع والأراضي السلالية تشكل تعقضا كل مناطق المغرب على السواء.

وأضافت بن الشيخ أن جريدة «العالم الأمازيغي» سعت إلى تنظيم هذه الندوة بشراكة مع المؤسسة الأمازيغية فرديريش نيومان والتجمع العالمي الأمازيغي يوم السبت 15 ابتداء من الساعة التاسعة صباحا بمقر نادي المحامين، لاستعراض المشاكل التي تعتمل داخل هذا الملف بالإضافة إلى إشراف المغنيين بالآر خاصة نوي الحقوق من القبائل الأمازيغية بالتحديد وممثلين من الجمعيات المهمة بالقضية.

وذكرت رئيسة التجمع العالمي الأمازيغي، أن الندوة أفرها باحثون وأخصائون من ضمنهم الحسين الملكي الخبير في مجال أراضي الجموع، وقالت إن الملكي فتح نافذة قانونية ووضع فيها المسائل القانونية التي يمكن من خلالها إيجاد حلول مناسبة للعديد من الإشكالات المطروحة في هذا الصدد، أخذا بعين الاعتبار الاختلاف والتنوع الذي يعزز كل قضية من قضايا هذه الأراضي طبقا لاختلاف المناطق والأعراف.

وركزت المتحدثات عن مسألة اعتبارها عامة، وهي المواكبة المستمرة من طرف التجمع العالمي الأمازيغي لهذه القضايا في عين السكان، سواء في الأطلس المتوسط أو في الريف أو في بلاد سوس، وأشارت إلى مشروع الجهوية ومدى ملاءمته مع الأعراف الأمازيغية وقت تطبيقه، داعية إلى وضع الخصوصيات الجهوية



# منتدى مراکش.. الأمازيغ يتظاهرون للمطالبة بحقوقهم

## الراخا: الاحتجاج هدفة إقناع الدولة بضرورة إقرار حقوق الأمازيغ

صحيفة الناس



تتمت جريدة العالم الامازيغي، بشراكة مع المؤسسة الاثنية فريديريش نيومان والتجمع العالمي الامازيغي، يومي السبت والاحد للتاسين، بمدينة الرباط ندوة وطنية حول موضوع "اراضي الجموع، النساء المسلمات وستاسة الهوية بالغرب"، دعا فيها رشيد الراخا بصفتها رئيس التجمع العالمي الامازيغي، والفعال الامازيغي المتضررة من سياسة برع الاراضي الي الظاهر والاحتجاج يوم السبت 29 نونبر 2014 امام قصر المؤتمرات بمراكش الذي ستجشن اشغال المنتدى العالمي لحقوق الانسان.

الدعوة للاحتجاج برضا رشيد رجا تكون الامازيغ يعرضون ما وصفه انتهاكات واسعة لحقوقهم في مختلف الحالات بدءا من التزاع اراضيهم ورفض اقرار حقوقهم اللغوية والثقافية وتهميشهم في مخططات التنمية، ومرورا بعدم سماح الدولة لصوتهم والاستجابة لطلباتهم، على الرغم من انهم لجؤوا لكل الوسائل سواء القانونية او الاحتجاجية السلمية، وانتهاء تكون المنتدى العالمي لحقوق الانسان ستكون فرصة لا مثل لها للامازيغ ليسيروا صوتهم بسبب حضور كل المنظمات الحقوقية الدولية ويمثلي دول العالم الي جانب وسائل الاعلام، وبالتالي ستكون فرصة للامازيغ لكي يوصلوا مطالبهم للمسؤولين المغاربة والعالم بشكل سلمي وحقاري.

رشيد الراخا أكد أن الهدف من الاحتجاج البريع تنظيمه والتنسيق فيه مع كل الامازيغ هو إقناع الدولة المغربية بضرورة اقرار حقوق الامازيغ والسير حقا في اتجاه دولة الديمقراطية والمساواة والحق والعدالة، التي لا يبقى فيها مجالا لتهميش الحق ومواصلة وجرمانتها من حق من حقوقهما، فلما سالنا حرمان ملايين الامازيغ من حقوقهم الثقافية واللغوية والاقتصادية والاجتماعية والتزاع اراضيهم، يفسف الراخا.

هذا وأكد رشيد الراخا على أنه يدعو بصفتها رئيس التجمع العالمي الامازيغي وبنيابة عن كل أعضاء المنظمة الدولية، كافة المواضع والمواضع وكل ابناء القبائل الامازيغية وجميع اطارات الحركة الامازيغية وكل من تقاسم الامازيغ مساواة وقدم حقوق الانسان والديمقراطية والمساواة والحرية، الي المشاركة بقوة في الوقفة الاحتجاجية البريع بتعليمها امام مقر انعقاد المنتدى العالمي لحقوق الانسان.

والاستفادة من ثرواتهم يتم مطالبهم قضائيا او اعتقالهم والترح بهم في السجون رغم انهم ضحايا وطلاب حق، ككلية الحركة الثقافية الامازيغية والمعتنق منذ حوالي ثمانين سنوات بمكثاس، والمئات من ابناء القبائل الامازيغية الذين اعتقلوا بعد احتجاجهم على التزاع اراضيهم التي امتلكوها لقرون، وكذا الاف من ابناء قبائل صنهاجة سراير الدين اعتقلوا او تم وضعهم في لائحة المبحوث عنهم.

ولم يفت الراخا ان يدعو امازيغ شمال أفريقيا والعالم الذين ستجثرون المنتدى العالمي لحقوق الانسان بمرآة الي المشاركة في ذات الوقفة الاحتجاجية، نظرا لكون كل الامازيغ يتقاسمون نفس القضية والمنطلعات، ويعترضون ما وصفه نفس التهميش والحرمان من الحقوق. المتحدث ذاته أكد ان الغرب وما يدفع للاحتجاج اكثر هو ان الامازيغ حين يطالبون بحقوقهم او يبذلون جهدهم لحماية اراضيهم



# الأمازيغ يستثمرون المنتدى العالمي لحقوق الإنسان لتدويل قضيتهم

## رغم منع مسيرتهم.. الأمازيغ يحتجون بمراكش في وقفتين أمام قصر المؤتمرات وأمام المنتدى الحقوقي العالمي وسط استفزاز أمني كبير

وسجل البيان على مستوى تمارغا (شمال إفريقيا)، توسع رقعة النضال الأمازيغي ضد الأنظمة التوتاليتارية القائمة فوق أرض تمارغا مما أدى إلى تخيير مجموعة من العارك والانتفاضات الشعبية (إيميزر، أزواد، غرداية، زوارة، الريف...)، وهذا حسب نص البيان يعبر عن الإرادة الواضحة لإيمازيغ الأمازيغية من أجل الأخوة والإجماع (الاستاتير الغير الديمقراطي، العنف...)، بالرغم من التصديحات التي قدمها إيمازيغ في إطار الحراك الشعبي الذي شهدته شمال إفريقيا ما يدل على نية هذه الأنظمة في إقبار الصوت الثير للشعب الأمازيغي.

كما سجل البيان على مستوى المروك (المغرب)، طغيان الشعارات الرئانة (العهد الجديد، الانتقال الديمقراطي، الانصاف والمصالحة...، للنظام المخزني الفاقذ للشرعية وللشريعة بحجة الواقع والتاريخ، والتي ما فتئ يروج لها في المحافل الدولية وداخل الصبونات الكيفية، في محاولة منه لتتميع صورته أمام المجتمع الدولي على حساب ما يؤكد الواقع من إقصاء وتهيمش وعنايته سوسيوإقتصادية للمجتمع المروكي (المغربي)، هذا كله يضيف البيان أي إلى تخيير مجموعة من الانتفاضات الشعبية والأشكال الاحتجاجية (إيميزر، كرامة، النقوب، آزبال...،) والتي تواجه بالقمع، إذ لا زال النظام المخزني العربي على حد تعبير البيان ينجح سياسته القديمة/الجديدة الساعية لكسر شوكة النضال الأمازيغي، وما استمر الاعتقال السياسي في حق مناضلي القضية الأمازيغية إلا محاولة منه لإخواء الأمازيغية في مشروع مخزني، والركوب على الإرث النضالي لإيمازيغ.

وسجل البيان، من جهة أخرى اللامبالاة التي تعامل بها المخزن مع مختلف المناطق التي تعرضت لكيفيات (أكلميم، تزنييت، سيدي إفني، تغمير...،) في ظل غياب أي تحرك محسوس للحد، وفي المقابل يرسل ذلك المخزن حسب تعبير البيان دناشا طائرات مساعده دول أخرى بداع المساعدات الإنسانية، على الرغم من أن الفيزانات تسببت في خسائر مادية وبشرية جسيمة حيث قتل عدد الضحايا 40 ضحية جرفها السيل، والتجنية عائلات مشردة ومناطق مزعولة عن العالم الخارجي بسبب انهيار الماني وقطع الطرقات، حيث عملت هذه الأمطار على تعرية وفصح هشاشة البنية التحتية.

أما على مستوى الحراك الشعبي سجل البيان في ظل الأوضاع المعاشية الريبة نتيجة الإقصاء والتهيمش للمنتجين، كون المخزن يكتن عداوة تاريخيا لتلك المناطق حيث خرجت كل من ساكنة النقوب، إيميزر، آزبال، خنيفرة... ضد الأوضاع الاقتصادية والاجتماعية، واجهتها المخزن بنفس سياسة القمع والانتقالات واللامبالاة، حيث أبان للمرة الألف من سياسة الحديد والنار، وسياسة الأمان الصماء، وما يولد زيف كل الشعارات التي يتغنى بها، بالرغم من أن البيان تخر بثروات طبيعية غنية، إلا أن الأمازيغ لا يستفيدون من أبسط الحقوق التي يطبل لها المخزن، لا سواء على المستوى الدولي أو الوطني، زد ذلك زحف على ممتلكات الإنسان الأمازيغي من خلال مجموعة من السياسات (طهائر نزع الأراضي والمكيات، إقصاء تهيمش...).

وأضاف ذات البيان أنه في إطار هذه السياسات المخزنية كلها التي تطال الشعب الأمازيغي على جميع المستويات، فإن الأمازيغ يحملون المخزن مسؤولية ما آلت إليه الأوضاع، وسيرا على درب الشهداء والمعطلين أعلن الأمازيغ في بيانهم للرأي العام الدولي والوطني تنديدهم باستمرار الاعتقال التعسفي في حق مناضلي القضية الأمازيغية، والقمع والاعتقالات في حق الانتفاضات الشعبية والحركات الاحتجاجية، واستمرار التمييز والعنصرية اللغوية والثقافية ضد الأمازيغ.

كما ندد الأمازيغ بسياسة نزع الأراضي، واستمرار الدولة في اضطهاد الأمازيغ صنفاة سرراي، وسياسة الأمان الصماء اتجاه الاعتصام البطوني لساكنة إيميزر، وكذا الطريقة التي تعامل بها المخزن مع ضحايا الفيزانات التي شهدتها عدة مناطق بالمروك (المغرب).

وأعلن الأمازيغ المحتجين بمراكش في بيانهم عن تضامنهم مع معتقلي القضية الأمازيغية وعائلاتهم، وعائلات ضحايا القضية الأمازيغية، وكذا كل الانتفاضات الشعبية ومعقلتها، كما أكدوا تشبهم براهة المعتقلين السياسيين الأمازيغية من التهم التسبوية والاعتراف والشرعية القضية الأمازيغية.

وفي ختام بيانهم أكد الأمازيغ على الهوية الأمازيغية للمروك (المغرب)، ورفع التهميش والإقصاء على المجتمع المروكي، كما أكدوا على مواصلة النضال حتى انتزاع كافة حقوقهم.

ولم يفت الراخا أن يدعو أمازيغ شمال إفريقيا والعالم الذين سيحضرون للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان بمراكش إلى المشاركة في ذات الوقفة الاحتجاجية، نظرا لكون كل الأمازيغ يتقاسمون نفس القضية والتطلعات، ويتعرضون لنفس التهميش والحرمان من الحقوق.

ذات المتحدث أكد أن الغرب وما يدفع للاحتجاج أكثر هو أن الأمازيغ حين يطالبون بحقوقهم أو يبدلون جهودهم لحماية أراضيهم والاستفادة من ثرواتهم تتم متابعتهم قضائيا أو اعتقالهم والزج بهم في السجون رغم أنهم ضحايا وطلاب حق، كطيلة الحركة الثقافية الأمازيغية المعتقلين منذ حوالي ثمانين سنوات بمكناس،



والمئات من أبناء القبائل الأمازيغية الذين اعتقلوا بعد احتجاجهم على انتزاع أراضيهم التي امتلكوها لقرون، وكذا الألاف من أبناء قبائل صنفاة سرراي الذين اعتقلوا أو تم وضعهم لائحة للمبجوت عنهم. هذا وأكد السيد رشيد الراخا على أنه يدعو بصفتة رئيس التجمع العالمي الأمازيغي ونيابة عن كل أعضاء المنظمة الدولية، كافة المواطنين والمواطنات وكل أبناء القبائل الأمازيغية وجميع إطارات الحركة الأمازيغية وكل من يقاسم الأمازيغ مبادئ وقيم حقوق الإنسان والديمقراطية والمساواة والحرية، إلى المشاركة بقوة في الوقفة الاحتجاجية لمزمع تنظيمها أمام مقر انعقاد المنتدى العالمي لحقوق الإنسان.

أصدر الأمازيغ عقب احتجاجهم بمراكش بيانا أكدوا فيه محطهم الاحتجاجية تأتي كاستمرار موضوعي لجموعة من المحطات النضالية والتاريخية التي يوضيها الشعب الأمازيغي من أجل التحرر، وإيماناً بنبأهم بأن النضال الإحتجاجي هو التدخل الأساسي لبلقاء الدولة الديمقراطية والمواطنة التي تتم فيها صيانة حقوق المواطنين والمصالحة الحقيقية مع الذات الأمازيغية في شموليتها، بدل دولة الأشخاص والريعات التي عودتهم بها الاستاتير الغير الديمقراطية التي لا صوت للشعب فيها ولهذا يقف إيمازيغين



لمراكش. وأضاف البيان أنه بالرغم من التصديحات الجسام التي قدمها الشعب الأمازيغي في نضالهم التحرري الذي شهدته شمال إفريقيا عامة، إلا أن الواقع يثبت استمرار العداة التاريخي لكل ما له صلة بالأمازيغية،

بمختلف إطاراتهم، للتظاهر ترامنا مع المنتدى الدولي لإستمرار حضور الاف الحقوقيين من مختلف بلدان العالم والمئات من وسائل الإعلام الدولية ليصل صوت الأمازيغ وفصح كل ما يتعرضون له من تمييز وعنصرية ونهب وقمع واعتقال. وجاء ذلك في الندوة الوطنية التي نظمتها جريدة العالم الأمازيغي بشراكة مع المؤسسة الألمانية فريديريش نيومان والتجمع العالمي الأمازيغي يومي السبت والأحد للماضين بمدينة الرباط، حول موضوع «أراضي الجموع، النساء السليات وسياسة الجوهية بالمغرب»، دعا رشيد الراخا بصفته رئيس التجمع العالمي الأمازيغي، أمازيغ المغرب والعالم وإطارات

كما كان معلنا تجمع المئات من النشطاء الأمازيغ أمام قصر المؤتمرات بمدينة مراكش ونظموا وقفة احتجاجية ابتداء من الساعة الحادية عشرة والنصف في صباح يوم السبت 29 نونبر 2014، قبل أن يتنقلوا في حدود الثانية عشرة والنصف في مسيرة احتجاجية عازمين التوجه نحو الخيمة الكبرى للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان في «باب الجديد» قرب ساحة جامع الفنا، إلا أن قوات الأمن المغربية التي حضرت بمختلف فئاتها بشكل ملفت قررت منع الأمازيغ من السير بمسيرتهم الاحتجاجية بدعوى أنها ممنوعة. وبعد تدخل رجال الأمن المغربي الذين انتظروا على شدة جدار مكون من عناصر الأمن بزي مدني ليجروا مسيرة الأمازيغ الاحتجاجية على التوقف بالقوة، دخل منظمو المسيرة في جدال مع مسؤولي الأمن المغربي الذين حاولوا استفزاز المتظاهرين ملوحين بالتدخل بالقوة لتفريقهم، بل أن مسؤولا أمنيا أعطى أوامره للقوات الأمنية بالتجمع والاستعداد لقمع الأمازيغ، كما انتزعت عناصر الأمن بزي مدني التي حضرت بكتافة بالقوة لافتة من الناشط الأمازيغي رشيد زناي مكتوب فيها «الملك أيضا يتحمل المسؤولية» وقامت بمصادرتها، وهو ما دفع منظفي الاحتجاج بعد أن فطنوا لساعي واستفزات المسؤولين الأمنيين للحيولة دون وصولهم مقر المؤتمر العالمي لحقوق الإنسان، إلى اتخاذ قرار بحل احتجاجهم والتنقل في مجموعات متفرقة نحو باب الجديد حيث الخيمة الكبرى للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان قبل أن يتنقلوا وقفة احتجاجية أمامه حوالي الساعة الواحدة والنصف زوالا.

وكما حدث مع احتجاج الأمازيغ أمام قصر المؤتمرات تجمع المئات من عناصر الشرطة وقوات مكافحة الشغب والبوليس السري بزي مدني خارج العشرات من سياراتهم ملطوقين احتجاج الأمازيغ أمام المنتدى العالمي لحقوق الإنسان من كل الاتجاهات، كما أعطيت تعليمات لرجال الأمن الخاص في مدخل الخيمة الكبرى للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان بمنع كل من لا يحمل «الباج»، وكل من يحمل العلم الأمازيغي أو أي رمز أمازيغي من الدخول لأروقة الخيمة الكبرى للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان التي تضم وسطها معرضا ظل مفتوحا طيلة أيام المنتدى حتى أن لم يشاركوا في المنتدى.

في الوقتين الاحتجاجيتين اللتين نظموا أمام قصر المؤتمرات ثم أمام مقر المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، رددوا شعارات تدعوها بالاعتصام والتميز اللغوي والثقافي الذي يتعرضون له لأزيد من نصف قرن، إلى جانب نزع أراضيهم ونهب ثرواتهم واستمرار اعتقال مناضلي الحركة الثقافية الأمازيغية حميد أوعوض ومصطفى أسوايا بسجن تولاو في مدينة مكناس وكذا رفض الدولة المغربية إقرار حقوقهم الاقتصادية والاجتماعية والاستيعابية لطلاب أمازيغ إيميزر الذين يعتصمون منذ ثلاث سنوات في أطول اعتصام بتاريخ المغرب.

ورفع المتظاهرون الأمازيغ شعارات تستنكر سياسة المخزن المغربي ضداهم وقبائلهم ومناطقهم، كما نددوا بالخصائي الفاحشة التي تسببت بها الفيزانات الأخيرة في أرواح وممتلكات الأمازيغ بسبب تهاون الدولة في التدخل إلى جانب تهيمشها لنعوذ تلك المناطق، وهو ما جعلها تفقد للبيئات التحتية اللازمة للحماية من الكوارث الطبيعية كالفيزانات، قبل أن يقف للمحتجون الأمازيغ دقيقة صمت تحرمنا على أرواح ضحايا الفيزانات الأخيرة بالمغرب. وعقب ذلك وزعت على الحاضرين من نشطاء الإطارات الأمازيغية المشاركة في الاحتجاج، وكذا التواب السلالين وممثلي القبائل الأمازيغية التي تعرض أراضيها للنهب كلمات تناولت واقع الأمازيغ والأمازيغية، كما وجهت رسائل للدولة المغربية والمشاركين في المنتدى أجمع فيها كل التدخل على تعرض الأمازيغ للعنصرية والإضطهاد ونهب ثرواتهم والسطو على أراضيهم ومتابعتهم قضائيا ظلما واعتقالهم بنهم ملفقة. وفي ختام الاحتجاج تمت قراءة بيان الاحتجاج الأمازيغي بمراكش، لبيته الأمازيغ محطلة أخرى من محطلات نضالهم من أجل حقوقهم اللغوية والثقافية والاقتصادية والاجتماعية... في انتظار أخرى تلوح في الأفق لمتنظور قريبا، في ظل رفض وتماطل الدولة المغربية بمختلف مؤسساتها الاستيعابية لمطالبهم وإقرار حقوقهم.

هذا وقد كان ملقتا بعد انتهاء الاحتجاج الأمازيغي أمام المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، الانسحاب الكثر للعشرات من قوات الأمن المختلفة من أمام مقر المنتدى حيث كانت منتظمة في صفوف ومفرقة على مجموعات تحيط بالمتظاهرين الأمازيغ، وذلك على الرغم من كون احتجاجات لإطارات مغربية أخرى كانت مبرمجة في توقيت مقارب للذي انتهى فيه احتجاج الأمازيغ أي حوالي الثالثة والنصف مساء. جدير بالذكر أن التجمع العالمي الأمازيغي بالتنسيق مع الفعاليات الأمازيغية بمراكش ومع الإطارات الأمازيغية بالمغرب، كانوا قد وجها الدعوة قبل انعقاد المنتدى العالمي لحقوق الإنسان لكل الأمازيغ

والمساواة والحق والعدالة، التي لا يبقى فيها مجال لتهيمش أي مواطنة أو مواطن وحرمانها من حق من حقوقها، فما بالنا بحرمان ملايين الأمازيغ من حقوقهم الثقافية واللغوية والاقتصادية والاجتماعية وانتزاع أراضيهم يضيف الراخا.



# رئيس التجمع العالمي الأمازيغي لأش بريس؛ هناك تراجع كارثي للحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية وضع حقوق الإنسان بالمغرب بعد دستور 2011 مؤسف وصادم رغم ترسيم الأمازيغية منذ ثلاث سنوات إلا أنه تم تجميد سبل تفعيلها كلياً



أش بريس / أجرت الحوار - صلحية بجراف

**والبيئة والنموية والاقاوة والأمازيغية وغيرها هل نرون إن المغرب لم يكن من لصيق أسس هذه القضايا وأصقيا؟**

●● تلك القضايا صاغها من لن مطرح بالشكل المطلوب كما تم تجاهل قضايا أخرى كحقوق الشعوب الأصلية وغير ذلك، وبخصوص سؤالكم فالمغرب كما قلت ورش مفتوح بلا إنجازات وكثير من القرارات بقيت حبرا على ورق ككل القرارات التي تم اتخاذها فيما يتعلق بالأمازيغية.

منذ ثلاث سنوات اللغة الأمازيغية رسمية إلا أن ذلك الترسيم مجرد عبارة في الدستور بدون قيمة أو جدوى في غياب القانون التنظيمي لتفعيله. وبخصوص بقية القضايا فتمتة بعض النجدم فيما يتعلق بالمرأة لكن لا زال النقاش والجدل يدور حول مجمل القضايا التي تخضع للتجانبات السياسية.

وما يعيق تحقيق التقدم فيها تبني الأحزاب المغربية لإيديولوجية القومية العربية والإسلام السياسي.

**ما رايكم في من اعلروا المئله مجرد كرمال لسوقا صوره غير صحيحه عن وضعية حقوق الإنسان بالمغرب؟**

●● صورة وضعية حقوق الإنسان بالمغرب لا يمكن تجميعها بالمتنوع لأن ثمة منظمات حقوقية وطنية ودولية تصدر تقارير دورية حول تلك الوضعية، وما سيسجل وضعية حقوق الإنسان بالمغرب هو القرارات التي تقدم عليها الدولة لتحسين وضعية حقوق الإنسان.

**هل يمكن إن لحدك عن قيمة مضافة لهذه الظاهرة الحقوقية للمجال الحقوقي المغربي؟**

ج/ لا اعتقد ذلك، لكن الاحتجاجات التي سننظم بالموازاة مع المنتدى قد تدفع الدولة لمراجعة التراجعات الحاصلة في مجال حقوق الإنسان.

**لماذا اعلنك معج المشاركة في المئله؟**

●● نحن لم نعلن إطلاقا عدم المشاركة في المنتدى كما لم نعلن مقاطعته أبدا، بل سنشارك داخله لأننا ضد سياسة المقعد الفارغ، كما أعلننا بالتنسيق مع إطارات وفعاليات الحركة الأمازيغية بالمغرب ومراكش على احتجاج للمغرب لإقرار الموازاة مع المنتدى يوم السبت 29 نونبر 2014 على الساعة الحادية عشرة والنصف أمام قصر المؤتمرات بمراكش.

**ما الرسالة التي نودون إرسالها من خلال ذلك؟**

●● رسالتنا من خلال الاحتجاج التي نريد إرسالها للعالم مرتبطة أولا بتأكيد الهوية الأمازيغية لهذا البلد، وثانيا بالتدبير أمام مختلف المنظمات الحقوقية العالمية ووسائل الإعلام الدولية بكل التهميش والعنصرية والتمييز التي تعرض وتعرض لها الأمازيغ، وكذلك فصح نهب أراضيهم ومصادرة ثروتهم، وكذا استمرار سجن المعتقلين السياسيين الأمازيغ بسجن كنكاس إلى جانب متابعه الآلاف من الأمازيغ، سنحتج ضد العنصرية والتمييز الذي يمارس ضد الأمازيغ في كل المجالات وهدفنا دفع الدولة للمغرب لإقرار الموازاة الأمازيغية كاملة غير منقوصة واليوم وليس غدا.

بقية الحقوق، لذا نقول أن حقوق الإنسان بعد إقرار التعديلات الدستورية لسنة 2011 تراجعت ولم تتطور كما لم تبقى على حالها.

**يمكن إن نلحدك عن ما لحدك من حريات بعد إقرار المسنور الجديد وما لحدك ينصق؟**

●● كما سبق وقلت نحن نرى أنه لم يتحقق أي شيء يستحق الإشارة إليه بل ثمة تراجعات في كل المجالات، وهي تراجعات مستمرة ونحن هنا لسنا عديمين بل نقيم واقع الوضع الحقوقي كما هو، فالتعديلات الدستورية على محدوديتها إلا أنها كنص فيها ما يستحق الإشادة، إلا أن مصطلح الإشادة لا يمكننا أن نستعمله لأن تلك التعديلات بقيت حبرا على ورق.

**المهيه من المئلميين والنشطين في مجال حقوق الإنسان بالمغرب برون إن وضعية حقوق الإنسان اليوم هشه بالمغرب أكثر من أي وقت مضى، ويسلمون في ذلك في لزيه قمع الحريات العامة بشكل عاج، الك أي حد يصدق ذلك؟**

●● صحيح تماما - للأسف - وعلى اختلاف إطارات الحقوقيين بالمغرب، إلا أنهم يجمعون على ما جاء في مضمون سؤالكم، ما يحدث بالمغرب حاليا وبعد التعديلات الدستورية للأسف أسوأ بكثير مما حدث طوال العشر سنوات قبل تلك التعديلات، نظرا للسباق الوطني والإقليمي والدولي الذي يفرض إحداث تغييرات وإقرار الحقوق والإستجابة للمطالب وليس العودة لما يسمى بهيبة الدولة التي يختزلها كثير من المئلمين في تكريس القبيضة العنصرية والتعامل بمنطق أمن النظام وقمع المدافعين عن حقوق الإنسان ولعب القالب السياسي معهم، إن هيبة الدولة في نظرنا لا يمكن أن تتحقق إلا في دولة حقوق الإنسان والديمقراطية التي يحترمها مواطنوها ونحن نرى أن أفضل سبيل لتلك الدولة الأمثلة هو التغيير التدريجي لكن لا نرى أنه يحدث حاليا لأنه لو كان يحدث لكنا نلمس الفرق ستة بعد أخرى، بدل تسجيل التراجعات.

**هل يمكن إن نلحدك عن حقوق امازيغ بالمغرب؟ ولماذا؟**

●● الأمازيغ بالمغرب هم شعب هذا البلد ورغم تهميش لغتهم وثقافتهم وتزوير تاريخهم وقمعهم وتعريبهم قسرا طوال نصف قرن، إلا أن أغلبية المغاربة لا زالوا يتحدثون باللغة الأمازيغية، وحقوق أمازيغ المغرب هي حقوق مواطني هذا البلد سواء كانت ثقافية أو لغوية أو اقتصادية أو اجتماعية أو حتى سياسية.

وسند الأمازيغ ومرجعيتهم حين يطالبون بحقوقهم هو المواثيق الدولية لحقوق الإنسان ومبادئ الديمقراطية وقيم المساواة والحرية والاعتراف المتبادل، وحقوق أمازيغ المغرب هي حقوق الإنسان، وأي إنسان لجرد كونه إنسانا يعطى له ذلك حقوق طبيعية ومدنية وسياسية، وبالتالي فسؤالك هل للأمازيغ حقوق يشبه التساؤل حول هل للإنسان حقوق، أقول نعم للأمازيغ حقوق وهي كل ما ورد في المواثيق الدولية لحقوق الإنسان والشعوب تلك هي حقوقنا التي نريدها في بلدنا وكل بلدان شمال أفريقيا.

**بشكل عاج، الك أي حد يصدق ذلك؟**

●● يصدق ذلك إلى أقصى حد، لأن الدولة المغربية خرقت ولا تزال تخرق كل حقوق الأمازيغ كما وردت في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وبقية التشريعات والمواثيق الكونية، فالأمازيغ مضمون ولو من أبسط حقوق الإنسان وضمن تلك البسيطة منها مجرد أن يسما أبناءهم بأسماء أمازيغية أو يتحدثوا لغتهم في المؤسسات الرسمية أو يتعلموا إلى آخر ذلك.

**لماذا لرسخت لهده هذه الفكرة بمرتكب ماهي الإرشادات التي نودك بذلك؟**

●● مجرد كون الأمازيغي أمازيغي، طول نصف قرن ولا زال يعتبر جريمة ومدعاة للإستنكار بسبب تبني الدولة المغربية ومعها "كوكيتل" الأحزاب ومنظماتها الموازية لإيديولوجية

أش بريس / أجرت الحوار - صلحية بجراف

اعتبر المغربي رشيد الراخا، رئيس التجمع العالمي الأمازيغي (منظمة غير حكومية)، وضع حقوق الإنسان بالمغرب بعد دستور 2011 مؤسف وصادم، وأوضح الراخا في حوار لـ "أش بريس" أنه في الوقت الذي كان فيه التجمع ينتظر تطورا في مجال حقوق الإنسان عموما، هناك ثمة تراجع كارثي، فيما يتعلق مثلا بالحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية. فاقلا رغم ترسيم الأمازيغية منذ ثلاث سنوات إلا أنه تم تجميد تفعيلها كلياً، مضيفاً أن مؤسسات الدولة اتخذت قرارات وسنت سياسات تراجعت فيها حتى ما تم إقراره قبل دستور 2011.

استنصر رئيس التجمع العالمي الأمازيغي التراجع عن تعليم الأمازيغية، ومنع المواطنين من التحدث بها وتسمية أبنائهم بأسماء أمازيغية، وحتى اعتقال الأمازيغ ونزع أراضيهم وسلبهم ثروتهم وكل ما امتكوه لقرون. كما تحدث عن أمور أخرى تهم تطور حقوق الإنسان بالمغرب وتنظيم تظاهرات المنتدى الدولي لحقوق الإنسان التي تنطلق اليوم الخميس بمراكش، وغيرها تعرف عليها في الحوار التالي:

**كيف نلقي وضعية حقوق الإنسان بالمغرب؟**

●● قضية حقوق الإنسان بالمغرب تشبه ورشا مفتوحا منذ سنوات بالمرتب دون أن يتحقق فيه أي تقدم، كما سبق لمنظمات حقوقية دولية أن أشارت، فلننظر مثلا للسنوات الأخيرة كل ما تحقق على نواصيه وعلاته في كل القضايا ظل أكثر منه حبرا على ورق ولم يجد طريقه للتفعيل والتنفيذ على أرض الواقع، بل أكثر من ذلك أحيانا تتدخل الدولة على قرارات وتقدم على خطوات تدفع بنا للقلق الشديد خاصة وأنها توحى بأن كل ما قامت به الدولة في مجال حقوق الإنسان تستطيع التراجع عنه في أي وقت، وبالتالي فنحن وإن كنا نشيد بكل ما تحقق للأمازيغية أو المرأة أو في مجال الحريات وبناء دولة الحق والتغيير التدريجي نحو الديمقراطية، إلا أننا نتساءل عن جدية الدولة في كل ما أقدمت عليه من قرارات تحت تأثير ضغط المنظمات الحقوقية الوطنية والدولية خاصة وأن الأمازيغية مثلا ورغم أن مسلسل إنصافها بدأ منذ عشر سنوات وصارت لغة رسمية منذ ثلاث سنوات إلا أن الواقع أمر آخر إذ بقيت الأمور على حالها دون أن نصل للتغيير المطلوب أو على الأقل نسلك طريقه وتلمس إنجازات ستة بعد أخرى.

**هل يمكن إن نلحدك عن تطور المنظومة الحقوقية بالمغرب؟**

●● أعتقد أنني أجبت نسبيا في السؤال الأول حول موضوع السؤال الثاني، إلا أن لدي إضافة تتعلق بكون تطور المنظومة الحقوقية بالمغرب صار خاضعا لموازين القوى بين الدولة من جهة، والمنظمات الحقوقية من جهة أخرى، فكما ضعف الحقوقيين إلا وتراجعت الدولة عن قراراتها لصالح حقوق الإنسان، وكما شكلوا قوة تتخذ تلك الدولة قرارات لصالح حقوق الإنسان ربما لتهدئة التوتر فقط، التوتر الذي ما أن يمر حتى تعود الأمور إلى حالها، وهذا أمر مؤسف حقا يكشف عن عدم اقتناع الدولة بكون إقرار حقوق الإنسان والسير نحو دولة الديمقراطية هو السبيل الوحيد لإخراج المغرب وشعبه من مأساه وأزماته في كل المجالات.

**ما تقييمك لوضع حقوق الإنسان بالمغرب منذ إقرار دستور 2011؟**

●● وضع حقوق الإنسان بعد إقرار الدستور مؤسف وصادم، لأنه في الوقت الذي كان فيه التجمع ينتظر تطورا هناك ثمة تراجع كارثي، فمما يتعلق مثلا بالحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية ورغم ترسيم الأمازيغية منذ ثلاث سنوات إلا أنه تم تجميد تفعيلها كلياً، كما اتخذت مؤسسات الدولة قرارات وسنت سياسات تراجعت فيها حتى عن ما تم إقراره قبل دستور 2011، ونذكر كمثال التراجع عن تعليم الأمازيغية، وما يطبق على الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية هو نفسه واقع



جمهورية العراق  
إقليم كوردستان  
الرئيس



كۆماری عێراق  
هه‌ریێمی كوردستان  
سه‌رۆك

الأخ رشيد الراخا المحترم  
التجمع العالمي الامازيغي

تحية طيبة

بسعادة غامرة تلقينا رسالتكم الكريمة واطلعنا على حيثياتها التي تنبض بأصالة شعبكم ومعاناتكم ونضالكم الدءوب من اجل الحرية وتحقيق الأهداف القومية لشعبكم الشقيق الذي تعرض عبر تاريخه لذات الهجمات والأساليب التي كانت تهدف إلى طمس معالمه وهويته الإنسانية والقومية. إننا إذ نستشعر بما تقومون به من نخب سياسية وثقافية وإعلامية فإننا واثقون إنكم ستحققون الأهداف بتراصمكم ووحدتكم، وان ما يجري اليوم في كوردستان إنما هو حصيلة نضال عنيد ومتواصل عبر ثورات وانتفاضات ووحددة الموقف والهدف، ولذلك فان شعبنا ينظر باحترام بالغ إلى أصدقائه ومسانديه في هذه المرحلة الدقيقة من تاريخه وهو يتقدم إلى مستقبل أكثر سعادة وإشراق.

نشكركم ونرجو مخلصين أن تتقدم حركتكم وتجمعكم بما يلبي طموحات شعبكم المناضل.

وتقبلوا أسمى اعتباري

مسعود بارزاني  
رئيس إقليم كوردستان

19-يوليو-2014







